

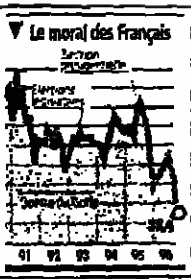
JAN + Feb 1997 96870



Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

- Insondable confiance
- 8 pages d'offres d'emplois



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 1676 - 7 F

MARDI 28 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

SPORT Football : Monaco vers le titre de champion de France

L'ÉQUIPE de Monaco, grâce à deux buts infligés aux joueurs parisiens dimanche 26 janvier, lors de la 24^e journée du championnat de France de football, a franchi un nouveau pas vers le titre. L'entraîneur Jean Tigana a su apporter à son équipe la rigueur qui lui manquait depuis trop longues années. Aux États-Unis, en football américain, c'est la victoire de l'équipe de Green Bay sur les Patriots de New England qui a provoqué des farandoles dans les rues de La Nouvelle-Orléans (Louisiane). Pour le 31^{er} Super Bowl, les joueurs du Wisconsin, emmenés par Brett Favre, leur quarterback, ont gagné 35 à 21, devant 130 millions de téléspectateurs.

Lire pages 20 à 22

Immigration : le forum de Kayes

COMMENT aider au développement pour freiner l'immigration ? C'est à cette question que vont tenter de répondre des représentants d'associations villageoises maliennes, des gouvernements français et maliens et de bailleurs de fonds internationaux. Réunis du 27 au 30 janvier à Kayes, ils vont examiner les nouvelles politiques de coopération qui se mettent en place. A Bamako, la France aide ainsi certains immigrants à créer leur entreprise.

Mais dans la capitale malienne d'anciens grévistes de la fâlm de l'église Saint-Bernard racontent l'impasse dans laquelle ils se trouvent depuis leur expulsion.

Lire page 9

Déclin d'un grand théâtre



MARTIN WUTTKE

SA NOMINATION, en janvier 1996, comme intendant du Berliner Ensemble - fondé par Bertolt Brecht en 1949 -, avait suscité beaucoup d'espoir. Martin Wuttke, brillant comédien de trente-quatre ans, semblait avoir en main de quoi rendre tout son éclat à l'un des plus grands théâtres européens. Le 4 décembre 1996, il a démissionné, vaincu par « trop de difficultés et d'incertitudes » et ne parvenant pas à s'entendre avec les héritiers de Brecht.

Lire page 24

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 3 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 360 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 3 £ ; Suède, 80 F CFA ; Suisse, 2,50 S ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

N 0147 - 128 - 7,00 F



Les musées détiennent 1 955 œuvres d'art volées aux juifs pendant l'Occupation

En 1995, un rapport confidentiel de la Cour des comptes faisait le bilan des spoliations

UN RAPPORT confidentiel de la troisième chambre de la Cour des comptes, daté de décembre 1995, a dénombré, dans les musées nationaux, 1 955 œuvres ou objets d'art saisis pendant l'Occupation, récupérés à la Libération et qui n'ont pas été restitués à leurs propriétaires. La plupart des œuvres confisquées appartenaient à des collectionneurs juifs. La Cour, dont nous publions un résumé de l'enquête, a interrogé, à partir de décembre 1994, les musées qui détiennent une partie de ces tableaux et objets. Elle observe que la plupart des conservateurs, à l'exception de celui du Musée d'Orsay, s'efforcent d'en minimiser la valeur et l'importance. Elle note que l'Etat n'a pas recherché les propriétaires ou leurs ayants droit avec autant d'application qu'il aurait dû.

La révélation de ce rapport fait opportunément écho à l'initiative prise, samedi 25 janvier, par Alain Juppé devant le Conseil représen-



tatif des institutions juives de France. Le premier ministre a annoncé l'ouverture d'une « mission portant sur l'évaluation de l'ampleur des spoliations [dont ont été victimes les juifs français ou résidents en France], le sort qui a été réservé aux biens spoliés, la localisation actuelle de ces biens et leur situation juridique ». Un groupe de travail devait être constitué dans la semaine sous la présidence d'une « haute personnalité » pour rechercher notamment ceux des biens juifs qui se trouveraient aujourd'hui détenus par des administrations ou des collectivités publiques.

Robert Badinter, qui fut garde des sceaux de François Mitterrand, a salué, dimanche 26 janvier au « Grand-jury RTL-Le Monde », le combat de Jacques Chirac contre « l'antisémitisme et le racisme ».

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 16

Disney accusé de jouer les Oncle Picsou en Haïti

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Mickey ne serait-il qu'un vil exploitateur, profitant de la détresse du peuple haïtien pour maximiser ses profits ? Très attentive à son image de marque, Disney est la cible de syndicalistes et d'organisations religieuses qui accusent la multinationale du divertissement de jouer les Oncle Picsou sur le dos des travailleurs haïtiens. Fer de lance de cette campagne, le Comité national des travailleurs (National Labor Committee, NLC), une organisation syndicale américaine, soutient que les salaires versés aux petites mains haïtiennes qui cousent les pyjamas à l'effigie de la belle Pocahontas « couvrent moins de 60 % des besoins vitaux d'une famille ». Le NLC, qui a enquêté dans les entreprises de sous-traitance de Port-au-Prince, soutient que nombre d'ouvriers sont payés en dessous du salaire minimum de 36 gourdes (12 francs) par jour et dénonce la répression patronale contre les employés qui tentent de s'organiser. « Michael Eisner, le PDG

de Disney, a gagné 203 millions de dollars en 1993, 325 000 fois le salaire d'un ouvrier haïtien », calcule le NLC.

La campagne syndicale a été relayée par l'Eglise méthodiste unifiée américaine, dont le fonds de pension est actionnaire de Walt Disney Co. Dans une motion qui sera soumise à la prochaine assemblée des actionnaires de Disney, le 25 février, l'Eglise méthodiste demande à la compagnie de garantir des salaires et des conditions de travail convenables, y compris chez ses sous-traitants. Un autre document élaboré par les sœurs de Saint-Joseph demande à Disney de publier un rapport comparant les rémunérations de ses dirigeants aux salaires de ses travailleurs haïtiens, birmans et thaïlandais. La direction de Disney s'oppose à ces projets de résolution, soutenant que des normes strictes sont imposées aux sous-traitants et que les primes millionnaires versées à ses cadres supérieurs ne font que refléter la bonne santé de l'entreprise.

Longuement débattue dans un groupe de

discussion sur internet, la campagne anti-Disney est diversement interprétée. Pour les uns, elle masque le protectionnisme des syndicats américains, naturels et la naïveté de certaines organisations religieuses. « Au lieu d'être vilipendé, Disney devrait être félicité de créer des emplois en Haïti, un pays où peu d'investisseurs osent s'aventurer », résume un chef d'entreprise. Soucieux de relancer une économie moribonde et de lutter contre le chômage, qui touche près de 80 % de la population haïtienne, le président René Préval a annoncé en décembre 1996 à Miami de nouvelles mesures pour faciliter le développement des zones franches industrielles. Des mesures dénoncées par ses détracteurs des « organisations populaires », qui mènent campagne contre « le plan néo-libéral du gouvernement dicté par les États-Unis et les institutions financières internationales ».

Jean-Michel Caroit

POINT DE VUE

Aux partisans du « socialement correct »...

par Jean Kaspar

Après la « pensée unique » et le « politiquement correct », entrons-nous dans l'ère du « socialement correct », une période au cours de laquelle certaines interrogations seraient taboues, certains mots interdits ? L'hypocrisie deviendrait-elle une vertu cardinale

pour exercer des responsabilités ? Cette hypocrisie qui consiste, par exemple, à refuser le terme de flexibilité mais à laisser se développer, dans les faits, une flexibilité sauvage, cruelle, sans contrôle, sans régulation réelle ? Le « re-questionnement » et la remise en cause de certaines certitudes issues d'un passé révolu se-

raient-ils synonymes de trahison ou de « retournement de veste » ? Le fait de réfléchir avec des gens qui ne pensent pas comme vous, avec lesquels on peut être en désaccord sur les grands choix politiques, signifie-t-il que vous êtes passé de l'autre côté de la barrière ? Ces quelques questions simples doivent être, me

semble-t-il, au centre du nécessaire re-questionnement sur nos pratiques politiques, sociales et médiatiques si nous voulons éviter que les fondements de notre démocratie s'effritent pour faire place à l'indifférence d'un ombre croissant d'hommes et de femmes, laissant ainsi libre cours à la dérive technocratique ou au totalitarisme de l'extrême droite. Dans une période marquée par des transformations sans précédent sur le plan des techniques, de la science, mais aussi des mœurs et des comportements, nous n'avons pas le droit à l'immobilisme ou à la simple défense de nos « acquis » intellectuels et matériels. Il nous faut faire le tri entre ce qu'il faut préserver, changer et inventer pour répondre à l'importance des enjeux de la période.

Les défis majeurs devant lesquels nous sommes sont indiscutablement ceux de l'emploi, du chômage, du développement de la pauvreté et des différentes formes d'exclusion qui s'y rattachent. Tout le monde le dit : la droite, la gauche, le gouvernement. L'opposition, les chefs d'entreprise, les syndicats, les Églises, les franc-maçons, le milieu associatif et tant d'autres encore.

Lire la suite page 15

LE LIVRE QUI MÈNE AU CŒUR DES GRANDS DÉBATS. Die Zeit

Daniel Jonah Goldhagen
Les bourreaux volontaires de Hitler
LES ALLEMANDS ORDINAIRES ET L'HOLOCAUSTE

Editions du Seuil

Le PDG d'Air France souhaite une privatisation début 1998

CHRISTIAN BLANC, président d'Air France, souhaite la privatisation du groupe avant les élections législatives de 1998. Il a un peu plus d'un an pour convaincre le gouvernement. Le groupe reste convalescent : la compagnie Air France devrait perdre encore 200 millions de francs pour l'exercice 1996/1997 (contre 8 milliards en 1993), auxquels s'ajouteraient 800 millions de francs de déficit de l'ex-Air Inter. Pour réussir, M. Blanc devra réussir sur deux tableaux : la fusion d'Air France et de l'ex-Air Inter, effective en 1997, et la mise en œuvre du « Pacte de croissance compétitive » qui doit permettre au groupe de gagner 2 milliards de francs en 1999/2000.

Lire page 17

Gestion de l'eau : un rapport sévère

Un rapport de la Cour des comptes, publié lundi, met en cause la gestion locale de l'eau et dénonce les hausses abusives de prix.

M. Milosevic et le Kosovo

A l'incertitude politique qui règne à Belgrade s'ajoute une situation de tension croissante dans la province du sud de la Serbie.

L'optimisme du pouvoir

L'exécutif tente de tirer avantage du retour sur la scène politique du président de la République et de la stabilisation de l'impopularité du gouvernement.

Les ouvriers amers de Moulinex

Faute d'avoir su s'adapter à temps, l'usine d'assemblage de la firme d'électroménager d'Argentan doit fermer en juin. Désarroi des salariés.

L'euro risque « l'explosion »

Fervent européen, Jean Boissonnat, ancien membre du Conseil de la politique monétaire, déclare au Monde craindre « l'explosion » de l'euro, la difficulté étant de trouver une nouvelle répartition des pouvoirs dans l'Union.

Les recettes de NRI

La radio présidée par Jean-Paul Baudouin est désormais la deuxième radio de France derrière RTL. Enquête sur un succès.

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Jour	22
Société	9	Météorologie	23
Régions	11	Culture	24
Carnet	12	Communication	27
Horizons	13	Abonnements	28
Entreprises	17	Radio-Télévision	28
Finances/marchés	19	Kiosque	29

BALKANS La situation s'est tendue ces dernières semaines au Kosovo, province appartenant à la Serbie mais peuplée à 90 % d'Albanais et qui cherche à s'émanciper de Bel-

grade. Les représentants des Albanais craignent que la crise politique à Belgrade ne diffère encore toute solution aux problèmes de la région. L'un des mouvements représentant les Al-

banais, le PPK, est tenté par une radicalisation. **IBRAHIM RUGOVA**, leader de l'autre grande formation, la LDK, appelle en revanche à la prudence et souhaite une solution paci-

fique. Il émet l'espoir que les leaders de l'opposition serbe « qui ont toujours été très extrémistes sur la question du Kosovo » évolueront. **LA POLICE**, à Belgrade, a levé, lundi à

l'aube, le cordon par lequel elle barrait la route aux étudiants contestataires. 70 000 personnes participaient à la procession de la Saint-Sava, patron des écoliers et des étudiants.

La crise politique à Belgrade favorise une radicalisation au Kosovo

Certains représentants de la communauté albanaise s'impatiente devant les pressions continues des forces de l'ordre et l'absence de réponse à leurs revendications. L'affaiblissement du pouvoir du président Milosevic accroît l'inquiétude des Serbes de la région

PRISTINA
de notre envoyé spécial
La multiplication récente des attentats, la fermeté du discours politique de certains partis et les incertitudes sur la situation politique à Belgrade provoquent une inquiétude croissante au Kosovo, la province méridionale de la Serbie où 90 % des quelque deux millions d'habitants sont albanais. « Il est clair que la situation devient de plus en plus tendue, et que le risque d'une radicalisation n'est pas à écarter », affirme ainsi Michael Frey, qui dirige la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Pristina, la capitale de cette province.

L'accroissement de la tension est tout d'abord lié aux actions menées par une mystérieuse « armée de libération du Kosovo », qui a revendiqué, depuis une quinzaine de jours, trois meurtres à l'encontre d'Albanais réputés proches du régime serbe, ainsi que l'attentat qui a grièvement blessé, il y a une semaine, le recteur serbe de l'université de Pristina, Radiroje Papovic. Dans cette province, unilatéralement déclarée « République du Kosovo » par les Albanais au mois de mai 1992, la cohabitation avec la minorité serbe — qui détient tous les leviers du pouvoir — a cessé de se dégrader depuis plusieurs années.

Cette vague de violence apparaît pour les deux communautés comme un signal dangereux, mais est interprétée avec beaucoup de prudence. Les dirigeants albanais et serbes se gardent de toute conclusion hâtive sur l'origine exacte de ces attentats et en dé-

plorent tous les risques, avec une unanimité rarissime à Pristina. A tel point que le maire de Pristina, Dusan Simic, qui avait dénoncé, au lendemain de l'attentat, « les terroristes albanais ayant reçu le feu vert de ceux qui, à Belgrade, tentent depuis deux mois de déstabiliser la Serbie », affirme aujourd'hui que ses propos « ont été mal compris » et qu'il avait « simplement souligné que tout cela se déroule en même temps » en « établissant un lien uniquement temporel ». Et les Serbes, comme les Albanais, soulignent que le recteur était unanimement contesté pour s'être publiquement opposé à l'accord sur l'enseignement.

L'ÉCHEC D'UN COMPROMIS
Cet accord sur l'éducation — qui fonctionnait au Kosovo de manière totalement séparée et constituait le plus ancien point de friction entre les Serbes et les Albanais — signé en septembre 1996 par le président Slobodan Milosevic et le « président » albanais, Ibrahim Rugova, a aussi paradoxalement contribué à l'aggravation de la situation politique. Car il n'a été suivi d'aucune mesure concrète, et la commission mixte chargée d'en étudier les modalités n'est toujours pas formée, les Albanais demandant la participation d'une médiation internationale, refusée jusqu'à présent par Belgrade.

L'échec de ce compromis, qui avait fait naître un certain espoir à Pristina, est aujourd'hui souligné par l'organisation rival de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova, le Parti parlementaire du Kosovo (PPK). Au PPK, dirigé par Adem Demaqi,

le vice-président, Bajram Kosumi, explique ainsi : « Pendant les quatre dernières années, nous avons réussi à maintenir une situation pacifique. Mais les multiples pressions de la police et de l'armée et le fait que nous n'avons obtenu aucun résultat pendant cette période font que les gens ne croient plus à la volonté politique. »

« Pour éviter que ce statu quo ne se poursuive, dit M. Kosumi, notre parti, qui s'est prononcé contre la guerre, ne veut plus non plus d'une politique passive qui a conduit à la capitulation. Nous nous engageons donc dans une résistance pacifique en recourant à tous les moyens démocratiques pour imposer notre volonté aux Serbes et à la communauté internationale. Nous osons par exemple demander à nos lycéens et à nos étudiants, qui étudient dans des conditions difficiles, alors que des bâtiments sont vides et que la police nous interdit d'y entrer, de les prendre. »

Cette ligne plus dure et ce recours à l'éventuel affrontement avec les autorités serbes est pour le PPK le seul « moyen d'éviter une radicalisation encore plus grande. Il vaut mieux se faire arrêter et maltraiter aujourd'hui, plutôt que de risquer qu'une guerre commence demain », conclut Bajram Kosumi, qui a passé dix ans en prison entre 1981 et 1991, pour l'organisation de manifestations et sa propagande hostile à l'Etat yougoslave.

Si la LDK revendique l'indépendance du Kosovo, le PPK, en parlant de statut indépendant, reste plus flou sur les termes exacts de son objectif final. Mais il s'agit, dans les deux cas, d'une exigence



inimaginable pour les Serbes, qui considèrent cette province comme leur « berceau national », même si elle est le lieu de la bataille perdue en 1389 face aux Ottomans et même si elle s'est progressivement peuplée depuis d'Albanais. Le président Slobodan Milosevic s'est d'ailleurs employé — avec la nouvelle Constitution de 1990 — à ramener le Kosovo dans le giron serbe en supprimant de fait la large autonomie octroyée par Tito à la province seize ans plus tôt.

Mahmut Bakalli, qui était membre du comité central du Parti communiste à l'époque, et qui « a claqué la porte en 1981 après avoir été renvoyé pour propagande albanaise », dit lui aussi redouter aujourd'hui « un conflit identique

à celui que l'on a connu en Bosnie il y a peu de temps ». M. Bakalli s'est impliqué dans la recherche d'un compromis, car, dit-il, « si le terrorisme n'a la guerre n'y mettront fin. C'est par des moyens politiques, comme la création d'une confédération, que l'on pourra tenter de respecter à la fois le lien spirituel et historique des Serbes, et la volonté des Albanais de sortir de l'Etat de Serbie ».

Il était invité, avec des responsables politiques serbes et albanais, à la table ronde de New York qui devait tenter d'établir, à la fin 1996, les bases d'un éventuel compromis. Une réunion qui a été reportée sine die en raison de la crise en Serbie.

Car les événements de Belgrade inquiètent aussi bien les Albanais

que les Serbes du Kosovo. Si la LDK soutient du bout des lèvres le mouvement de protestation, et le PPK de manière nettement plus résolue et ouverte, les deux organisations émettent des réserves sur les objectifs peu clairs de l'opposition en Serbie concernant le Kosovo. Elles craignent aussi toutes les deux que la crise en Serbie ne retarde un peu plus un hypothétique compromis.

Veton Suraj, rédacteur à l'hebdomadaire albanais Koha, affirme pour sa part que le gouvernement de Slobodan Milosevic « peut chercher, comme il l'a déjà fait dans le passé, à exporter ses problèmes internes vers le Kosovo », tout en soulignant cyniquement que « le fossé entre l'opposition et le pouvoir de Belgrade est si grand et les problèmes si profonds que les Serbes se battent d'abord entre eux avant de s'occuper du Kosovo ».

Les Serbes de Pristina ne cachent d'ailleurs pas leurs craintes à ce sujet. « Il ne s'agit plus aujourd'hui d'incidents, mais de la montée d'un véritable terrorisme », affirme le secrétaire à l'information de la province, Bosko Drobniak ; et l'inquiétude de notre communauté grandit d'autant plus que la crise de Belgrade affaiblit l'Etat de Serbie, qui peut seul lui apporter une garantie de sécurité. » Et sa vision de la situation est la plus lapidaire constat d'échec que l'on puisse imaginer. « Ici, dit-il, vous rencontrerez toujours deux histoires qui se construisent parallèlement, et il ne faut croire l'une ni l'autre. »

D. H.-G.

Ibrahim Rugova, président de la Ligue démocratique du Kosovo

« Nous avons quelques réserves sur les dirigeants de l'opposition serbe »

ÉCRIVAIN RÉPUTÉ, féru de culture française, Ibrahim Rugova a été élu « président » du Kosovo, lors d'élections semi-clandestines qui se sont déroulées en mai 1992. A la tête de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) — qui revendique l'indépendance du Kosovo —, il a toujours prôné une résistance pacifique face au pouvoir serbe, qu'il est parvenu à imposer, y compris dans les moments de plus grande tension de l'histoire récente de la province.

« Quelles sont, d'après vous, les conséquences de la crise en Serbie sur la situation au Kosovo ? »

— Pour le moment, elle n'a pas eu d'effets immédiats. Nous soutenons tous les mouvements démocratiques, en Serbie comme ailleurs. Mais nous avons quelques réserves concernant les dirigeants de l'opposition serbe, car ils ont toujours été, comme le régime, très extrémistes sur la question du Kosovo. Et jusqu'à présent ils n'ont pas l'air d'avoir une vision plus avancée. Nous n'excluons certes pas, de leur part, de possibles changements d'orientation. Mais, en ce qui nous concerne, nous ne devons pas nous mêler des questions concernant la nation et la société serbe ; notre attitude a toujours été de discuter avec eux, quels que soient leurs représentants.

— Avez-vous eu des contacts récents avec les dirigeants de l'opposition en Serbie ?

— Nous avons eu des contacts au cours de tables rondes avant la crise, mais tout cela s'est arrêté. Il faut maintenant attendre, en espérant qu'ils se libéreront de cette charge mythique du Kosovo et qu'ils accepteront une indépendance, avec toutes les garanties pour les Serbes qui vivent ici. Comment analysez-vous la récente multiplication d'attentats au Kosovo ?



IBRAHIM RUGOVA

Notre mouvement a certainement contribué à un début de prise de conscience et à une approche du problème plus démocratique

— J'ai condamné ces attentats, parce qu'ils sont très dangereux pour tout le monde. On a tué des Albanais en prétendant qu'ils avaient collaboré avec le régime serbe, ce qui ne veut rien dire, puisqu'ils avaient depuis longtemps été démasqués. C'est peut-être une action des services secrets serbes, qui trouvent là un prétexte pour tuer des Albanais, mais c'est très difficile à affirmer. Il n'y a eu aucune explication officielle de la police, et je n'ai aucune information sur l'existence d'un mouvement extrémiste albanais. Ces actions visent en tout cas à déstabiliser la situation au Kosovo et à provoquer la peur parmi la population.

— L'accord sur l'enseignement que vous avez signé il y a quelques mois avec le président Milosevic a-t-il commencé à être mis en place ?

— Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun progrès. Nous attendons la création de commissions, que l'on espère rapide, comme un premier signe de bonne volonté. Il faut souligner que ce compromis est le premier qui ait jamais été signé entre les Albanais du Kosovo et les Serbes. Ils doivent maintenant montrer leur volonté de le mettre en place ; pour notre part, nous y sommes prêts. Sinon, nous continuerons à faire fonctionner notre système scolaire [parallèle] comme actuellement, car il n'est pas possible de laisser des jeunes gens sans éducation.

— Existe-t-il, d'après vous, une volonté des autorités de Belgrade de se servir du Kosovo pour faire oublier la crise actuelle ?

— Ce danger existe toujours, c'est pour cela qu'il faut rester très prudent. Mais j'espère toujours que le problème du Kosovo se terminera par une solution pacifique et politique. Si l'opposition, ou le régime, reconnaissent le Kosovo, il s'agira pour eux d'une libération politique et spirituelle.

— Notre mouvement a certainement contribué, chez eux, à un début de prise de conscience et à une approche du problème plus positive, moderne et démocratique. Le temps est venu de trouver des solutions pour commencer à résoudre ce conflit entre les Serbes de cette région du sud-est de l'Europe et les Albanais en général. Car l'indépendance du Kosovo ne pourra que contribuer à calmer la situation dans les Balkans. »

Propos recueillis par Denis Haultin-Guinaut

Victoire de la « discothèque du cordon bleu »

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Le centre de Belgrade s'est réveillé à 4 heures du matin, lundi 27 janvier, au son du tambour et des sifflets. Quelques milliers d'étudiants de la capitale ont ainsi fêté leur « victoire » sur les policiers, en défilant dans des rues désertes. Depuis plus d'une semaine, un face-à-face insolite les a opposés, jour et nuit, avec les forces de l'ordre dans l'une des artères principales de la capitale. Dans ce qui a constitué le clou de l'absurdité répressive, les forces antiémeutes se relayaient en permanence pour empêcher les étudiants d'occuper la rue. Les jeunes s'étaient, eux, installés avec la ferme intention de tenir le siège « au moins cinq minutes de plus que les policiers ».

En quelques jours, la « discothèque du cordon bleu » était devenue le dernier endroit à la mode, et le siège de la rébellion étudiante. Au son d'une puissante sono, ils ont chanté et dansé, sur fond de rock et de sifflets. Pour combattre le froid, de solides bûches ont brûlé dans des brasiers improvisés. Une buvette, gratuitement approvisionnée par les bonnes volontés des sympathisants, et un stand de sandwiches et de plats chauds, formaient la « cantine ». Leurs « commandes », transmises par l'intermédiaire de la radio indépendante B-92 ou par la station de l'université, Radio-Index, ont dépassé toutes leurs espé-

rances. Dans la matinée, ils n'étaient que quelques centaines à battre ainsi la semelle.

Mais, la nuit venue, la « discothèque » s'échauffait. Plusieurs milliers de jeunes et de moins jeunes sont venus tour à tour danser, boire et manger, ou simplement assurer un soutien aux protestataires. Nombre d'acteurs connus, de vedettes sportives, de prêtres orthodoxes, de juges, et même de militaires, ont fait un crochet parfois quotidien jusqu'à la « discothèque ». Les étudiants ont assuré l'animation : l'élection du « plus beau policier du cordon » par les demoiselles, une séance d'aérobic matinale pour maintenir la forme, un don de sang « pour diffuser le virus de la liberté », ou une protestation des nombreux homosexuels de Slobodan Milosevic et son épouse Mira Markovic.

Cette étrange épreuve de force s'est terminée provisoirement en raison d'une fête religieuse. A l'occasion de la Saint-Sava, une marche conduite par le chef de l'Eglise orthodoxe, le patriarche Pavle, devait, lundi dans la matinée, opportunément traverser le fameux barrage. Une manière de forcer les policiers à céder et de soutenir les étudiants, sans pour autant faire perdre la face aux autorités. Elles ont donc organisé une retraite discrète, au milieu de la nuit.

D. H.-G.

Renforcement des pouvoirs présidentiels en Albanie

ALORS que la vague de mécontentement au sujet des sociétés d'usure dites « pyramides » débouchait sur de nouveaux incidents violents dans plusieurs villes du pays, le Parlement albanais a voté, dimanche 26 janvier, une loi renforçant les pouvoirs du président de la République, Sali Berisha.

Le texte accorde au chef de l'Etat « plus de compétences » dans le domaine du maintien de l'ordre et lui permet d'« utiliser quelques unités des forces spéciales de l'ordre afin de faire face aux situations extraordinaires ». Selon le ministre de la Défense, Safet Zhulali, ces nouvelles dispositions « ne s'opposent pas à l'état d'urgence ».

Toute la journée de dimanche, les manifestations et les incidents se sont poursuivis dans plusieurs localités, où des bâtiments publics et privés ont été incendiés ou mis à sac. Dans la capitale, Tirana,

une importante manifestation a rassemblé sur la place centrale Skenderbeg près de 20 000 personnes, à l'initiative du Parti socialiste (opposition, ex-communiste). En deux jours, au total quatre-vingt-quatre policiers ont été blessés, a indiqué le ministre de l'Intérieur, Halil Shamata.

APPEL AU CALME

Le président Berisha a lancé, dimanche, au début de la session extraordinaire du Parlement, un « appel au calme », tandis que son premier ministre, Aleksander Meksi, s'engageait à indemniser, à partir du 5 février, les personnes spoliées par les sociétés d'usure. Xhaferi et Populli — quelque trois cent mille selon les estimations. M. Berisha a accusé l'opposition socialiste d'être « à l'origine des violences ». Celle-ci réclame la démission du gouvernement, responsable à ses yeux de la crise sociale et de la « ruine » de

nombreux Albanais après la faillite de plusieurs établissements d'épargne.

Les avoirs bancaires (plus de 1,3 million de francs) de ces sociétés récemment interdites ont été bloqués, mais le montant total des « prêts » consentis par des dizaines de milliers d'épargnants dépasserait les 5 milliards de francs, estiment des experts. Un Albanais sur trois aurait perdu de l'argent dans ces sociétés « pyramides » qui promettaient des taux d'intérêt allant de 35 % à 100 % par mois.

Samedi, des violences avaient éclaté à Lushnja (au sud de Tirana), au cours desquelles le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, Tritan Shehu, a été blessé par un jet de pierre puis retenu plusieurs heures par des manifestants. Des barrages ont été mis en place par les manifestants pour couper l'axe routier nord-sud du pays. — (APR)

Les premières élections libres de l'après-guerre en Tchétchénie

150 observateurs internationaux contrôlent le déroulement du vote

Les électeurs tchétchènes ont commencé à voter, lundi matin 27 janvier, pour élire leur président et leur Parlement. Des mesures de sécurité ont été prises pour empêcher toute provocation. Le favori du scrutin est Aslan Maskhadov, le chef d'état-major des forces indépendantistes pendant la guerre menée contre la Russie.

Le scrutin est organisé par le gouvernement russe, mais les élections sont considérées comme libres par les observateurs internationaux. Le scrutin est organisé par le gouvernement russe, mais les élections sont considérées comme libres par les observateurs internationaux.

GROZNY

de notre envoyé spécial

Le village a mauvaise réputation. D'aspect plus poétique que son nom, le « 15^e mol-sovkhoze » (ferme collective laitière) allège les petites maisons enneigées le long de la « route des bandits ». Depuis la guerre, les occupants de plusieurs véhicules y ont été détournés ou pris en otage. Cela donna des idées aux Russes : en 1995, c'est ici également qu'une équipe de télévision américaine s'était fait saisir, par de faux bandits aux ordres de Moscou, un film montrant des hélicoptères russes tirant sur des voitures de négociateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

La tradition s'est perpétuée : c'est sur cette route, une de celles qui relient la capitale tchétchène, Grozny, à celles de l'ingouchie voisine, que viennent de se volatiliser deux journalistes de la première chaîne de télévision russe ORT, la plus haie ici pour la façon dont elle déformait la vérité. Depuis, tous les bulletins d'informa-

tion d'ORT évoquent longuement l'affaire et contribuent à la psychologie anti-tchétchène, relancée en Russie avant les élections présidentielles et législatives du lundi 27 janvier dans la petite république. Mais sur place, ce qui frappe est au contraire la quiescence retrouvée depuis le départ des derniers soldats russes, le 31 décembre 1996, et l'immense plaisir de pouvoir à nouveau circuler librement, fût-ce au milieu des ruines. Au « 15^e mol-sovkhoze » comme ailleurs.

URNE EN CARTON

Les seules activités visibles de ce village sont le commerce de rue, y compris la vente d'essence dans des bocaux en verre au bord de la route. Des dizaines de petits derrick de pétrole se dressent sur la crête qui longe la « route des bandits ». La plupart sont fixés depuis des années. Mais les derniers puits en activité du pays ont été « privatisés » par des combattants, pour nourrir leur village. L'essence n'a ainsi jamais manqué en Tchétchénie. Cinq mois après la fin des combats, l'électricité et le gaz, produits en grande partie localement, parviennent aussi dans la plupart des villages. Cela a suffi pour que les familles qui avaient fui le pays durant la guerre soient « maintenant presque toutes revenues », explique Zaza, l'institutrice devenue chef de la mission électorale locale du « 15^e mol-sovkhoze ».

Comme la plupart des fonctionnaires tchétchènes, elle n'est pas payée. Les familles survivent du produit de leurs jardins privés, de petits élevages, des revenus de parents immigrés, de commerce. Car le sovkhose lui-même, comme la plupart des entreprises du pays, ne fonctionne plus depuis deux ans à cause des combats et des mines dispersées par les troupes russes dans les champs. « L'année 1997 sera la plus difficile de toutes sur le plan économique, mais on espère qu'après ça ira », pronostique Aminat, ouvrière du silo à grains voisin. Il est difficile d'arracher aux Tchétchènes des doléances sur leur misère. La réponse classique à ce sujet est qu'ils ont déjà survécu à la déportation, dès 1944, quand ils furent tous déversés sur les steppes gelées du Kazakhstan. Aujourd'hui, les bombes russes

Scrutin sous haute surveillance

Aux premières heures du scrutin, les Tchétchènes, avides de tourner la page de la guerre, semblaient, lundi, se rendre en famille et en masse dans les quatre cents bureaux de vote installés pour les quelque 500 000 électeurs répertoriés dans le pays. Les deux mois de campagne électorale, dans un pays dont la Russie refuse toujours de reconnaître une indépendance de fait, ont été marqués par de nouveaux enlèvements et meurtres. C'est pourquoi l'OSCE n'a pas lésiné sur la sécurité offerte aux soixante-douze observateurs qu'elle a fait venir sur place : ils ne se déplacent que par deux, accompagnés de policiers tchétchènes, en deux voitures munies d'une radio. Une cinquantaine au moins d'autres observateurs, représentant des ONG russes, polonaises, scandinaves ou internationales, se promènent, eux, librement.

L'Italie condamne définitivement trois militants de Lotta continua

ROME

de notre correspondant

Vingt-cinq ans après les années tumultueuses de la stratégie de la tension, l'Italie est à nouveau remuée par les fantômes du passé. Au centre de ce retour en arrière qui agite les milieux politiques et judiciaires, la condamnation définitive de trois anciens dirigeants du mouvement gauchiste Lotta continua à vingt-deux années de réclusion criminelle. La Cour de cassation a confirmé, la semaine dernière, la décision prise par la cour d'appel de Milan, le 11 novembre 1995, contre Adriano Sofri, Giorgio Pietrostefani et Ovidio Bompressi pour le meurtre, le 17 mai 1972, devant sa maison, d'un commissaire de police, Luigi Calabresi, abattu de deux coups de feu, parce qu'il était considéré comme la bête noire des mouvements extrémistes en raison de ses fonctions de responsable des questions politiques.

D'innombrables hypothèses ont été formulées sur les auteurs possibles de cet assassinat mais la plus communément admise est qu'il s'agissait d'une vengeance à la suite de la mort suspecte, en 1969, d'un militant anarchiste, Giuseppe Pinelli, « tombé » du quatorzième étage lors d'un interrogatoire par la police en présence de Luigi Calabresi. Seize ans après les faits, un repent, Leonardo Marino, a accusé ses anciens camarades : « Je conduisais l'auto, Bompressi a tiré, Sofri et Pietrostefani ont commandité ». Le 2 mai 1990, les trois hommes furent condamnés à

vingt-deux ans d'emprisonnement. La sentence fut confirmée en appel puis annulée en cassation.

Le procès a repis, les trois inculpés ont été absous mais le jugement a été cassé et l'affaire est renvoyée, une nouvelle fois, devant la cour d'appel de Milan qui confirme les peines. Il faudra encore dix ans pour que la Cour de cassation se prononce, cette fois, dans le même sens que la cour d'appel, mettant ainsi un point final à ce long épisode judiciaire.

Pour Leonardo Marino, il y a prescription, mais pour les autres il n'y a plus d'autres choix que d'aller en prison. « Pas question de demander la grâce », s'indigne Adriano Sofri, ce qui serait en quelque sorte reconnaître une culpabilité qu'il a toujours farouchement niée. Vendredi 24 janvier, il s'est constitué prisonnier ainsi qu'Ovidio Bompressi. Depuis Paris où il vit, Giorgio Pietrostefani a, dans un premier temps, affirmé qu'il ne rentrerait pas, puis s'est ravisé et devrait prendre le chemin de la prison de Pise, mercredi 29 janvier.

Le débat s'est ouvert sur la nécessité de rouvrir de vieilles blessures. L'un des magistrats de la Cour de cassation s'est publiquement prononcé en faveur de la grâce. Pier Luigi Vigna, procureur antimafia, a exprimé des doutes sur la sincérité du repent. Daniel Cohn-Bendit a parlé de « vendetta contre mai 68 dont Adriano Sofri est en grande mesure un symbole ».

Michel Bôle-Richard

La défense européenne prend place au cœur du dialogue franco-allemand

Au moment où commencent à être connus les éléments d'un « concept stratégique commun », les parlementaires des deux pays dressent les carences de l'Europe en matière de sécurité

AIX-LA-CHAPELLE

de notre envoyé spécial

En dépit de divergences de vue entre Paris et Bonn sur la gestion future de l'euro, l'Europe sera sans doute bientôt unie autour d'une même monnaie. Mais cette Europe en construction dépend encore largement des États-Unis pour sa défense et sa sécurité. L'éparpillement des structures interalliées en matière d'armement n'est que le symptôme le plus visible des déficits européens en la matière. Aussi le décalage de plus en plus patent entre les divers degrés d'intégration du continent était-il au cœur des débats du 13^e colloque Charlemagne d'Aix-la-Chapelle qui a rassemblé, du 24 au 26 janvier, des parlementaires français et allemands (CDU et FDP côté allemand, RPR, UDF et PS côté français).

A la base de cette rencontre, le constat que les Européens ne sont pas capables d'apporter seuls la paix et la stabilité à leurs voisins, notamment au sud de la Méditerranée. Les élus de l'Assemblée nationale et du Bundestag tentent d'apporter une contribution au renouveau du dialogue franco-allemand sur la sécurité et la défense européenne au moment même où commencent à être connus les éléments d'un « concept stratégique commun » entre la France et l'Allemagne (voir Le

Monde du 25 janvier et lire, aujourd'hui, page 14 notre entretien avec Georges-Henri Soutou).

Une fois de plus, la suprématie américaine en matière de sécurité et de défense est le moteur de tout dialogue franco-allemand sur le sujet. Guerre du Golfe, Yougoslavie, Proche-Orient, région des Grands Lacs... chaque grande crise est l'occasion de le constater.

SUPRÉMATIE

Présent lors du colloque, l'ambassadeur allemand auprès de l'OTAN, Hermann von Richthofen, a expliqué que, « sur quarante-cinq canaux satellitaires utilisés pour observer le territoire de la Bosnie, seulement deux n'étaient pas américains », et que ces deux canaux, qui appartiennent à l'OTAN en propre, offraient des images de bien moindre qualité que celles du Pentagone.

Même si c'est encore de manière très timide, les dirigeants allemands commencent à trouver cette forme de partenariat américain un peu lourde à porter et à adopter une position de plus en plus favorable à l'affirmation d'une identité européenne de défense au sein de l'Alliance. D'où l'importance du concept stratégique franco-allemand, qui représente « la première réponse allemande à l'aire française de discuter de la dissuasion euro-

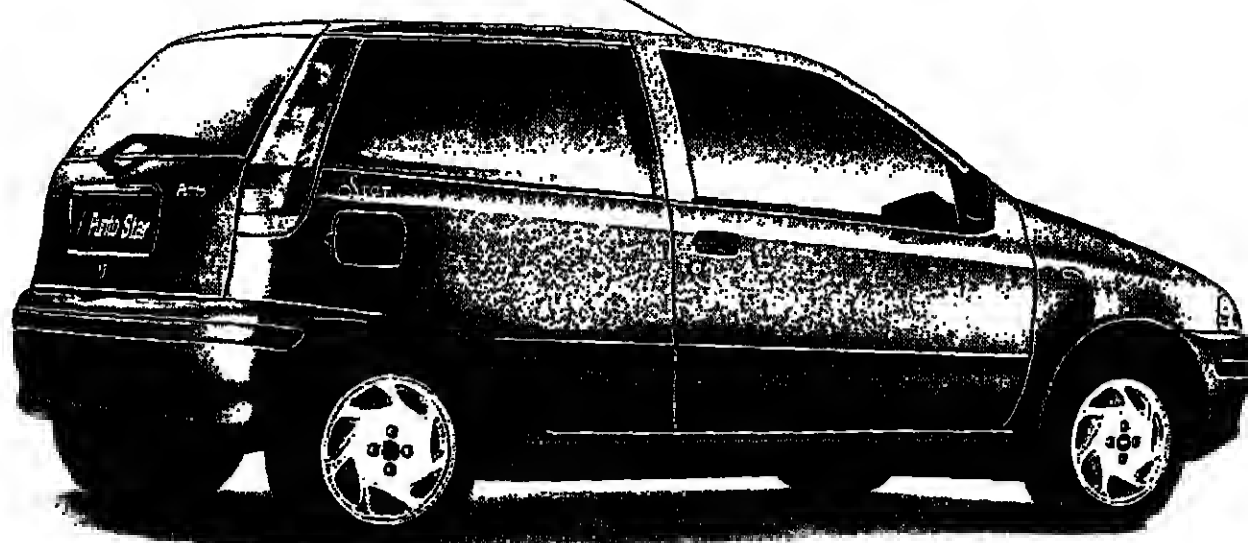
péenne », comme l'a remarqué l'un des participants du colloque.

Dès lors qu'on tente d'affirmer l'autonomie de l'Europe, on ne peut faire l'économie d'un débat sur ce point que les nuances franco-allemandes apparaissent le plus nettement. « On ne peut pas faire tier des soldats à la majorité », selon Pierre Lehoucq, député RPR du Val d'Oise, qui insiste pour dire que « la défense et la politique étrangère relèvent du cadre national, hors duquel il n'y a pas de légitimité démocratique ». Les élus allemands, de leur côté, demeurent fidèles à une vision moins nationale des choses : « l'intergouvernemental est une fausse solution », selon Franz-Peter Basten, député CDU de Trèves.

Les Allemands haussent les sourcils dès qu'une voix française se prononce en faveur d'un système où les premiers rôles seraient confiés aux grands pays. Évitant de prononcer le mot de « directoire » franco-allemand, les députés RPR ont avancé l'idée d'un « conseil de sécurité européen » qui permettrait aux pays d'aller de l'avant sans en être empêchés par d'autres. A la différence des Allemands, les gaullistes, eux, aimeraient que la présidence du conseil soit confiée à un grand pays.

Lucas Delattre

Pour les séductrices à qui la Punto ne suffisait pas, voici la Punto.



PUNTO STAR 59 400F
PRIX NET GRÂCE AU CONTRAT TRANSPARENCE

Autoradio KT autoreverse avec commandes au volant • Projecteurs antibrouillard
Direction assistée • Vitres teintées électriques • Condamnation centralisée des portes
Airbag Fiat® conducteur • Volant réglable en hauteur • Antivol Fiat code

Tarif prix net (hors option) au 01/71/94 46 AM 97 de la Punto Star 3 portes
(tarif de référence au 30/09/96 diminué de la moyenne des conditions habituellement consenties par Fiat et ses réseaux).

TRANSPARENCE

LA PASSION NOUS ANIME. **FIAT**

PRIME QUALITÉ FIAT: REPRISE 5000F DE VOTRE VOITURE DE PLUS DE 8 ANS

La Russie cherche un rôle dans la péninsule coréenne

Moscou veut réchauffer ses liens avec Pyongyang alors que s'ébauchent des négociations sur un système de sécurité régional

SÉOUL
de notre envoyé spécial
Dinausure du stalinisme, isolée et en quasi-banqueroute économique, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) s'oriente vers un relatif désenclavement. Sa prochaine participation, à New York, à une réunion exploratoire - initialement prévue le 29 janvier mais reportée d'une semaine à sa demande - avec la Corée du Sud et les États-Unis en vue d'ouvrir des négociations quadripartites avec la Chine, est un premier pas. Ce dialogue amorcé vise à mettre en place un nouveau système de sécurité dans la péninsule destinée à se substituer à l'armistice de 1953.

Pyeongyang a, certes, l'habitude de « souffler le chaud et le froid » et pourrait une nouvelle fois se cabrer mais, de sources diplomatiques américaines à Séoul, le processus semble désormais s'engager à la suite des regrets présentés par Pyongyang, en fin d'année, pour avoir envoyé un sous-marin espion qui s'échoua en octobre sur les côtes du Sud. Alors que le marché noir se développe à grande vitesse à la frontière avec la Chine, que la monnaie nationale ne vaut plus rien et que

russe, avançant récemment la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong. Une partie de ces drogues partirait par train en Europe et le reste serait consommé sur place : à Vladivostok notamment.

En raison de leurs problèmes internes, et aussi parce qu'ils n'ont guère été conviés à le faire, les Russes restent à la périphérie des négociations sur les nouveaux équilibres régionaux. Exclu des négociations quadripartites sur la sécurité dans la péninsule coréenne, Moscou cherche à revenir dans le jeu stratégique de la région en se rapprochant de Pyongyang. En novembre, les deux pays ont signé un traité sur les investissements et la protection mutuelle des intérêts économiques. Le document est plus formel que substantiel mais il est symptomatique d'une volonté de rapprochement.

La RPDC espère, surtout, de la Russie une reprise des fournitures de pétrole et une participation au développement de la zone de libre-échange de Rajin-Sobong. Tout le programme nucléaire nord-coréen est en outre fondé sur la technologie russe. Sous la pression internationale, Boris Eltsine a suspendu en 1993 l'assistance nucléaire russe à Pyongyang et, l'année suivante, aux termes de l'accord avec les États-Unis, la RPDC accepta de geler son programme atomique en échange de la fourniture par un consortium international de centrales à eau légères (dont l'énergie est moins facilement détournée à des fins militaires) et d'une aide extérieure.

Depuis la défection de Moscou, la RPDC est dépendante de la Chine (bien que celle-ci ait reconnu aussi Séoul en 1992) tant sur le plan économique que diplomatique. Pékin s'est engagé, le 17 janvier, à fournir chaque année à la RPDC, jusqu'à l'an 2000, 500 000 tonnes de céréales. Washington, d'autre part, donne son aval à l'exportation de 500 000 tonnes de produits alimentaires en RPOC à la suite des « regrets » exprimés par Pyongyang à propos du sous-marin. La Croix-Rouge sud-coréenne a enfin repris son aide humanitaire. Ces aides, conjuguées à celle des organismes internationaux, devraient pallier la pénurie alimentaire dont continue à souffrir la RPDC.

Avec un retour de Moscou dans le jeu régional, la RPDC pourrait espérer obtenir une certaine marge de manœuvre et Pékin ne semble guère craindre, pour l'instant, que l'influence russe en Extrême-Orient soit très forte. La Chine pourrait voir un élément contribuant à contrebalancer le poids de Washington qui, tout en soutenant militairement le Sud, tend à jouer l'intermédiaire entre les deux Corées.

Pyeongyang, de son côté, ne ménage pas toujours la susceptibilité de son mentor : depuis que Pékin a reconnu Séoul, les Nord-Coréens courtisent Taiwan (qui a rompu ses liens avec la Corée du Sud à la suite de l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine). Et la RPDC vient d'accepter de stocker 60 000 barils de déchets nucléaires en provenance de Taiwan au cours des deux prochaines années. Une initiative qui a soulevé la colère de Séoul, qui estime que la péninsule ne doit pas devenir un dépôt de déchets nucléaires. Mais l'écologie ne semble pas être la préoccupation majeure de Pyongyang.

Philippe Pons

PUBLICATION JUDICIAIRE

Après la parution dans *Midi Libre* du 18 octobre 1994 d'un article annonçant l'engagement de poursuites judiciaires à l'encontre du président et de plusieurs membres du gouvernement du Pérou, sous le titre : « Les vraies raisons des poursuites judiciaires », la Cour d'appel d'Orléans, saisie par la Cour de cassation pour connaître de la plainte déposée par M. Louis BARTHOLOME, alors procureur de la République à Paris, a estimé que l'information présentée par cet article selon laquelle les vraies raisons des poursuites judiciaires seraient contre M. Louis BARTHOLOME, procureur de la République à Paris, seraient à braver dans les relations internationales par ce magistrat dans des affaires à caractère politique et financier telle que l'affaire « Port Mary » et celle de l'attentat contre M. J.P. MAURENAS, maire de Bagneux, portait atteinte à l'honneur et à la considération de cet agent de l'autorité publique et constituait une diffamation. La décision rendue le 4 novembre 1995 a confirmé l'ordonnance de l'action publique par application de la loi d'amnistie du 3 août 1995 et a condamné M. Maurice BLON, M. Jean-Marc AUBERTY et la société de gestion *MIDI LIBRE* à payer à M. Louis BARTHOLOME 60 000 F de dommages-intérêts, 5 000 F au titre des frais irréprouvés et a ordonné la publication de la présente décision et la publication de la décision par extrait dans le *Journal LE MONDE* et dans le *Journal L'INDÉPENDANT*.

Les opposants à la mainmise de Pékin sur Hongkong veulent mobiliser l'opinion mondiale

Leur porte-parole, Martin Lee, entame une tournée européenne

Martin Lee, le porte-parole des démocrates de Hongkong - qui ont remporté toutes les élections au suffrage direct -, a entamé, lundi

27 janvier, une tournée dans les capitales européennes, alors que Pékin vient d'accélérer la mise en place des structures qui contrôleront le

territoire après sa rétrocession, le 1^{er} juillet. M. Lee souhaite susciter un courant de sympathie en faveur de la « cause de la démocratie ».

HONGKONG

de notre envoyé spécial
Le chef de file des milieux rétifs à la prise de contrôle de Pékin sur Hongkong, l'avocat Martin Lee, a entamé, lundi 27 janvier, à Strasbourg, une tournée en Europe occidentale. Il s'agit d'une croisade de la dernière heure auprès des gouvernements des démocraties industrialisées en vue d'amener la Chine à tenir ses engagements de respecter le mode de vie, y compris politique, du territoire.

Ce voyage, qui le mènera notamment en France, intervient alors que Pékin a, ces derniers jours, multiplié les manœuvres visant à soumettre l'opposition locale à ses conceptions autoritaires d'exercice du pouvoir en prévision de la rétrocession, le 1^{er} juillet. Au cours de son voyage, M. Lee verra des responsables de l'Union européenne, dont Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission de Bruxelles, et diverses personnalités en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Norvège, en Suède, en Italie et à Londres.

À la veille de son départ, il a exprimé au *Monde* son intention de s'efforcer de convaincre les gouvernements européens de « s'as-

surer que la Chine se conformera à un traité à caractère international », la déclaration conjointe sino-britannique de 1984, qui assurait à Hongkong un « haut degré d'autonomie » au sein de la République populaire. Il y voit deux raisons principales : le droit international, d'une part, et, d'autre part, le fait que c'est sur ce droit que reposent « les intérêts économiques [à Hongkong] des gouvernements concernés » comme ceux de France et d'Allemagne qui avaient salué, en son temps, la dite déclaration.

PAS D'ENTREVUE AVEC M. CHIRAC

A son départ de Hongkong, M. Lee n'avait pas obtenu d'entrevue avec le président Chirac - qui l'a pourtant reçu du temps où il était maire de Paris, malgré les frictions de la presse de l'ambassade de Chine en France. Le dirigeant démocrate hongkongais a un rendez-vous à confirmer avec le ministre de la Justice, Jacques Toubon, ainsi qu'avec René Monory, président du Sénat.

Cette tournée risque d'irriter Pékin, qui voit - ou feint de voir, pour des raisons tactiques - en M. Lee un dangereux agitateur dont les menées risquent non

seulement d'envenimer la situation locale après la rétrocession, mais également, à terme, de contaminer le continent.

LE « MESSAGE APPROPRIÉ »

Se refusant à commettre le peu d'enthousiasme officiel français à le recevoir, M. Lee se contente de noter que, depuis leur précédente rencontre, « M. Chirac est devenu quelqu'un de bien plus important qu'il n'était ». M. Lee n'en estime pas moins qu'il existe à ses yeux « un espoir » que la Chine modère ses appétits absolutistes à condition que « le reste du monde lui exprime le message approprié ». Aussi appelle-t-il les gouvernements européens à faire valoir à Pékin qu'il y va « de son propre intérêt ».

M. Lee a déjà eu un entretien avec le futur patron du territoire nommé avec l'appui marqué de Pékin, Tung Chee-hwa, en dépit des divergences de vues frappantes qui existent entre les deux hommes.

Le prochain chef de l'exécutif local s'est montré, dit M. Lee, « prêt à l'écouter » et des rencontres régulières, tous les deux mois, sont prévues. « Mais [il] espère qu'il ne fera pas qu'écouter, qu'il comprendra » ce qu'il lui est

exprimé, « en particulier sur les aspects juridiques » de la rétrocession.

Car, ajoute Martin Lee, « il faut en revenir au droit ». Les manœuvres auxquelles vient de se livrer la Chine en formant un organe législatif parallèle provisoire « ne sont pas conformes à la Constitution » de Hongkong - on ce qui en tient lieu -, la Basic Law (Loi fondamentale).

Sans compter que les groupes et partis politiques relayant l'influence de la Chine dans le territoire reçoivent, estime-t-il, « des financements directs ou indirects de Pékin qui leur permettent de dépenser bien plus d'argent que [son] propre parti » - mais qui pourrait avoir son importance si des élections ont effectivement lieu après la rétrocession.

La nouvelle administration mise en place sous la pression chinoise « est nommée et non pas élue », contrairement à ce qui avait été convenu en 1984, insiste-t-il encore. Mais « il y a une limite à ce que la population peut accepter ». Or celle de Hongkong « s'est vu promettre le maintien de sa liberté ».

Francis Deron

La « mission impossible » de Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU et de l'OUA pour la région des Grands Lacs

« Il faut concevoir un mini-plan Marshall », estime l'ancien médiateur en Somalie

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant

En nommant Mohamed Sahnoun, un diplomate algérien, représentant spécial commun des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la ré-

PORTRAIT

Chevronné, ascète subtil, « proche des populations dont l'avenir lui est confié »

gion des Grands Lacs, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, lui a confié la « mission impossible » qui consiste, selon les termes du mandat, à « trouver une solution pacifique aux divers conflits de la région, à préparer une conférence internationale et à préserver l'unité et l'intégrité territoriale du Zaïre ». Cette nomination a été unanimement applaudie à New York et saluée par les responsables politiques de nombreux pays.

Coscien de l'importance de sa tâche, M. Sahnoun a relevé le défi : « Sans le plein soutien de la communauté internationale, cette mission est effectivement une mission impossible. La situation dans cette partie de l'Afrique des Grands Lacs résume toute la complexité des régions précaires », nous a-t-il expliqué, dimanche 26 janvier, à New York.

L'ambassadeur Sahnoun envisage de s'attaquer au problème avec une stratégie qu'il avait tenté d'appliquer en Somalie au début des années 90 : « C'est avec la pleine participation de la société civile que les populations de ces pays arriveront à résoudre leurs désaccords. Le problème est évidemment politique, mais il est aussi économique et social ».

Pour le nouveau médiateur de l'ONU, il est essentiel que les communautés, l'Église, les intellectuels et les travailleurs sociaux jouissent d'une autonomie suffisante pour reconstruire eux-mêmes leur pays. Il entend promouvoir la création de circuits d'échanges entre pays voisins : « Ils ne commerceront pas assez, il faut les encourager dans cette voie ». Une autre tâche prioritaire, explique-t-il encore, consiste à éviter un conflit ouvert entre les différentes forces au Zaïre. « Le fait que le Zaïre entende maintenir son intégrité territoriale est compréhensible, dit-il, mais il faut à tout prix privilégier une solution négociée. Il ne faut jamais désespérer de pouvoir convaincre les uns et les autres qu'une solution politique

doit primer sur une solution militaire qui, même efficace, laisse des sociétés dévastées et des plaies longues à cicatriser ».

En ce qui concerne le Rwanda, « un investissement considérable » est nécessaire pour réintégrer les réfugiés qui sont déjà rentrés « dans la vie sociale et politique du pays », sous peine de laisser « une bombe à retardement » pour les générations futures.

Pour les quatre cent mille personnes qui sont toujours réfugiées dans l'est du Zaïre, il faut tenir compte de la responsabilité de « ceux qui ont participé au génocide » et favoriser une solution négociée avec les acteurs de la scène politique zaïroise et rwandaise. « y compris les opposants politiques au régime de Kigali ». Plus globalement, explique M. Sahnoun, « il faut concevoir un mini-plan Marshall pour l'ensemble de la région in-

Sahnoun a fait ses études à la Sorbonne et a obtenu un diplôme de sciences politiques de l'université de New York. Il a représenté son pays comme ambassadeur à Washington, Paris, Bonn, Rabat et auprès des Nations unies. M. Sahnoun a été, pendant de nombreuses années, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe et de l'OUA. Ses talents de médiateur ont été mis en évidence dans la crise Somalienne en 1992. L'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui lui avait confié cette mission, l'avait réprimandé pour sa critique ouverte et médiatisée des lenteurs du système onusien. Dans son livre *Somalie, l'opportunité manquée*, M. Sahnoun a dénoncé la responsabilité « personnelle » de M. Boutros-Ghali pour la débâcle politique en Somalie et pour la désillusion du gouvernement Clinton à l'égard de l'ONU.

Réunion du Comité de paix en Afrique du Sud

Les ministres des affaires étrangères des quatre pays membres du Comité de paix pour la région des Grands Lacs - Afrique du Sud, Zimbabwe, Kenya et Cameroun - et leurs homologues de Tanzanie et du Congo devaient se réunir lundi 27 janvier à Pretoria, en présence du secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim.

Cette rencontre fait suite au sommet de Nairobi, organisé le 16 décembre 1996, au terme duquel l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Cameroun et le Kenya avaient été mandatés pour diriger les efforts de paix au Rwanda, au Burundi et dans l'est du Zaïre. Il s'agit d'une réunion préparatoire au sommet des chefs d'États des pays du Comité de paix, initialement prévu début janvier mais reporté à une date toujours non précisée, faute, selon des sources diplomatiques, de préparation. - (AFR)

tégrant les aspects humanitaires, économiques et sociaux ».

Dans ses réunions avec le Conseil de sécurité, il souhaite faire appel « au sens sans moral et à la responsabilité des États membres ». En gérant avec « les moyens nécessaires et une ligne politique cohérente les multiples crises de cette région, le Conseil de sécurité peut démontrer l'utilité des Nations unies ».

LES TRAFICS D'ARMES

Faisant allusion aux trafics d'armes, qui le préoccupent beaucoup, le diplomate algérien espère que les grandes puissances s'engageront elles-mêmes « à tenir une conduite exemplaire ». Il faut aussi, dit-il, « de moins en moins d'ingérence de la part des grandes puissances, dont l'influence dans cette région doit être, désormais, positive et non plus négative ».

Né en 1941 en Algérie, Mohamed

comme instrument multilatéral de maintien de la paix.

Son amertume à propos de l'affaire somalienne aurait affecté son objectivité envers M. Boutros-Ghali. « Il a même été injuste à son égard », estime un diplomate. Boutros Boutros-Ghali a, de son côté, refusé - en dépit des recommandations de ses conseillers - de travailler avec lui.

Bernard Kouchner, qui a collaboré en Somalie avec lui, se félicite de la nomination de Mohamed Sahnoun pour la région des Grands Lacs. « C'est un soufi, cela explique qu'il n'aime pas parler de lui, mais ça n'est pas un secret : sa vocation est de faire la paix, dit-il lors d'un entretien téléphonique. Derrière le costume gris du diplomate, il y a le défenseur acharné des droits de l'homme et de la démocratie ». L'ascétisme du personnage cache une grande chaleur humaine, et ceux

qui ont travaillé avec lui affirment que « son passé de médiateur dans des tragédies éprouvantes ont endurci le diplomate mais n'ont pas éteint l'homme ».

Le formidable réseau d'amitiés tissé à travers le monde par Mohamed Sahnoun a été déterminant dans le choix de Kofi Annan. Il connaît personnellement un grand nombre de chefs d'État. De passage à New York, le diplomate britannique Martin Griffiths, coordinateur humanitaire pour la région des Grands Lacs, affirme que la désignation du diplomate algérien pour cette région est « le meilleur choix possible ».

« NE JAMAIS DEVENIR CYNIQUE »

L'ambassadeur Sahnoun « a prouvé que l'on peut être un diplomate familier des pires drames humains sans jamais devenir cynique », estime-t-il. M. Sahnoun est « subtil, patient, charismatique et proche des populations dont l'avenir lui est confié. Il jouira de mon soutien pour les missions qu'il entreprendra », explique la présidente irlandaise, Mary Robinson, qui a été accueillie par M. Sahnoun pendant son voyage en Somalie. « Je suis fier de me considérer comme l'ami de l'ambassadeur Sahnoun, c'est un homme de vision et de compassion », ajoute-t-elle.

À Paris, la nomination de M. Sahnoun a été saluée par le Quai d'Orsay comme une étape extrêmement importante. La France, qui prône l'organisation d'une conférence internationale sur la région des Grands Lacs, estime aussi que la synergie créée entre l'ONU et l'OUA par la mission commune des deux organisations confie à M. Sahnoun faciliter la tenue de cette conférence.

Après son séjour à New York, pendant lequel il devrait rencontrer, lundi 27 janvier, le vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères du Zaïre, Gérard Kamanda wa Kamanda, ainsi que le secrétaire adjoint du département d'État américain, M. George Moose, M. Sahnoun se rendra à Paris, à Bruxelles, à Genève et à Addis Abeba avant de s'installer à Nairobi.

Décrivant le mandat de M. Sahnoun, le secrétaire général, Kofi Annan, a demandé qu'un avion soit mis à la disposition du médiateur car « La solution des problèmes qui lui sont confiés ne se trouve apparemment pas sur la terre ».

Afsané Bassir Pour

Enquête sur l'affaire de corruption qui menace M. Nétanyahou

JÉRUSALEM. La police israélienne a ouvert dimanche 26 janvier une enquête sur l'affaire de corruption susceptible de mettre en difficulté le premier ministre Benjamin Nétanyahou (Le Monde daté 26-27 janvier). L'enquête doit préciser les conditions de l'éphémère nomination d'un inconnu, Roni Bar-On, au poste de conseiller juridique du gouvernement. M. Bar-On avait démissionné quarante-huit heures après sa nomination devant le tollé qu'elle avait provoqué. La chaîne de télévision publique a affirmé que cette nomination dissimulait une entente politique : le chef du parti religieux Shass, poursuivi pour corruption, aurait souhaité marchander son soutien au premier ministre contre un arrangement de son procès. « S'il y a eu quelque marchandage que ce soit, je recommande à toute personne impliquée de le reconnaître et de démissionner », a déclaré le ministre Natan Sharansky. « Nous irons jusqu'au bout de cette affaire. Je suis sans inquiétude ni crainte. Nous protégerons nos sources mais agissons dans le respect de la loi », a assuré Rafik Halabi, le responsable des informations de la télévision publique.

Les talibans afghans expulsent des populations non pachtounes

KABOUL. Les talibans (étudiants en religion) expulsent les habitants de la région de Gulbazar, localité située au nord de la capitale, n'appartenant pas à leur ethnie pachtoun pour éviter les révoltes, ont reconnu dimanche 26 janvier les chefs talibans eux-mêmes. « Nous leur demandons de quitter le secteur parce qu'ils se révoltent contre nous. Ils transmettent nos secrets militaires à l'autre bord », a expliqué à des journalistes Mulla Amir Mohammad, commandant des talibans à Gulbazar. Cette ville est majoritairement peuplée de Tadjiks alors que les talibans sont pour la plupart des pachtounes. Les talibans se sont emparés la semaine dernière de Gulbazar et de Jabul Seraj, au nord de Kaboul, après avoir défilé les troupes de l'opposition armée. Selon des chiffres de l'ONU, des dizaines de milliers de personnes ont récemment fui leurs maisons dans les secteurs récemment conquis par les talibans. - (AFP)

Plus de cent disparus à Madagascar après le passage du cyclone Gretelle

ANTANANARIVO. Le cyclone tropical Gretelle, qui a traversé, samedi 25 janvier, d'est en ouest, le sud de Madagascar, a fait six morts, une centaine de disparus et environ 30 000 sinistrés, a indiqué dimanche une source officielle proche du ministère de l'Intérieur à Antananarivo. Une évaluation plus précise du nombre de victimes, des sans-abri et des dégâts est en cours et les premiers secours, constitués de produits de première nécessité et de médicaments, devaient être acheminés sur place par la route, à partir de lundi. Les plus importantes localités de la région, Manakara, Vohimeno et Parafangana seraient détruites de 80 à 90 %, selon les correspondants de la radio nationale. - (AFP)

AFRIQUE

LIBERIA : à une semaine de l'expiration du délai pour le désarmement des quelque 60 000 combattants libériens, la principale faction armée du pays a entrepris samedi un désarmement massif de ses miliciens dans le nord comme le centre du pays. Le Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor, qui avait lancé la guerre civile le 24 décembre 1989, a remis samedi dans son fief de Gbarnga, au nord-est de Monrovia, une grande quantité d'armes et de munitions aux représentants des Nations unies et de la force ouest-africaine de paix au Liberia, l'Ecomog. - (AFP)

EUROPE

ALLEMAGNE : une Allemande de 41 ans, décédée dans le Land de Schleswig-Holstein, a peut-être succombé à la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), que l'on soupçonne d'être liée à l'épidémie de « vache folle ». Samedi 25 janvier, le ministère de la Santé du gouvernement régional a confirmé une information en ce sens publiée par le *Flensburger Tageblatt*, qui a indiqué que la victime, inhumée samedi, avait été soignée dans la clinique universitaire de Kiel. Depuis la découverte de la nouvelle forme de MCJ en Grande-Bretagne en 1994, sept cas ont été recensés en Allemagne chez des patients de moins de 50 ans et deux chez des patients de moins de 40 ans. - (AFP)

POLOGNE : le père Henryk Jankowski, ancien aumônier du syndicat Solidarnosc, a accusé, dimanche 26 janvier à Gdansk, les autorités polonaises d'être trop « conciliantes » vis-à-vis des « déclarations et des revendications juives ». Le père Jankowski avait été inculpé, mercredi 22 janvier, pour « injures au peuple juif » à la suite de propos antisémites qu'il avait tenus en 1995. Plusieurs dignitaires de l'Eglise catholique de Pologne avaient déploré ces déclarations. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : un document commun à propos du statut définitif des territoires palestiniens a été arrêté dimanche 26 janvier, à Jérusalem, par huit députés du Likoud et du Parti travailliste, dont l'ancien vice-ministre Yossi Beilin. Ce texte n'engage pas les deux grands partis israéliens et le gouvernement a tenu à s'en démarquer. - (AFP)

Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou rencontrera pour la première fois le pape Jean-Paul II le 3 février au Vatican, au cours de son prochain périple européen. Au cours de celui-ci, M. Nétanyahou se rendra le 2 février au Forum économique international annuel qui se tiendra à Davos (Suisse) à partir du 31 janvier et où le président de l'Autorité palestinienne sera également présent. - (AFP)

M. Santer estime qu'il faut créer l'euro avant d'en fixer la valeur

BRUXELLES. Le président de la Commission européenne Jacques Santer estime, dans un entretien au quotidien *Libération* du lundi 27 janvier, que ce qui compte surtout pour l'Europe, c'est de « réaliser maintenant l'union économique et monétaire », avant de trancher en faveur de l'euro fort ou faible, qui est, selon lui, un débat purement franco-français. « Créons d'abord l'euro et après nous verrons », souligne M. Santer et poursuit : « Le niveau de l'euro devra être fixé en fonction des contingences économiques et des marchés financiers. Il doit être crédible à l'égard de ces derniers », indique-t-il. Mais M. Santer n'en pense pas moins que « si l'on veut créer une monnaie européenne, il faut qu'elle soit forte, sinon elle ne serait pas acceptée par les citoyens [allemands], qui demandent à ne pas sacrifier une monnaie forte contre une monnaie unique affaiblie ». Le président de la Commission européenne se dit en revanche « surpris par l'occupation de l'euro par les Français, étant donné la virulence des débats qui ont lieu en France ».

La tension demeure vive entre les autorités péruviennes et les preneurs d'otages à Lima

Le gouvernement multiplie les démonstrations de force

Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui détenait toujours, lundi 27 janvier, soixante-deux otages dans l'ambassade du Japon, à Lima, prise d'assaut le 17 décembre 1996, a réaffirmé dimanche son intention de poursuivre son action. La libération d'un otage pour

des raisons humanitaires, samedi, est intervenue dans un climat de tension entretenu par les démonstrations de force du gouvernement.

LIMA

de notre envoyé spécial. Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) ne prend aucun risque avec la santé des otages. L'un des soixante-deux prisonniers de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, investie le 17 décembre 1996 par un commando du MRTA, a été relâché, dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 janvier, pour raisons de santé.

Le général José Rivas Rodríguez, chef d'état-major adjoint de la police péruvienne, a été transporté d'urgence à l'hôpital. Le 17 janvier, un autre haut responsable de la police avait été relâché pour les mêmes raisons. La santé des otages a été évoquée avec insistance, la semaine dernière, par les autorités du pays.

Jeudi 23 janvier, à l'issue d'un voyage de quelques heures en Bolivie, le président péruvien, Alberto Fujimori, rappelait que, doté d'une « patience orientale », il utiliserait « tous les moyens imaginables » pour trouver une issue pacifique à la crise. Il ajoutait aussitôt qu'il en

avait autrement si la vie des otages devait être mise en danger. Le même message avait été longuement dispensé, deux jours auparavant, aux envoyés spéciaux de la presse japonaise invités au palais présidentiel. Depuis, il a été décliné sur tous les tons. L'Assemblée nationale péruvienne, où les députés favorables au président sont largement majoritaires, a adopté à l'unanimité, jeudi, une motion qui rend le MRTA responsable de la bonne santé de ses prisonniers.

Cette insistance à évoquer la santé des otages, alors que tout indique que les ravisseurs ne veulent prendre aucun risque sur ce terrain, constitue un signe fort de la tension qui a régné ces derniers jours à Lima, dans le face-à-face qui oppose les autorités au commando du MRTA. Les événements des derniers jours ont donné l'impression que les responsables eotodactes préparaient l'opération à une solution plus radicale que celle qu'ils s'efforcent de rechercher.

En quelques jours, les autorités ont multiplié les démonstrations

de force : réaffirmation du refus de négocier la libération des quelque quatre cent cinquante prisonniers du MRTA en prison ; mise à l'écart de la presse et consignes de discrétion aux télévisions locales ; déploiement autour de l'ambassade d'unités de la direction des opérations spéciales, mieux armées que les policiers de l'habituel service d'ordre ; survol de l'ambassade par des hélicoptères et passages ostentatoires de blindés ; travaux suspects sur l'arrière de l'ambassade. Presque chaque nuit, désormais, des policiers simulent des prises d'assaut du bâtiment qu'ils encerclent, auxquelles répondent des tirs d'avertissement du commando MRTA assiégré.

RAIDISSEMENT

Ces signes de raidissement, la semaine passée, sont allés de pair avec une mobilisation idéologique à forte tonalité nationaliste. Après la presse étrangère, accusée de ne pas comprendre les « spécificités » locales, c'est au tour du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'affronter de sévères cri-

tiques pour avoir rappelé qu'il ne pouvait accomplir sa mission que si le service d'ordre se tenait à distance. En fin de semaine, l'organisation genevoise, après de longues tractations avec la police, a tracé sur la rue, devant l'ambassade, une sorte de corridor humanitaire que la police avait accepté de ne pas transgresser. Quelques heures plus tard, c'était pourtant chose faite : les autorités, le président Fujimori en tête, rappelaient que la sécurité était de la seule responsabilité de la police.

Ces accrochages répétés ont suscité des réactions alarmées, qui témoignent bien du changement de climat. Vendredi, pour la première fois depuis le début de la crise, l'ambassadeur américain à Lima, Dennis Jett, estimait qu'il « serait erroné d'utiliser la force alors qu'une solution pacifique demeure possible ». Le lendemain, les autorités japonaises rappelaient qu'elles demeuraient, elles aussi, favorables à une solution négociée.

Georges Marion

VOTRE SANTÉ N'EST PAS UN COMMERCE



ÊTES-VOUS SÛR D'AVOIR UNE VRAIE MUTUELLE ?

Parce que la Mutualité française sait que, pour une protection efficace des personnes, rien ne remplacera jamais la solidarité...

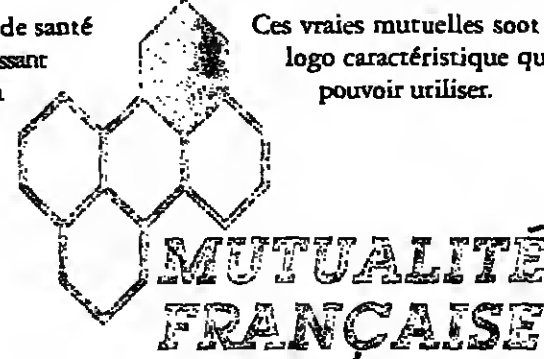
Parce que laisser les problèmes de santé à la merci des seules règles du marché et du profit est lourd de conséquences pour des millions de familles...

Parce que 30 millions de Français lui font confiance..., ses mutuelles, fortes de l'éthique et des valeurs du mouvement mutualiste, développent entraide et prévoyance dans le respect du Code de la Mutualité. Elles sont à but non lucratif. C'est en cela qu'elles sont de vraies mutuelles et qu'elles se distinguent fondamentalement des compagnies d'assurance commerciales.

Ses mutuelles exercent un rôle capital dans 3 domaines :
- les remboursements complémentaires à la Sécurité Sociale,
- la gestion de nombreux établissements mutualistes : hôpitaux, centres de santé, pharmacies, centres d'optique, cabinets dentaires, maisons de retraite, centres d'accueil pour personnes handicapées, ...
- la diffusion de prestations de prévoyance : épargne, complément retraite et protection.

FAITES CONFIANCE À DE VRAIES MUTUELLES, celles qui permettent l'accès à des soins de qualité pour tous, le développement du tiers payant, la promotion des médicaments génériques...

Devenue un acteur incontournable de santé publique, la Mutualité française, le plus puissant mouvement social du pays, œuvre pour la modernisation de notre système de santé et de protection sociale.



Mutualité française TE 59003 75719 Paris cedex 15

1051 7144

MÉMOIRE La question des biens enlevés aux juifs, pendant la seconde guerre mondiale, par les nazis et le régime de Vichy, va être ouverte en France avec la création, annoncée

par Alain Juppé samedi 25 janvier, d'un groupe de travail chargé d'évaluer l'étendue de ces spoliations et de faire l'inventaire des biens juifs détenus aujourd'hui par des collecti-

vités publiques françaises ou étrangères. ● LES MUSÉES DE FRANCE sont mis en cause par une enquête de la Cour des comptes, qui conclut à la présence, dans leurs collections, de

près de deux mille œuvres d'art volées durant l'Occupation et non restituées à leurs propriétaires. ● UNE THÈSE soutenue par l'historien Jean Laloum en 1996 analyse précisément

les ravages de l'aryanisation des biens économiques juifs dans trois municipalités : Montreuil, Bagnolet et Vincennes. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

Enquête sur les spoliations subies par les juifs entre 1940 et 1944

Alain Juppé a annoncé au Conseil représentatif des institutions juives de France la création d'un groupe de travail qui devra estimer les biens saisis pendant l'Occupation et localiser ceux qui sont restés en la possession d'administrations ou de collectivités publiques

PLUS DE CINQUANTE ANS après la fin de la guerre, le gouvernement de la République est décidé à lever le voile sur l'un des épisodes du régime de Vichy : la spoliation des biens appartenant aux juifs.

Dans la logique de la reconnaissance officielle, par le président de la République, de la responsabilité de la France et de son État dans la déportation des juifs, le premier ministre, Alain Juppé, a annoncé, samedi 25 janvier, lors du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), l'ouverture prochaine d'une « mission portant sur l'évaluation de l'ampleur des spoliations, le sort qui a été réservé aux biens spoliés, la localisation actuelle de ces biens et leur situation juridique ».

« Plus qu'une démarche morale, il s'agit d'un devoir national », a souligné M. Juppé, « et l'engagement devant vous à ce qu'elle débouche sur des propositions concrètes permettant de faire toute la lumière sur cette période tragique de l'histoire de notre pays ». Un groupe de travail dirigé par « une haute personnalité » devrait être constitué sans attendre et un premier rapport devrait être rendu au premier ministre avant la fin de l'année.

M. Juppé a précisé les contours de cette mission en réclamant « un inventaire des biens confisqués qui sont encore entre les mains des collectivités publiques françaises ou étrangères ». Le groupe de travail, a-t-il indiqué, « pourra formuler des propositions en ce qui concerne le devenir de

ces biens qui sont actuellement détenus par des personnes publiques de droit français ». Les administrations, particulièrement celles des ministères de la justice, de l'intérieur, de l'économie et des finances, et de la culture, sont priées d'apporter « leur entier concours ».

REVENDEUR MORALE

Cet engagement du premier ministre faisait suite à une demande expresse du président du CRIF, Henri Hajdenberg. « La mairie de Paris a fait connaître [le 25 octobre 1996] sa décision de constituer une commission d'enquête concernant les biens juifs tombés dans le domaine privé de la ville de Paris. Dans le même sens, le gouvernement français ne pourrait-il suivre cet exemple et celui donné par le gouvernement norvégien pour mettre en place une commission d'enquête constituée de personnalités indépendantes pour mettre fin au doute et au flou ? », avait demandé M. Hajdenberg, quelques minutes avant l'intervention du premier ministre, en précisant pour « que les choses soient claires, notre revendication n'est pas pécuniaire, elle est morale ».

Dimanche, sur France-Inter, le président du CRIF a exprimé sa satisfaction en ces termes : « On est dans toute une période qui, aujourd'hui, est redécouverte par toute une génération de Français. Ce n'est pas un hasard si c'est Jacques Chirac qui est entré dans cette logique, dans laquelle se trouvent le procès Papon et la décision du premier ministre, avec

l'accord du président de la République, de faire toute la lumière sur la spoliation dont les juifs ont été victimes ».

M. Hajdenberg a expliqué que cette logique est « celle d'un homme d'une autre génération ou de la soixantaine qui n'ont pas vécu la guerre et qui aujourd'hui veulent savoir véritablement ce qui s'est passé, simplement pour que l'on connaisse l'histoire ».

Le dîner du CRIF, organisé en présence d'une quinzaine d'ambassadeurs et de nombreuses personnalités politiques de tous bords, a donné aussi l'occasion à

M. Juppé de réaffirmer lui-même l'opposition résolue du RPR au Front national (Le Monde du 25 et 26-27 janvier). « C'est sans mon impulsion, notamment, que le mouvement que je préside a écarté, dès 1988, toute perspective d'accord électoral, fût-il ponctuel, avec l'extrême-droite, alors même que d'autres profitaient objectivement des progrès de cette mouvance (...). Jamais notre Rassemblement n'a évidemment appelé à voter pour un candidat d'extrême droite, ni fait tacitement son jeu, et les élections de 1993 ne feront pas exception à ce principe », a assuré le premier ministre.

Sur ce sujet-là aussi, le chef du gouvernement répondait à une interrogation du président du CRIF, lequel, bien qu'hostile à la stratégie du « front républicain », juge « évident que faire barrage,

au second tour seulement, à un candidat du Front national est un devoir qui s'impose à tout républicain ».

M. Juppé n'a pas été jusque là. De même, à propos du projet de loi antiraciste préparé par le garde des sceaux, Jacques Toubon, le premier ministre n'a pu apporter la réponse attendue.

« LACUNE »

La communauté juive s'inquiète du sort réservé à ce texte, qui, faute de rapporteur, reste enterré à la commission des lois de l'Assemblée nationale. M. Hajdenberg considère qu'il y a « une lacune » dans la législation dès lors que, comme l'avait fait Jean-Marie Le Pen lors de la dernière université d'été de son parti, « on peut impunément proclamer l'inégalité des races ». Faisant

référence aux réticences de nombreux parlementaires vis-à-vis du projet de loi de M. Toubon, le président du CRIF a posé la question très directement : « N'y a-t-il pas la crainte d'indisposer les électeurs d'un parti extrémiste, dont bien des discours tomberaient sous le coup de cette loi nouvelle ? »

M. Juppé a convenu, un peu brièvement, de son impuissance. « Ce ne sont ni le garde des sceaux, ni même le premier ministre qui valent la loi », a-t-il rappelé. Il faudra bien en effet qu'un jour, la majorité prenne ses responsabilités sur ce texte sensible, pour lequel la commission des lois de l'Assemblée n'a pas désigné de rapporteur et qui n'est pas inscrit aux prévisions du travail parlementaire d'ici la fin de la session.

Jean-Louis Saux

Robert Badinter salue le combat de Jacques Chirac contre le racisme

INTERROGÉ au « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 26 janvier, l'ancien garde des sceaux du premier septennat de François Mitterrand, Robert Badinter, a déclaré « volontiers » qu'il avait « toujours vu M. Chirac, depuis des décennies, sensible à ce qui est advenu de tragique à la communauté juive et résolu à combattre l'antisémitisme et le racisme ».

Invité à comparer, avec celle de son prédécesseur, l'attitude de l'actuel président de la République qui avait, dès juillet 1995, reconnu « les fautes commises par l'État » dans la déportation des juifs de France au cours de la seconde guerre mondiale et l'existence d'une « dette imprescriptible » à leur égard, M. Badinter a précisé : « J'ai été (...) un ami et j'aimais beaucoup François Mitterrand. (...) Il savait très

bien ce que je pensais et il savait aussi pourquoi. Ne croyez pas qu'il fut le moins du monde insensible à ce qui est advenu de tragique à la communauté juive ! J'ai toujours connu François Mitterrand, plus préoccupé que la plupart de cette tragédie-là ».

« IL N'Y A PAS DE PIÈRES CRIMELLES... »

A propos de l'affaire Papon, il a ajouté : « François Mitterrand, je le sais, considérait que le vole judiciaire n'était pas la meilleure pour que la vérité historique soit établie. Nous n'étions pas, sur ce point, d'accord. (...) Je pense qu'il faut voir les choses plus simplement. Il n'y a pas de pierres crimi- les que les crimes contre l'humanité. (...) J'entends dire : c'est un vieillard. Mais d'autres vieillards sont morts. M. Papon bénéficiera, à bénéfi-

cié de toutes les garanties procédurales. (...) Les magistrats et les jurés auront à se prononcer sur ce qu'il a fait ou n'a pas fait. (...) Que le criminel contre l'humanité réponde de ses actes, même si c'est très tard, cela vaut mieux que le voile de l'oubli, le montau de Noé ».

Quant au projet de loi contre le racisme, M. Badinter s'est déclaré favorable à un texte, même si ce n'est « peut-être pas le texte proposé » aujourd'hui par le ministre de la Justice. Rappelant qu'« une convention internationale recommande l'incrimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes », il a ajouté : « C'est dans cette direction-là qu'il faut s'engager très simplement et sans avoir peur de ce que le Front national peut faire retentir comme clameurs. De toute façon, elles retentiront. »

Les musées détiennent près de deux mille œuvres volées par les nazis pendant l'Occupation

UN RAPPORT d'instruction examiné le 7 décembre 1995 par la troisième chambre de la Cour des comptes livre un bilan des œuvres et objets d'art saisis par l'occupant pendant la seconde guerre mondiale (61 000 ont été récupérés), notamment à des juifs ; de ceux qui ont été restitués à leurs propriétaires (45 000) ; et de ceux (1 955 selon le document) qui restent encore détenus par les musées nationaux.

Il s'agit d'œuvres qui ont été pour certaines volées, pour d'autres achetées par les nazis en France sous l'Occupation. La plupart d'entre elles appartenaient à des collectionneurs juifs qui ont été dépossédés et qui, pour nombre d'entre eux, ont disparu dans les camps de concentration. Le document de la Cour des comptes a été adressé le 22 janvier 1996, à titre confidentiel, par Roland Morin, président de la troisième chambre, aux directions concernées des ministères de la justice, de la culture et du budget ainsi qu'à la direction des musées de France (DMF).

La Cour des comptes s'attache au cas des MNR (« Musées nationaux récupération »), c'est-à-dire aux œuvres et objets d'art récupérés après la défaite allemande et remis, à titre provisoire, aux musées nationaux à partir de 1949. La Cour des comptes a interrogé à partir de décembre 1994 les musées dans lesquels se trouvent aujourd'hui encore ces œuvres. Elle constate : « Les réponses lui furent adressées entre un ou deux mois plus tard (sauf Cluny, qui n'a pas répondu) et faisaient apparaître un total de 1 955 œuvres et objets d'art (dont 1 878 au Louvre : 969 peintures, 619 objets, 119 sculptures, 69 sculptures, 163 dessins, 33 objets d'antiquités ; 85 peintures à Orsay) ».

Le rapport fait état des commentaires de conservateurs qui, pour la plupart, s'efforcent de minimiser la qualité et l'importance des pièces concernées, à l'exception du Musée d'Orsay, qui indique que « la lecture des noms prestigieux que contiennent ces listes (d'œuvres récupérées) - Cour-

bet, Puvion de Chavannes, Monet, Sisley, Renoir, Gauguin, Rodin, Mollot, etc. - montre que n'ont été retenues pour les musées que des œuvres d'une qualité équivalente à celles (...) octroyées, léguées ou données ». Le rapporteur observe, à ce propos, que « les conservateurs

à partir de 1954, il n'a plus été question de donner une quelconque publicité particulière à ces œuvres ». « Noyées dans la gestion commune des collections nationales », elles ont échappé durant quarante ans à la curiosité des historiens. Non seulement elles

Les statuettes de Saint-Germain-en-Laye

Le rapport de la Cour des comptes signale, entre autres irrégularités, le cas de « 426 statuettes en bronze provenant d'Espagne, datant du second âge de fer, ayant appartenu à la collection Raphaël Stora, mise sous séquestre en tant que "bien israélite" ». Ces œuvres, toujours propriétés du musée à Fleury actuelle, ont été vendues le 4 mai 1944 par le commissariat aux affaires juives et achetées 100 000 francs par le comité des conservateurs. Elles avaient été « saisies » soit par le commissariat, soit par les nazis. Il s'agit, souligne la Cour, d'une spoliation évidente, d'une acquisition juridiquement nulle. La Cour des comptes s'étonne donc que « la direction des Musées de France [ne] se soit jamais interrogée sur ses obligations vis-à-vis des héritiers Stora ».

sont sans doute modestes dans leurs appréciations de certaines des œuvres qui leur ont été confiées. (...) Comme pour le Courbet d'Orsay (La Falaise d'Étretat après l'orage), des exemples existent d'œuvres dont la restitution serait sans doute considérée comme une perte inestimable pour les collections. »

La Cour des comptes décrit l'histoire des MNR depuis leur retour en France, le travail de la commission de récupération artistique et comment, après la dissolution de cette commission en novembre 1949, des œuvres furent confiées à titre provisoire aux musées nationaux. Elles devaient être inscrites sur un inventaire provisoire et déposées à titre précaire dans des musées, après une exposition qui eut lieu à Compiègne et dont le but était de permettre aux propriétaires légitimes ou à leurs ayants droit de se manifester. La Cour constate, à ce propos, que, « malheureusement, aucun catalogue ne fut publié, ce qui limitait notablement (...) la portée de la publicité ».

L'exposition terminée, les œuvres furent donc dispersées dans des musées parisiens et provinciaux, et, remarque le rapport,

apparaissent dans les catalogues sous une « mention stylisée », mais l'inventaire annoncé à la libération n'a jamais été publié, alors qu'il a été rédigé dans différents établissements par des conservateurs auxquels la discrétion fut conseillée. Aucune recherche ne fut entreprise afin d'identifier les propriétaires de ta-

bleaux assez importants pour figurer au Louvre, au Musée d'Orsay et au Musée national d'art moderne, la direction des musées de France affirmant qu'il revenait à ceux-ci ou à leurs héritiers de se manifester auprès d'elle - cela sans considération des circonstances de ces spoliations.

Le rapport fait état du peu d'empressement des musées à s'intéresser à cette question. Quand, le 3 mars 1993, Jacques Sallois, alors directeur des Musées de France, souhaita faire le point sur les MNR, il n'obtint que peu de réponses. Il dut répéter sa demande le 12 août de la même année et, un an plus tard, « il n'avait toujours pas reçu de réponse d'un certain nombre de conservateurs concernés ». Les questions de la Cour d'ont pas été mieux accueillies, observe-t-elle, et les réponses qu'elle a reçues l'ont peu satisfaites. Ainsi du Musée Guimet : il « n'a pas pu identifier les quatorze objets de l'école chinoise qui lui avaient été confiés en 1951, le conservateur précisant : "ces pièces apparemment ont été mélangées... avec le fonds relevant du musée..." ».

La Cour des comptes se penche enfin, longuement, sur le problème juridique soulevé par la

propriété des œuvres. Selon l'interprétation du ministère de la justice, telle qu'elle l'a fait connaître, à sa demande, à Jacques Sallois en octobre 1992, les musées ne peuvent qu'être des détenteurs provisoires et ne peuvent intégrer les œuvres qu'ils détiennent dans leurs propres collections, afin de pouvoir les rendre chaque fois qu'un ayant droit est en position de réclamer une restitution.

SOLUTION LÉGISLATIVE

La Cour s'interroge sur la justesse juridique de cette lecture, soulève des contradictions et constate que, face à ces cas d'exception, des mesures elles-mêmes exceptionnelles seraient sans doute nécessaires. Elle suggère donc l'hypothèse d'une solution législative, non sans avoir signalé encore une fois et avec vigueur que la direction des musées de France a « manqué aux obligations de publicité que lui imposait » le statut des MNR, et cela pendant plusieurs décennies.

Cette affaire, souligne la Cour des comptes en introduction à son enquête, « touche à un domaine qui reste d'une sensibilité extrême pour l'opinion. Elle illustre comment une situation troublante a pu

se pérenniser pendant près de cinquante ans sans que, quoiqu'il en soit, le trafic des œuvres d'art en France sous l'Occupation, parue sous le titre *Le Musée disparu* (éd. Autrement, 1995, 256 p., 149 F) est l'homme par qui le scandale est arrivé. Il raconte notamment dans son ouvrage le pillage des collections Rothschild, David-Weill, Bernheim-Jenne et Rosenberg. Le plus souvent mal accueilli par les directions de musées et la direction des Musées de France, Hector Feliciano s'est heurté à d'innombrables difficultés pour mener à bien un travail qu'il ne cesse d'enrichir.

Philippe Dagen
et Hector Feliciano

L'homme par qui le scandale est arrivé

Hector Feliciano, journaliste portoricain établi à Paris, auteur d'une minutieuse enquête sur le pillage et le trafic des œuvres d'art en France sous l'Occupation, parue sous le titre *Le Musée disparu* (éd. Autrement, 1995, 256 p., 149 F) est l'homme par qui le scandale est arrivé. Il raconte notamment dans son ouvrage le pillage des collections Rothschild, David-Weill, Bernheim-Jenne et Rosenberg. Le plus souvent mal accueilli par les directions de musées et la direction des Musées de France, Hector Feliciano s'est heurté à d'innombrables difficultés pour mener à bien un travail qu'il ne cesse d'enrichir.

LA COUR DES COMPTES analyse le problème juridique posé par la propriété des œuvres, et conclut à l'adresse du ministre de la Justice :

« À ce stade, trois possibilités se présentent : - ou l'on considère que les droits de propriété sont prescrits par épuisement du délai légal de revendication ; dans ces conditions, les œuvres devraient être inscrites définitivement sur les listes d'inventaires des collections publiques (ce qui n'interdirait en aucune manière que leur mention d'origine « office des biens privés » soit conservée) ; - ou bien on retient l'analyse de la chancellerie, à savoir l'imprescriptibilité de la propriété

des œuvres, et l'État ne pourra jamais devenir propriétaire des œuvres, qui devront rester inscrites indéfiniment sur un inventaire provisoire. Mais, dans ce cas, on ne pourra pas ne pas constater que l'État, et notamment la direction des musées de France, aura manqué aux obligations de publicité que lui imposait le décret du 30 novembre 1949, lequel exigeait que ces œuvres soient régulièrement exposées, ce qui pour l'efficacité du texte ne peut signifier qu'exposées « en permanence » - ou l'on constate enfin que la situation juridique des œuvres récupérées et non revendiquées depuis plus de quarante ans n'est pas claire et il faudrait, en conséquence, prendre des dispositions législatives et réglementaires pour la clarifier. »

« Les passages en caractères gras sont publiés ainsi dans le rapport de la Cour des comptes. »



Un historien a étudié dans les archives les ravages de l'aryanisation des biens

Ses recherches portent sur Montreuil, Bagnolet et Vincennes

LES HISTORIENS n'ont principalement étudié, depuis une vingtaine d'années, les données les plus criminelles de la persécution des juifs durant l'Occupation : les arrestations et les déportations. Durant treize ans, l'historien Jean Laloum s'est pour sa part intéressé à la politique d'aryanisation des biens juifs dans trois communes de la banlieue parisienne : Montreuil, Bagnolet et Vincennes. Son travail, une thèse présentée en décembre 1996 à l'université Paris-I, ne permet pas d'extrapoler mais donne une vision vertigineuse de la spoliation dont les juifs furent victimes.

A partir de 1941, les communautés juives de Montreuil (1 800 personnes), de Bagnolet (610 personnes) et de Vincennes (1 000 personnes) sont en effet progressivement dépossédées de leurs biens. Ces populations, composées essentiellement de petits boutiquiers dans les deux premières municipalités, voient leurs comptes bancaires bloqués et leurs magasins accaparés. Tous les biens répertoriés font l'objet de dossiers ouverts par le Commissariat aux questions juives, précisément tenus et mis à jour. Conservés aujourd'hui aux Archives nationales, ils ont permis à Jean Laloum une étude rigoureuse.

Ce sont 493 entités économiques qui ont changé de mains dans ces trois communes, gérées par des administrateurs privés. « En théorie, ils devaient gérer le bien et le liquider, explique l'historien. En pratique, ils se servaient comme ils voulaient. » Plus de 800 administrateurs vont se succéder à la tête de ces petites entreprises, principalement des cordonniers, des ateliers de tailleur ou d'artisans faïonniers. A la fin de l'Occupation, presque toutes ont été aryanisées ou sont en voie de l'être. Seuls dix-sept appartements n'ont pu échapper aux procédures d'expropriation. Que reste-t-il, à la Libération ? Sur les 493 entités économiques

recensées, 224 ont complètement disparu par vente ou par liquidation. Les premiers touchés ont été les plus humbles, les brocanteurs et les marchands forains. Tout le reste, plus de deux cents commerces et sociétés, est en cours d'aryanisation. Cela peut signifier qu'il n'existe déjà plus rien, stocks et meubles ayant été dispersés, ou encore que la razzia était à venir.

PILLAGE MÉTHODIQUE

Ce pillage méthodique autorisé par une législation sans précédent sera constaté par les survivants après-guerre avec une certaine impuissance. La politique de restitution alors prônée par le gouvernement provisoire de la République reste fragmentaire. Elle se caractérise, selon les mots de Jean Laloum, par « la lenteur et la parcimonie ». « Le gouvernement souhaitait avant tout maintenir une sorte de cohésion nationale, explique l'historien. Du coup, on a tergiversé. » Certaines situations sont complexes : des appartements aryanisés sont par exemple occupés par des femmes de prisonniers de guerre.

De leur côté, comment les jeunes orphelins juifs pourraient-ils connaître et évaluer précisément les biens antérieurement possédés par leurs parents ? Comment les rares rescapés trouveraient-ils la force de s'engager dans des procédures administratives ou judiciaires, souvent longues et coûteuses ? Les questionnaires adressés par les autorités aux familles splissées sont souvent retournés à l'expéditeur avec les mentions « parti sans laisser d'adresse », « personne départie ». Selon les recherches de Jean Laloum, 501 juifs ont été déportés à Montreuil, 202 à Bagnolet, 171 à Vincennes.

Au total, les juifs de Montreuil, de Bagnolet et de Vincennes se sont vainement efforcés de récupérer leurs biens, même s'il est difficile voire impossible de présenter un bilan exhaustif. L'étude des dossiers du Commissariat aux questions

juives permet cependant d'évaluer que de 20 à 25 % des survivants ont pu récupérer en partie leurs biens. Tout le reste — magasins, stocks, appartements, mobilier, valeurs, argent, bijoux — serait finalement revenu entre les mains de l'Etat après un constat de désobéissance, ou serait demeuré dans un premier temps propriété d'usurpateurs.

Laurent Greilsamer

Droite et gauche, Israéliens et Palestiniens se sont rencontrés au dîner annuel du CRIF

L'AMBASSADEUR D'ISRAËL, Avi Pazner, qui n'est pas tombé de la dernière pluie en politique, n'en revenait pas lui-même. Faisant part de son étonnement, samedi 25 janvier, au beau milieu du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), sur la liberté de ton de la rencontre, il a provoqué, justement, un bref échange de plaisanteries entre le premier ministre, Alain Juppé, et le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin. Auparavant, les deux hommes avaient déjà pris la pose, pour les photographes, en compagnie du secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, invité pour la première fois à ce dîner.

Convivé, elle aussi pour la première fois, non plus seulement à l'appétit, comme l'an dernier, mais à partager le repas, Leïla Shahid, déléguée générale de la Palestine en France, a été applaudie à l'évocation de son nom, tout comme l'ambassadeur de Chine. Le président du CRIF, Henri Hajdenberg, prétend ouvrir la communauté sur l'extérieur. Comment dire ? Samedi soir, l'exercice, d'ordinaire un peu formel et un rien compassé, s'est caractérisé par un aimable et salutaire laisser-aller.

Siôt passée l'heure des discours, qui n'étaient pas vides de sens, chacun a délaissé son assiette et le bon ordonnancement du protocole pour aller deviser avec qui bon lui semblait. Tandis que Simone Veil

papotait avec Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, M. Hue, très sollicité, confiait à qui voulait l'entendre le détail du programme de son prochain voyage, début mars, au Proche-Orient, où il rencontrera « les autorités officielles d'Israël » et, « bien sûr », Yasser Arafat. Assis en face d'Elie Wiesel, prix Nobel de la paix, M. Juppé acceptait de préciser, à l'improviste, devant quelques journalistes, les raisons de son op-

Veto britannique à l'observatoire européen contre le racisme

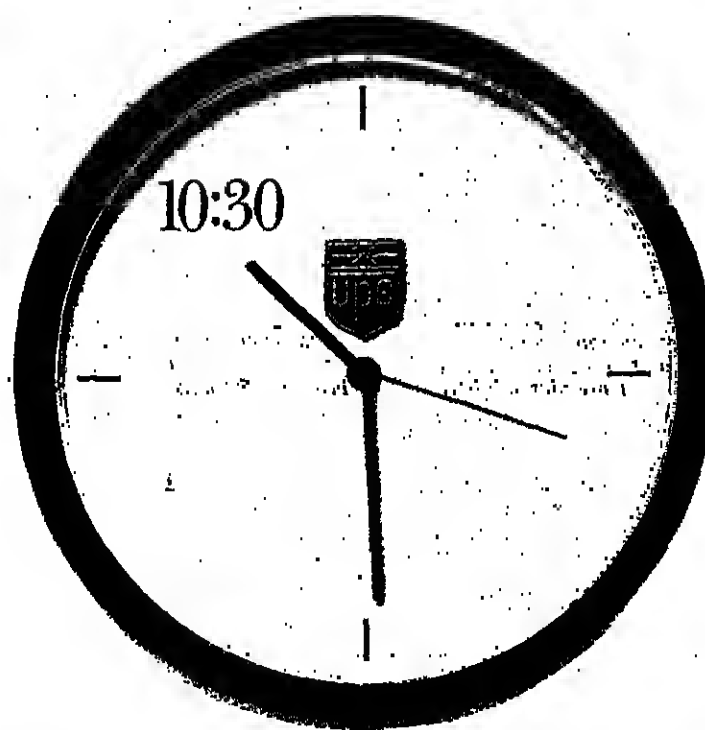
L'Armée européenne contre le racisme doit être officiellement lancée le 30 janvier à La Haye sous la présidence du premier ministre néerlandais, Wim Kok, et du président de la Commission européenne, Jacques Santer. L'opposition des Britanniques a toutefois empêché que voie le jour à cette occasion l'observatoire européen que leurs partenaires veulent mettre en place pour coordonner la lutte contre le racisme et la xénophobie. A Dublin, en décembre, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient demandé au conseil des ministres de boucler les négociations « dans les plus brefs délais ». Mais Londres conteste le statut de cet observatoire.

position « sans faille (...), depuis 1988 », au Front national. A quelques pas de là et de manière suffisamment forte pour être bien entendu, M. Jospin confiait, sur le même sujet, qu'il jugera le RPR « aux actes ».

« On aime dire souvent que la franchise n'est pas une vertu politique. Vous n'avez donc pas prononcé un discours politique et, de mon côté, je vous répondrai en toute franchise », a déclaré le premier ministre après le discours « interpellateur » du président du CRIF. Outre l'annonce d'une mission sur l'évaluation des spoliations commises pendant la seconde guerre mondiale, le chef du gouvernement est revenu sur les relations avec Israël. « La France, a-t-il dit, n'a qu'un seul parti, celui de la paix (...). Si nous paraissions parfois demander beaucoup à Israël, c'est précisément parce qu'Israël nous est si proche. »

A propos du projet de loi dit « antiraciste », préparé par le garde des sceaux et auquel la communauté juive est particulièrement sensible, M. Juppé a tenu, de la manière la plus nette, à renvoyer la balle dans le camp du Parlement. « Ce texte existe, a-t-il souligné. Il est sur le bureau de l'Assemblée nationale. Le gouvernement a pris ses responsabilités. Si le Parlement souhaite en débattre, le gouvernement est prêt. » M. Toubon était ravi.

J.-L. S.



NE PRÉFÉREZ-VOUS PAS ENTENDRE "LIVRAISON GARANTIE AVANT 10 H 30 DEMAIN MATIN" QUE "LIVRÉ DEMAIN DANS LA JOURNÉE" ?

Ceux qui demandent des délais garantis pour leurs envois express sont de plus en plus nombreux en Europe. Pourtant, la plupart des sociétés restent encore très vagues quant à l'heure de livraison. Chez UPS, nous vous offrons la garantie d'une livraison très tôt le lendemain matin dans les principaux centres d'affaires européens. Aussi, quand il s'agit de livrer en temps et en heure, aucune autre société ne peut rivaliser avec notre précision. Voilà un avantage supplémentaire de notre nouveau système de livraison européen.



C'est comme si c'était fait.

<http://www.ups.com>

Pour en savoir plus sur les services UPS, appelez le 0 800 877 877 (appel gratuit).



شركة من الشحن

Alain Juppé tente de tirer parti de la stabilisation de son impopularité

Un remaniement gouvernemental, assure l'Elysée, n'est pas à l'ordre du jour

Pour le premier ministre, la nouvelle année commence sous de meilleurs auspices que ne s'était achevée la précédente. Stabilisation de

l'impopularité d'Alain Juppé, resserrement des liens avec la majorité, acceptation de son maintien à Matignon par l'opinion, retour en

force du chef de l'Etat sur le terrain de l'emploi, autant d'éléments que l'exécutif veut valoriser pour susciter l'optimisme de l'électorat.

Les enquêtes électorales des renseignements généraux, qui conservent un grand flou, sont tout de même de nature à rassurer le pouvoir.

L'OPINION est comme ça : intransigente dans son refus de pacifier avec tel responsable politique, un jour, elle peut se montrer, le lendemain, moins avare de compréhension à l'égard de celui qu'elle vouait, la veille, aux gémonies. Ainsi en va-t-il pour Alain Juppé. Que n'a-t-on lu et entendu ! Les observateurs n'étaient pas seuls à le juger sévèrement. N'était-ce pas sa propre majorité qui voyait en lui un autiste desservi par une communication défailante ?

Bouc émissaire de la mauvaise humeur hexagonale pratiquement depuis son entrée à l'hôtel Matignon, coupable par procuration du non-respect des promesses électorales, premier ministre rigide dénoncé pour sa politique de rigueur, M. Juppé a porté tous les péchés de l'exécutif pendant vingt mois. La fin des deux premières années de son mandat de chef du gouvernement a fait office, pour lui, de jeu de massacre : l'impopularité le disputait au rélet.

Premier ministre impopulaire en décembre 1996, liché par ses propres sympathisants du RPR et

de l'UDF, bousculé par les députés de droite, sommé de laisser sa place par une opinion qui n'en pouvait mais, le voilà, en janvier, remis en selle, voyant ses partisans revenir au bercail, les parlementaires récalcitrants mettre leurs états d'âme en veilleuse. Il n'est plus contesté comme chef de file de la majorité pour la prochaine campagne législative. Que s'est-il donc produit pour que M. Juppé passe ainsi de la froideur à la tiédeur ?

Au-delà du phénomène mécanique, vérifiable sur longue période, qui donne une bouffée d'air frais à l'exécutif à l'aube de chaque nouvelle année - il se traduit là, essentiellement, par un arrêt de la dégradation dans les sondages -, le premier ministre a capitalisé quelques éléments d'ordre médiatique et politique.

« L'opération "bouquin" a été positive », confie un de ses ministres, en évoquant le livre intimiste que M. Juppé a publié en fin d'année. Entre nous n'explique sûrement pas, à lui tout seul, l'arrêt du flot grossissant de l'impopularité, mais l'ouvrage peut être apparu, selon

un autre ministre, comme un « cri du cœur » pour montrer qu'il y avait quelque chose d'injuste contre lui.

Période de vœux, période de bonnes résolutions, ce début d'année a mis en valeur une facette plus arrondie du chef du gouvernement. Son ton cassant et sa propre difficulté à communiquer ont été trop mis en évidence afin d'expliquer, sommairement, son échec politique, pour interdire de passer sous silence les efforts qu'il réalise aujourd'hui. « Il écoute ce qu'on lui a dit depuis plusieurs mois », assure un de ses proches, Jean-Jacques Peretti, ministre de l'Outre-mer. « Il est beaucoup plus cool », ajoute le ministre de la fonction publique, Dominique Perben.

De fait, le premier ministre consulte davantage ses ministres : il organise des réunions thématiques par petits groupes et il les invite à déjeuner, de la même manière, à l'hôtel Matignon. Cela ne l'a pas empêché, pourtant, de « doubler » Jean Arthuis, ministre de l'Économie, dans le conflit du Crédit foncier, en désignant un conciliateur, et de signifier à Jacques Toubon, ministre de la Justice, qu'il n'inscrirait pas l'examen de sa loi antiraciste à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, pour cause de récentes majoritaires.

Fabriqué ou naturel, le « nouveau Juppé » tente indéniablement de casser son image passée. « Je ne cherche pas à plaire, je cherche surtout à être utile dans un moment difficile », continue-t-il évidemment à dire à son entourage ; mais pour vendre la réforme douce, la réforme de proximité, la réforme du quotidien, il n'est pas utile de prendre la même posture que pour imposer la réforme brutale, la ré-

forme impopulaire, la réforme de structure.

Sur le plan politique, M. Juppé bénéficie à présent de la conjonction de deux phénomènes. Devant l'absence du président de la République sur la scène intérieure, le premier ministre, aux yeux de l'opinion, a porté seul et courageusement le fardeau de l'insatisfaction, des angoisses et de la morosité. L'omniprésence médiatique récente de Jacques Chirac le soulage de ce poids, d'autant que la question de son remplacement à Matignon n'est pas à l'ordre du jour. Donc pas de changement de cap politique : les grincheux devront faire contre mauvaise fortune bon cœur.

L'équipe

gouvernementale se révèle moins usée qu'on ne l'avait craint à l'Elysée. On est donc tenté d'attendre une nouvelle phase d'usure

Un moment caressée, l'idée d'un remaniement, que Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, remet sur le tapis, reçoit maintenant des appréciations opposées : imminente pour les uns, il n'a plus de raison d'être pour les autres. L'équipe gouverne-

mentale se révèle, en effet, moins usée qu'on ne l'avait craint à l'Elysée, et paraît donc capable de relayer, en l'état, la montée en puissance du président. On est donc tenté d'attendre une nouvelle phase d'usure - au printemps on a l'automne - pour apporter du sang neuf et préparer le gouvernement à affronter la campagne législative. Le plus tard, dans cette perspective, est le mieux, qui permettra d'adapter la composition de l'équipe gouvernementale à la stratégie de campagne. Il sera temps, alors, de l'ouvrir aux « poids lourds » de la majorité et, éventuellement, à des personnalités inattendues.

Le second phénomène politique positif pour M. Juppé est l'approche des élections. Quatorze mois avant l'échéance de mars 1998, une grille de lecture traditionnelle remet en place le clivage gauche-droite. Le sentiment d'appartenance à un camp et la remobilisation progressive de l'électorat de droite profitent à M. Juppé, qui peut ainsi clamer que la page de la morosité est tournée ; ce phénomène de mode, à l'en croire, est forcé. De fait, les parlementaires assurent qu'ils se font « moins enquerreux sur le terrain ». Pour autant, tous ces paramètres n'ont en rien fait disparaître le problème de fond à l'aune duquel les électeurs jugent le pouvoir : le chômage.

L'entourage de Jacques Chirac a beau dire que le jugement électoral se fera sur « un élan et non pas sur un bilan » - nouvelle version d'un slogan de la campagne présidentielle -, rien ne pourra empêcher chaque électeur de se poser une question naturelle : qu'a fait M. Chirac pour moi ?

Olivier Biffaud

« L'échec de la société »

Interrogé dans *Le Journal du dimanche* du 26 janvier sur l'emploi des jeunes, pour lequel il appelle à une « mobilisation forte de toutes nos énergies », Jacques Chirac reconnaît que c'est l'échec majeur du début de son septennat. « C'est tout à fait exact, répond le président de la République. C'est un échec, mais c'est l'échec de la société. Tous les pays sont confrontés au même problème. Quand on regarde pourquoi la France est bien moins placée que certains de nos voisins, il faut faire deux constats : depuis longtemps, elle a géré ses affaires avec trop de laxisme et de facilité. Avec les conséquences que l'on voit sur l'emploi. Nous n'avons pas été assez sérieux. »

« Pour des raisons qui tiennent à notre culture, poursuit le chef de l'Etat, les Français ont beaucoup de mal à accepter les réformes. Comme il nous manque une culture de dialogue, les réformes sont faites par à-coups entre de longues périodes de paralysie. »

Les « simples préjugés » des renseignements généraux

FAUT-IL prendre au sérieux les estimations préélectorales effectuées par les renseignements généraux ? A intervalles réguliers, cette direction de la police nationale réalise des enquêtes de terrain, qui ne sont pas des sondages scientifiques, au profit du pouvoir en place afin de l'éclairer, notamment sur son avenir électoral. Il a ainsi transmis récemment aux plus hautes autorités de l'Etat une étude confidentielle effectuée en décembre 1996, qui donne la majorité gagnante aux législatives de 1998.

Selon cette enquête, dévoilée récemment par *Libération*, la droite garderait la majorité avec 349 sièges contre 227 à la gauche et 1 au Front national. Le RPR perdrait certes plus de sièges que l'UDF (82 contre 50), mais le parti néogaulliste conserverait la première place au sein de la droite : 177 sièges contre 157 à la confédération libérale et centriste. Le Parti socialiste ferait plus que doubler ses effectifs en passant à 172 sièges, le Parti communiste en obtiendrait 34 et les radicaux-socialistes en recueilleraient 8.

Pour établir leurs « prédictions », les inspecteurs des RG procèdent par « maillage territo-

rial ». Aux données de terrain, à l'examen des forces en présence, à la compilation des résultats antérieurs de chaque circonscription, ils ajoutent ce « savoir-faire » qui relève autant de leur humeur du moment que de leur flair politique.

L'avantage pour l'équipe au pouvoir est de disposer d'un tableau d'une grande clarté, circonscription par circonscription, mais l'inconvénient est de très largement faire reposer ce document sur la perspicacité des enquêteurs. Celle-ci est-elle infallible ? Comme pour toute activité humaine éloignée des sciences exactes, rien n'est moins sûr. D'autant moins, souligne un expert gouvernemental des questions électorales, que, de tout temps, les RG ont eu tendance à majorer les résultats de la majorité ou, à tout le moins, à minorer ses risques de déroute.

MYSTÉRIEUSES INITIALES

La preuve en est donnée par le rubrique page retenu dans l'étude. Car, derrière la synthèse de quelques pages qui fournit des généralités sur l'absence de percée du « camp progressiste », le bénéfice de l'existence du « commu-

nisme municipal » ou la « radicalisation » des électeurs d'extrême droite qui entraînerait de mauvais reports pour la majorité au second tour, le document attribue à chacun des 577 députés dont il prévoit l'élection en 1998 de mystérieuses initiales.

Il y en a 157 sous le label « RA », pour « réaction osseuse » ; 139 d'entre eux sont « RP », pour « réaction probable » ; 28 sont « EA », pour « élection osseuse » et 52 sont « EP », pour « élection probable ». Ces quatre-vingts derniers se recrutent très majoritairement dans l'opposition.

Comment sont classés les 201 élus restants ? C'est là que se reconnaît toute l'habileté - et la prudence - des RG... Ils sont rangés, en effet, dans la rubrique « SP », qui ne signifie rien d'autre que « simple préjugé ». Il y a dans cette indication floue matière à espérer pour l'opposition puisque, mécaniquement, c'est une écrasante proportion de députés sortants de droite qui s'y trouve classée. Les élections législatives recèlent donc encore un peu de mystère.

O. B.

Le FN évoque « l'antagonisme entre le peuple et l'établissement »

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale. Resté sur le bas-côté de la route lors du mouvement social de décembre 1995, le Front national, devenu le parti qui rassemble le plus fort taux d'ouvriers parmi ses électeurs, ne lésine pas sur les efforts pour exister dans le champ social : création de syndicats, offensive auprès des locataires de HLM et dans l'industrie de défense menacée par les restructurations, réactivation de ses cercles, de son organisation caritative Fraternité française... Il lui fallait encore préciser ce qu'est une politique sociale pour l'extrême droite.

HÉRARCHIE DU « MÉRITE »

Au-delà de la réaffirmation du principe de préférence nationale, c'est-à-dire de l'exclusion des étrangers, le colloque organisé à Marseille, samedi 25 janvier, a permis quelques éclaircissements.

Justice, dignité et bien d'autres mots ont une signification particulière pour Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et son délégué général, Bruno Mégret.

Ainsi le mot justice se limite, pour eux, à « l'égalité des droits », car ils revendiquent une société « hiérarchisée » en fonction « du mérite », « des dons et du talent ».

L'justice, précise M. Mégret, « serait que ceux qui manifestent un grand talent et développent beaucoup d'efforts au service de la communauté soient traités comme ceux qui vivent en parasites aux dépens de la nation et de son peuple ».

Tout ce qui pourrait réduire les inégalités sociales est donc combattu. A l'impôt sur le revenu, le Front national préfère l'impôt sur les produits, qui pénalise tout le monde de la même façon.

Quant au droit d'induit, il n'induit surtout pas, pour le FN, les aides sociales : « Les prestations d'assistance, si elles sont nécessaires pour venir en aide aux Français en difficulté, contribuent à réduire l'outo-

nomie, la responsabilité et la dignité des personnes. Elles doivent donc être rendues inutiles », a précisé M. Mégret.

« Le schéma marxiste du prolétariat contre les capitalistes est aujourd'hui totalement obsolète, car la réalité est celle d'un clivage et d'un antagonisme entre le peuple et l'établissement », a déclaré M. Mégret, pour qui, « s'il fallait désigner une nouvelle « classe d'exploiteurs », ce serait d'abord celle des nomenclaturistes de l'établissement qui dirigent l'Etat et toutes ses succursales ». La société prônée par M. Mégret repose sur « une notion » composée de personnes appartenant à « une même communauté », où les liens de solidarité seraient assurés par « la famille traditionnelle ».

Quant à l'entreprise, elle devrait fonctionner sur un principe « féodal ». Pour M. Mégret, l'entreprise « doit être vue comme une communauté de travail où direction et salariés ont des intérêts communs à défendre, ceux de la société ».

Christiane Chombeau

Manifestation à Vitrolles contre le Front national

A une semaine du premier tour de l'élection municipale partielle, un millier de personnes ont défilé à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), samedi 26 janvier, à l'appel de Ras FFront, une association qui appelle les électeurs à ne pas s'abstenir mais à « voter pour barrer la route au Front national ». En tête du cortège, de nombreux jeunes expriment leur inquiétude à l'idée d'une gestion frontiste à Vitrolles, tel Azeddine, un étudiant de vingt et un ans, qui redoute « le regard de travers et la multiplication des contrôles de police ».

Roger Gulchard, candidat de la droite parlementaire, et quelques-uns des collégiés de Jean-Jacques Anglade (Union de la gauche) ont pris part au défilé, ainsi que d'importantes délégations d'associations nées au lendemain de la victoire du FN à Marignane, Orange et Toulon. Des tracts anonymes dénigrent Ras FFront et l'un de ses responsables vitrolles avaient fait redouter des incidents aux organisateurs. Des plaintes pour injures ont été déposées. (Corresp.)

Elections partielles : la gauche et la droite perdent chacune un canton

AUDE

Canton de Belcaire (second tour).

L. 1.856 ; V. 1.450 ; A. 21,87 % ; E. 1.402.

Guy Bayle, PS, 741 (52,85 %) ; ELU.

Jean-Louis Siffre, RPR, 661 (47,14 %).

Le socialiste Guy Bayle, qui fut conseiller général de 1976 à 1982, emporta le canton au RPR en devançant Jean-Louis Siffre. Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henry Péloux (RPR), décédé, qui avait lui-même battu M. Bayle en 1982. En 1994, M. Péloux avait été réélu dès le premier tour.

19 janvier 1997 : L. 1.861 ; V. 1.330 ; A. 26,53 % ; E. 1.292 ; Guy Bayle, PS, 609 (47,13 %) ; Jean-Louis Siffre, RPR, 524 (40,53 %) ; Roger Toustou, div., 84 (6,50 %) ; Jean-Yves Le Goff, PCF, 37 (2,86 %) ; Jean-Pierre Cordier, FN, 28 (2,16 %) ; Yves Martre, div. d., 10 (0,77 %).

LOIRET

Canton de Fleury-lès-Aubrais (second tour).

L. 14.077 ; V. 5.797 ; A. 58,81 % ; E. 5.551.

Pierre Bauchet, UDF-FD, m. de Fleury-lès-Aubrais, 3.198 (57,61 %) ; ELU.

Alain Romero, PCF, 2.353 (42,38 %).

C'est un fait communautaire depuis plusieurs décennies qui tombe à droite de façon inattendue. Après avoir conquis la mairie de Fleury-lès-Aubrais en juin 1995, Pierre Bauchet (UDF-FD) s'empare du siège de conseiller général, et récupère ainsi les mandats d'André Chêne, figure populaire du Parti communiste dans la cité cheminoière, récemment décédé.

M. Bauchet l'emporte très aisément face à Alain Romero (PCF). 19 janvier 1997 : L. 14.077 ; V. 5.797 ; A. 62,33 % ; E. 5.594 ; Pierre Bauchet, UDF-FD, m. 2.205 (42,45 %) ; Alain Romero, PCF, 1.404 (27,03 %) ; François Ronet, PS, 738 (14,20 %) ; Amélie Colletot, FN, 491 (9,45 %) ; Denis Bouchardot, Verts, 356 (6,85 %).

29 mars 1992 : L. 13.169 ; V. 7.979 ; A. 39,41 % ; E. 7.363 ; André Chêne, PC, 4.258 (57,83 %) ; Pierre Bauchet, UDF-CDS, m., 3.105 (42,17 %).

GARD

Canton de Lasalle (premier tour).

L. 2.361 ; V. 1.482 ; A. 37,23 % ; E. 1.437.

Christian Flaissier, div. d., 302 (21,01 %) ; Jean-Louis Pesenti, div. g. m. de Lasalle, 240 (16,70 %) ; Christian Pibarot, PCF, 236 (16,42 %) ; Guy Fabre, RPR, 209 (14,54 %) ; Gérard Almeras, div. d., 196 (13,64 %) ; Virginie Testa, Verts, 131 (9,11 %) ; Jean-Paul Vidal, PC, 72 (5,01 %) ; Olivier Masson, Verts, 51 (3,54 %) ; Patrick Chevalier, div. d., 0... BALLETTAGE.

La gauche se retrouve en situation difficile dans ce canton qui lui est traditionnellement acquis. Le siège laissé vacant par le décès du socialiste Jean Gazat se jouera entre l'ancien maire divers droite de Lasalle, Christian Flaissier, et son successeur divers gauche, Jean-Louis Pesenti. Soutenu par la fédération du Parti socialiste du Gard, M. Pesenti n'a pas réussi la percée espérée et arrive en deuxième position. S'il peut l'être sur le report des voix du candidat communiste qui, à une voix près, ne pourra pas se maintenir, son adversaire, M. Flaissier, peut, lui, espérer l'emporter grâce au suffrage du RPR Guy Fabre et du candidat divers droite Gérard Almeras.

20 mars 1994 : L. 2.340 ; V. 1.616 ; A. 30,94 % ; E. 1.564 ; Jean Gazat, PS, 695 (44,43 %) ; Gérard Almeras, div. d., 360 (23,01 %) ; Joseph Pina, PC, 178 (11,38 %) ; André Cros, RPR, 173 (11,06 %) ; Christian Saut, Verts, 104 (6,65 %) ; Hélène Marrie, FN, 54 (3,45 %).

DÉPÊCHES

JUSTICE : dans *Le Journal du dimanche* du 26 janvier, Jacques Toubon déclare que son « opinion est faite depuis longtemps sur la nécessité de refonder le pouvoir de juger ». Le garde des sceaux précise néanmoins qu'il attend « les conclusions de la commission ». Le même jour, au cours de l'émission « Le grand-jury RTL-Le Monde », Robert Badinter a estimé que l'indépendance de la justice pouvait être acquise par l'adoption d'un texte mettant fin aux nominations de magistrats par le gouvernement. En revanche, l'ancien garde des sceaux, s'est déclaré partisan du maintien d'un lien entre la chancellerie et les parquets, en insistant sur la nécessité d'une « coordination de la justice ». Interrogé par RMC, lundi 27 janvier, Michel Rocard a estimé que cette rupture était en « partie » une « bonne idée ».

TERRORISME : trois hommes appartenant à la mouvance islamiste ont été mis en examen, samedi 25 janvier, par le juge d'instruction Jean-Louis Brugière pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et « écroués ». Soupçonnés d'avoir participé, en région parisienne, à un réseau de soutien logistique d'une filière d'approvisionnement en armes des maquis algériens, ils avaient été interpellés en milieu de semaine lors d'une opération lancée en France et en Allemagne (*Le Monde* du 23 janvier).

DIPLOMATIE : l'ancien ambassadeur du Zaïre, Ramazani Baya, qui avait été accidentellement tué deux adolescents, le 23 novembre 1996 à Menton (Alpes-Maritimes), est arrivé samedi 25 janvier à Paris. Le retour en France de M. Baya, qui a démissionné de ses fonctions et n'est plus protégé par son immunité diplomatique, ouvre la voie à des poursuites judiciaires. Il encourt jusqu'à trois ans de prison ferme et 300 000 francs d'amende.

Les usagers entrent aux conseils d'administration des hôpitaux

Leurs associations redoutent de ne pouvoir qu'« entériner » de grandes orientations, en particulier budgétaires, qui sont désormais fixées par l'Agence régionale d'hospitalisation

Convies à un colloque organisé en Avignon du 23 au 25 janvier par les directeurs d'hôpitaux membres du Groupe de recherche et d'applications hospitalières (Graph), les représentants des associations d'usagers des

hôpitaux ont analysé les conséquences de la mise en œuvre de la réforme hospitalière du 24 avril 1996. Deux d'entre eux s'exprimeront dorénavant dans chaque conseil d'administration. Cette « consécration juridique », plutôt

bien accueillie par les directeurs d'hôpitaux, laisse pourtant sceptiques les responsables des principales associations qui craignent de ne jouer qu'un rôle de faire-valoir. Outre cette difficulté à lutter à armes égales aux

côtés des représentants des pouvoirs politiques, médical et administratif, nombreux à ne pas vouloir partager leurs prérogatives, ils auront également à combattre leur tendance au « nationalisme associatif ».

AVIGNON

de notre envoyé spécial
Suivant l'exemple de la SNCF, les conseils d'administration des hôpitaux s'ouvriront très prochainement aux usagers. Dans chaque département, les préfets choisissent actuellement deux représentants d'associations de malades, de familles de malades, de consommateurs, de handicapés ou de personnes âgées, dont la réforme hospitalière du 24 avril 1996 et le décret du 30 octobre 1996 ont rendu la présence obligatoire aux conseils d'administration des établissements publics de santé.

Conscient tout à la fois du bien-fondé d'une telle mesure et du « choc culturel » qu'elle risque de provoquer, la trentaine de directeurs d'hôpitaux réunis au sein du Graph avaient convié en Avignon, les associations de patients afin de mieux connaître ceux qu'il leur faut désormais considérer comme des interlocuteurs à part entière. Pour ces associations, l'entrée dans les conseils d'administration vaut reconnaissance du travail effectué à l'hôpital depuis des décennies. « C'est une consécration juridique », estime Patrick Gobet, directeur général de l'Unapei (Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales). Il ne s'agit pas d'une sorte de présence d'influence, mais qui ne sera pas négligeable dans la mesure où elle nous permettra de faire valoir

certaines valeurs. » Peu à peu, les associations de santé ont en effet su se rendre indispensables à l'hôpital. Elles sont aujourd'hui estimées à plus d'un million, participent à la vie de presque tous les services de soins où « elles interviennent dans l'amélioration de la qualité de vie des patients », reconnaît Alain Halbout, le président du Graph. A l'extérieur de l'hôpital, elles jouent un rôle moteur dans le développement de la recherche et assurent la continuité de la prise en charge du malade, grâce aux structures d'accompagnement ou de réinsertion qu'elles savent solliciter ou parfois créer.

Plusieurs raisons à cette « importance considérable et toujours croissante des associations de santé », selon les termes de Patrice Pinell, directeur de recherche à l'Insem : la loi de 1975, qui a séparé les secteurs sanitaires et sociaux ; l'épidémie de sida, qui a stimulé l'action associative dans l'ensemble des services de l'hôpital ; les exigences croissantes du patient, qui se comporte de plus en plus en consommateur ; et, surtout, le raccourcissement de la durée moyenne d'hospitalisation, passée en vingt ans de dix-huit à six jours.

En période de difficultés économiques, les établissements publics de santé ne peuvent plus guère se passer du renfort humain et financier apporté par les associations. « L'hôpital s'ouvre à nous parce qu'il a besoin de nous. Nous finançons des

laboratoires, des appareils, des logiciels, des services de soins », note, réaliste, Jean-Louis Sarrazin, responsable de l'aide aux familles à l'AFM (Association française contre la myopathie). Même chose à l'APF (Association des paralysés de France), dont les bénévoles pallient un manque de personnels hospitaliers. Dans un tel contexte, les directeurs d'hôpitaux ne peuvent donc que « se réjouir » que des représentants d'associations accèdent au rang d'administrateurs.

« Porteurs d'innovation puisque nous pourrions à des besoins non pris en compte », les associations, dont la montée en puissance a pourtant parfois été vécue comme une intrusion par les équipes so-

ignantes, se voient aujourd'hui reconnaître tous les mérites par les directeurs d'hôpitaux. Pour celui du CHU de Nice, Jean-Xavier Trazzini, « une structure publique a besoin d'être aiguillonnée par ses usagers, ou plutôt ses clients, qui ont le choix d'aller voir ailleurs, dans des cliniques de mieux en mieux équipées ».

SIMPLE DÉCORATION

Les revendications des associations concernent tout aussi bien l'amélioration de la qualité de la vie quotidienne à l'hôpital (attente, bruit incessant...), l'hygiène (trop d'infections nosocomiales), l'écoute du patient (indifférence à la douleur) et du médecin de famille, l'accueil des proches et l'information

La crainte de revendications trop sectorielles

Selon le décret du 30 octobre 1996, « les représentants des usagers sont nommés par le directeur de l'Agence régionale d'hospitalisation, après avis du préfet du département dans lequel l'établissement n'a son siège, parmi les personnes proposées par les organisations qui représentent au niveau régional ou départemental les intérêts des patients, des consommateurs, des familles, des personnes âgées ou handicapées, et dont le directeur de l'Agence estime que l'objet social correspond le mieux à l'orientation médicale ou médico-sociale de l'établissement ».

Les préfets éprouveront sans doute bien des difficultés à trouver des organisations susceptibles de défendre l'intérêt commun des patients. Les associations de santé françaises sont pour la plupart très spécialisées, axées sur une pathologie ou même l'un de ses aspects, et entretiennent entre elles des rivalités. Aussi les directeurs d'hôpitaux s'inquiètent-ils de devoir faire face en conseil d'administration à des revendications par trop sectorielles.

du patient. Curieusement, les associations n'entretennent pas d'illusions sur l'impact réel d'une réforme qu'elles réclamaient pourtant depuis fort longtemps. Patrick Gobet craint que les représentants des usagers peinent à dépasser leur « nationalisme associatif » et ne soient intimidés face à un aréopage de personnalités locales. Surtout, le conseil d'administration, où les usagers ne disposeront que de deux voix sur vingt et une, ne sert, selon M. Gobet, qu'à « entériner les grandes orientations politiques de la structure. Ce n'est pas là que se prennent les décisions ».

Certains directeurs ne démentent pas totalement le propos, expliquant que le budget est désormais fixé par l'Agence régionale de l'hospitalisation, et qu'il leur revient ensuite de décider de sa répartition ; le conseil se contente de voter la proposition de budget du directeur, qui sera ensuite entérinée ou non par l'Agence. L'APF se dit par ailleurs « sceptique sur la possibilité de peser réellement sur la machine hospitalière, sur laquelle les pouvoirs administratifs, médicaux et politiques se partagent la mainmise » : « Tous ces gens sont conscients qu'il leur faut écouter les malades, c'est dans l'air du temps. Mais ils sont encore nombreux à nous considérer comme une simple décoration dans un processus dont ils ne se désolent pas. »

Pascale Krémer

PRÉFECTURE DU GARD PRÉFECTURE DE VAUCLUSE AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES

L'arrêté préfectoral du 17 janvier 1997 a prescrit l'ouverture d'enquêtes publiques conjointes pour les quatre demandes présentées par l'Agence Nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) en vue de l'implantation d'un laboratoire souterrain destiné à étudier l'aptitude des formations géologiques profondes à stocker des déchets radioactifs sur le territoire de la commune de CHUSCLAN (GARD), Bessit « Le Moine ».

Pendant une période de 2 mois, DU 17 FÉVRIER AU 17 AVRIL 1997, les documents de demandes d'autorisation et les registres d'enquêtes seront tenus à la disposition du public à la mairie des communes ci-après et heures habituelles d'ouverture des bureaux.

- 1 - **Formule de consultation :** CHUSCLAN.
- 2 - **Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à la loi sur l'eau :** CHUSCLAN, CODOLET, ST-ETIENNE DES SORTS dans le GARD. CADEROUSSE, PIGNON dans le VAUCLUSE.
- 3 - **Installations classées pour la protection de l'environnement :** CHUSCLAN, CODOLET, ST-ETIENNE DES SORTS dans le GARD. CADEROUSSE, PIGNON dans le VAUCLUSE.
- 4 - **Installations et exploitation d'un laboratoire souterrain :** CHUSCLAN, BAGNOTS SUR CEZE, CODOLET, CONNAUX, LAUDUN, MONTAUBAN, ORSIAN, PONT ST-ESPRI, ROQUEMAURE, SABRAN, ST-ALEXANDRE, ST-ETIENNE DES SORTS, ST-GENES DE COMOLAS, ST-GERVAIS, ST-LAURENT DES ARBRES, ST-NAZAIRE, ST-PAUL LES FONTS, ST-VICTOR LA COSTE, TREZOUES et VENEJAN dans le GARD et CADEROUSSE, MONTAUBAN, MONTAUBAN, ORSIAN, PIGNON, SERIGNAN DU COMTAT et UCHAUX dans le VAUCLUSE.

Pendant la même période, les documents relatifs aux quatre demandes et des registres d'enquêtes seront également tenus à la disposition du public :
— à la préfecture du GARD, siège des enquêtes, rue Guilleminet à NIMES, du lundi au vendredi de 9h à 11h45 et de 14h à 16h30.
— à la préfecture de VAUCLUSE, division des libertés publiques, site de Chabran, 28, boulevard Lissabert à AVIGNON, du lundi au vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h.

Les observations des intéressés seront consignées sur les registres d'enquêtes. Seront acceptés tous les registres, ceux qui auront été adressés par écrit au président de la commission d'enquête R.P. n° 22, 30006 NIMES CEDEX 4.

La commission d'enquête, désignée par le président du tribunal administratif de MONTPELLIER, est composée comme suit :

- M. Michel LAFAY, ingénieur en hydraulique agricole retraité, président,
- M. Jean BELIN, ingénieur divisionnaire des T.F.E. retraité, assesseur,
- M. Louis LAURENZA TITO, ingénieur chimiste retraité, assesseur,
- M. Raymond BLOUET, ingénieur au centre d'études nucléaires de la vallée du Rhône retraité, assesseur,
- M. Lucien BOUSTEYAK, géologue conseil, assesseur,
- Mlle Isabel de LECUBARRI, chargée d'études en urbanisme, assesseur suppléant,
- Mme Catherine GRAND LOISEAU, architecte D.P.L.G., assesseur suppléant.

Le président de la commission d'enquête, ou l'un ou plusieurs de ses membres, recevront personnellement les observations des intéressés aux lieux, jours et heures indiqués ci-après.

Préfecture du GARD		Mairie de CHUSCLAN	
— rue Guilleminet NIMES :		— lundi 17 février 1997	de 14h à 17h
— mercredi 26 février 1997	de 9h à 12h	— mercredi 26 février 1997	de 14h à 17h
— mercredi 5 mars 1997	de 9h à 12h	— samedi 8 mars 1997	de 9h à 12h
— samedi 15 mars 1997	de 14h à 17h	— mercredi 12 mars 1997	de 14h à 17h
— mercredi 26 mars 1997	de 9h à 12h	— jeudi 20 mars 1997	de 14h à 17h
— samedi 1 ^{er} avril 1997	de 14h à 17h	— vendredi 4 avril 1997	de 14h à 17h
— lundi 7 avril 1997	de 9h à 12h	— mardi 5 avril 1997	de 14h à 17h
— samedi 12 avril 1997	de 14h à 17h	— jeudi 17 avril 1997	de 9h à 12h
— jeudi 17 avril 1997	de 9h à 12h		

Préfecture de VAUCLUSE		Mairie de LAUDUN	
— 28, boulevard Lissabert AVIGNON :		— lundi 19 mars 1997	de 14h à 17h
— mardi 18 mars 1997	de 14h à 17h	— jeudi 27 mars 1997	de 9h à 12h
— mardi 1 ^{er} avril 1997	de 9h à 12h		
— mercredi 16 avril 1997	de 14h à 17h		

Mairie de BAGNOTS SUR CEZE		Mairie de PIGNON	
— mercredi 12 mars 1997	de 9h à 12h	— mercredi 19 mars 1997	de 9h à 12h
— vendredi 4 avril 1997	de 9h à 12h	— mercredi 2 avril 1997	de 9h à 12h

Mairie de CADEROUSSE		Mairie de ROQUEMAURE	
— jeudi 20 mars 1997	de 9h à 12h	— mercredi 26 mars 1997	de 14h à 17h
— mardi 5 avril 1997	de 9h à 12h	— jeudi 7 avril 1997	de 14h à 17h

Pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes, les registres et les conclusions motivées de la commission d'enquête, seront tenus à la disposition du public dans chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête, en préfecture du GARD, bureau des Permis de construire, et en préfecture de VAUCLUSE, bureau des décisions et des affaires financières.

Au CHU du Kremlin-Bicêtre, les « petits trucs » qui font beaucoup

PARTOUT, des tâches de couleurs vives figurent des véhicules aux formes rondes, des animaux souriants, des pavillons aux cheminées rassurantes. Les services de pédiatrie de l'hôpital Parrot du centre hospitalier universitaire du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) ressembleraient à d'immenses salles de jeux, n'étalent ces deux cents lits surmontés d'acacias barbares où des enfants malades se reposent. Au septième étage du bâtiment, une maison de l'enfant, structure ouverte en 1981 et encore rare en France, accueille ceux qui sont capables de se déplacer dans un havre où jamais aucun médecin ne vient les déranger. Un instituteur s'y accorde de sa classe à géométrie variable, tandis que les adeptes de l'école buissonnière vont et viennent entre la salle de jeux, l'atelier de peinture et le coin pouspés.

Pour que les enfants échappent au maximum à la passivité et à l'ennui, l'hôpital Parrot a dû accepter l'intrusion d'associations de bénévoles. Depuis deux ans environ, le volontariat au service de l'art anime un atelier de peinture chaque mercredi après-midi. Le mercredi ma-

tin, c'est la sculpture dans la ville qui initie les enfants à la taille de la pierre. Trois fois par semaine encore, une association, pour partie rémunérée par l'hôpital - Les musiciens -, vient faire chanter les petits hospitalisés. Chaque soir de la semaine et le week-end, lorsque le va-et-vient des infirmières et des visites se ralentit, les membres de La main dans la main s'assoient près des lits pour raconter une histoire ou rassurer un enfant que le sommeil oublie.

PLUS LE TEMPS DE SOURIRE

La présence des bénévoles ne peut pas toujours compenser le manque de postes d'éducateurs ou de soignants. Si, dans le service d'hépatologie, le travail des associations arrive à masquer le manque de personnel, un étage plus bas en réanimation, en neurologie, des mères ne peuvent s'empêcher de comparer les différences de traitement. « On ressent la pénurie de personnel », raconte Sandrine, trente-deux ans, dont la petite Pauline est atteinte d'une infirmité motrice cérébrale. Les aides-soignantes sont tellement débordées qu'elles n'ont plus le temps de sourire », regrette-t-elle. Les associa-

tions y sont présentes comme dans les autres services, assure le professeur Jean-Paul Dommergues, responsable du département de pédiatrie générale, « mais les situations y sont sans doute plus difficiles à aborder pour quelqu'un d'extérieur », précise-t-il. Les besoins sont immenses et ils ne peuvent être couverts avec les moyens dont nous disposons ».

Habitues des hôpitaux depuis la naissance de Pauline, il y a dix ans, Sandrine reconnaît l'ampleur des efforts déployés pour améliorer l'accueil des patients - et de leurs parents - à l'hôpital, mais évoque quelques souhaits : « Quand j'arrive très tôt dans le service pour accompagner Pauline à un examen, on me propose rarement de quoi déjeuner. Un thé ou un café, c'est un petit truc de rien, mais pour moi qui passe mes journées à l'hôpital, c'est beaucoup. » Un lit, un téléphone dans la chambre de sa fille, elle n'osera jamais les demander. Avec les autres mamans qui logent comme elle à la Maison des parents voisins, elle cherche à quoi pourrait ressembler une hospitalisation « idéale ».

Aude Dassoerville

Le procès de Georges Mendaille ressuscite la « sale guerre » des GAL

LA COUR D'ASSISES spéciale des Pyrénées-Atlantiques et la cour d'appel de Pau vont s'intéresser, au cours de cette semaine, à deux affaires qui posent une fois de plus la question du rôle joué par certains Français dans la « sale guerre » livrée par les Groupes armés de libération (GAL) espagnols aux Basques soupçonnés d'appartenir à l'EIA mais résidant légalement en France.

Devant la cour d'assises spéciale s'ouvre, lundi 27 janvier, le procès de Georges Mendaille, un Français de soixante-trois ans accusé de « tentatives d'assassinat, participation à association de malfaiteurs et complicité d'assassinat » sur la personne de deux Basques espagnols. Les débats doivent durer jusqu'au 29 janvier. Pour sa part, la cour d'appel de Pau doit rendre son arrêt, ce même 29 janvier, dans une affaire de diffamation opposant le commissaire Joël Cathala, ancien patron de la police de l'air et des frontières (PAF) dans la région, à une publication et à une association basques.

De 1983 à 1986, les GAL ont perpétré sur le sol français une série d'attentats ayant coûté la vie à vingt-neuf personnes. En Espagne, relancée par la justice et par la presse, l'enquête a pris les proportions d'un scandale national. Elle a abouti, en 1995 et 1996, à l'inculpation de plusieurs dirigeants socialistes accusés d'avoir favorisé, à travers les GAL, un véritable terro-

risme d'Etat. En France, au contraire, les autorités n'ont pratiquement rien fait. Ni pour rechercher les commanditaires de ces crimes, qui ont coûté la vie à plusieurs Français tués « par erreur », ni pour dissiper les soupçons qui pèsent sur le rôle joué par certains policiers français.

Le procès Mendaille s'inscrit, avec un retard de dix ans dû à l'absence de l'accusé, dans le droit-fil de ceux qui se sont tenus à Pau, en 1987 et 1988, devant les six magistrats de la même cour d'assises spéciale. Au fil des audiences, la révélation des faits a été faite, les « relais » français (soldats perdus, anciens de FOAS, néofascistes) et ses auteurs. Le plus souvent des petits truands et des indicateurs de police recrutés dans la pègre de l'Hexagone. Une douzaine d'entre eux avaient été condamnés à des peines allant de quelques années de prison à la réclusion à perpétuité.

L'affaire Mendaille « elle-même date de 1985. A Anglet, en juillet, puis à Saint-Jean-Pied-de-Port, en septembre, Ferdinand Eguitien et Joseph Araxtoa défilent des engins explosifs décommandés sous leurs véhicules. L'enquête aboutit rapidement à l'arrestation par la police de quatre voyous marseillais : Roger Raussey, Alain Lambert, Michel Morganti et Alain Domenge. Trois

d'entre eux déclarent au juge d'instruction qu'ils n'ont été recrutés par Georges Mendaille, un Toulousain d'une cinquantaine d'années. L'homme serait l'un des « relais » français du commissaire espagnol Amedeo Fouca, l'un des hommes-clés des GAL. C'est lui qui aurait donné les instructions et fourni les armes. Dans la voiture des quatre hommes, la police trouve des photos de Basques espagnols avec, au dos, des annotations que les graphologues attribueront à Georges Mendaille. On y reconnaît les propriétaires des deux voitures piégées, mais aussi Juan Maria Otegui, qui habitait dans le même immeuble que Joseph Araxtoa à Saint-Jean-Pied-de-Port et qui a été assassiné de trois balles, le 2 août 1985.

RÉTRIBUTIONS

En 1986, la justice française lance un mandat d'arrêt international contre M. Mendaille, qui réside en Espagne depuis 1978. Dans un premier temps, la justice espagnole affirme ne pas pouvoir le localiser. Mais un repérage le montre dans sa villa, sur la Costa Brava. Il est arrêté en février 1989. Remis en liberté surveillée en juillet 1990, il sera finalement extradé, en avril 1994, et emprisonné à Bayonne. Entre-temps, la cour d'assises spéciale a condamné ses complices présumés à des peines de quatorze à seize ans d'emprisonnement.

Depuis, les accusateurs se sont rétractés. La sœur d'un des condamnés avait raconté au juge Baltazar Garçon, chargé du dossier des GAL en Espagne, sa rencontre avec Georges Mendaille, en 1987, pour lui demander de l'aider à faire libérer son frère. Il lui aurait fait rencontrer deux responsables du GAL, les commissaires Amedeo Fouca et Michel Dominguez. Lors d'une confrontation, en 1995, la jeune femme est revenue sur cette version, affirmant avoir été manipulée, sans autre précision.

M. Mendaille conteste les accusations dont il est l'objet. Il se borne à affirmer qu'il avait été amené à collaborer, en 1985, avec un fonctionnaire de la DST en poste dans la région qui se faisait appeler « Cartier ». Pour tenter de connaître la vérité, la cour a fait citer à la barre un inspecteur des renseignements généraux, qui serait le mystérieux « Cartier ». De leur côté, les parties civiles ont fait citer l'ancien juge d'instruction de Bayonne Christophe Seyes, qui s'est plaint, à plusieurs reprises, des difficultés rencontrées dans ses investigations. « Le jour où des noms de fonctionnaires [de police] français sont apparus dans mon enquête [sur les GAL], on m'a fait comprendre que la collaboration que j'étais en droit d'attendre serait limitée ou minimisée », a notamment expliqué ce magistrat.

Roland-Pierre Paringsaux

ration des hôpitaux

ions, en particulier budgétaires, italisation

Les hôpitaux, responsables de la santé publique, ont vu leur rôle évoluer. Ils ne sont plus seulement des lieux de soins, mais des centres de prévention, de diagnostic et de traitement. Leur rôle est devenu plus complexe et plus exigeant.

La gestion des hôpitaux est devenue une tâche de plus en plus difficile. Les coûts augmentent, les ressources diminuent, et les attentes des patients et de la société sont de plus en plus élevées.

Les hôpitaux doivent donc trouver des moyens innovants pour améliorer leur efficacité et leur qualité de service. Cela implique une réforme profonde de leur organisation et de leur gestion.

La réforme des hôpitaux est une tâche urgente et complexe. Elle nécessite la collaboration de tous les acteurs concernés, des élus locaux aux professionnels de santé.

ts trucs » qui font beaucoup

Les hôpitaux ont mis en place de nombreux dispositifs pour améliorer leur gestion et leur qualité de service. Ces dispositifs sont souvent innovants et efficaces.

scite la « sale guerre » des GIL

La guerre des GIL (Généralistes de l'Industrie Locale) est une lutte pour la défense des intérêts locaux. Elle implique des acteurs variés et des enjeux importants.

La guerre des GIL est une lutte pour la défense des intérêts locaux. Elle implique des acteurs variés et des enjeux importants. Les GIL cherchent à protéger leur territoire et leurs ressources.

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 28 JANVIER 1997

ASSAINISSEMENT La Cour des comptes devait publier, lundi 27 janvier, un rapport très sévère sur les services de gestion de l'eau dans les municipalités de la France

métropolitaine et des DOM-TOM. ● LA JURIDICTION FINANCIÈRE, présidée par Pierre Joxe, critique les régimes municipaux, mais surtout les pratiques des grandes compagnies

en particulier la Lyonnaise des eaux et la Générale des eaux, qui se partagent le secteur, en soulignant que « l'absence d'encadrement et de contrôle des délégations

de services publics, aggravée par la moindre transparence de ce mode de gestion, a conduit à des abus ». ● DANS LE VAR, la chambre régionale des comptes stigmatise l'atti-

tude d'une filiale de la Générale des eaux, à laquelle avait été attribué le marché de la station d'épuration de Bandol-Sanary (lire également notre analyse page 16).

La Cour des comptes critique les services de gestion de l'eau

Hausse considérable des prix, engagements non tenus, marchés douteux, concurrence faussée... Le tableau brossé par les magistrats de la Rue Cambon est très sombre. Au banc des accusées, les « majors » du secteur, toutes-puissantes face à des élus locaux isolés

ALORS QUE les mouvements de protestation sur la qualité et les prix de l'eau se multiplient partout en France, la Cour des comptes devait publier, lundi 27 janvier, un long rapport sur « la gestion des services publics locaux d'eau et d'assainissement ». Onze chambres régionales de métropole et d'outre-mer ont participé à cette enquête menée entre 1994 et 1996. Même si elle se garde de généraliser ses observations, la Cour a relevé partout – de Toulouse (Haute-Garonne) à Riom (Puy-de-Dôme), en passant par Saint-Etienne (Loire), Grenoble (Isère) ou Bandol (Var, lire ci-dessous) – des pratiques non conformes à l'intérêt des usagers : « Réolise directement en régie ou indirectement à travers les différentes formes de délégation de service public, la gestion est peu transparente », souligne-t-elle.

Longtemps considérée comme une ressource naturelle abondante et gratuite, l'eau est devenue un enjeu politique et économique majeur. L'instauration d'une politique globale, à partir de 1992, a imposé aux collectivités locales des dépenses énormes pour répondre aux nouvelles obligations de qualité, de protection et d'assainissement : de moins de 20 milliards de francs de 1987 à 1991, les investissements dans les réseaux d'eau et les stations d'épuration ont dépassé les 43 milliards entre 1992 et 1996. Ces sommes ont, pour l'essentiel, été à la charge des usagers. « Dans toutes les régions, on observe une hausse sensible du prix de l'eau de l'ordre de 10 % par an », constate la Cour. « Le prix de l'eau facturé aux usagers a augmenté de 124 % de 1990 à 1992, de 72,3 % de 1990 à 1994 à Vichy, de 112 % de 1990 à 1994 à Joux-lès-Tours, de 75 % en trois ans dans le district de Saumur entre 1990 et 1993 », relève-t-elle.

DÉLÉGATION DÉTOURNÉE Les investissements nécessaires dans un proche avenir vont encore demander « un effort financier considérable aux usagers » : la seule obligation de traiter les eaux usées dans les collectivités de moins de 2 000 habitants se traduira « par des investissements de l'ordre de 45 à 60 milliards au cours de la période 1995-2005 », tandis que les contraintes d'urbanisation et le traitement des eaux de pluie peuvent être évalués entre 33 et 38 milliards sur la même période. Les communes sont très mal armées pour répondre à cette nouvelle politique, qui requiert des

technologies et des savoir-faire « sortant des domaines courants des compétences communales ». Le mauvais état des réseaux, l'absence de rigueur dans la gestion des facturations contribuent « à des rendements médiocres ». Dépassées, les collectivités ont confié de plus en plus la gestion de leurs services à des entreprises privées. « La part du secteur privé dans la distribution d'eau potable en France est ainsi passée de 31 % en 1954 à 60 % en 1980 et 75 % en 1991 », relève le rapport.

Cette décision intervient souvent lorsque les communes doivent réaliser des investissements auxquels elles ne peuvent faire face. « La délégation est détournée de son objet pour devenir une technique élaborée de financement du budget principal, dévorable à l'usage-contribuable », souligne la Cour, qui constate que l'impact de ce passage au privé est souvent mal évalué, alors même que « la hausse du prix est bien mise en relation avec la délégation de services » : à Egletons (Corrèze), le prix de l'eau a plus que doublé en trois ans après le passage au privé, alors que les investissements sont toujours à la charge de la commune.

Dominié par quelques grands

groupes – la Générale et la Lyonnaise des eaux, dans une moindre mesure la SAUR (Bouygues) et la CISE, récemment reprise par la précédente –, le secteur privé de l'eau est très concentré : « La concurrence y reste très imparfaite », note le rapport. Contrats ambigus, avenants multiples, attribution privilégiée des travaux aux sociétés relevant du même groupe que celui de l'exploitant des services d'eau, prolongations sans appel d'offres des contrats, partage des villes entre deux groupes : de multiples habitudes ont été

prises, empêchant le jeu normal de l'offre et la demande dans ce secteur qui n'est pas soumis au code des marchés publics. Sur 79 marchés passés par le Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne en 1993, il n'en est aucun sans mise en concurrence, pour un montant supérieur à 15,6 millions de francs.

« Le caractère répété de l'utilisation de procédures de négociation, presque toujours avec les mêmes entreprises, a également pu être constaté », souligne le rapport. « Une tendance à la pérennité

Des mécanismes de rémunération remontant à 1938

Les contrats de concession d'eau donnent lieu à des calculs très complexes sur les modes de rémunération. A la différence d'autres pays, la France n'a pas revu le mécanisme de base et fonctionne toujours sur un schéma approuvé par une circulaire du ministère de l'économie publiée le 10 août 1938. Ce schéma prévoit que la rémunération sera indexée sur le tarif de départ en prenant en compte l'évolution des coûts de revient du prestataire de services, diminuée d'une part fixe.

« Cette formule a la faiblesse d'attribuer les risques d'inflation sur le délégataire (municipalités), moyennant un "abattement" qui est censé représenter en contrepartie la cession partielle des gains de productivité au bénéfice des usagers », souligne Jean Bouinot, directeur de l'Institut d'urbanisme de Paris, dans un article à paraître sur les opérations de délégation de services publics. Mais il est souvent très difficile de déterminer les économies réalisées par les compagnies d'eau et la quote-part qu'elles acceptent de reverser aux collectivités : un brouillard persistant règne sur les comptes des réseaux qu'elles gèrent.

tion des positions acquises », apportant des marges substantielles, existe dans de nombreux cas, selon la Cour. La Générale des eaux gère le service du Syndicat des eaux d'Ile-de-France depuis quarante-sept ans.

GESTION OPAQUE A Dinard (Ille-et-Vilaine), la CISE a obtenu la production d'eau en 1929 et sa concession a été renouvelée jusqu'en 2005. « Le même exploitant aura géré la production d'eau pendant soixante-quinze ans, sans qu'aucune mise en concurrence permette à la collectivité de s'assurer qu'elle traitait avec le mieux-disant », observe la Cour.

« Notre réalité quotidienne, c'est que les contrats ont un terme, et les termes en concurrence ont été nombreux en 1996. La concurrence est, sans comparaison possible, plus forte en France qu'en dehors de nos frontières et, de surcroît, singulièrement renforcée par les lois récentes », indique la Générale des eaux dans sa réponse. De nouvelles dispositions législatives ont, de fait, été adoptées en 1993 puis en 1995 pour interdire reconductions systématiques des contrats ou droits d'entrée qui, comme à Grenoble, se sont traduits par un versement de 355 millions de

francs par la Lyonnaise à la municipalité, en contrepartie d'une concession de vingt-cinq ans. L'application de ces textes se révèle, toutefois, délicate. Lors du renouvellement de l'affermage du service du syndicat intercommunal de la vallée d'Auzon (Puy-de-Dôme), une erreur substantielle a été commise sur les volumes facturés, lors de l'appel d'offres. Seul le délégataire en place connaissait la vraie situation. « Celui-ci a finalement été réadmis pour d'autres raisons », selon le rapport.

Dotées d'une expertise insuffisante, les communes ont souvent du mal à apprécier la gestion de leurs services délégués. Les documents techniques et financiers ne leur sont donnés qu'avec retard, voire pas du tout. A Metz, la société mosellane des eaux n'a produit aucun compte pendant vingt ans.

« L'opacité, constatée dans de nombreux cas, peut demeurer un obstacle à l'information des élus et des usagers », affirme la Cour, en préconisant un renforcement de l'assistance des services de l'Etat, afin de mieux aider les communes dans leur négociation « avec des partenaires privés dotés de moyens techniques puissants ».

Martine Orange

L'exemple édifiant de la station d'épuration de Bandol-Sanary

TOULON

de notre correspondant

Quarante millions de francs : c'est la somme qu'une quinzaine de contribuables de Bandol et de Sanary réclament à la société Omnium de traitement et de valorisation (OTV), une filiale de la Compagnie générale des eaux, à qui l'on doit la conception, la construction et l'exploitation d'une station d'épuration des eaux usées... et des finances publiques. Le 18 décembre 1995, ce groupe de contribuables a déposé une plainte avec constitution de partie civile auprès de Jean-Luc Tournier, juge d'instruction à Toulon, qui a ouvert une information judiciaire pour soustraction et détournement de fonds publics.

En 1979 se constitue un syndicat intercommunal regroupant Sanary et Bandol – deux municipalités du littoral varois – en vue de la construction d'une station d'épuration commune, qui débute en 1982. Le syndicat connaît une vie difficile, rythmée par des « dissensions personnelles qui se conjuguent à l'opacité de la comptabilité », comme le fera remarquer un rapport particulièrement copieux de la chambre régionale des comptes (CRC) de mars 1995.

Pour obtenir le marché (23,195 millions), OTV « fait valoir la compétence technique de son groupe » et, alors que la station

n'est pas encore mise en service, fait adopter un premier avenant de 20,358 millions pour doubler la station physico-chimique et y ajouter une chaîne de traitement biologique : cet accord est obtenu « en dépit d'avis techniques et juridiques défavorables » et sans appel d'offres. Dans la foulée et sans mise en concurrence, le président du syndicat accorde l'exploitation de la station à OTV, qui ne tiendra pas ses engagements techniques. Au cours de ses investigations, la CRC « constate que la station se trouve dans un état de délabrement avancé » et « que la station biochimique est hors d'état de fonctionnement », l'entreprise n'ayant pas hésité à en facturer le fonctionnement (162 000 francs) dès le 12 août 1986, alors que la station ne sera mise en service qu'en 1987.

Par ailleurs, la CRC va constater un fort écart de prix entre un décauteur lamellaire installé en 1982 pour 860 000 francs et celui qui a été mis en place en 1986, « le second traitant deux fois moins d'effluents que le premier alors qu'il a coûté moitié plus cher ». En fait, « l'accumulation des onomolies a conduit à faire supporter au syndicat, et donc aux communes membres, un surcoût de 13 millions de francs, soit une augmentation de 30 % du marché initial complété du premier avenant » alors que

« la direction départementale de l'équipement du Var, qui s'était fait confier le maître d'œuvre de la construction, et avait perdu pour ce faire 3,195 millions de francs, n'a pas joué le rôle qui aurait dû être le sien ».

SURCOÛT DE 15 MILLIONS DE FRANCS


Mieux encore, OTV a mis en place un double comptage et a fait payer, chaque année, deux fois le traitement de 365 000 m³ d'effluents. Devant l'étonnement de la CRC, l'entreprise a « prétendu que ce dispositif résultait d'un accord avec le syndicat ». En conclusion, la CRC estimera que la construction de la station d'épuration a coûté au moins 15,3 millions de francs de trop et que « l'exploitant a perdu, au cours des trois dernières années, en moyenne 4,5 millions de francs par an de rémunération ».

Les consommateurs ont été plus prestes que leurs élus à réclamer ces sommes, même si Ferdinand Bernhard, maire (UDF-PR) de Sanary, s'était inquiété de certaines dérives dès 1990, peu de temps après son arrivée à l'hôtel de ville, et avait commandé un audit : ses conclusions alarmantes furent transmises au préfet du Var et à la CRC et avaient permis de renégocier le contrat d'assainissement et d'obtenir une

baïsse de 15 %, soit 1 million de francs par an. Aujourd'hui, en accord avec le maire de Bandol, Xavier Suquet (RPR), Ferdinand Bernhard attend les conclusions de l'enquête avant d'entamer de nouvelles procédures. Fustigeant « la possibilité étonnante qu'il s'était installée de 1982 à 1989 », M. Bernhard estime que, « dans cette affaire, l'argent n'a sûrement pas coulé dans les seules poches de l'OTV ». Enquêtes et magistrats s'interrogent sur ce point.

Il en va de cette station, remise depuis en état par OTV, comme pour celle actuellement en fin de travaux au cap Sicié, sur la commune de La Seyne. Prévue pour desservir sept communes de l'Est varois, elle entrera en service en juillet, alors qu'elle devait être terminée le 31 janvier 1996. La très mauvaise appréciation du sous-sol de la falaise, sur laquelle est édifié l'ouvrage, a amené le groupement des entreprises chargé du chantier à accroître les délais et le prix de revient : 750 millions de francs contre les 302 millions de francs prévus. De quoi intéresser la CRC, qui termine une enquête préliminaire dans laquelle on verra apparaître à nouveau OTV, important concepteur et réalisateur de cette nouvelle station.

José Lenzini



53 900 personnes
de 95 nationalités,
930 implantations
dans 100 pays

Bénéfice net pour 1996 : + 29 %

En 1996, le bénéfice net de Schlumberger a atteint 851 millions de dollars et son bénéfice net par action 3,47 dollars, en progression de 29 % par rapport à 1995. Le chiffre d'affaires d'exploitation, en hausse de 18 % par rapport à l'année précédente, s'élève à 8,96 milliards de dollars, un nouveau record pour la société.

Exercice clos le 31 décembre	1996	1995
Chiffre d'affaires d'exploitation (en millions de dollars)	8 956 150	7 621 694
Bénéfice net (en millions de dollars)	851 483	649 157
Bénéfice net par action (en dollars)	3,47	2,69
Nombre moyen d'actions en circulation (en millions)	245 020	242 374

Quatrième trimestre 1996 : bénéfice net en hausse de 53 %

Au quatrième trimestre de 1996, le bénéfice net, à 255 millions de dollars, et le bénéfice net par action, à 1,04 dollar, ont progressé respectivement de 53 % et de 51 % par rapport au même trimestre de 1995. Le chiffre d'affaires d'exploitation, en hausse de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente, s'élève à 2,52 milliards de dollars.

le fruit de la capacité de Schlumberger à offrir des technologies de pointe aux nouveaux marchés du forage en eaux profondes, et à introduire des solutions d'un bon rapport coût-efficacité pour produire les hydrocarbures non récupérés des réservoirs anciens.

MESURE ET SYSTÈMES : UNE CROISSANCE CONTRASTÉE

Le chiffre d'affaires de Mesure et Systèmes a progressé de 5 %. La forte croissance d'Équipements de test automatique, de Transactions électroniques et de Systèmes et Services a largement compensé le rétrécissement de l'activité Électricité et Gaz.

UNE ANNÉE 1997 PROMETTEUSE

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : « Au quatrième trimestre de 1996, la croissance de chacune de nos activités de Services pétroliers a continué de s'accroître. Du fait de l'importance des plans d'investissement dans l'exploration et la production, déjà annoncés par un grand nombre de nos clients, nous sommes convaincus que les résultats de nos Services pétroliers vont continuer de progresser en 1997. Dans le même temps, la situation de Mesure et Systèmes devrait également s'améliorer grâce à l'expansion de la technologie des cartes à puce et au lancement de produits nouveaux par Équipements de test automatique. »

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

Quatrième trimestre	1996	1995
Chiffre d'affaires d'exploitation (en millions de dollars)	2 515 093	2 063 535
Bénéfice net (en millions de dollars)	255 083	166 886
Bénéfice net par action (en dollars)	1,04	0,69
Nombre moyen d'actions en circulation (en millions)	246 364	242 933

031 7147

DISPARITIONS

Pedro Bacán

Compositeur et guitariste flamenco

LE MUSICIEN Pedro Peña Peña, dit Pedro Bacán, né en 1951 à Lebrija (province de Séville, Espagne), est mort dimanche 26 janvier des suites d'un accident de la route.

De Pedro Bacán, on peut dire ceci : il était le plus grand guitariste du monde flamenco, celui dont personne ne doutait, celui qui portait le plus d'avenir dans la guitare et le chant. Personne, à avoir vu son récent récital du 19 décembre 1996, à Paris, à en douter. Nul qui n'ait-tendu avec sérieux le 4 février à Bobigny, où il devait se présenter avec le clan des Piniñi, sa famille gitane de Lebrija, et Inés, sa sœur. Quand on a assisté à leurs débuts, ce moment où Inés qui n'avait jamais chanté de la vie s'est mise à chanter pour lui, quelque chose de neuf est apparu dont on n'a plus que le présentement.

Pedro Bacán est mort comme un flamenco, c'est-à-dire bêtement. Samedi, il jouait avec Juan Peña et El Lebrijaño, ses cousins, à Lora del Río, sur la terre des taureaux, Zahariche, la finca de l'élevage de Miura, est là, sur la colline. Au petit matin, il a voulu rentrer à la maison, à 60 kilomètres. El Cordobés disait : « Dans le monde des taureaux, il y a plus de dangers que les taureaux, il y a les routes ».

Fils de Bastián Bacán, le neveu d'El Piniñi né en 1911 à Lebrija, il en avait repris le nom d'artiste. Jusqu'à la trentaine, Pedro Bacán s'est signalé comme l'accompagnateur des plus grands cantaores. Sa présence

dans de nombreux enregistrements en témoigne. En 1980, on l'a vu remporter le concours du Ciradillo del Cante, à la Biennale d'art flamenco de Séville. Son chanteur alors était Calisto Sanchez. Il obtient la même année le Prix national de guitare flamenco. Par une bizarrerie de plus, le monde du flamenco est le seul des mondes habités où les prix et les récompenses ont un sens. Le département de musicologie de l'université de Washington est le premier d'une longue série, en Amérique du Nord, à l'inviter comme professeur associé.

Aussi proche de Maurice Ohana, des intellectuels, des artistes que de la communauté gitane de Lebrija, intelligent, doux, généreux de sa personne, de son jeu, de son rire, de sa gravité, Bacán avançait. Il ne cherchait pas à croquer, maitriser, relire, maitriser, machiner, rockiser ou relooker le flamenco, il cherchait ce qu'il avait dans le ventre. Il le cherchait avec les meilleurs flamencos et avec tous les musiciens qu'il rencontrait. « Au cœur de l'aventure, il y a un esprit qui n'est ni une idée intellectuelle ni un concept ; qui ne se comprend pas, mais on sait parfaitement s'il est là ou pas. Curieusement, la musique n'est pas la fin, c'est un moyen, un véhicule. On ne doit pas sortir le même après une nuit flamenco. » Bacán se faisait une fête de montrer bientôt le film de Carole Sixx : *Inés ma sœur*.

Francis Marmànde

Charles Levinson

Un syndicaliste pourfendeur des multinationales

CHARLES LEVINSON, ancien secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie (International Chemical Federation), est mort mercredi 27 janvier à Genève, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Fils d'un forgeron russe, socialiste bolchevique, il naît le 19 octobre 1919 à Ottawa, au Canada, où son père s'est réfugié après s'être exilé de Sibirie. Charles Levinson accumule les diplômes de lettres et d'économie, à Toronto, à New York et à Paris, et se retrouve pilote dans la RAF de 1940 à 1945. Directeur adjoint du syndicat américain CIO au lendemain de la guerre, puis secrétaire général de la Fédération des ouvriers des métaux, il devient, en 1963, secrétaire général de l'ICF. Personnalité haute en couleur, auteur de nombreux ouvrages, dont *L'inflation mondiale* et *Les firmes multinationales* (1973), il va s'illustrer par son combat contre les multinationales et les effets, qu'il juge pervers, du commerce Est-Ouest.

Lors d'un conflit chez Saint-Gobain, en 1969, il popularise le concept de « grève multinationale »

qu'il reprendra ensuite chez Michelin, en 1971, et chez Akzo en 1972. Travaillant à Genève mais parcourant le monde, Charles Levinson plaide pour « une véritable démocratisation de l'industrie », afin de « protéger les consommateurs contre les effets de la concentration du pouvoir économique ». Avec un redoutable talent de débateur, Charles Levinson, au diapason des syndicats américains, part en guerre contre le commerce Est-Ouest.

Dans son livre *Vodka-Colo* (1977), il s'en prend à la « vodka-colonisation », estimant que la détente sert les intérêts de groupes et institutions de l'Est et de l'Ouest mais ni la paix, ni le désarmement, ni les objectifs sociaux essentiels. Ce pourfendeur des multinationales, qui « font leurs choux gras de l'intégration entre les économies nationales » quitte le secrétariat général de l'ICF, en 1985, sans avoir vu se réaliser de véritables conventions collectives internationales.

Michel Noblecourt

Mary Bancroft

Une espionne et nouvelliste américaine

MARY BANCROFT, nouvelliste américaine et espionne entre 1942 et 1945, est décédée le 10 janvier, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Née le 29 octobre 1903 à Cambridge (Massachusetts) et élevée, après la mort, à sa naissance, de sa mère, par un beau-père qui était le « patron » du quotidien économique *The Wall Street Journal*, aux Etats-Unis, Mary Bancroft, après un premier mariage duquel elle eut deux enfants, divorce en 1932 pour épouser, trois ans plus tard, un banquier suisse. A Zurich, où elle vit alors, elle écrit des articles et devient l'amie, notamment, du psychanalyste suisse Carl Jung et du romancier irlandais James Joyce.

En 1942, elle fait la connaissance d'un diplomate américain, Algeo Dulles, qui, en réalité, venait d'instaurer, depuis son poste de Berne, l'Office of Strategic Services (OSS). C'est l'ancêtre de ce qui devint la Central Intelligence Agency (CIA), avec pour tâche, à cette époque-là, l'espionnage de l'Allemagne. Après la seconde guerre mondiale, Algeo Dulles dirigea la CIA. Mary Bancroft ne tarda pas à devenir sa maîtresse et elle se signala par son aptitude à recueillir des informations de quali-

té dans les milieux de la résistance allemande à Adolf Hitler et dans les rangs de la rébellion yougoslave à l'occupation nazie. Elle fit, entre autres, la connaissance de Hans Gisevius, un officier du service de renseignement militaire (Abwehr), qui devait participer à la tentative d'assassinat du chancelier allemand en juillet 1944, et de Josip Broz, le futur maréchal Tito, qui a organisé la résistance yougoslave avant d'être le président de son pays jusqu'à sa mort en 1980.

Après la guerre, à Zurich, Mary Bancroft, divorcée de son second mari, travaille à des scénarios de films et de documentaires. Elle rentre aux Etats-Unis en 1952, où elle devient l'amie, notamment, du comédien Woody Allen et du fondateur du magazine *Time*, Henry Luce. Elle rédige alors des nouvelles. Mais, surtout, elle a écrit un livre de souvenirs, en 1983, sous le titre *Autobiographie d'une espionne*, où elle relate ses exploits et où elle fait part de ses impressions du procès des responsables nazis, à Nuremberg, en 1945-1946, auquel elle avait assisté et pour lequel Hans Gisevius fut appelé à témoigner.

Jacques Isnard

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

28 janvier 1947 - 28 janvier 1997

La vie te soit donnée en abondance.

Françoise.

« La foi en l'Amour, au-delà de la mort, conduit à la joie. »

Pierre-Marie.

Décès

— Anne-Marie, sa femme, Pierre-Antoine, Jean-François, Frédéric, ses fils et leurs épouses, Et ses deux petites-filles, Et ses deux parents, alliés et amis.

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude AUBERTIN,

survenu dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 28 janvier 1997, à 13 h 30, en l'église du Centre à Ecully.

Condolences sur registre.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9 bis, chemin des Acacias, 69130 Ecully.

— Edith Colas, sa fille, Didier et Monette Colas, ses fils et sa belle-fille, Mario-Solange Colas, sa belle-fille, veuve de son fils aîné, Jean-Daniel,

Marie-Josée Colas-Ract, Olivier, Céline, Stéphane, Karine et David Colas, ses petits-enfants, Madeleine Dumas, sa sœur, Françoise Dumas, ses enfants et petits-enfants, Monique Dumas et son fils,

Jean-Paul et Dominique Aldry et leurs enfants,

Le général Philippe Verlot et M^{me}, leurs enfants et petits-enfants, ses sœurs et sœurs,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Paul COLAS,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, croix du mérite de première classe avec couronne de l'ordre souverain de Malte,

architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux,

et des monuments historiques (ex.), architecte départemental de la préfecture de la Seine (ex.),

survenu le 22 janvier 1997, à Châtillon, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 janvier 1997, en l'église Saint-Luc de Montrouge (Hauts-de-Seine), à 15 h 30, et sera suivie de l'inhumation au cimetière communal de Montrouge.

Prié pour lui.

— Paul et Elizabeth Farge, Bruno et Pauline Farge, Pierre Farge (†), André et Fanny Farge, Brigitte Vesco-Farge (†), Roger et Anne-Sylvie Vesco, Jean Farge, Philippe et Dominique Farge, Yves et Ariette Farge, Gilles et Marianne de Rosny, Marc et Catherine Farge, Patrice Farge (†), Jean-Charles et Cécile Vesco, Hervé et Véronique Farge, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne FARGE,

née CALLES,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenue à Fontenay, le 25 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en la cathédrale Saint-Martin de Fontenay, le mercredi 29 janvier, à 16 heures.

« Le Seigneur s'est penché sur son humble servante. » Magnifique.

23, rue Pierre-Bodin, 95300 Fontenay.

— M^{me} Louis Ruiz-Gomez, son épouse, La R. I. E., Harmonie et Tradition, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles GAUTIER,

maître honoraire,

survenu le 24 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 janvier, à 15 heures, en l'église de Guichen (Ille-et-Vilaine).

De la part de M^{me} Anne Gautier, son épouse, Docteur et M^{me} Jacques Gautier, M. et M^{me} Jean-Yves Arcelin, Docteur et M^{me} Jean-Boulin, Docteur et M^{me} D. Menou, ses enfants, Ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, Et toute la famille.

La famille, ne recevant pas de condoléances, remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Elle remercie particulièrement le personnel de Médecine B de l'hôpital de Guichen, pour son dévouement et son extrême gentillesse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

René Goupil, 43, rue de Paris, 35500 Vitré, Tél. : 02-99-75-00-70.

— M^{me} Robert Girardet, son épouse, M. et M^{me} Gilles-Pascal Husson, M. et M^{me} Alain Girardet, M. et M^{me} Clément Landru-Girardet, Cécile, Lucette, Aurélie, Camille, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

Robert GIRARDET,

avocat général honoraire, chef de cour d'appel de Nancy, chevalier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 27 janvier 1997, à 14 heures, en la basilique de Saint-Epvre, Nancy (Meurthe-et-Moselle).

6, place de Luxembourg, 54000 Nancy.

— Vincent Labanne, sa femme, Sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part de la mort de

Claude LABAUME,

dit Claude DOMINIQUE,

le 23 janvier 1997.

Ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, sa disparition ne donnera lieu à aucun service funéraire.

5, rue Lucien-et-Sacha-Gutry, 75020 Paris.

— La direction des programmes de France-Inter, Ses producteurs, animateurs et tous autres collaborateurs, apprennent avec tristesse le décès de

Claude DOMINIQUE,

s'associant à la peine de sa famille et lui exprimant leur amical soutien.

— M. Georges Leplaideur, son épouse, La famille de ses enfants, Daniel, Gérard et Alain, Ses beaux-frères, nièces et neveux, ont la douleur de faire part du décès de

Laurence LEPLAIDEUR,

survenue le 20 janvier 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

39, avenue Aimé-Martin, La Caravelle 2, 06200 Nice.

— M^{me} Etienne Royer de Véricourt, née Henriette Lerolle, son épouse, Philippe et Chantal Decroix, François Corpet, Gilles de Véricourt, Benoît et Claude de la Harie, Tiliand et Eveline de Véricourt, André Guillaume et Laurence Belin, ses enfants, Ses vingt-trois petits-enfants et leurs conjoints, Ses onze arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Etienne ROYER DE VÉRICOURT,

ancien président du Conseil de Paris, croix de guerre 1939-1945, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 25 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7^e, le mercredi 29 janvier, à 9 h 30.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions dans « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires

Marcelo Antonelli : « L'écriture de Marcelle Blanchot. Fiction et théorie ».

3, 24 février, 20 heures-22 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

B. Corra, S. Douaillet, E. Lecerf, G. Navet, E. Tassin, P. Vermeren : dans le cadre des « Dialogues philosophiques », conférence de Marcelo Ruffin, « L'esprit de la démocratie et son destin sur la circularité des fêtes en Argentine ».

4 février, 18 h 30-21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris-7^e.

Luc Bachelot et Florence Begel : « Rencontre philosophique-archéologique 3. De l'image à une esthétique générale ».

6 et 27 février, 18 h 30-20 h 30, salle R.C.3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Joël Gilles : « L'émancipation ». 1^{er} février, 10 heures-13 heures, université de Saint-Etienne, dépt. arts plastiques, 1, rue H.-Gonnard, Saint-Etienne.

Alain Badion : « Théorie axiomatique du sujet ». 5 février, 5 mars, 20 heures-22 heures, amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Guy Landreau : « La médianité II ». 1^{er} février, 1^{er} mars, 14 h 30-16 h 30, salle J.-Cavallès, ENS, 45, rue d'Ulm, Paris.

Viviane Forrester : « Autour de L'Éternité de Marcelle ». 4 et 25 février, 18 heures-20 heures, amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Antonio Negri, Anne Querrien, Jean-Marie Vincent : « Problèmes de la cité postmoderne ». 3 et 24 février, 20 heures-22 heures, amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Journées d'étude Les vocabulaires de la voix. Journées sur les intraduisibles, sous la responsabilité de B. Cassin, D. Cohen-Levinas, I. Manteron et D. Pissone, avec J.-L. Labarrière, N. Mouz, P. Salazar, C. Whitfield, P. Zedda, C. Gallardo, D. Cohen-Levinas, D. Quasnik, J.-Y. Brosseur, G. Molliat, M. Beggelli, G. Moncaill, D. Pissone.

4 et 5 février, 9 h 30-18 h 30, salle des Actes, Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris.

Samedi autour d'un livre L'art et le vivant, de Jackie Pigeaud, avec Y. Harsani, P. Lormax, J.-M. Rey et B. Saint-Giron.

1^{er} février, 9 h 30-12 h 30, amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.Le programme détaillé des activités du second semestre (février à juillet 1997) sera disponible à partir du 27 janvier 1997. On peut se le procurer au collège, 1, rue Descartes, Paris-5^e, ou le recevoir par la poste (envoyer un chèque de 30 francs à l'ordre du Collège international de philosophie pour les frais d'envoi).

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites. Renseignements sur salles, répondeurs, etc. : 01-44-41-46-80. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

Communications diverses

— Maison de l'Éternité, Montparnasse. Pour lire en deux heures ; parler l'Israélien ou maîtriser le biblique en dix séances. Professeur Benasud : 01-47-97-36-22 ou 01-45-45-78.

— 29 janvier, 18 h 30, Club des poètes, Céline Vinciguerra présente : vie et œuvre de

Wisława SZYMBORSKA,

Prix Nobel de littérature 1996.

20, rue de Bourgogne, 75007 Paris, Tél. : 01-47-05-06-03.

— La Communauté en dialogue, mardi 28 janvier 1997.

19 heures : table ronde « L'Homme créé à l'image de Dieu... ».

Animée par Famille Ramky, avec le grand rabbin René Samuel Sirat, Gilles Bernheim, Serge Brodovitch, Daniel Farhi, Philippe Haddad, Ryvon Krigler.

21 heures : table ronde « Communauté horizon 2000 : rêves ou réalités ? ».

Animée par Yves Derai, avec Michel Cohen, Henri Hagberg, Jean Kahn, Albert Maillet, David Sassi, Samuel Trigano avec le concours de Tribune Juive.

PAF - Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9^e, métro Cadet.

Renseignements au 01-49-95-95-92.

— Hébreu moderne au Centre communautaire de Paris : cinquante classes, quinze professeurs diplômés, huit niveaux, nouvelle session de printemps à partir du 24 février 1997.

Renseignements et inscriptions au 01-49-95-95-92.

5, rue de Rochechouart, Paris-9^e, métro Cadet.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

— A l'occasion de la parution d'Épigrammes (coll. « Asie », Les Presses de l'université Paris-Sorbonne) vous invitent à une conférence : L'Asie dans l'Asie orientale contemporaine, jeudi 30 janvier, à 18 heures, amphithéâtre, Sorbonne.

— M^{me} Louis Ruiz-Gomez, son épouse, La R. I. E., Harmonie et Tradition, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Louis RUIZ-GOMEZ,

dit CASTRO,

peintre,

survenu le 21 janvier 1997.

L'incinération aura lieu le jeudi 30 janvier, à 15 heures, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20^e (métro Gambetta).

Le docteur Jean TRELAT, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique à la Faculté, ancien combattant de guerre 1939-1945, nous a quittés dans sa soixante-seizième année, le 25 janvier 1997, en son domicile à Millières (Haut-Maine), muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Millières, le 28 janvier, à 14 h 30.

Colette Trelat, Ses enfants et petits-enfants, Et toute sa famille, vous invitent à se joindre à eux dans la prière.

Anniversaires de décès

— O Zalté dont on parle tant ! Philippe,

dont on ne parle plus, sur un privé !

Ayez une pieuse pensée, vous qui ne l'oubliez pas, pour ce grand serviteur de l'Éthos mort pour lui, le 28 janvier 1993, ambassadeur de France à Kinshasa.

M^{me} Philippe Bernard, Anne, Luc.

— 28 janvier 1994 - 28 janvier 1997, trois ans déjà.

Diane OKUMA D'OKWATSEHGE.

Diane,

Comme un cygne, tu t'es retirée ce matin-là. Afin que cette commémoration ne soit pas vaine ; que ton souvenir demeure la source de tes proches, de ceux qui t'ont aimée.

Que ton amour de prochain, ton respect de l'équité inspirent tous ceux qui t'ont connue. Et que tu demeures éternelle soit à jamais illuminée.

Isabelle Eliane Eriagub-Ipendo.

— Il y a vingt et un ans, disparaissait Pascal PEPIN LEHALLEUR.

Ayez une pensée à sa mémoire.

Souvenirs

— Le 28 janvier 1987.

Lucien AMBROSINI

vous quitte.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé, une affectueuse pensée est adressée.

Pasquale Pédolone, Jean-Jacques Pédolone, Jean-Baptiste Pédolone.

Nominations

Oreste GIORDANO,

nommé directeur commercial de National Utility Service France, société internationale de conseil et d'audit des dépenses énergétiques.

Oreste Giordano, diplômé de l'ESTI (Sorbonne), a passé dix-huit ans chez Rank Xerox France.

NUS France, Tél. : 01-47-96-08-00.

Colloques

L'ordre des avocats à la cour de Paris

La Société des lecteurs du Monde,

organisent une table ronde : DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET LIBERTÉ DE LA PRESSE.

le 5 février 1997, de 18 à 21 heures, à la Maison du barreau, 2, rue de Harlay, 75001 Paris.

avec Francis Brun-Buisson, chef du service juridique et technique de l'information auprès du premier ministre, Jean-Marie Colombari, directeur du Monde, Noël Copin, président de Reporters sans frontières, Emmanuel Derieux, professeur de droit à Paris-II, et Bernard Pote, président du Syndicat de la presse périodique magazine d'opinion.

Droits d'inscription : 300 francs, avocats : 200 francs, magistrats, universitaires et étudiants : gratuit.

Renseignements et inscriptions : IFC, 8, quai du Marché-Neuf, Paris-4^e, Tél. : 01-44-07-03-85, fax : 01-40-51-09-56.

Conférences

— A l'occasion de la parution d'Épigrammes (coll. « Asie », Les Presses de l'université Paris-Sorbonne) vous invitent à une conférence : L'Asie dans l'Asie orientale contemporaine, jeudi 30 janvier, à 18 heures, amphithéâtre, Sorbonne.

HORIZONS

ENQUÊTE

AU-dessus de la chaîne de montage, dans les haut-parleurs, Madonna chante Evita. Jacqueline parle à sa collègue tout en brandissant les câbles avec des doigts gantés. Les friteuses défilent sur le convoyeur. Les filles qui « font le Canada » de l'autre côté ont le travail difficile : les friteuses vendues là-bas ont des normes différentes, les fils sont gros, les cordons épais. Monique s'est « payée » un petit chef aujourd'hui. Une de ses collègues a eu une panne d'oreiller ce matin à 4 h 30. La veille, sa voiture n'avait pas démarré. Le petit chef lui a dit : « Ça commence à bien faire. » Et Monique a bondi, l'a traité de « p'tit can », une bouteille à la main, prête à la lui « envoyer dans la gueule ». « T'es qu'une couille molle, t'as rien dans la culotte », a-t-elle fini par lui lancer. Yolande, une autre collègue, s'en est étonnée : « T'as pas à lui parler comme ça, faut le respecter, ils nous respectent. » « Tu parles, celui-là, il ne dit même pas bonjour. Sur la passerelle, il est pas fatigué à nous regarder. Je l'ai averti, pourtant : "Vas n'avez pas plus de chance que nous". »

Dominique, un ouvrier de maintenance, confirme : « On fait partie des gens qui n'ont pas de chance. » C'est lui qui a ouvert la porte au nouveau PDG, Pierre Blayau, jeune capitaine d'industrie fraîchement débarqué du groupe Pinault-Printemps-Redoute, quand celui-ci est venu visiter l'usine d'Argentan (Orne) pour la première fois. Le patron s'était exclamé : « C'est ça, l'enfer ? » Oui, c'est ça l'enfer. Et l'ouvrier a pensé tout bas : « C'est pas forcément dans une belle maison qu'on fait une belle vie de famille. » Depuis, Dominique ne veut plus en entendre parler. De ce mot, de ce lieu, des spots télé qui chantent les syllabes de ce qui a fait une vie : « Moulinex. »

A midi, à la cantine, Marie-Claude, crie à l'agent de service : « Pour moi, une omelette à deux œufs ! » Une ouvrière charrie une cagoule : « Bon Dieu, t'es belle, aujourd'hui ! » Elles éclatent de rire. A table, Didier, l'ancien gérant de ferme, aujourd'hui maître de fours, parle du mouton qu'il engraisse, « vu le prix auquel les paysans le vendent aux Arabes maintenant ». La semaine où il y a eu de la neige, le cbauffage est tombé en panne, il a fallu déjeuner emmitouflés dans les manteaux. Un jour, après des travaux, on a essayé de séparer et de distribuer les tables en allées. Très vite, les employées les ont recomposées pour manger à dix, à quinze. « On pourra pas nous changer. »

Après le déjeuner, Monique fait quelques pas sur le parking, scrute le ciel, se dit que, au mois de juin, ce sera l'été, les journées seront longues, « ce sera peut-être moins dur d'encasser ». Jean-Claude, le magasinier, a écouté le radio. Le cours de l'action Moulinex a « encore augmenté de 8 % » (NDLR, mardi 24 janvier). Le 18 juin 1996, jour de l'annonce du plan de restructuration, pardon, « de reconquête de la performance », l'action valait 81 francs. Aujourd'hui, elle frôle les 140 francs. Jean-Claude travaille dans cette usine depuis trente ans, sa femme depuis vingt-cinq. Leur fille unique, âgée de vingt-trois ans, est au chômage.

Autrefois, chez Moulinex, les contremaîtres étaient des « monitrices ». Les ouvrières d'aujourd'hui se souviennent de leur embauche à seize ans, dix-huit ans. A cette époque, les salaires étaient versés aux parents. Un car de ramassage Moulinex venait les chercher à l'aube, « on attendait ensemble au coin d'une rue, c'était le temps des fous rires, la jeunesse... ». Il fallait un mot d'excuse pour un retard. « La monitrice était comme une mère, prête à ordonner quand on tardait sur la chaîne. » Chaque année, la direction organisait une tombola. Les gagnants recevaient un aspirateur, une cafetière, un des produits qu'ils fabriquaient à longueur de journée. Il y avait des punitions aussi. « A l'époque, un chef d'atelier envoyait des filles au piquet. Une femme enceinte en o-

voit une fousse cauche. Nos maris ont dû venir le menacer à l'usine pour qu'il orrête. » Mais le « père Mantelet » était là : le fondateur, l'homme sans héritier qui aimait dire qu'Argentan était son enfant.

L'INDUSTRIEL n'hésitait pas à puiser dans sa fortune personnelle pour remettre des fonds au pot de l'entreprise quand celle-ci en manquait. Il innovait, Moulinex décollait. « On faisait des heures ! Des fois, de 7 heures à 18 h 30. On venait le samedi, on voyait pas le temps passer. On pensait pas à "dire", c'était comme ça. » Moulinex, longtemps leader européen du petit électro-ménager a été dépassé par SEB. Alençon, Argentan, les deux sites historiques, ont peu à peu accouché d'une dizaine d'unités éclatées en Basse-Normandie, dans la Sarthe, la Mayenne, « histoire de bien diviser, de faire tourner les autres usines quand l'une était en grève », racontent les employées.

voisine. Au lieu de rassembler ses forces, Moulinex les a éparpillées. La recherche, l'innovation, ont pris du retard. Les investissements ne pouvaient être que limités sur chaque site. Les machines ont vieilli. »

Moulinex s'affaiblit, les centaines de millions de francs d'endettement s'accumulent alors que le concurrent SEB affiche une insolente santé. Le désastre n'offre pas moins un paradoxe : lorsque la société d'investissement Euris - dirigée par Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy au ministère des finances - prend le contrôle de Moulinex, en 1994, les trois dirigeants fratricides réalisent 60 millions de francs de plus-values sur les titres qu'ils avaient achetés au moment de la RES (Le Monde du 23 juillet 1996). Dans son local, une déléguée syndicale, qui n'est pourtant pas la plus extrémiste, dit tout bas : « C'est de la vrole vio-

les ouvrières devront aller travailler à Bayeux, une usine plus moderne mais à 100 kilomètres de là. » Comment voulez-vous être mobiles, quand, sur une paye de 5 800 francs, il ne vous reste que 1 500 francs par mois pour se nourrir et s'héberger. Les plus vulnérables sont les premières proies, c'est manifeste », s'insurge Marie-Gisèle Chevalier, dite « Zouzou », représentante du personnel CFDT.

PERSONNE ne se voit faire une heure et demie de route à 4 h 30 le matin, ni même déménager. « Il n'y a pas de logements sociaux à Bayeux et les maris ont leur emploi à Argentan ». Beaucoup se voient licenciées faute de pouvoir répondre aux propositions de la nouvelle direction. « Un cadre, lui, il aura les moyens, mais nous, en bas de l'échelle, c'est hypocrite de nous faire croire que c'est possible », dit Martine.

« Aujourd'hui, le pouvoir, le patron, il est invisible. Il est comme

Moulinex, l'amer hiver des sacrifiés

L'usine d'Argentan était un des fleurons du groupe. Elle devrait fermer ses portes en juin. Victime d'un virage mal négocié entre le paternalisme du fondateur et les objectifs de « reconquête de la performance » des repreneurs

Aujourd'hui, le jeune responsable des relations humaines de l'usine, Philippe Hosti, juge le « personnel très digne ». Quatre mille huit cents friteuses sont produites par jour, un bon gain de rendement. On ne dirait pas que l'usine va fermer. Les antédépresseurs font de l'effet, remarque Françoise, une ouvrière. Des gens ont maigri, d'autres prennent des somnifères. On n'y croit pas, on se dit que c'est pas possible. Au vestiaire, deux femmes ôtent leur blouse : « Pendant trente ans, ils se sont fait du fric sur notre dos, ils ont fait des canneries et maintenant, tchao. Ce serait à nous de payer ? »

Car, à la différence des entreprises en difficulté aujourd'hui, Moulinex est moins une victime de la mondialisation que de l'imbroglio qui s'est noué après le retrait, puis le décès de son fondateur, Jean Mantelet. Celui-ci avait prévu une reprise de l'entreprise par les salariés (RES). Il s'en est ensuivi une guerre de succession insensée entre trois hauts dirigeants, Roland Darneau, Gilbert Torelli, Michel Vannorenbergh. Un Dallas en Basse-Normandie, avec des alliances et des putchistes, des rivalités doublées de graves erreurs de gestion pendant six ans. « Il n'y avait plus de pouvoir central, plus de vision commune, plus de lien entre les usines, raconte un observateur. Pendant cette guerre, chaque directeur de site investissait comme il l'entendait sans se préoccuper de ce que faisait son homologue dans l'usine

lence, ce sont les armes qui devaient parler. »

Le nouveau patron, Pierre Blayau, est un homme brillant, pressé. Moulinex ne doit plus être la toile d'araignée que les camions usent chaque jour en Normandie pour livrer les pièces, chercher les produits finis entre onze sites. Moulinex doit être réactif, le personnel flexible, mobile. Réduire les stocks, les flux, s'implanter en Extrême-Orient pour la production du bas de gamme et l'alimentation du marché asiatique, utiliser l'usine mexicaine pour conquérir le

les hommes politiques : jamais responsable, remarque Geneviève. Il est là pour trois ans. Après il ira ailleurs quand il aura dégrisé. Il en tirera une bonne image. Notre temps de vie passé ici, il s'en fiche. Nous ne sommes rien. » Jeanine conduit : « Il a fallu faire des efforts, toujours des efforts. En fin de compte, rien, c'est la porte. » Pour elle, la nouvelle loi des patrons serait : on a besoin de vous ? On vous appelle le matin, vous venez aussitôt. On n'a pas besoin de vous ? Restez chez vous. Ce serait cela le nouveau monde : « De plus en plus de chômeurs, des

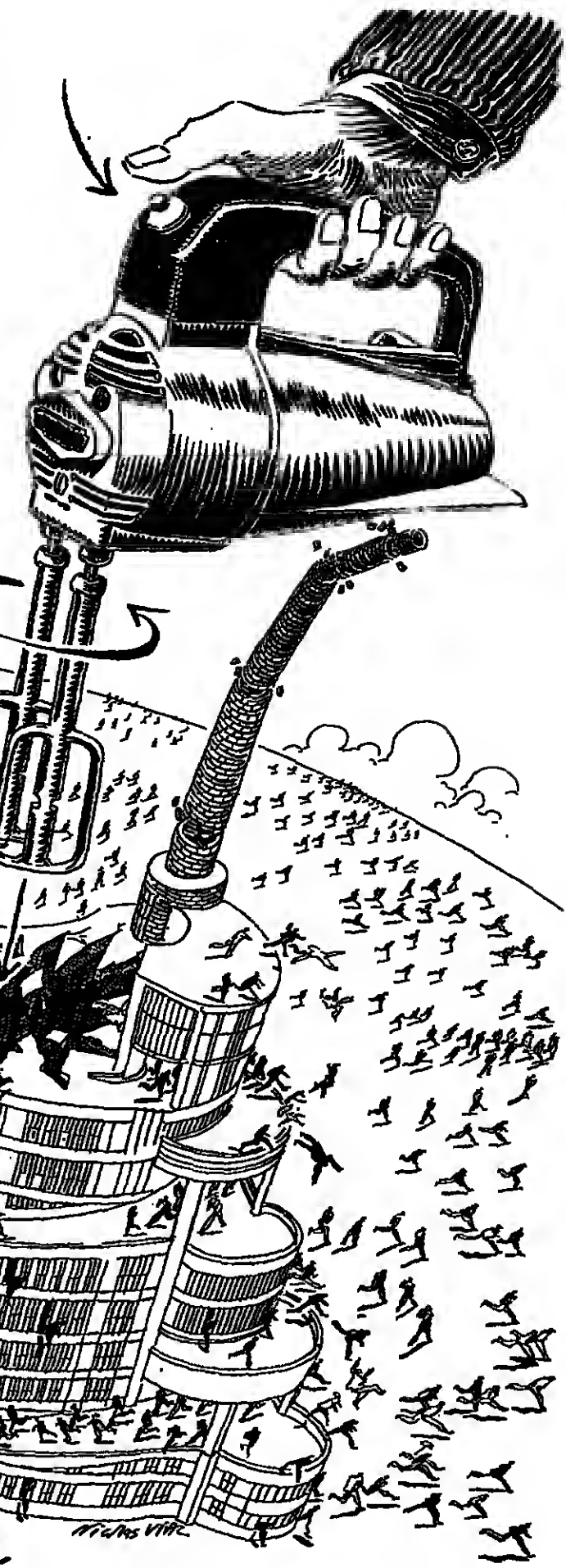
« La nouvelle loi des patrons serait : on a besoin de vous ? On vous appelle le matin, vous venez aussitôt. On n'a pas besoin de vous ? Restez chez vous »

contrats de deux jours qu'eux, les patrons, n'accepteraient pas. D'ailleurs, on leur donnerait notre salaire, ils ne vivraient pas. » Monique s'insurge des voyages de Chirac à l'étranger. « Il emmène toujours des chefs d'entreprise avec lui. Mais c'est pour implanter des entreprises où les gens seront payés cinq fois moins cher que nous, comment voulez-vous qu'on vive ? »

A Paris, le PDG de Moulinex, Pierre Blayau, assure « entendre l'expression très pathétique de gens qui subissent des décisions. Il faut être capable de donner des réponses acceptables. Nous les

donnons ». Son directeur des relations humaines, Max Mata, ne voudrait pas qu'« un esprit grégaire » desserve les salariés d'Argentan. « Il faut faire attention, une volonté collective peut empêcher des reclassements individuels. Quand on présente le problème de manière globale, il apparaît toujours insoluble. » Ses services traitent donc, cas par cas, la situation des deux cent soixante-deux salariés d'Argentan, examineront les raisons des blocages à la mobilité, envisageront « certainement » l'utilisation du 1 % patronal dans la construction de logements sociaux à Bayeux - ce qui sera difficile à réaliser pour juin 1997. Une antenne « emplois » pourrait aider les maris à retrouver un travail dans le lieu où leur femme serait mutée.

Les ouvrières d'Argentan n'y croient guère. Elles semblent préférer l'« esprit grégaire ». « celui qui nous a permis de nous faire respecter depuis trente ans, la solidarité dès qu'un poste de travail était mal aménagé ou que l'une d'entre nous se faisait traiter de "salope" par un chef », disent-elles. « Les gens sont désignés, il n'y a pas d'issue, ça va être fatal, et puis c'est tout », pense Jacky, l'un des rares hommes de l'entreprise. « Si ce plan retapait Moulinex pour faire vivre la région, pourquoi pas ? Mais si c'est pour que les actionnaires s'en fassent encore plein les poches... », s'interroge Dominique en pensant à la récente entrée de George Soros, le spécula-



teur hongro-américain, dans le capital de Moulinex - dont l'action, en dépit de la hausse récente, n'a plus progressé depuis le début de la décennie alors que celle de SEB a été multipliée par six dans le même temps.

Les délégués CFDT, elles, ne désespèrent pas en un projet industriel alternatif qu'elles ont elles-mêmes mis en place pour Argentan : la fabrication d'une « pouille domestique intelligente » capable de trier automatiquement les ordures ménagères. Des pourparlers sont en cours avec des financiers. « Mois il n'est pas question de s'emmancher dans un machin comme ça, se fâche Sylvie Faucon, déléguée de la CGT. Encore un truc à faire illusion et à empêcher les travailleurs de se battre. » Tout de même, il va bien falloir un défilé avant juin ! », espère-t-elle. Pour l'instant, Constance s'est fâchée avec l'employée du Crédit lyonnais qui, en examinant son compte, avait cru bon de lui demander si elle avait « des dépôts en prévision ». « Ben oui, les oléoles, lui ai-je répondu. Qu'est-ce qu'elle s'imagine ? Que j'avais un oncle en Amérique ? Elle voulait savoir, en plus, si l'allait être licenciée. Je lui ai dit : "Et vous ?" ». Françoise, elle, ne supporte plus les médécins, les émissions de télé, les magazines féminins quand ils recommandent : « Apprenez à gérer votre stress. » Le mois de juin approche. Elle, elle dit : « On se sent noyés. »

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Nicolas Vial

051 711 40

Jean Boissonnat, ancien membre du conseil de la politique monétaire

« Sans un gouvernement économique européen, l'euro sera menacé d'explosion »

Le journaliste s'inquiète de la friolité des dirigeants politiques face à l'ampleur des changements qu'imposera la monnaie unique

« Vous venez de quitter, après trois ans, le conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France. Quelles leçons tirez-vous de cette expérience ?

— Ce que j'ai appris d'abord, c'est qu'en France on attribue à la politique monétaire une trop grande influence sur le court terme, alors que l'on sous-estime ses effets sur le long terme. On a tendance à croire qu'il suffit de fermer le robinet de la monnaie pour endiguer l'inflation ou de l'ouvrir pour relancer l'activité. Même si la politique monétaire fonctionne mieux comme frein que comme accélérateur, les mécanismes ne sont jamais aussi rapides.

— Sur le long terme, en revanche, la politique monétaire a des conséquences importantes. Je prendrai deux exemples. La monnaie, dans une société, c'est l'une des composantes du pacte social. Les citoyens attendent des autorités qui conduisent la nation qu'elles assurent le respect. Ils veulent obtenir, en contrepartie de leur travail, des signes monétaires qui ne fondent pas dans leur poche. C'est l'un des objectifs de la politique monétaire. Lorsque, autre exemple, on se trouve, comme aujourd'hui, dans une période de progrès technologique accéléré, un pays développé a un intérêt majeur, sur le moyen terme, à se concentrer sur les productions à forte valeur ajoutée, à créer des emplois dans la fabrication de TGV, de radars ou de logiciels plutôt que dans celle de blé, d'aluminium ou d'éthylène. Une monnaie solide contraindrait les pays les plus avancés à s'orienter dans cette voie.

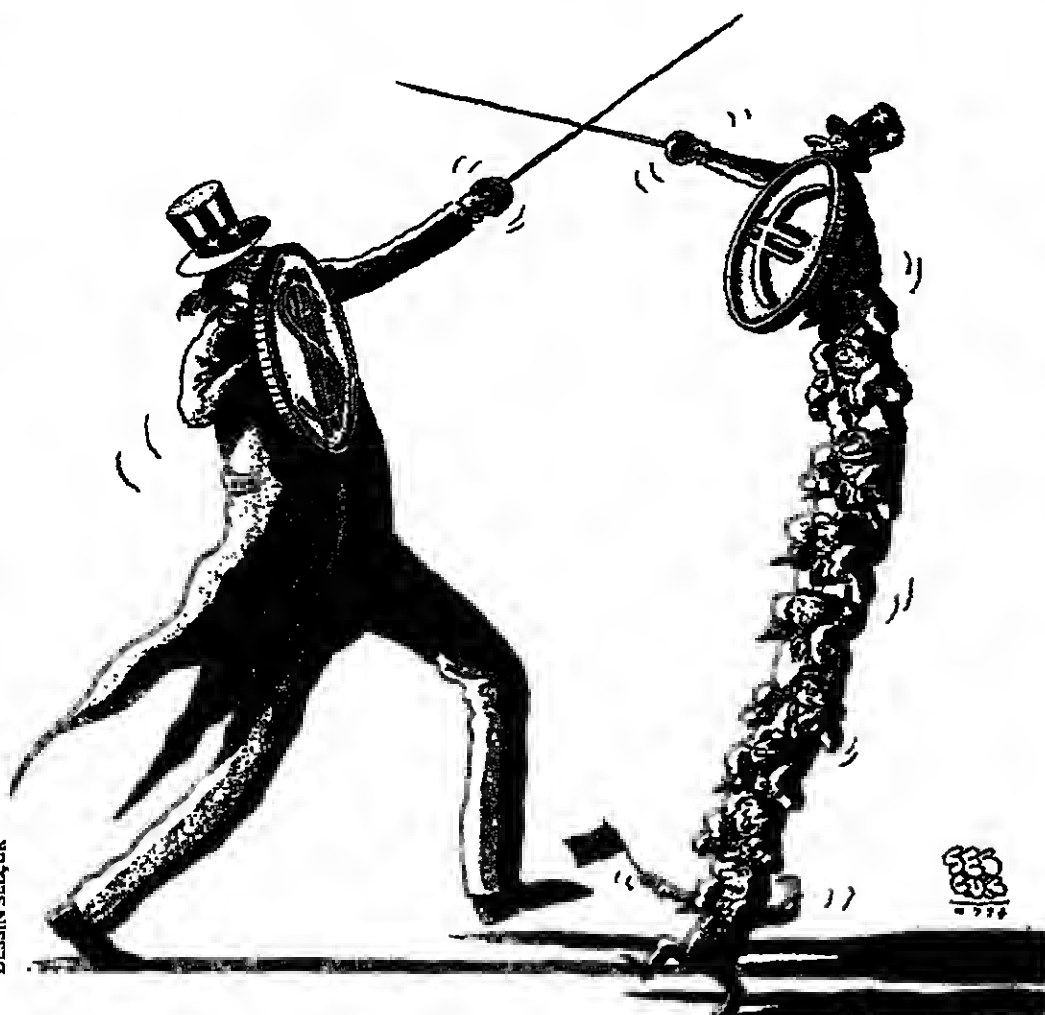
— Comment expliquez-vous l'importance prise par la monnaie dans le débat politique français ?

— J'y vois d'abord une raison technique. Nous avions dangereusement consommé toutes nos marges de manœuvre sur le front budgétaire. Nos déficits publics avaient été au-delà de ce qui est raisonnable. La manette du budget ne pouvant plus être actionnée, il restait la monnaie et les réformes de structure, toujours lentes et douloureuses. Ensuite, j'y vois le fruit d'une commodité politique. La monnaie est un instrument qui permet aux pouvoirs publics de se décharger aisément de leurs responsabilités.

— Le président de la République n'a pas renouvelé votre mandat au CPM. Avez-vous été sanctionné pour vos positions, proches de celles du gouvernement ?

— Le chef de l'Etat n'avait pas participé à la nomination du premier collège, en 1994. Il a souhaité avoir deux personnalités proches de sa sensibilité politique au sein du conseil, il n'y a là rien de naturel. Cela se passe de la même manière en Allemagne, où le pouvoir veille aux équilibres politiques lorsqu'il désigne les membres du conseil de la Bundesbank. Toutefois, depuis le départ de Michel Sapin, le conseil me semble pencher trop à droite.

— Je ne vois pas, en outre, dans les déclarations du président de la République depuis le 26 octobre 1995, quoi que ce soit qui serait en opposition avec la politique menée par le



CPM, et à laquelle j'ai participé. Le gouvernement français est engagé sur la voie de l'union économique et monétaire (UEM). La Banque de France agit dans le cadre de la politique générale du gouvernement. Elle a permis que les critères qui relèvent de sa responsabilité — l'inflation, le taux de change et le taux d'intérêt — soient satisfaits. Le gouvernement ne peut pas l'ignorer. Sauf à dire tout et son contraire, il ne peut pas vouloir l'UEM en 1999 et condamner une politique qui lui donne les moyens de la faire.

— Le gouvernement exerce, selon certains, un véritable terrorisme intellectuel à l'interieur du conseil ?

— C'est ridicule. Il est clair qu'une personnalité comme Jean-Claude Trichet, compte tenu de son expérience et des contacts personnels qu'il a su nouer tout au long de sa carrière avec les autres gouverneurs des banques centrales et les dirigeants politiques du monde entier, a, au sein du conseil, un poids qui ne peut être minimisé. Dans les votes, il a une voix sur neuf, mais il pèse plus au sein du conseil qu'un neuvième. C'est un homme de débat, pour qui la discussion est une vraie source de satisfaction personnelle. J'ai eu un grand plaisir à travailler avec lui pendant trois ans. Même s'il nous est assez souvent arrivé d'être en désaccord, je pense que c'est une chance pour la France d'avoir un homme de cette qualité à cette place.

— L'arrivée de personnalités proches de Jacques Chirac au sein du conseil ne va-t-elle pas

conduire à un assouplissement de la politique monétaire française par rapport à celle menée en Allemagne ?

— Je ne le crois absolument pas. Nous sommes aujourd'hui, à cause de l'euro, dans une période de convergence des taux d'intérêt entre nos deux pays. Ce mouvement s'observe sur les taux à moyen terme comme sur les taux à long terme. Il reste à le consolider dans les taux à court terme, ce qui devrait être fait très vite. Il n'y a pas de raison pour qu'il y ait une divergence durable entre les taux courts français et allemands. Plus cette convergence s'opérera rapidement, mieux cela sera.

— Vu la timidité de la Bundesbank, les taux courts français ne devraient-ils pas passer sous les taux allemands ?

— On est là dans le mythe total. D'abord, compte tenu de la conjoncture allemande, je ne crois pas que le mouvement de baisse des taux à Francfort soit arrivé à son terme. Ensuite, je suis convaincu que l'évolution naturelle pour les taux français et allemands est à la convergence, mais qu'il n'y a aucune raison pour que les taux des uns soient durablement inférieurs à ceux des autres. L'idée selon laquelle il faudrait que la France, pour pouvoir simplement faire coïncider, fasse passer les siens sous ceux de la Bundesbank me paraît relever d'une attitude infantile.

— Les conceptions sur le rôle de la monnaie des Français et des Allemands ne sont-elles pas profondément opposées ?

— Plutôt qu'une opposition, il y a une différence culturelle. Elle a d'ail-

leurs tendance à se réduire. Les Allemands ont du mal à comprendre qu'un pays veuille utiliser sa monnaie comme une arme commerciale. C'est contraire à leurs traditions. L'Allemagne s'est hissée au premier rang des exportateurs mondiaux sans jouer sur un mark sous-évalué. Ses dirigeants estiment qu'il s'agit là d'une utilisation dévoyée de la monnaie, et je suis d'accord avec eux. L'idée selon laquelle c'est à travers une utilisation délibérée de la sous-évaluation d'une monnaie qu'une économie peut trouver un rythme de croissance durable plus élevé et obtenir des avantages structurels fondamentaux ne me paraît pas juste.

— Ce qui s'est passé récemment en Italie le démontre. La sous-évaluation de la lire a appauvri le peuple italien, elle a aggravé la situation des finances publiques en provoquant un renchérissement des taux d'intérêt. Elle n'aura pas durablement profité à l'économie italienne. Le cas des Etats-Unis est différent : c'est le seul pays au monde qui ne paie pas la contrepartie d'une sous-évaluation de sa monnaie — des taux d'intérêt élevés — parce qu'il émet la monnaie mondiale. C'est, notamment, pour remettre en cause ce privilège que nous faisons l'euro.

— Militant de l'euro, vous ne semblez pas craindre que l'UEM ne se réalise pas, mais plutôt qu'ensuite, au bout de trois ou quatre ans, l'union explose. Pourquoi cette inquiétude ?

— L'union est une innovation majeure en termes institutionnels. Elle conduit à une organisation de type fédéral. La monnaie unique modifie complètement la donne en matière de gestion économique. Elle est la dernière étape de l'union économique et la première de l'union politique. Sans un gouvernement économique européen, l'euro sera menacé d'explosion. Je ne suis pas sûr que les dirigeants européens aient réalisé l'ampleur du changement qui nous attend.

— Je vois trois grands risques. D'abord, nous avons des gouvernements généralement faibles dans la zone européenne. Je crains qu'ils ne fassent porter trop de charge à la banque centrale, qu'ils ne la mettent en avant pour mieux l'accuser de tous les maux. Il faut mettre en place un gouvernement économique européen non pas pour contrebalancer le pouvoir de la Banque ou le réduire, mais pour assumer toutes les autres tâches de la gestion

économique. Je m'interroge ensuite sur les effets des compromis que l'on pourrait avoir sur les critères de convergence. Trop d'approximations dans les sous-basements de l'édifice pourraient mettre en péril rapidement la nouvelle construction.

— Je m'inquiète enfin des mécanismes que l'on inventera pour faire face aux déséquilibres économiques qui pourront apparaître, inévitablement, au sein de la zone. Il faudra savoir organiser, en cas de choc sur l'un ou l'autre des pays, des transferts de capitaux, publics ou privés. Aujourd'hui, le budget de la communauté ne représente que 1,2 % du PIB de l'Union alors que les budgets nationaux représentent environ 25 %.

— Un réajustement est nécessaire. Il est urgent d'aborder ces sujets, faute de quoi le gouvernement économique européen n'aura pas les moyens d'agir.

— Comme pour la monnaie, les politiques cherchent dans de nombreux autres domaines à se décharger de leur pouvoir sur des instances indépendantes, composées d'experts. N'y a-t-il pas là un risque pour la démocratie ?

— Quand, au XVIII^e siècle, les philosophes ont réfléchi sur l'organisation politique la meilleure de leur société, ils sont parvenus à la conclusion que les droits des citoyens ne pouvaient être vraiment respectés que si le pouvoir était divisé. C'est de là qu'est née la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Deux siècles ont passé au cours desquels l'exécutif s'est développé aux dépens des autres.

Un déséquilibre est apparu avec deux risques, l'autoritarisme et l'impuissance. Face à cette dérive, les sociétés d'aujourd'hui recherchent de nouvelles formes de divisions du pouvoir.

— Pour affaiblir un pouvoir exécutif devenu trop lourd, deux voies sont explorées. Il y a la division verticale, un transfert d'une parcelle du pouvoir exécutif vers des organes indépendants. Cela permet a priori d'écartier les risques d'abus de pouvoir. C'est ce que l'on voit en France pour la monnaie, c'est vrai, mais aussi pour les médias (avec le CSA) et maintenant pour la justice.

L'autre voie, c'est la division horizontale, c'est le transfert de pouvoirs à des institutions plus larges, l'Union européenne par exemple. Nous sommes dans une phase de notre histoire où nous recherchons, à tâtons, ces nouvelles répartitions des pouvoirs.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

économique. Je m'interroge ensuite sur les effets des compromis que l'on pourrait avoir sur les critères de convergence. Trop d'approximations dans les sous-basements de l'édifice pourraient mettre en péril rapidement la nouvelle construction.

— Je m'inquiète enfin des mécanismes que l'on inventera pour faire face aux déséquilibres économiques qui pourront apparaître, inévitablement, au sein de la zone. Il faudra savoir organiser, en cas de choc sur l'un ou l'autre des pays, des transferts de capitaux, publics ou privés. Aujourd'hui, le budget de la communauté ne représente que 1,2 % du PIB de l'Union alors que les budgets nationaux représentent environ 25 %.

— Un réajustement est nécessaire. Il est urgent d'aborder ces sujets, faute de quoi le gouvernement économique européen n'aura pas les moyens d'agir.

— Comme pour la monnaie, les politiques cherchent dans de nombreux autres domaines à se décharger de leur pouvoir sur des instances indépendantes, composées d'experts. N'y a-t-il pas là un risque pour la démocratie ?

— Quand, au XVIII^e siècle, les philosophes ont réfléchi sur l'organisation politique la meilleure de leur société, ils sont parvenus à la conclusion que les droits des citoyens ne pouvaient être vraiment respectés que si le pouvoir était divisé. C'est de là qu'est née la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Deux siècles ont passé au cours desquels l'exécutif s'est développé aux dépens des autres.

Un déséquilibre est apparu avec deux risques, l'autoritarisme et l'impuissance. Face à cette dérive, les sociétés d'aujourd'hui recherchent de nouvelles formes de divisions du pouvoir.

— Pour affaiblir un pouvoir exécutif devenu trop lourd, deux voies sont explorées. Il y a la division verticale, un transfert d'une parcelle du pouvoir exécutif vers des organes indépendants. Cela permet a priori d'écartier les risques d'abus de pouvoir. C'est ce que l'on voit en France pour la monnaie, c'est vrai, mais aussi pour les médias (avec le CSA) et maintenant pour la justice.

L'autre voie, c'est la division horizontale, c'est le transfert de pouvoirs à des institutions plus larges, l'Union européenne par exemple. Nous sommes dans une phase de notre histoire où nous recherchons, à tâtons, ces nouvelles répartitions des pouvoirs.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

— Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parler comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sont évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utopies n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en mouvement.

Un homme de l'emploi, aussi



JEAN BOISSONNAT

LA MONNAIE contre l'emploi ? A cette question, Jean Boissonnat, soixante-huit ans, était, au cours des trois années qu'il a passées au Conseil de la politique monétaire (1994-1996), bien placé pour répondre. Le journaliste économique qu'il fut à *La Croix* d'abord (1954-1967), à *L'Expansion* et à *Europe 1* ensuite (1968-1993), s'était constamment préoccupé auparavant, ses livres en témoignent, des questions liées au travail.

Elu, en janvier 1995, président des Semaines sociales de France, un cercle de réflexion catholique, Jean Boissonnat a

présidé au Plan, en 1994-1995, une commission consacrée au « travail dans vingt ans ». Le fervent européen qu'il est, proche de Delors et de Barre, regrette que la croissance et l'emploi n'aient pas été fixés parmi les objectifs de la Banque de France. Mais il corrige : « Pendant ces trois années, nous n'avons pas tenu une seule séance de notre conseil [le CPM] sans que la question de la croissance ne soit abordée, sans réfléchir aux conséquences que notre action pourrait avoir sur l'emploi. »

E. I.

Georges-Henri Soutou, professeur d'histoire contemporaine à Paris-I

« Des rapports franco-allemands étroits supposent l'entente avec les Etats-Unis »

L'auteur de « L'Alliance incertaine » regrette que la réforme de l'OTAN ne soit pas explicitée

« Vous venez de publier un livre sur les rapports politico-stratégiques franco-allemands de 1954 à 1996 (*L'Alliance incertaine*, Fayard), dans lequel vous montrez que Paris et Bonn n'ont jamais réussi à définir une conception stratégique commune. Que pensez-vous du « concept en matière de sécurité et de défense » adopté par Jacques Chirac et Helmut Kohl le 9 décembre ?

— Sur le fond, on n'a pas beaucoup progressé. Il y a toujours ce balancement entre l'Alliance atlantique et l'identité européenne de défense, qu'on retrouve dans le traité de Maastricht, voire dans le plan Fouchet au début des années 60. Toutefois, la décision française de se rapprocher de l'OTAN, la souplesse américaine par rapport au pilier européen, les

réflexions allemandes créent des circonstances favorables au rapprochement entre Paris et Bonn. Depuis quelque temps, les Allemands ont pris plus de distance critique à l'égard de la stratégie américaine. Ils admettent qu'il y ait des cas de figure où les Européens puissent agir seuls, sans les Américains. La question pourrait se poser concrètement bientôt en Bosnie. Il existe une chance réelle de réajustement de l'Alliance atlantique, de création d'une identité européenne de défense au sein de cette alliance. Mais il ne faut pas essayer d'amener les Allemands à rompre avec Washington. Il ne peut y avoir de rapports franco-allemands étroits que dans l'entente avec les Etats-Unis. Entente ne veut pas dire soumission.

— Les principes généraux inscrits dans le texte de Nuremberg

ont-ils résolu toutes les divergences entre Paris et Bonn ?

— Derrière le côté consensuel apparaissent des points qui trahissent les préoccupations particulières de chaque partenaire. La référence à la défense comme responsabilité de « toute la jeunesse » rappelle que les Allemands ne veulent pas abandonner la conscription. La mention de la Méditerranée dans les zones où la stabilité doit être maintenue répond certainement à un souci français. J'ai été également frappé par le balancement dans la perception du problème russe. Les Allemands sont plus préoccupés que nous par un possible changement brutal du climat en Europe que les Français. Enfin, on voit bien que la réforme des armées françaises, et notamment le départ quasi total des troupes françaises d'Allemagne,

complicque la coopération, y compris dans l'Eurocorps, ne serait-ce que pour l'entraînement en commun des soldats, par ailleurs souhaité.

— Pour la première fois dans un texte officiel, l'Allemagne se déclare prête à un dialogue sur le nucléaire avec la France. C'est une évolution importante.

— Certainement. Je ne pensais pas qu'on traiterait aussi loin. Le texte parle d'une défense fondée sur une combinaison de forces classiques et nucléaires, ce qui n'allait pas de soi pour les Allemands. Le fait que le texte ait été rédigé par un groupe de réflexion branché directement sur la chancellerie, et non par les administrations, a permis de lever des blocages. L'acceptation de la « dissuasion concertée » — même si l'expression n'est pas utilisée — est une indication pré-

cieuse sur l'état d'esprit des Allemands.

— Autre remarque de fond : le texte a une tonalité très bilatérale qui ne me paraît pas tenir suffisamment compte de la réalité juridique et militaire de l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Aucune référence n'est faite au développement de cette organisation, dont l'existence doit être renforcée en 1998. Or l'UEO est le cadre de nos rapports militaires avec la Grande-Bretagne et les autres partenaires européens qu'il faut réintégrer dans le jeu. La même remarque pourrait être faite en matière d'armement, où la coopération avec les Britanniques est aussi indispensable que celle avec les Allemands.

— Les alliances sont pourtant citées à chaque page, que ce soit l'OTAN ou l'Europe.

— Certes. Mais la réforme de l'OTAN, qui est présentée comme nécessaire, n'est pas décrite. La coopération franco-allemande, la réforme de l'OTAN et le développement de l'UEO doivent être conçus comme un ensemble. On ne pourra pas régler l'un sans l'autre. On aurait pu, par exemple, exprimer officiellement l'idée que l'adoption au commandement en chef des forces alliées en Europe (Saceur) doit être en même temps le chef d'état-major de l'UEO (un poste à créer). Car la coopération entre les états-majors ne remplacera jamais un état-major commun pour le développement d'une défense européenne. Mais peut-être Paris et Bonn ne sont-ils pas parfaitement d'accord sur ce point.

Propos recueillis par Dandel Vernier

Ce que va devenir l'« affaire Paquet »

par Jean Viard

GÉRARD PAQUET, directeur de Châteauvallon, a été mis à pied mercredi 22 janvier 1997 ; une procédure de licenciement a été engagée contre lui par l'administrateur provisoire du centre culturel. Déjà, il y avait eu l'affaire de NTM, où des chanteurs avaient été condamnés à la prison et au silence ; déjà, un administrateur provisoire avait été nommé pour diriger le centre culturel ; déjà, Marek Halter avait été interdit de l'ère du livre pour cause de cosmopolitisme ; déjà, le séminaire que j'avais créé avec Gérard - « L'urgence de comprendre » - venait d'être interdit.

Or, Châteauvallon n'est pas situé dans une ville dirigée par le FN mais dans la ville voisine ; Toulon, certes, est au conseil d'administration, mais aux côtés du préfet, du département, de la région et du ministre de la culture. Comment comprendre alors cette suite d'événements qui, tous, font le jeu de l'extrême droite ? Et qui, à chaque fois, entraînent un communiqué très ferme du ministre de la culture pour désavouer ces décisions ?

Certes, Paquet est coupable. Il est coupable d'avoir dit non à toute relation avec la mairie FN de Toulon, laquelle est, pour des raisons historiques, cogestionnaire de Châteauvallon ; il a dit qu'il faut savoir refuser pour défendre sa morale, il a dit que la création ne peut pas cohabiter avec les ennemis de la création. Il a fait, avec notre séminaire « L'urgence de comprendre - Toulon/Orange/Mariannne », que Châteauvallon devienne un lieu de recherche et de réflexion sur les bouleversements du monde qui génèrent cette montée des intégrismes politiques « en bordure de Toulon et de la Méditerranée ». En clair, il a fait incarner à Châteauvallon un principe moral, et a lutté pour la position de lieu de réflexion et de création. C'est la mission même que l'Etat a confiée à ce centre culturel.

Et cette position, cette lutte, sont soutenues largement par le ministre de la culture, comme je

l'ai rappelé, par d'anciens ministres du Sud, de droite comme de gauche, par des intellectuels et des artistes, par des milliers de Toulonnais. Et, pourtant, le FN, minoritaire au conseil d'administration et dans les financements de Châteauvallon, parait imposer sa loi, comme en témoigne ce licenciement de Gérard Paquet.

Aujourd'hui, cette décision pose un problème plus large que l'élection même d'une mairie FN. Elle nous interroge sur l'image, pour le moins brouillée, que donne l'Etat de sa stratégie du fait des conflits entre ses différents serveurs - ce qui a valu au chef de cabinet du préfet du Var une retraite rapide et qui semble montrer qu'en « haut lieu », on a fait le choix de mettre deux fers au feu.

Côté scène, un discours dur sur l'extrême droite tant de la part du président de la République, du premier ministre et de nombreux hommes publics. Mais côté cour, sur le terrain concret des affrontements, la stratégie paraît autre. Là où on s'attendait à un Etat fort d'être impartial, à la nomination de hauts fonctionnaires ayant le sens de la chose publique, après à laisser au FN la place que les élec-

taire du FN sans le FN, voire avec lui en cas de besoin, sorte de modèle nicotien toulonnais ? Cela n'est pas un jeu local. Cela est une manière de dire blanc et de faire noir, au risque de casser la confiance des citoyens dans les discours politiques. Plus grave sans doute, cela montre qu'on n'a pas compris « la demande de fascisme » qui monte de cette société angoissée et que, comme dans les années 30, une partie de la droite est encore prête à faire le jeu de l'extrême droite.

Bien sûr, je sais ce que beaucoup pensent : ici, ce n'est pas tout à fait la France. Le bagne n'est fermé que depuis un siècle ; les anciens maires de Nice, Cannes, Toulon, La Ciotat sont passés par la prison, le clientélisme est vivace, la spéculation immobilière liée au tourisme et au blanchiment de l'argent de la drogue impose des réponses « appropriées ». Récemment, un artiste de passage à Châteauvallon demandait en riant pourquoi on ne rattachait pas la Côte d'Azur à la Corse ! L'idée est plaisante et on peut effectivement se demander si certaines ambiguïtés et certains acteurs ne sont pas les mêmes.

La tentative de licencier le directeur de Châteauvallon vise à lutter contre le Front national avec des manières politiques qui sont une des causes de la montée de l'extrême droite

teurs lui ont donnée mais sans plus, on se trouve dans une situation de conflit ouvert entre le ministre de la culture et le préfet, chargé de représenter l'intérêt général et le gouvernement. Y aurait-il plusieurs gouvernements ?

Doit-on rapprocher l'action de ce haut fonctionnaire avec la création d'une amicale des élus proche de Charles Pasqua au conseil général du Var ? Est-on autorisé à émettre la très respectueuse hypothèse que, sur le terrain, certains ont un mandat non écrit visant à

Seulement, ce que je crois, c'est que la demande sociale que cette région exprime - même de manière contradictoire - est d'abord d'être réaffirmée fortement à la France et à la République impatiale. Ce qu'expriment ses votes, même les plus extrémistes, c'est un besoin de nation et un refus des vieux systèmes corrompus.

Ainsi, une part du vote FN tend à désespérer d'exprimer une demande d'« enveloppes protectrices », face à un réel bousculé et imprévisible, vote d'un monde ou-

vrier et paysan en recul dans le silence, d'une jeunesse laissée en attente d'âge mûr, d'un petit commerce inquiet. Vote particulièrement fort en outre dans deux régions frontalières - ici et en Alsace. Vote donc des « banlieues de l'Hexagone », et de celles des grandes cités.

Il n'y a bien sûr pas de réponses simples, ni de solutions clés en main - surtout en quelques lignes. Mais croire qu'on combat la montée de l'extrême droite par des discours éthiques à Paris et par des jeux troubles à Toulon est dangereux. Nous devons chercher à affronter ensemble un monde qui semble parfois nous avoir échappé pour y recréer des appartenances et des projets, tout autant que des emplois et un art de vivre. Pour cela, la mise en partage d'une éthique de la responsabilité est indispensable sur le territoire national en son entier pour que, d'abord, nous reconstruisions le projet de faire France ensemble dans une logique de partenariat entre Nord et Sud, centres et banlieues, jeunes et moins jeunes, Français de récente et de vieille souche.

C'est de cela que Châteauvallon est devenu l'emblème. D'un jour et d'un lieu où on a dit « non », où on a posé la borne de ce qui ne peut être franchi. Et celui qui a posé cette borne s'appelle Gérard Paquet ; celui, en tout cas, que les événements ont rendu visible. La tentative de le licencier vise à passer en force au-delà de la limite et à lutter contre le FN avec des manières politiques qui sont celles-là mêmes qui sont une des causes de la montée de l'extrême droite. C'est en cela une faute contre « une certaine idée de la France », pour reprendre l'intitulé de notre séminaire de juin. Soutenir Gérard Paquet prend ainsi un sens politique clair : c'est dire « l'extrême droite ne passera pas par moi », mais aussi, la lutte contre l'extrême droite passe par plus d'éthique et d'Etat impartial.

Jean Viard est chercheur au CNRS (Centre d'étude de la vie politique française).

Corruption : le remède ne peut être que politique

par Jean-Marc Peyricat

DANS un point de vue récent (*Le Monde* du 21 janvier), l'économiste Jean Gatty proposait un remède contre la corruption qui sévissait, selon lui, dans les marchés publics. C'est-à-dire au sein des procédures contractuelles par lesquelles les collectivités publiques (Etat, collectivités locales, établissements publics) confient à des organismes extérieurs des prestations de travaux, de fournitures ou de services.

A priori, la solution suggérée pour combattre ce « fléau endémique » est intéressante et elle a l'avantage de la simplicité : elle conduirait, à travers une procédure d'enchères à plusieurs tours - dite enchère de Vickrey - à attribuer le marché concerné au plus offrant, c'est-à-dire au candidat qui aura proposé, au final, l'offre la moins chère. L'avantage d'un tel système serait bien entendu de rendre totalement inopérantes les tentatives - réussies ou non - de soudoierment des élus et autres responsables des collectivités intéressées dans le but de remporter la compétition.

Pour être séduisante, une telle proposition méconnaît néanmoins les principes élémentaires qui gouvernent le régime juridique et financier des marchés publics.

Tout d'abord, il faut savoir qu'il existe, au sein de ce type de contrats, une procédure dénommée « adjudication », qui consiste justement à octroyer le marché systématiquement au candidat ayant présenté la proposition la moins chère. Or une telle procédure n'est quasiment plus utilisée - elle est en passe d'être légalement abandonnée -, et pour cause : elle favorise d'une part une politique de surenchère dans les prix bas qui, économiquement, ne peut que conduire une majorité de PME-PMI à leur perte ; elle conduit d'autre part à renforcer les phénomènes d'entente entre les entreprises, phénomènes fondamentalement contraires aux principes de transparence et de concurrence dans les marchés publics récemment qualifiés d'« objectifs à valeur constitutionnelle » par le Conseil constitutionnel.

C'est pour cette raison que, aujourd'hui, les marchés publics sont octroyés au candidat le mieux-disant, c'est-à-dire à celui qui aura proposé l'offre correspondant le plus aux critères de choix (économiques, juridiques, techniques) mis en place en amont de la procédure par la collectivité acheteuse publique. Il faut rappeler que, pour ce qui est des collectivités locales, les marchés passés sur appel d'offres sont attribués par une commission indépendante composée d'élus représentant proportionnellement l'assemblée délibérante (conseil municipal, conseil général...) dont ils sont issus.

Contrairement à ce qu'affirme M. Gatty, il convient de réaffirmer

avec force une évidence : il ne peut qu'appartenir à ces élus, qui représentent le peuple, de prendre la décision d'attribuer le marché à l'entreprise qu'ils jugent la plus conforme à leurs critères. Et la meilleure façon de renforcer leur objectivité, ce n'est pas de mettre en place des systèmes d'attribution aux plus offrants, ce qui est une ineptie tant juridique qu'économique, mais de renforcer les contrôles, tant en amont (présence, dans les commissions précitées, de représentants de la direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes) qu'en aval (contrôle de légalité opéré par le représentant de l'Etat, sanctions juridictionnelles civiles, voire pénales) sur les décisions de ce type.

Remettre en cause le rôle des élus dans les marchés publics revient à nier leur pouvoir de décision

Et puis, il est sans doute nécessaire de « professionnaliser » les élus chargés de la lourde mission de choisir des prestataires extérieurs, c'est-à-dire de leur donner les moyens - notamment de par une formation spécifique et adéquate - d'assumer pleinement leurs responsabilités et de maîtriser les conséquences de leurs décisions. Remettre en cause le rôle des élus dans les procédures d'attribution des marchés publics revient à nier leur pouvoir de décision et, par là même, l'essence de leurs fonctions de représentation des citoyens qui les ont missionnés.

Quant aux développements consacrés par M. Gatty aux concessions de service public, ils témoignent à nouveau d'une étonnante conception d'un domaine où, si jamais le système du remplacement d'entreprise fondé sur les baisses de tarif qui y est évoqué était mis en place, aucune société ne se risquerait plus à s'investir - en temps, en moyens, en hommes - dans des opérations présentant de tels aléas.

Dans un Etat de droit, si remède contre la corruption il doit y avoir, il ne peut effectivement qu'être politique ; mais, même si, sur ce plan, il faut bien se garder de tout idéalisme, il convient de ne pas tomber dans des solutions en inadéquation totale avec une réalité contractuelle dont les règles inhérentes de fonctionnement semblent encore être trop méconnues par certains.

Jean-Marc Peyricat est maître de conférences en droit public.

Aux partisans du « socialement correct »...

Suite de la première page

Pourtant, le bilan est terrible, sans équivoque. C'est l'impuissance et l'inefficacité qui s'imposent à la lucidité de chacun. Le nombre de chômeurs et d'exclus n'a cessé de progresser. Le nombre de ceux qui, dans les rues ou le métro, tendent la main n'a cessé de croître. La foule de ceux qui se cachent, se taisent, se sentent sans défense et atteints dans leur dignité n'a cessé de grossir.

Devant un tel constat, il nous faut à la fois plus d'ambition et plus de modestie. Moins d'ambition surtout. Plus d'ambition dans les objectifs, dans les moyens à mettre en œuvre. Plus de modestie dans la capacité des uns et des autres à prétendre trouver, seuls, les solutions les plus pertinentes pour répondre à la multitude des problèmes posés. Il nous faut surtout plus de lucidité et de courage pour aborder quelques questions incontournables.

A l'occasion de la « nuit des emplois » organisée par Alain Madelin, j'ai déclaré que le concept de la défense des avantages acquis était profondément conservateur. Je persiste et je signe. J'ajoute que l'idée même d'avantages acquis traduit une vision figée de la société, de ses rapports de pouvoirs, de l'économie et des aspirations individuelles ou collectives. Dire cela signifie-t-il qu'il faut être contre tous les avantages acquis ? C'est absurde. Une telle interprétation ne peut être que de mauvaise foi. Il convient en fait de faire un tri entre ce qui doit être maintenu et ce qui, au contraire, doit évoluer, changer ou disparaître.

Doit-on considérer toute son activité salariée exercée tout au long de sa vie professionnelle dans la même entreprise ou faut-il imaginer des possibilités de mobilité professionnelle (interne ou externe) ? Doit-on,

en cas de réduction du temps de travail, traiter de la même manière, sur le plan de la compensation salariale, le salarié qui gagne 8 000 francs par mois et celui qui a un salaire de 20 000 francs ou plus ? Doit-on considérer que toutes les dispositions du code du travail ou des conventions collectives doivent rester en l'état ou n'est-il pas utile, au contraire, de les passer au peigne fin pour les adapter aux réalités nouvelles de l'économie, aux aspirations des salariés et aux problèmes que nous pose l'exclusion ? Les comités d'entreprise doivent-ils consacrer leurs moyens, leur richesse aux seuls salariés de l'entreprise ou s'ouvrir à d'autres, en particulier ceux des entreprises sous-traitantes et de travail temporaire ?

Les acquis sont le résultat du compromis social intervenu entre les acteurs (politiques, sociaux et économiques) dans un contexte déterminé. Ce qui était pertinent en 1936, en 1955 ou en 1968 l'est-il toujours alors que le contexte a profondément changé (diversité des formes d'emploi, ouverture de l'économie, concurrence mondiale, changements de l'organisation du travail, aspirations diversifiées du salarié, etc.) ? Bien sûr que non. Il est donc indispensable d'admettre que si certains de ces acquis doivent être préservés, d'autres, au contraire, doivent évoluer ou disparaître pour donner naissance à de nouvelles dispositions, sauf, bien entendu, à se désintéresser de ceux qui ont peu ou aucun acquis (les salariés des petites et très petites entreprises, les sans-travail, les jeunes, les exclus).

Une telle vision des acquis pose en fait toute la question de la conception que l'on se fait du droit social. Le droit social ne peut rester figé. Il ne peut pas se contenter d'empêcher des dispositions qui, s'ajoutant les unes aux autres, le complexifient et le rigidifient, rendant son application de plus en plus difficile, en particulier pour les petites et très petites entreprises, qui représentent, il ne faut pas l'oublier, le plus important gisement d'emplois.

Nous devons avoir du droit social une conception évolutive.

Ce qui doit traverser le temps et l'espace, ce n'est pas forcément la traduction concrète du droit mais les valeurs et les principes qui l'ont inspiré (droit à une activité, à un salaire correct, à la formation, à des garanties face à la maladie, aux accidents et au chômage, droit d'être représenté, de se syndiquer, de s'exprimer, etc.). La façon de concrétiser ce droit peut évoluer. Elle peut changer en fonction des questions nouvelles qui se posent. Inscrire ces changements nécessaires dans une perspective de transformation de la société, ce n'est pas préserver indistinctement tous les acquis. Il s'agit de ne pas transiger sur les principes et les valeurs qui les inspirent.

L'idée même d'« avantages acquis » traduit une vision figée de la société, de ses rapports de pouvoirs, de l'économie et des aspirations individuelles ou collectives

Les mouvements profonds qui traversent nos sociétés, sous la pression des transformations technologiques et des progrès de la science, les questions qui émergent du fait des contradictions entre la production massive de richesses et le développement de la pauvreté nous obligent non pas à de nouvelles révolutions, mais à de nouvelles évolutions culturelles. Nous ne pouvons plus continuer à vivre sur nos seuls acquis. La transformation, voire la remise en cause de

certaines d'entre eux, est indispensable. Le débat sur la flexibilité est de même nature. Au nom des grands principes et, pour certains, de la peur de se « salir les mains » pour garder une pureté idéologique, les négociations sur la flexibilité en 1984 ont échoué. Ainsi, patronat et syndicats portent une responsabilité, quel qu'en soit le degré, dans l'accroissement du chômage. Treize ans après, le surplace semble faire consensus.

Face aux problèmes du chômage, du développement de l'exclusion et de la pauvreté, il ne peut y avoir, pour ceux qui veulent changer le cours des événements et montrer qu'il n'y a pas de fatalité, de sujets tabous ou de questions interdites. Là encore, le simple bon sens devrait faire comprendre aux uns et aux autres que l'immobilisme ou la fuite en avant destructrice ne constituent pas la bonne stratégie. Y aura-t-il assez de responsables politiques, syndicaux et patronaux pour comprendre que le défi, mais aussi la modernité, c'est de conjuguer la nécessité du mouvement et du changement avec le besoin de sécurité ?

Ayons la lucidité de faire l'inventaire des rigidités réelles mais aussi supposées. Examinons ce qu'il est possible et acceptable, du point de vue économique mais aussi humain, de maintenir mais aussi de changer et de faire évoluer. Faisons appel à l'intelligence et à la prise en compte de certains conservatismes, ce message peut être entendu.

Nous n'avons plus le droit de faire la fine bouche. de nous enfermer dans nos familles de pensée, dans nos chapelles, nos certitudes partiales, nos clans politiques, syndicaux ou patronaux. Des millions d'hommes et de femmes attendent de nous que nous soyons capables, sur quelques points, de transcender nos différences pour jeter les passerelles qui nous aideront à agir ensemble, gagner des batailles, obtenir des résultats, renouer avec l'espoir et redonner à notre démocratie une nouvelle vitalité.

Jean Kaspar

AU COURRIER DU « MONDE »

AUSCHWITZ, CIMETIÈRE EUROPÉEN

Le camp d'Auschwitz et celui de Birkenau, qui le jouxte, sont, depuis des décennies, l'enjeu de rivalités de mémoire entre différents « ayants droit » : la Pologne, les Juifs, les Tziganes et bien d'autres. Ces camps en sont venus à symboliser les atrocités du régime nazi, et chacun cherche à s'en approprier le douloureux héritage. Sur environ 1,3 million de victimes, plus d'un million étaient juives, dont sans doute une moitié de Polonais, les autres provenant de tous les pays occupés par le Reich et ses alliés, c'est-à-dire toute l'Europe, sauf la péninsule ibérique, la Suisse, la Suède, l'Irlande et la Grande-Bretagne. (...) Ces morts provenaient donc massivement de pays qui sont aujourd'hui, ou qui seront demain, membres de l'Union européenne. Auschwitz-Birkenau est le plus grand cimetière de l'histoire, même si pas un corps n'y repose, et c'est un cimetière européen.

A l'heure où naît enfin, et non sans mal, une Europe dont la principale raison d'être est d'éviter la répétition des horreurs qui l'ont ensanglantée, il semble légitime qu'elle assume ce passé, et se charge de l'administration de ce camp, de façon à le préserver durablement

des atteintes du temps et des hommes. Quant à la Pologne, qui a, jusqu'à présent, assumé presque seule ce délicat fardeau, elle deviendra bientôt, on l'espère, membre de l'Union européenne. Elle retrouverait ainsi bien vite voix à ce chapitre, au même titre que ceux qui sont aujourd'hui membres, et sera sans doute rejointe par d'autres, comme la Hongrie, qui ont également beaucoup saigné de ce lieu.

Michel Cojot-Goldberg, Paris

GRÈVE EN CORÉE

La Corée étant sans doute - avec Taiwan - le premier pays choisi, depuis trente ans, par les firmes transnationales pour y investir leurs profits massivement et y délocaliser leurs industries de main-d'œuvre, il fallait bien s'attendre qu'il soit aussi le premier à subir les méfaits inévitables de la dérégulation mondiale des « marchés ». Il est sans doute l'exemple type d'une économie libérale artificiellement extravertie, dont les exportations, vitales, sont désormais pénalisées par la cooccurrence des autres NPI, dont l'« industrialisation » sauvage a démarré un peu plus tard, sans tenir compte non plus des besoins des « marchés » à long terme !

Jean Sarrigué, Paris

051 711 47

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75342 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Entre vertu et habileté

Plus que d'une démarche morale, il s'agit d'un devoir national. La précision apportée par Alain Juppé lorsqu'il a annoncé, samedi 25 janvier, l'ouverture d'une mission sur les biens enlevés pendant la seconde guerre mondiale aux juifs français ou résidant en France est loin d'être indifférente. A l'obligation morale de justice s'ajoute en effet, dans le cas d'espèce, un impératif doublement national : d'abord, parce que le sort des juifs, en France, pendant l'Occupation, a été déterminé par une série de lois ayant pour effet de les retrancher de la communauté nationale ; ensuite, parce que cette réalité a été longtemps occultée au profit d'une vision fautive, selon laquelle la persécution des juifs aurait été le fait des seuls occupants nazis.

La défense de la vérité historique et celle d'une conception de la nation reposant sur les droits et devoirs de ses membres - et non sur leur origine - imposent donc, même et surtout tardivement, de reconnaître les manquements dont se sont rendus coupables les responsables du pays, à tous les niveaux, et de rétablir dans leurs droits ceux qui en ont été privés. C'est à cette démarche que se sont longtemps refusés les gouvernements successifs, y compris ceux de François Mitterrand, puisque l'ancien président de la République en tenait pour l'oubli et rejetait l'idée que la République eût des devoirs envers ceux dont elle avait trahi ou laissé trahir la confiance.

L'affaire des biens enlevés aux juifs à la faveur des persécutions qui ont conduit quatre-vingt mille

d'entre eux à la mort dans les camps d'extermination nazis ne relève donc pas seulement - et ce serait assez - de la juste réparation due aux victimes de l'arbitraire. Elle touche à l'idée que la France se fait d'elle-même un, plutôt, à celle que ses responsables, de droite ou de gauche, entendent préserver et promouvoir ensemble. Jacques Chirac avait indiqué dès le début de son septennat, en juillet 1995, dans quelle direction il entendait aller lorsqu'il avait proclamé la responsabilité de l'Etat et, donc, celle de la France, dans la persécution des juifs sur le territoire national. La décision d'Alain Juppé est une suite logique, de même que le procès de Maurice Papon, accusé d'avoir organisé la déportation de mille sept cents juifs à Bordeaux.

La vertu trouve ici le renfort de l'habileté puisque, à un peu plus d'un an des élections législatives, le pouvoir, tout en cherchant à rassurer la communauté juive sur une « politique arabe » contestée, se fait fort de combattre l'autre vision de la nation, ressuscitée et entretenue aujourd'hui par l'extrême droite. Bien qu'il s'en défende, le Front national se situe en effet dans une tradition politique fondée sur la distinction entre ce qui est « français » et ce qui ne l'est pas dans la communauté nationale elle-même. C'est au nom de cette distinction qu'il pourfend le « mondialisme », le « cosmopolitisme », le « libéralisme ». Ceux qui s'en inquiètent sont invités par Jacques Chirac et Alain Juppé à faire confiance à la majorité actuelle pour défendre, face à cette menace, la France républicaine.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergevin, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cassan, Pierre Georges, Laurent Groussier, Erik Izraelowicz, Michel Lohman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Rayonette
Rédacteur en chef technique : Eric Azari
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Ferecaud
Directeur exécutif : Eric Faltoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollin ; directeur des relations internationales : Daniel Varrot
Conseil de surveillance : Alain Nanc, président ; Gérard Connors, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescourge (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1941
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Benne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, le Monde Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**
« Diane de Poitiers »

NOUS gardions mémoire de la Diane de Poitiers que nous révélâmes somptueusement M^{me} Ida Rubinstein, au printemps de 1934. De rares exécutions de quelques épisodes, dans les concerts, avivaient notre désir de voir l'ouvrage de M. Jacques Ibert entrer au répertoire de l'Opéra. Il y est à sa place, d'abord par la qualité d'une partition de haute tenue et pleine de trouvailles heureuses, et aussi parce que l'ingénieux livret de M^{me} Elisabeth de Gramont a permis au compositeur de renouveler la forme qui est à l'origine même de notre théâtre lyrique : le divertissement de cour. Tentative heureuse à l'heure où tout le monde constate l'épuisement des genres qui pendant deux siècles ont alimenté l'Opéra.

Point d'intrigue compliquée, mais une série de tableaux heureusement variés : comme dans le ballet de cour, les chants alternent avec les airs à danser. Et c'est là l'une des réussites de M. Jacques Ibert : il a enchaîné dans sa musique quelques chefs-d'œuvre de nos maîtres de la Renaissance. Passereau, Janequin, Claude Gervaise lui ont fourni les plus belles de leurs polyphonies. Il les a si habilement utilisés, que la lui-même écrit une musique colorée de teintes archaïques, mais personnelles, si justes, que le point de jonction se devine à peine. Un voisinage semblable eût été bien dangereux si M. Jacques Ibert n'était un musicien de race, et qui sait écrire aussi bien une rumba pour la danse des Incas, un hopak pour le pas des Moscovites, avec autant de sûreté, avec un goût aussi parfait.

René Dumesnil
(28 janvier 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

Grandeurs et décadence du service national

TEXTE TECHNIQUE ou projet de loi éminemment politique ? Trois jours durant, du 28 au 30 janvier, les députés vont débattre du nouveau code du service national. En apparence, ce texte de loi, qui s'adresse aux hommes nés après le 31 décembre 1978, puis aux femmes nées après le 31 décembre 1984, crée deux innovations : d'une part, un recensement suivi d'un rendez-vous citoyen, obligatoire pour tous les jeunes Français, et, de l'autre, un service facultatif, ouvert à tous et limité à 27 200 volontaires par an, pour la défense et la sécurité du pays, pour la solidarité et la cohésion sociale de la collectivité, ou pour la coopération internationale, civile et militaire, et l'aide humanitaire.

En réalité, le projet gouvernemental est moins anodin qu'il n'en a l'air : en supprimant le service national universel, il instaure une armée professionnelle, avec son cortège de cadres de métier ou sous contrat, d'engagés ou de volontaires, et de civils pour remplacer les appelés traditionnels. « C'est le lien de l'armée et de la nation qui est en cause », admettait Alain Juppé, premier ministre, en novembre 1996, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) à Paris.

Qu'ils s'apprennent à l'approuver, non sans quelques réserves, ou à le rejeter pour des raisons de fond, les députés de la majorité comme ceux de l'opposition savent que le projet rompt avec un principe républicain - établi en France, mais pas nécessairement dans tous les pays - qui préconise l'égalité des citoyens devant le devoir de défendre la nation. Les plus hostiles au nouveau code avanceront qu'il risque d'y avoir un fossé, demain, entre une armée de métier et la société qu'elle est censée défendre.

En vérité, ce peut être une crainte fondée. A tout le moins, cela s'avère un pari : même les partisans du projet de loi ne peuvent nier que la communauté nationale se sentira déglacée de son devoir civique envers sa propre sécurité, puisqu'elle transfère ses responsabilités en la matière à des spécialistes qu'elle rémunère à cette seule fin.

C'est donc une mutation radicale qui est soumise aux élus, même si, depuis la décennie 70, la tendance était déjà à une professionnalisation très progressive des armées françaises, et même si un mouvement identique s'est fait jour dans plusieurs armées alliées, voire jusqu'en Russie.

GADGETS

Si l'on exclut la réforme des réserves, qui aboutira au printemps, le projet de loi vient couronner une construction de défense édifiée depuis l'an dernier. La limitation des ressources budgétaires a dicté une série d'initiatives : la réorganisation des unités (en Allemagne, en outre-mer et en France métropolitaine, plus de cent-soixante formations seront dissoutes ou restructurées, et une centaine de garnisons allégées ou abandonnées) ; la rationalisation des moyens techniques et industriels ; la réduction des effectifs d'active ; et une intégration accrue des forces françaises dans des alliances, renouvelées ou non, en Europe ou sous mandat de l'ONU.

Le gouvernement tire donc, avec son projet de code du service national, les enseignements d'une politique qui vise - en priorité - à déployer des professionnels dans des actions extérieures, dites de « projection », ou dans des missions quasi permanentes à hauts risques.

Autant de scénarios où les appelés n'ont plus guère leur place, comme l'a démontré la décision de François Mitterrand, en 1990-1991, de retirer les conscrits de l'expédition anti-irakienne. Ce qui relègue le service universel, ou prétendu tel tant les exemptions, les inégalités ou les passe-droits ont fleuri au fil des ans au magasin des accessoires.

Mais là où le texte de loi fait débat, c'est lorsque sont substitués au service national deux « gadgets » : le rendez-vous citoyen, présenté comme un temps fort du nouveau système malgré son caractère fourre-tout, et le volontariat, destiné à devenir très sélectif et assez aléatoire.

Le rendez-vous citoyen, d'abord. Ce n'est ni un raccourci de service militaire ni une extension de cette journée - abusivement assimilée aux « trois jours » - de sélection où, jadis, on testait les aptitudes des recrues. Le rendez-vous citoyen est plus ambitieux : un bilan-synthèse, en quelque sorte, et un passage initiatique, à l'issue duquel on remet à chacun un « brevet du citoyen » qui marque son entrée dans une existence plus responsable.

Inséré dans un cursus scolaire, qui devrait obliger les établissements d'enseignement à renforcer l'esprit de défense au travers des programmes d'histoire et d'éducation civique, le rendez-vous citoyen vise à inculquer aux jeunes le sens des valeurs de la République, à détecter les « marginaux » qui auraient le plus besoin d'une aide de la collectivité, et à repérer les volontaires pour un service, militaire ou civil, à leur gré.

Et tout cela en cinq jours : trop court ou trop long, selon les circonstances, pour remplir tous ces objectifs à la fois dans des centres du service national où l'encadrement des « stagiaires » sera majoritairement militaire, où le style de vie s'inspirera du règlement de discipline générale dans les armées et pour lesquels les administrations civiles, sollicitées d'apporter leur concours selon des formes encore à l'étude, fourniront des instructeurs et des crédits au compte-gouttes.

FLOU ET AMBIGUÏTÉ

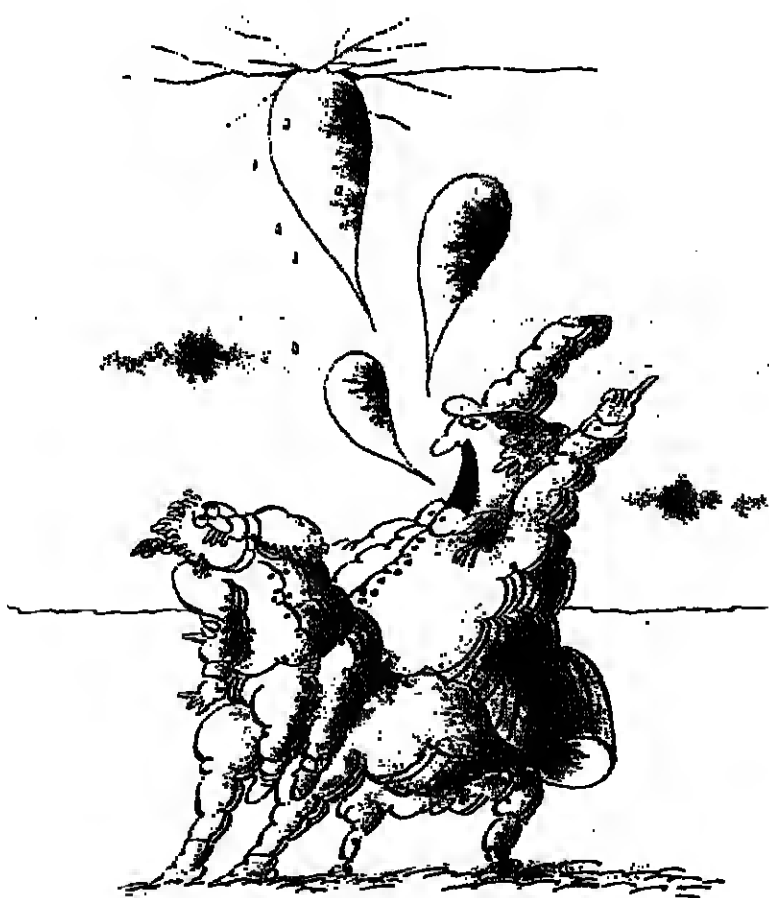
D'ores et déjà, à l'adresse des élus qui auraient souhaité les voir davantage s'impliquer, les armées ont prévenu qu'il n'était pas question pour elles d'aller au-delà de ce à quoi elles se sont engagées sur la raison d'être, les principes, la durée et l'organisation même de ce rendez-vous citoyen. « Aller plus loin, disent les états-majors, c'est refaire une armée professionnelle à côté d'une armée de conscrits. Et cela ne tient plus dans l'enveloppe budgétaire qui nous est allouée. »

Le volontariat, ensuite. Malgré la crise de l'emploi qui perdure, les armées réussiront-elles à attirer les candidats qu'il faut en leur offrant une indemnité mensuelle de 2 000 francs, nourris et logés, mais avec sensiblement plus de risques que le bénéficiaire d'un RMI ? Rien n'est moins sûr. Quant aux administrations et aux associations, qui sont les « clients » civils d'un service de solidarité ou de coopération internationale, sauront-elles renoncer à embaucher des volontaires dans des postes permanents qu'ils occuperaient indifféremment et qu'on leur procurerait dans le cadre d'un traitement social du chômage ? Auquel cas, les salariés y verront des concurrents directs. Les jeunes en difficulté, dont le profil ne serait retenu ni par les armées ni par un employeur civil, auront le sentiment d'être rejetés une nouvelle fois.

Tel qu'il est rédigé, le projet de code du service national entretient le flou et l'ambiguïté sur ce statut du volontaire. Ainsi que le notent de concert des responsables militaires de haut rang et des animateurs d'associations, il peut déboucher sur une multiplication de situations particulières et disparates préjudiciables à la cohésion recherchée.

Jacques Isnard

Conseils par Calligaro



L'eau et l'argent, un mariage difficile

LONGTEMPS considérée comme une des grandes richesses naturelles de l'Hexagone, l'eau est devenue, en moins de quarante ans, une ressource rare, chère et suspecte : au point que de plus en plus d'habitants hésitent à utiliser l'eau du robinet, soupçonnée - parfois à juste titre, comme l'a illustré la récente affaire de Guin-gamp -, de ne pas avoir les qualités minimales pour être potable. L'accablant rapport sur la gestion de l'eau publié, lundi 27 janvier, par la Cour des comptes permet en partie de comprendre comment un tel état de fait est arrivé.

Les multiples dérives stigmatisées par l'instruction de la rue Cambon jettent à posteriori une lumière crue sur les années 80, avec leur emballement collectif en faveur du tout-privé : dans ce climat, une décentralisation mal maîtrisée, des élus manquant d'expertise mais pénétrés par leur tout nouveau pouvoir, des lois sur l'environnement souvent poussées par les grands groupes privés ont abouti au dessaisissement du domaine public au profit d'intérêts privés. La Cour des comptes apporte aujourd'hui sa caution prestigieuse à tous ceux qui, comme les associations et certains nouveaux élus

municipaux de 1995, dénoncent de plus en plus vivement les pratiques des grandes compagnies : « L'absence d'encadrement et de contrôle des délégations de services publics, aggravée par la mauvaise transparence de ce mode de gestion, a conduit à des abus », observe la Cour.

Depuis, les temps ont changé. Les « majors » ont compris qu'elles ne pouvaient plus exercer un pouvoir indiscuté. Depuis 1995, deux nouvelles lois (sur l'environnement et sur la délégation de services publics) limitent leur marge de manœuvre. Aiguillonnés par leurs administrés, les élus se groupent pour ne plus leur laisser le monopole de l'expertise. Certains reprennent le contrôle du service de l'eau, d'autres les contractualisent à revivre leurs contrats à la baisse.

Ces géants ne peuvent plus s'abriter derrière l'argument d'une augmentation constante des coûts, liée à la pollution des nappes aussi bien qu'aux normes de plus en plus drastiques imposées par Paris et Bruxelles : au même titre qu'EDF, ils seront obligés, dans un avenir proche, de baisser leurs tarifs en faisant bénéficier les usagers des gains de productivité soigneusement conservés jusque-là. Il leur

faut désormais négocier, souvent pied à pied, d'autant que leur avenir dans l'Hexagone sera moins sûr le marché de l'eau que sur les marchés « émergents » du traitement des déchets : ce glissement est à l'œuvre depuis 1990.

Les compagnies s'emploient aussi à rétablir leur réputation en baissant leur coupes. Mais, dans le passé, lorsqu'elles se pensaient assurées de l'impunité, elles sont allées si loin qu'il n'est pas possible de les créditer de leur bonne foi sur de simples déclarations d'intention. S'il fallait tirer une seule leçon du rapport de la Cour, elle serait que de tels mastodontes ne peuvent agir sans frein, mais par la seule loi du profit, alors qu'ils fournissent un service public, dans une situation de monopole de fait.

CONTRÔLE

La solution envisagée par Philippe Séguin - la nationalisation - n'est peut-être pas la bonne. Mais les autorités devraient comprendre qu'il est temps d'exercer des responsabilités qu'elles n'auraient jamais dû abandonner, laissant des élus démunis face à des groupes au pouvoir politique, économique et financier immense : dans aucun autre pays au monde, les gouver-

nements n'ont laissé des groupes privés prendre le contrôle de l'eau.

Même les pays anglo-saxons, supposés libéraux, ont toujours gardé ce contrôle, considérant qu'une telle ressource ne pouvait entrer dans le cadre strict du marché : lorsque le gouvernement a privatisé la distribution d'eau en Grande-Bretagne, il a mis en place dans le même temps une autorité de tutelle, l'Ofwat, chargée de contrôler prestations et prix. A plusieurs reprises, celle-ci est intervenue pour contester baisses tarifaires et services rendus. Elle s'oppose, en outre, de façon systématique, à toute tentative de création de grands monopoles régionaux.

Aux Etats-Unis, l'essentiel des réseaux d'eau et d'assainissement reste aux mains des sociétés municipales. Souhaitant gagner en efficacité, sans renoncer à un domaine essentiel, des villes semblent tentées aujourd'hui par une cession de leur service d'eau avec des entreprises privées à but non lucratif. Une façon de signifier que l'eau et l'argent n'ont jamais fait très bon ménage.

Jean-Louis Andreani
et Martine Orange

TRANSPORTS La compagnie Air France devrait perdre encore 200 millions de francs pour son exercice clos le 31 mars 1997 et Air France Europe (l'ex-Air Inter)

800 millions. Un retour aux bénéfices est prévu pour mars 1998. Le PDG du groupe souhaite que la privatisation ait lieu à ce moment. ● LA FUSION des deux compagnies

devra être menée à bien d'ici là. La principale difficulté concerne la gestion de carrière des pilotes et leur rémunération. ● LES COÛTS UNITAIRES (par siège offert et par kilo-

mètre), encore de 5 % supérieurs à ceux des concurrents européens, devront être abaissés de 15 % en trois ans, essentiellement par croissance de la recette. ● M. BLANC a fixé

comme objectif au groupe pour l'exercice 1999-2000 un chiffre d'affaires en hausse de 4,5 milliards à 56 milliards de francs et un bénéfice à 2 milliards.

Christian Blanc conduit Air France sur la piste de la privatisation

La compagnie se dote d'un nouveau plan de trois ans. Pour séduire les investisseurs privés, le PDG doit consolider les progrès engrangés, mener à bien la fusion avec l'ex-Air Inter, abaisser les coûts et, surtout, regagner du chiffre d'affaires

CHRISTIAN BLANC, le président d'Air France, voudrait que son groupe soit privatisé avant les élections législatives de 1998. Il lui reste un peu plus d'un an pour convaincre le gouvernement de sauter le pas. Un an c'est peu. Malgré une amélioration de ses résultats, le groupe reste en déficit : il devrait perdre encore 200 millions de francs pour l'exercice 1996/1997 (contre 8 milliards en 1995), auxquels il faudra ajouter les 800 millions de déficit d'Air France Europe (contre 661 millions de francs en 1995/1996). Le retour aux bénéfices n'est prévu que pour l'exercice suivant, c'est-à-dire en mars 1998. Les éventuels investisseurs doivent donc être convaincus du potentiel d'Air France. D'ici là, M. Blanc a du travail.

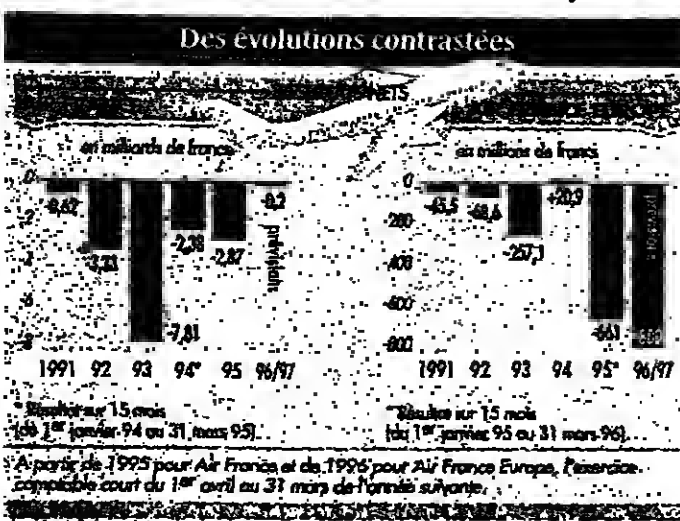
Premier dossier : mener à bien la fusion entre l'ex-Air Inter, Air France et leur maison mère. Le principe en est acquis mais les modalités ne sont pas encore toutes arrêtées. Des étapes intermédiaires juridiques sont nécessaires, rendant la fusion impossible avant septembre. Dans la pratique, les deux compagnies ne feront plus qu'une seule le 1^{er} avril 1997. L'ensemble des personnels de l'ex-Air Inter passera à cette date sous statut Air France. Les éléments de base des contrats de travail (rémunération, ancienneté, qualification) des salariés d'Air France Europe « ne seront pas modifiés », explique-t-on chez Air France.

Mais d'autres éléments, comme les montants des primes ou encore des heures supplémentaires, doivent faire l'objet de négociations entre la direction et les organisations syndicales.

QUESTIONS DE PRIORITÉS

La direction sait que la grande difficulté de la fusion concernera les pilotes. Leur carrière - à savoir le type d'appareil sur lequel ils volent et la longueur des trajets - et donc leur salaire, dépendent de leur ancienneté. La fusion pose un problème : à ancienneté comparable, quel pilote - celui issu de la compagnie nationale ou celui de la compagnie intérieure - sera promu en premier ? Il faut établir ce qu'on appelle dans la profession une « liste de séniorité », qui déterminera l'ordre de passage de chacun.

Le sujet est tellement sensible



que M. Blanc a chargé une commission d'experts indépendants de se pencher sur le sujet et de rendre un avis le 31 mars. Les négociations, qui promettent d'être difficiles, ne commenceront qu'ensuite.

Deuxième dossier : mettre en œuvre avant la privatisation : le « pacte de croissance compétitive » (PCC), qui doit permettre au

groupe de gagner 2 milliards de francs pour l'exercice 1999/2000. Ce programme, défini pour les trois années à venir, a pour principal objectif d'enrayer la baisse de la « recette unitaire » (par passager transporté sur 1 kilomètre). Selon la présentation du PCC faite en interne, cette recette a fondu de 17 % depuis trois ans.

Pour la redresser, la compagnie

veut abaisser le coût unitaire (par siège offert et par kilomètre) de 15 % en trois ans. « Aujourd'hui, notre coût moyen de coût unitaire par rapport à nos concurrents européens est ramené à 5 % environ. Sur les trois ans qui viennent, nous estimons qu'ils vont encore réduire leurs coûts de 10 %. Cela diminue nos propres efforts », explique M. Blanc devant la Fondation Saint-Simon en décembre 1996.

Le coût unitaire d'Air France reste supérieur de 2 % à celui de Lufthansa, de 14 % à celui de British Airways, de 21 % à celui de KLM et de 40 % à celui des compagnies américaines.

SALAIRE CONTRE ACTIONS

Si, pour rattraper le retard, il faut croquer « à dépense constante », selon M. Blanc, pour les pilotes, il faudra aller plus loin. La direction voudrait introduire une double échelle de salaires pour les nouveaux embauchés, qui se traduirait par un salaire brut d'entrée à Air France de 220 000 francs par an, contre 330 000 francs aujourd'hui. En sus, elle propose d'abaisser l'ensemble de la grille des salaires en échange

d'actions Air France. Les négociations avec les pilotes d'Air France s'annoncent donc difficiles. Elles pourraient l'être moins avec ceux d'Air France Europe. Les accords qui régissaient leurs conditions de travail et de rémunération ont été dénoncés en février 1996. Si, le 5 mai 1997, aucun accord n'a été trouvé (ce qui semble aujourd'hui le plus probable), la direction sera en droit de leur imposer ses conditions. Ce sont celles d'Air France qui devaient prévaloir.

Autre versant du PCC, la croissance de l'activité : le chiffre d'affaires du groupe pour l'exercice 1999/2000 doit s'élever à 56 milliards de francs, soit 4,5 milliards de gain sur 1996. M. Blanc prévoit sur trois ans une croissance « de 18 % en volume, sur l'activité passager comme sur l'activité fret ». Les nouveaux revenus devraient provenir des navettes de l'ex-Air Inter, opérationnelles entre Paris et Toulouse, Nice et Marseille depuis le 27 octobre. Pour les vols à l'étranger, « nous allons augmenter notre offre sur les marchés en forte croissance et à bon niveau de recette unitaire. Nous avons, de ce point de vue, un avantage que nous confère notre retard : nous pouvons croquer sans ouvrir d'écoles nouvelles, simplement en ajoutant des fréquences », expose M. Blanc devant la Fondation Saint-Simon.

« Nous avons un hub [plateforme de correspondances où les vols moyen-courriers alimentent les long-courriers], ajoutait-il. Nous allons le faire jouer à plein régime. » Air France vient de passer commande de 20 avions à cet effet. M. Blanc compte aussi sur l'alliance de réservations informatiques (code sharing) conclue en novembre 1996 avec Delta et Continental pour accroître son trafic : les passagers des deux compagnies américaines viendront alimenter les vols français ou européens d'Air France. Ces alliances, une fois effectives, devraient procurer au groupe 500 millions de francs de marge supplémentaire.

D'autres chantiers sont en cours, dont la vitesse d'exécution sera déterminante. L'utilisation de logiciels informatiques pour maximiser les recettes d'un avion (élaboration des tarifs et répartition des sièges entre les différents

classes) doit permettre, en année pleine, d'accroître la recette de 700 millions de francs. Une alliance avec une compagnie asiatique, prévue pour 1997, devrait donner à Air France une couverture globale du monde.

M. Blanc est aux commandes du groupe Air France depuis un peu plus de trois ans. La compagnie nationale, que l'on donnait morte à l'époque, redresse la tête. L'ex-

Deux chantiers engagés

Arrivé à la tête du groupe Air France après la grande grève d'octobre 1993, en avril 1994 Christian Blanc fait adopter par référendum auprès des salariés de la compagnie Air France, un plan de sauvetage : le « Projet pour l'entreprise », qui prévoit une amélioration de la productivité de 30 % entre 1994 et 1996. Les salaires sont gelés, 5 000 départs prévus. Bruxelles accepte une recapitalisation de 20 milliards de francs pour Air France. Trois ans après, la productivité s'est accrue de 32 % et l'utilisation des avions de 14 %. Les coûts unitaires ont baissé de 20 %. La compagnie a dégagé son premier excédent d'exploitation lors de l'exercice 1995/96. Chez Air Inter, la situation devient dramatique en 1995 : perte de 12 millions de passagers et résultat déficitaire. Le 15 mai 1996, Jean-Pierre Cornu, directeur général d'Air France Europe, annonce la mise en place de navettes au départ de Paris (Nice, Toulouse, Marseille), la fermeture de lignes déficitaires au départ de Paris (Toulon, Nantes, Perpignan) et un plan social (gel des salaires, départ de 950 personnes volontaires d'ici à la fin 1997). Objectif : diminuer la masse salariale de 12 % et revenir aux bénéfices en deux ans.

Air Inter subit de plein fouet la concurrence depuis 1995, mais à aujourd'hui des perspectives d'amélioration. La privatisation donne au futur groupe, issu de la fusion des deux compagnies, un objectif de rentabilité. Celui-ci peut sembler modeste au regard de la concurrence. British Airways a gagné, en 1995/1996, 4,5 milliards de francs et Lufthansa 2,5 milliards.

Virginie Malingre

Impossible n'est pas anglais

« VOS VALISES, on ne sait pas où elles sont, peut-être que nous les avons, peut-être que British Airways les a embarquées. Renseignez-vous à l'arrivée à Paris, moi, de toute façon, on ne peut pas savoir. » La scène se passe au guichet Air France à Londres, jeudi 23 janvier en début de soirée, à Heathrow, le plus grand aéroport britannique.

L'avion de Gulf Air venant du Qatar est arrivé avec une heure et demie de retard, et la correspondance pour Paris avec Air France est ratée. Un groupe d'une douzaine de personnes emmené par Total tente de trouver des places sur un autre vol de la compagnie nationale, prévu deux heures plus tard, à 20 heures, et d'y transférer ses bagages. Cinq places sont effectivement réservées sur ce vol, mais le temps de gagner le terminal 2 où il leur faut embarquer, à moins d'un quart d'heure de bus, elles auront été cédées à d'autres passagers. Impossible alors d'avoir une explication avec un représentant de la compagnie. « Je ne peux rien pour vous, cela ne nous concerne pas, c'est la faute de Gulf Air », réplique par téléphone le chef d'escalaire d'Air France, avant de raccrocher sèchement. Pas question non plus de savoir où sont passés les bagages. Le fait que la compagnie pétrolière française soit l'un des principaux clients d'Air France n'y fait rien. Il est 19 heures.

En face, au guichet de British Airways, l'hôtesse accueille le groupe avec un grand sourire et se débrouille pour trouver des places sur le vol concurrent, promettant de tout faire pour retrouver les valises. Elle pousse un petit cri de victoire, satisfaite d'avoir pris des clients français à sa rivale. Les billets étant en classe affaires, British Airways n'hésite pas à modifier l'organisation de la cabine pour satisfaire ses nouveaux clients. « Business is business ».

À l'arrivée à Roissy, vers 23 heures, les représentants de la compagnie britannique ont localisé les bagages... sur le vol Air France arrivé une heure auparavant. « Nous leur avons demandé de nous les amener. Ils vont le faire, mais il leur faudra au moins une heure pour qu'ils soient transférés de l'aéroport 2 à l'aéroport 1. » Pourtant, la distance entre les deux terminaux n'excède pas 2 kilomètres et la route est rarement embouteillée à cette heure. « Rentrez chez vous, nous vous les livrons demain à domicile à l'heure que vous souhaitez », susurrent, non sans un brin de pitié, les deux représentants britanniques, pas fâchés de mettre une fois de plus en évidence le manque de sens commercial de leur concurrent français.

Dominique Gallois

Moulinex évite 1 468 licenciements secs

LES SYNDICATS de Moulinex (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, Sydis) se réunissent lundi 27 janvier dans la matinée au siège de l'entreprise, à Bagnolet, pour signer avec la direction un accord sur le plan social et la réduction du temps de travail.

Le président du directoire de l'entreprise, Pierre Blayau, a annoncé le 18 juin 1996 un plan de restructuration du groupe de petit électroménager, prévoyant la suppression de 2 600 emplois, dont 2 100 en France, et la fermeture de deux sites industriels à Mamers (Sarthe) et Argentan (Orne), employant respectivement 402 et 262 salariés.

L'accord prévoit une réduction du temps de travail de 15 % minimum fin 1997, dans le cadre de la loi Robieo. L'horaire de travail moyen passerait de 39 heures à 33 h 15. Cette mesure permettrait de sauver 750 emplois, tandis que les salariés seraient payés à 97,2 %. Toutefois, ce taux peut augmenter jusqu'à 98,3 % pour les salariés travaillant trois samedis par mois. Cette compensation est rendue possible par l'augmentation générale de 3 % des salaires à venir. En revanche, l'augmentation des salaires « consacrée au développement des carrières » sera limitée à 1,5 % par an jusqu'en 1999. La diminution du temps de travail passe par une reorganisation complète du travail

dans une entreprise où le recours aux heures supplémentaires et aux travailleurs intérimaires était fréquent pour faire face à la saisonnalité de la production. Pendant les périodes de pointe, la durée du travail pourra atteindre 10 heures par jour, 46 heures par semaine et 42 heures maximum pendant douze semaines consécutives. Il ne pourra pas être imposé aux salariés de travailler plus de deux samedis consécutifs.

Les usines ne fermeront plus quatre semaines pendant l'été, mais seulement trois, permettant ainsi de mieux faire face au pic de production de l'automne. La quatrième semaine de vacances sera choisie par chaque salarié en accord avec sa hiérarchie, tandis que la cinquième sera obligatoirement prise entre Noël et le jour de l'an.

MESURES DE RECLASSEMENTS

Les pouvoirs publics ont conditionné à un accord sur la réduction du temps de travail les départs en préretraite dans le cadre du Fonds national de l'emploi (FNE) dès l'âge de 56 ans. Cette mesure concernerait 718 salariés, portant à 1 468 les licenciements secs évités.

La réduction des effectifs passe simultanément par des reclassements. Une bourse de l'emploi interne sera mise en place pour favoriser la mobilité. Pendant une année, les salariés mutés auront

droit à une indemnité forfaitaire de 17 francs par jour, majorée de 0,72 francs par kilomètre parcouru. En revanche, les salariés n'acceptant pas leur mutation seront considérés comme en sureffectif et donc licenciés.

Le groupe a prévu d'autres mesures d'accompagnement, espérant atteindre, selon l'expression de M. Blayau, le « zéro licenciement subi ». Les salariés quittant volontairement l'entreprise se verront, en plus de leurs indemnités de licenciement, accorder une prime de 50 000 francs (80 000 francs pour les salariés de Mamers et Argentan). Les salariés reclassés dans une autre entreprise se situant à plus de 50 kilomètres de leur domicile auront droit à une prime de débourgeoisement de 20 000 francs, majorée de 3 000 francs par enfant à charge de moins de 16 ans, financée par Moulinex et l'Etat. Les entreprises embauchant un salarié de Moulinex recevront une aide (non cumulable avec l'aide au départ volontaire) de 30 000 francs charges comprises, cette aide étant portée à 40 000 francs pour le personnel âgé de 50 à 55 ans.

La CGT a fait part de son opposition à cet accord. La CFDT attendait la réunion de lundi pour se décider, les autres syndicats devaient signer le texte.

Arnaud Leparmentier

A Nantes, la Société générale va mettre en œuvre la réduction du temps de travail pour 640 salariés

NANTES

de notre correspondant

Qualifiée, le 22 janvier, de « sottise » dans les colonnes d'Ouest-France par le PDG de la Société générale, Marc Vénot, la réduction du temps de travail va pourtant être mise en œuvre dans cette banque, au sein du département titres et Bourse basé à Nantes. L'accord signé le 23 janvier par les syndicats CFDT et SNB de cet établissement qui emploie 960 personnes, prévoit de ramener l'horaire hebdomadaire de 39 heures à 32 heures, réparties sur quatre jours et payées 37 h 30.

L'application de la loi Robieo a permis de limiter la baisse de salaire à 4 % en moyenne. Au-delà des 32 heures, la Société générale prend à sa charge 1 h 30 de rémunération, l'exonération de charges sociales patronales finance 3 heures et le gel de tous jours de congé et de primes finance l'heure restante. Les 640 salariés concernés travailleront quatre jours par semaine, avec un jour de congé supplémentaire tournant du lundi au vendredi sur un rythme fixe, ce qui leur donnera toutes les cinq semaines un week-end de quatre jours. Parallèlement, l'annualisation du temps de travail doit permettre d'adapter le fonctionnement du département aux pointes

saisonnières et de mieux répondre aux besoins des agences ouvertes le samedi.

Cet accord répond aux besoins spécifiques du centre de titres de Nantes, prend soin de préciser son directeur, Philippe Mieret. Bien que l'activité du département soit en augmentation constante, la dématérialisation des titres, la réglementation des circuits de livraison et les progrès de l'informatique ont entraîné la suppression de 400 postes depuis six ans. La banque a pu recouvrir 300 emplois sur des activités nouvelles décentralisées à Nantes, mais elle a dû en supprimer 100 en 1993. Prévoyant 110 suppressions d'emploi supplémentaires d'ici à 1998, M. Mieret a proposé dès le printemps 1996 une « réduction du temps de travail significative » et trouvé dans la loi Robieo un soutien de poids.

MAINTIEN D'EFFECTIF

L'accord, qui garantit le maintien de l'effectif dans les trois années à venir, utilise le volet défensif du texte : l'application sera obligatoire pour les employés et les gradés de l'établissement et facultative pour les cadres. Sa genèse remonte au souvenir laissé par le conflit social très dur de 1993 qui avait entraîné la fermeture du dé-

partement pendant trois semaines. Echaudée, la direction a préféré régler la question récurrente du réeffectif en proposant elle-même la réduction du temps de travail, à la grande surprise des syndicats.

« Nous sommes en fin de cycle de gain de productivité et il n'y aura pas d'évolution lourde dans les années à venir. L'horizon secol est désormais déglacé, nous allons pouvoir mettre en œuvre nos projets à l'étranger », se réjouit M. Mieret. De l'entité basée à Nantes dépendent 150 personnes travaillant à Paris, 30 à Madrid et 20 à New York. De nouvelles implantations sont à l'étude en Europe.

Adrien Favreau

BOURSE

Gérez votre portefeuille sur Minitel

3615 LE MONDE

mariage difficile

Le mariage est un engagement. C'est ce qu'a voulu dire le président de la République, Jacques Chirac, lors de son discours d'investiture. Mais, dans la pratique, le mariage est souvent un engagement difficile. C'est ce qu'a voulu dire le président de la République, Jacques Chirac, lors de son discours d'investiture. Mais, dans la pratique, le mariage est souvent un engagement difficile.

Le mariage est un engagement. C'est ce qu'a voulu dire le président de la République, Jacques Chirac, lors de son discours d'investiture. Mais, dans la pratique, le mariage est souvent un engagement difficile.

Les « chaebol » sud-coréens approuvent en silence une loi sociale taillée à leurs mesures

Les conglomérats ont inspiré la nouvelle flexibilité du travail

Témoins muets du conflit social qui agite la Corée du Sud, les chaebol sont des conglomérats dont le poids ne cesse d'augmenter, au détriment du secteur des PME. Mais la nouvelle loi sur le travail, qui provoque la colère de leurs salariés, met en évidence l'insuffisance de ces

grands groupes industriels. Leur stratégie conduit souvent à des surcapacités, ou à des succès sans lendemain.

SÉOUL
de notre envoyé spécial
L'un des protagonistes du conflit social coréen, qui oppose gouvernement et syndicats, reste étrangement silencieux : les conglomérats (chaebol). Le mouvement de protestation contre la nouvelle loi sur le travail a, certes, par la manière dont elle a été adoptée en force, une dimension politique qui dépasse l'enjeu économique et social de ce conflit. Celui-ci est cependant révélateur des choix stratégiques du gouvernement : renforcer la domination des chaebol sur l'économie et casser les ailes à un syndicalisme moins coopératif qu'incarné par la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), créée en 1995.

Comme au Japon, l'économie coréenne est caractérisée par un dualisme prononcé : d'une part, les grands groupes, encore largement dominés par les familles des fondateurs, moteur de la croissance et des exportations, d'autre part, un fourmillement des petites et moyennes entreprises, souvent sous-traitantes. Ce dualisme se traduit par de profonds décalages en termes de productivité, de conditions de travail, de protection sociale et de salaires.

Le président Kim Young-sam s'était engagé, au cours de sa campagne électorale, à réaliser ce que n'avaient pas réussi ses prédécesseurs : diminuer le poids des trente grands chaebol. Après avoir tenté de les contraindre à se spécialiser, il s'est rangé de leur côté.

Le non-accord dont ont bénéficié en appel - après avoir été condamnés en première instance à des peines de prison - des « barons » de l'économie coréenne les patrons de Samsung et de Daewoo, qui avaient versé des millions de dollars en pots-de-vin aux deux présidents, condamnés pour leur part à de lourdes peines, est symptomatique de la clémence, sinon de la complaisance, du pouvoir à leur égard. « Les coupables, ce sont ceux qui demandaient des pots-de-vin, pas ceux qui les versaient », disent les collaborateurs du président, qui font valoir que « la

condamnation des grands industriels aurait eu un effet négatif sur l'économie ».

S'il est vrai que, sous les régimes précédents, les prébendes ont fait partie du système de pouvoir, les grands patrons s'en tirent à bon compte : moteur de la croissance, les chaebol financent aussi le parti au pouvoir, qui affrontera en décembre une élection présidentielle.

Sous la présidence de Kim Young-sam, la concentration du pouvoir économique s'est accrue : en 1995, selon la Korea Fair Trade Commission, les chaebol ont contribué à 16,2 % du produit intérieur brut, soit trois points de plus qu'en 1992, un an avant son arrivée au pouvoir. Les quatre premiers - Samsung, Hyundai, LG et Daewoo - produisent à eux seuls près de 10 % du PIB (contre 7 % en 1992). Depuis 1994, le nombre des entreprises sous-traitantes dans leur mouvance a augmenté de 30 %.

Moteur de la croissance, ces groupes financent aussi le parti au pouvoir

Sous la présidence de Kim Young-sam, les chaebol souffrent assurément d'une perte de compétitivité sur les marchés étrangers, mais les PME sont encore plus touchées : 14 000 n'ont fait faillite en 1995 et 6 400 au cours des sept premiers mois de 1996. Les coûts salariaux interviennent dans les difficultés des PME, mais elles souffrent surtout de discrimination par rapport aux chaebol (dont les financements sont loin d'être transparents) et doivent souvent, pour se financer, recourir au marché parallèle à des taux élevés. La plupart sont, en outre, prises à la gorge par les groupes dont elles sont sous-traitantes. Bon nombre de PME ont dû délocaliser leur

production, d'autres ont été rachetées et intégrées dans des groupes.

La nouvelle loi sur le travail n'est pas destinée à donner de l'oxygène au secteur des PME, où, le plus souvent, est ignorée la notion de contrat de travail et où l'on a toujours embauché et débauché en fonction de la production. La loi cherche, en revanche, à assurer une plus grande flexibilité aux chaebol. C'est dans les entreprises de plus de 1 000 employés que le taux de syndicalisation est le plus élevé (80 %), alors qu'il est faible dans celles de moins de 50 personnes, qui emploient la grande majorité du salariat.

Le nombre des grèves a diminué par rapport à la flambée de 1987 (de 3 700, il est tombé à 88). Mais elles se concentrent sur des secteurs prioritaires (automobile ou chantiers navals). « Ce n'était pas possible de continuer ainsi », a déclaré le ministre du travail, Jin Nyun. Les chaebol, habitués à l'action syndicale plus coopérative que militante de la Fédération des syndicats coréens (FKTU), sont confrontés depuis 1995 à un mouvement plus revendicatif mené par la KCTU, qui a pris pied, bien que non reconnue par les autorités, dans l'automobile et l'industrie lourde.

Indépendamment des mesures destinées directement à faciliter les licenciements, la loi vise à « casser les ailes » à la KCTU en la maintenant dans l'illégalité jusqu'en 2000. Alors que le président Kim était favorable à la législation, les chaebol l'ont fait changer d'avis « afin de ne pas créer de confusion ».

Il reste à voir si la stratégie gouvernementale est la bonne. Le mouvement de protestation qu'a provoqué le passage en force au Parlement de la loi contestée ne semble pas destiné à s'apaiser facilement.

Pour l'heure, en favorisant le gigantisme des chaebol, le gouvernement risque d'accroître le déséquilibre de la machine productive en dévalorisant les PME innovatrices. Il s'en prend en outre à l'« élite » ouvrière et à une partie de la classe moyenne des employés

Philippe Pons

Le train Transrapid allemand est remis en question

Les industriels jugent l'investissement trop élevé

COLOGNE
correspondance

L'avenir du train électromagnétique allemand Transrapid paraît bien incertain.

L'abandon de ce projet futuriste et très controversé, qui doit permettre de relier Berlin à Hambourg en cinquante-cinq minutes dès l'an 2000, semble de plus en plus probable. Le ministre des transports, Matthias Wissmann, a brisé le tabou voici une dizaine de jours en indiquant que ce programme ne pouvait être réalisé « à n'importe quel prix ». Or les industriels membres du consortium de développement et de construction ne cachent pas leurs réticences vis-à-vis d'un investissement dont le montant - 8,9 milliards de deutschmarks - au départ - compromet la rentabilité future de la ligne.

Selon le quotidien Handelsblatt, qui prévoyait la semaine dernière la fin du programme, les coûts de construction des voies suspendues en béton seraient de 30 % supérieurs aux prévisions. Les trains eux-mêmes, capables de circuler à 400 kilomètres à l'heure, et les équipements électroniques entraîneraient des surcoûts de 60 %. Les objectifs de trafic - 14,5 millions de passagers par an - paraîtraient bien ambitieux, surtout si les tarifs augmentent en proportion des investissements de lancement.

Pour l'instant, aucun membre du consortium n'a indiqué vouloir cesser sa participation. Mais Thyssen Industrie, qui dirige le projet, a me-

nacé de se retirer si le gouvernement ne garantissait pas son soutien. Les autres partenaires, Siemens, les groupes de bâtiment Bilfinger & Berger, Hochtief, Holzmann et la Deutsche Bahn ont toujours craint le fiasco financier d'un moyen de transports qui doit beaucoup à l'insubordination du gouvernement.

VITRINE TECHNOLOGIQUE

Au lendemain des élections législatives de 1993, le développement du Transrapid semblait assuré, après des années d'ambitions qui ont transformé cet ambitieux projet technologique en serpent de mer de la vie politique.

Pour ses supporters, le Transrapid, dont la construction définitive n'a pas encore commencé, doit être une vitrine de la technologie allemande et un produit d'exportation. Cependant, ces arguments ne suffisent pas à persuader l'opinion publique : selon un sondage, deux Allemands sur trois s'opposent à ce train. Le SPD et les écologistes demandent la fin des investissements. Le Transrapid est considéré comme inutile dans un pays qui mise également sur les trains à grande vitesse (ICE). Outre les risques commerciaux, ce projet est critiqué par les Verts, qui dénoncent les dommages qu'il ferait causer au paysage tout au long des 280 kilomètres séparant Berlin et Hambourg.

Philippe Ricard

Crédit foncier : MM. Arthuis et Périssol en désaccord

LE MINISTRE DU LOGEMENT, Pierre-André Périssol, et le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, ne sont pas sur la même longueur d'onde sur le dossier du Crédit foncier de France (CFF). Invité de l'émission « Polémiques » sur France 2, dimanche 26 janvier, le premier a souligné que le Crédit immobilier de France (CIF), dont il a assuré la présidence de 1988 à 1993, ne soit pas sur les rangs pour la reprise du CFF. « Le fond du problème, a-t-il dit, c'est de retrouver un autre reprenneur et un autre plan ».

Invité, quelques heures plus tard, de l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, le second s'est refusé à aborder dans le même sens. Tout en assurant qu'il « n'y a pas de plan Arthuis », prévoyant une reprise du CFF par le CIF, M. Arthuis s'est dit « ouvert à toutes les formules ». Il s'est par ailleurs porté au secours de M. Périssol, fréquemment critiqué par les syndicats du CFF, qui voient en lui l'un des promoteurs du plan de démantèlement du CFF, en raison de ses liens passés avec le CIF. Le ministre du logement « n'est pour rien dans cette affaire », a assuré le ministre des finances. L'occupation du Crédit foncier est entrée, lundi, dans son onzième jour. L'intersyndicale devait rencontrer lundi après-midi le conciliateur, Philippe Rouvillois, pour une première réunion de négociations.

DÉPÊCHES

■ **AEROSPATIALE** : le ministre chinois des postes et télécommunications, Jichuan Wu, a déclaré à Pékin, lundi 27 janvier, que le contrat confié au groupe américain Loral la construction du satellite ChinaSat-8 n'était pas formellement signé (*Le Monde* du 26-27 janvier). Il a encouragé Aerospatiale à déposer une nouvelle offre « moins chère ».

■ **ABB** : le groupe helvético-suédois aurait payé des pots-de-vin à Volkswagen, pour un montant de 10 millions de marks (33,7 millions de francs), en échange du contrat de construction d'une unité de peinture pour la filiale tchèque de Volkswagen, Skoda, affirme Theodoradate allemande *Der Spiegel*. José Manuel Gutiérrez, proche collaborateur de l'ancien directeur des achats de VW, José Ignacio Lopez, et démissionnaire en même temps que lui dans le cadre du procès pour espionnage industriel intenté par General Motors, pourrait être impliqué dans cette nouvelle affaire.

■ **RHÔNE-POULENC RORER** : le groupe pharmaceutique filiale de Rhône-Poulenc, a annoncé le 27 janvier, une progression, en 1996, de 25 % de son bénéfice net à 428,7 millions de dollars (2,357 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de dollars.

■ **SAGA** : Bolloré et le sud-africain CMB-Safren lancent une OPA simplifiée sur les actions minoritaires du groupe de transport Saga, au prix de 50 francs l'action. L'opération se fera via la société BCR Participations, constituée par Bolloré et CMB, qui détient déjà 52,9 % de Saga. Cette OPA sera suivie, avant le 30 juin 1997, par une augmentation de capital de Saga de 60 millions de francs maximum.

■ **MERCEDES** : Helmut Werner, le président démissionnaire de Mercedes-Benz, a été élu, vendredi 27 janvier, « homme de l'année automobile » par un jury de trente-deux journalistes réunis par l'hebdomadaire spécialisé *Le Journal de l'Automobile*.

■ **RENAULT** : le constructeur français serait prêt à signer avec une quarantaine de fournisseurs britanniques pour réduire ses coûts de production, indique le *Financial Times* du 27 janvier. Renault rechercherait ces nouveaux fournisseurs avec l'aide de la chambre de commerce de Birmingham.

■ **MATRA CAP SYSTÈMES** : jusque-là filiale à 50 % de Matra, cette société (800 millions de chiffre d'affaires et 800 salariés) est désormais détenue à 100 % par le groupe de M. Lagardère, qui a racheté à Cap Gemini les 50 % restants du capital. Matra Cap Systèmes est notamment le concepteur de systèmes d'information et d'aide au commandement (observation spatiale, surveillance du champ de bataille par missiles de reconnaissance et traitement des images recueillies).

■ **MATIF** : le marché à terme international de France a décidé d'abandonner à l'expiration du contrat, au mois d'avril 1998, le système de négociation électronique hors-séance Globex de Reuters. Ce dernier sera remplacé par le système NSC développé par la Société des Bourses françaises.

Washington veut contraindre les laboratoires argentins à respecter les brevets pharmaceutiques

BUENOS AIRES
de notre correspondant

Après huit ans de batailles acharnées et malgré les fortes pressions des États-Unis sur le gouvernement de Carlos Menem, les laboratoires pharmaceutiques argentins continuent à ignorer en grande partie la protection de la propriété industrielle sur les brevets pharmaceutiques. La législation argentine, qui favorise les intérêts des laboratoires locaux, risque pourtant d'encourager la contrefaçon et de mettre en péril la sécurité des malades.

A Buenos Aires, le Congrès a adopté, le 20 décembre, une loi dite de « confidentialité » relative à la protection des secrets industriels des formules médicinales, qui est jugée insuffisante par Washington. La puissante Pharma, qui regroupe les laboratoires pharmaceutiques nord-américains, estime qu'elle permet la contrefaçon ou l'imitation de médicaments, mais aussi la copie de molécules entrant dans leur composition. La loi argentine admet en effet « l'autorisation de commercialisation de produits similaires ». Pour sa part, l'Argentine affirme que sa législation est en accord avec les normes de l'Or-

ganisation mondiale du commerce (OMC) et que les exigences américaines obligeraient les laboratoires argentins à augmenter de façon considérable les prix des médicaments.

La contrefaçon, un manque à gagner important

La contrefaçon permet de vendre des médicaments moins cher que les originaux et de gagner beaucoup d'argent en étant dans l'illégalité. Estimé à 8,5 milliards de dollars dans le monde, ce marché représente un manque à gagner de 17 à 20 milliards de dollars pour les laboratoires pharmaceutiques, 7 % à 9 % du chiffre d'affaires de cette industrie.

La contrefaçon peut être parfois dangereuse. Elle va de l'officine qui fabrique de faux médicaments jusqu'aux copies de produits dont l'emballage est identique au médicament d'origine, comme pour les produits de luxe. A cela s'ajoute un troisième cas, celui des pays qui ignorent volontairement la propriété industrielle, dans le but de développer une industrie locale. C'est le cas de l'Argentine. Désormais, ce pays détient pratiquement toute la chaîne de conception du produit pharmaceutique. Ne lui manque plus qu'une véritable recherche scientifique qui assurerait la pérennité de cette industrie.

Après deux ans de vives polémiques diplomatiques, Washington est passé aux représailles. Le gouvernement de Bill Clinton a annoncé, le 15 janvier, qu'il appliquerait des sanctions commerciales contre Buenos Aires, à partir du mois d'avril, en éliminant

partiellement les tarifs douaniers préférentiels dont bénéficient actuellement plusieurs produits argentins à leur entrée aux États-Unis. Cela représente, pour les argentins, un préjudice évalué à

avec un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de dollars (environ 16,5 milliards de francs), et il est dominé par les fabricants locaux. Selon des statistiques de 1994, deux laboratoires - Roemmers et Bago - détiennent 54 % du marché pharmaceutique. Les cinquante plus grands laboratoires du pays facturèrent plus de 90 % des ventes, ce qui s'explique aussi par la faiblesse des investissements étrangers en Argentine, compte tenu de l'environnement peu favorable.

En 1991, près de 90 % des matières actives nécessaires à la pharmacie provenaient de l'étranger. Depuis, certains laboratoires se sont mis à les fabriquer eux-mêmes et, aujourd'hui, la moitié seulement de ces produits est importée. La situation est analogue pour les vaccins de culture ou de sang, qui sont de plus en plus fabriqués sur place. Parmi les produits finis que l'Argentine continue d'importer, un sur dix provient de France, qui est, avec les États-Unis, l'un des principaux fournisseurs de l'Argentine en médicaments conditionnés.

La mise en place du Mercosur (Marché commun sud-américain), le 1^{er} janvier 1995, représente une grande opportunité pour les laboratoires qui, à partir de l'Argentine, pourraient alimenter en médicaments les trois autres pays membres de la zone de libre-échange : Uruguay, Paraguay et Brésil, deuxième marché d'Amérique du Sud par taille après celui de l'Argentine. Un enjeu qui explique le durcissement récent de Washington.

Christine Legrand

Calculez vos impôts

3615 LEMONDE

Le train Transrapid
allemand
est remis en question

est remis en question

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 27 JANVIER
Liquidation : 21 février
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P.)	951	951	0,00	0,00
Crédit Lyonnais (T.P.)	840	840	0,00	0,00
Renault (T.P.)	1815	1815	0,00	0,00
Rhône-Poulenc (T.P.)	1945	1945	0,00	0,00
Saint-Gobain (T.P.)	1228	1228	0,00	0,00
Thomson SA (T.P.)	1200	1200	0,00	0,00
Accor	693	693	0,00	0,00
AGF-As. Gen. France	16570	16570	0,00	0,00
Alcatel	46040	46040	0,00	0,00
Asp-UIP	359	359	0,00	0,00
Adm.	724	724	0,00	0,00
Bull. Invest.	791	791	0,00	0,00
Banque Paribas	686	686	0,00	0,00
Bazas H. V. H.	475	475	0,00	0,00
Bertrand	230	230	0,00	0,00
BIS	875	875	0,00	0,00
B.P.	48340	48340	0,00	0,00
Bouygues	235	235	0,00	0,00
Bouygues Techno.	620	620	0,00	0,00
Bouygues	2065	2065	0,00	0,00
Canal+	14930	14930	0,00	0,00
Canal+	1220	1220	0,00	0,00
Carrefour	26950	26950	0,00	0,00
Carrefour	1070	1070	0,00	0,00
Carrefour	2258	2258	0,00	0,00
Castrol	2940	2940	0,00	0,00
Cash	1495	1495	0,00	0,00
Cash	952	952	0,00	0,00
Cash	257	257	0,00	0,00
CCF	55	55	0,00	0,00
CCF	469	469	0,00	0,00
CEP Communication	400	400	0,00	0,00
CEP	13510	13510	0,00	0,00
CGP	690	690	0,00	0,00
CGP	1461	1461	0,00	0,00
Chargés Ind.	311	311	0,00	0,00
Chargés Ind.	499	499	0,00	0,00
Chargés Ind.	168	168	0,00	0,00
Chargés Ind.	691	691	0,00	0,00
Chargés Ind.	294	294	0,00	0,00
Chargés Ind.	3570	3570	0,00	0,00
Chargés Ind.	310	310	0,00	0,00
Chargés Ind.	789	789	0,00	0,00
Chargés Ind.	1015	1015	0,00	0,00

CAC 40

PARIS

+0,14%

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

2433,79

Comptoir Mod.

CPS

Crédit Lyonnais

Crédit National

CS Signaux

Danone

Dassault Aviation

Dassault Electron

Dassault Systèmes

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

FOOTBALL. Monaco a battu, lors d'une rencontre d'un niveau moyen, le Paris-SG, dimanche 26 janvier, lors du match au sommet de la 24^e journée du championnat

de France de division 1. Les deux buts ont été inscrits par Sylvain Legwinski et Sonny Anderson. ● LE CLUB PARISIEN n'est toujours pas capable de montrer un visage ras-

surant et laisse s'échapper Monaco alors qu'il comptait huit points d'avantage après douze journées. ● LES MONÉGASQUES ont désormais pris une solide avance au clas-

sement, qui leur permet d'envisager un sixième titre de champion de France. Leur entraîneur, Jean Tigana, a su donner à une équipe talentueuse un surcroît de rigueur. ● MI-

CHEL PLATINI, dans un entretien au Journal du dimanche, s'est déclaré déçu du « manque de volonté » de l'Etat pour préparer la Coupe du monde de 1998.

Paris SG laisse Monaco s'échapper vers le titre de champion de France

Logiquement battus (2-0) par une solide équipe monégasque, les footballeurs parisiens comptent désormais sept points de retard sur leurs adversaires d'un soir. Les Bastiais, malgré leur défaite face à l'OM, restent en embuscade deux points derrière eux

MONACO
de notre envoyé spécial
Le tambeau des illusions parisiennes est un bijou architectural planté au bord de la Méditerranée. Dans les tribunes de l'élégant stade Louis II, l'ambiance est habituellement calme, voire compassée. Dimanche 26 janvier au soir, dans une atmosphère

enfin digne d'un match de football de haut niveau, les joueurs du Paris-Saint-Germain ont dit adieu au titre de champion de France.

Le constat peut paraître hâtif alors qu'il reste quatorze journées de championnat à disputer, mais personne n'est dupe. Après avoir compté huit points d'avance sur son rival monégasque à l'issue de la douzième journée disputée en octobre 1996, les coéquipiers de Paul Le Guen n'ont cessé depuis de sombrer dans une affligeante médiocrité. Les joueurs parisiens se retrouvent aujourd'hui dans la peau d'un boxeur sonné n'ayant pas encore subi le K.O. final mais qui sait déjà que le combat est perdu. Et c'est bien l'AS Monaco de Jean Tigana qui se retrouve désormais en tête avec sept points d'avance sur un Paris-Saint-Germain à la dérive.

Sur une pelouse en piteux état, le Paris-Saint-Germain n'a jamais donné l'impression de pouvoir prendre en défaut une formation monégasque bien organisée et combattive. Comme souvent, Bernard Lama n'a fait que retarder l'échéance, le gardien de l'équipe de France et du Paris-Saint-Germain, détournant d'abord un tir de Sonny Anderson (44^e minute) avant de stopper dans la foulée une tête de Gilles Grimaud juste avant que l'arbitre, Bernard Saules,

ne siffle la fin d'une première période frustrante pour les amateurs de spectacle.

Mais à l'heure actuelle, dans un contexte visiblement très pénible à vivre pour toute l'équipe parisiennne, même Bernard Lama n'est pas infallible. Le premier but monégasque, celui qui a déclenché la faille collective du Paris-Saint-Germain, lui est même imputable, le ballon frappé de la tête par Sylvain Legwinski glissant de ses mains pour finir dans les filets

(63^e minute). A partir de là, le PSG, qui avait déjà montré ses limites, s'est écroulé. Perdant tous les duels, les Parisiens ont laissé les solistes de Jean Tigana jouer une séduisante partition. Et s'il ne reste qu'une image à garder de ce match, c'est bien celle de Sonny Anderson entamant à la 70^e minute une longue chevauchée, poursuivi en vain par un Bruno N'Gotty. L'action se termina par un splendide tir croisé du Brésilien, enterrant définitivement les espoirs parisiens.

Paris brûle-t-il ? Il suffit parfois de criser des regards pour se rendre compte de la gravité d'une situation. Visages blêmes, lèvres pincées, yeux rougis, certains joueurs parisiens sortant des vestiaires n'avaient pas besoin de prononcer la moindre parole pour que tout le monde réalise l'ampleur du désastre collectif touchant le club. Comme si le fait de voir échapper le titre de champion de France pour la troisième saison consécutive venait, dans la douceur

d'une nuit monégasque, de devenir une réalité palpable. « La critique est facile, l'art est difficile », lançait en souriant le président du club, Bernard Brochand, tout en assurant que la révolution n'était pas à l'ordre du jour et que le tandem Ricardo-Bats n'était nullement menacé d'ici la fin de saison. « Cela fait six mois que nous construisons du solide à Paris et nous n'allons pas nous arrêter là. Les grandes équipes ne meurent jamais et il faut continuer à se battre pour le

titre jusqu'au bout ». Bernard Brochand n'est pas pourtant dupe. Ce PSG n'est pas de taille à rivaliser avec son adversaire monégasque. Le club parisien n'a pas les moyens de ses ambitions, ou ne se les est pas données. Outre le fait que le club monégasque profite du fameux régime fiscal particulier concernant ses joueurs étrangers résidents en Principauté, le PSG semble surtout dépassé par les réalités impitoyables du « big business » régnant désormais sur la planète football.

La politique de formation, chaisiez il y a quelques années par la nouvelle équipe dirigeante, se trouve aujourd'hui torpillée par les effets pervers de l'arrêt Bosman. « Nous sommes en train de nous battre pour changer la législation. Notre proposition concernant le statut du joueur professionnel, dont une partie de la rémunération pourrait enfin être réglée en droit d'auteur, est à l'ordre du jour à Matignon. Si ce projet est adopté, nous pourrions lutter avec les autres grands clubs européens qui bénéficient d'une fiscalité beaucoup plus attractive pour les joueurs, et stopper les départs en masse de nos meilleurs éléments », précise Bernard Brochand, pendant que Michel Denisot, lui aussi préposé au rôle de pompier de service, lance : « Perdre à Monaco est une déception, mais cela n'a rien d'infamant ».

Pas infamant peut-être mais tout de même inquiétant. Sans jeu collectif, avec des joueurs autrefois talentueux mais désormais impuissants, le PSG ne fait plus peur à personne. Comme le dit avec une pointe d'inquiétude son président : « Il va nous falloir du courage pour jouer samedi prochain au Parc face à Cannes ». Du courage et surtout du talent. Mais c'est sans doute trop en demander actuellement.

Jean Tigana a fait des solistes monégasques un orchestre

MONACO
de notre envoyé spécial

Sa voix douce et son regard ressemblent à celui d'un enfant. Jean Tigana, quarante et un ans, savoure la victoire de son équipe sur le PSG sans verser dans le triomphalisme. Ce n'est de toute façon pas le genre de l'homme

Tigana a sauté aux yeux de tous les observateurs. Un entraîneur qui a la chance de posséder dans ses rangs des joueurs aussi doués techniquement que Sonny Anderson, Thierry Henry, Victor Ikpeba et Ali Benarbia, pourrait se contenter de laisser ces artistes en liberté. Le buteur brésilien, le prodige originaire des Iles en banlieue parisiennne, le champion olympique nigérien ou le maître à jouer franco-algérien ont, chacun à leur façon, les moyens de faire basculer un match sur un exploit individuel.

« LE NIVEAU S'EST ÉLEVÉ »
Jean Tigana a su faire de ces solistes de grands musiciens au service d'un orchestre de premier ordre. Sans brider leurs qualités, mais en les obligeant à se mettre au service de la collectivité, il a fait de l'AS Monaco une redoutable machine. « A l'époque où je jouais, il y avait des équipes en première division qui n'étaient pas au point tactiquement. Aujourd'hui, le niveau de jeu s'est élevé. Sur tous les plans : physique, technique et tactique, le football français a énormément progressé. Les matches sont plus serrés et il nous faut travailler sans cesse pour faire la différence. Depuis 1991 et la Coupe de France, ce club n'a rien gagné. En tant que joueur, j'ai tout gagné, sauf la Coupe de France. Je n'ose pas perdre et je veux que cette équipe remporte des trophées. Pour y parvenir, je ne connais qu'une solution : le travail... »

Pour ramener des trophées à Monaco, il a eu l'intelligence de bien s'entourer. « Des hommes

de qualité », précise-t-il. Jean-Luc Etti s'occupe des gardiens, Jean-Claude Puel de la condition physique, et l'on attend bientôt le grand buteur Delio Onnis qui s'occupera des attaquants. Jean Tigana sait donc déléguer, mais personne ne songerait à lui retirer le serail-ce qu'une parcelle de son pouvoir. Le patron de l'équipe, c'est lui. Et lui seul.

Tous, les anciens comme les plus jeunes, respectent l'ancien grand joueur devenu entraîneur à poigne. « Parfois, il a ses humeurs et on ne sait pas comment le prendre », avoue Thierry Henry, dont le début de carrière doit beaucoup aux conseils avisés de Jean Tigana.

Depuis dix-sept mois, Jean Tigana est donc aux commandes du club de la Principauté. Héritant d'un groupe miné par des conflits internes, l'ancien joueur d'origine malienne a su transformer une équipe de pseudo-vedettes en redoutable formation.

Des joueurs comme Henry, Irie, Martin ou Dos Santos se sont vu accorder leur chance. D'autre comme le Danois Petersen, un ancien joueur d'Ajax, se sont vu retirer sa confiance en raison de leur manque de sérieux. Ambitieux, Jean Tigana a fait de l'AS Monaco un champion de France en puissance et un quart de finaliste européen prometteur. Certains en font déjà le futur sélectionneur de l'équipe de France. Lui se contente de préciser que son contrat avec Monaco se termine en 1999. En attendant, on travaille...

Al. C.

La bataille pour l'Europe fait rage

Le Paris SG a peut-être perdu le titre de champion de France, dimanche à Monaco. Mais il peut encore se retrouver en Ligue des champions, la saison prochaine, puisque deux clubs français y seront inscrits en vertu des nouveaux règlements de l'Union européenne de football (UEFA). Bastia, qui a perdu à Marseille, reste à deux points des Franciliens. Les autres places européennes restent ouvertes : Bordeaux, Strasbourg, Metz, Auxerre, Nantes, Marseille, Gueugamp et Lyon n'étant séparés que par huit points... En bas du classement, Caen, Nancy et Nice, qui ont tous trois perdu, voient leurs espoirs s'effriter un peu plus. La quatrième place de relégable, actuellement occupée par Montpellier, menace également Lens et Le Havre. Lors de la prochaine journée, Monaco effectue un difficile déplacement à Lyon et le Paris SG accueille Cannes.

Le championnat de France de football de D1

24 ^e journée	Classement	Les buteurs	Les attaquants	Les défenses
<p>Marseille-Bastia 1-0 Bordeaux-Nice 4-1 Strasbourg-Reims 3-0 Nancy-Metz 2-3 Montpellier-Lyon 2-1 Gueugamp-Toul 1-1 Cannes-Lens 0-0 Cannes-Auxerre 2-3 Monaco-Paris SG 2-0</p>	<p>1. Monaco 51 pts 2. Paris SG 44 pts 3. Bordeaux 42 pts 4. Strasbourg 40 pts 5. Reims 39 pts 6. Metz 39 pts 7. Auxerre 38 pts 8. Nantes 35 pts 9. Marseille 34 pts 10. Gueugamp 32 pts 11. Lens 31 pts 12. Reims 30 pts 13. Cannes 29 pts 14. Lille 28 pts 15. Le Havre 26 pts 16. Metz 26 pts 17. Montpellier 25 pts 18. Caen 20 pts 19. Nancy 19 pts 20. Nice 17 pts</p>	<p>1. Gueugamp (Ponnet) 17 buts 2. N'Doram (Montel) 14 buts 3. Zilli (Strasbourg) 14 buts</p>	<p>1. Nantes 44 buts 2. Monaco 42 buts 3. Bordeaux 37 buts</p>	<p>1. Monaco 17 buts 2. Paris SG 18 buts 3. Auxerre 19 buts</p>

Michel Platini déplore le « manque de volonté » de l'Etat dans l'organisation du Mondial 1998

A CINQ CENTS JOURS de l'ouverture de la Coupe du monde de football, Michel Platini, coprésident du Comité France organisation (CFO), donne son point de vue sur la préparation de l'événement, dans un entretien donné au Journal du dimanche le 26 janvier.

« L'Etat a construit le stade et renoué les autres. Pour le reste, on ne peut pas dire qu'il soit impuissant. Au CFO, on s'est démerdé tout seuls sans subventions, et quasiment sans compte à rendre (...). Ils sont toujours en train de serrer les vis de tighter dans les budgets. Du coup, ils n'ont pas fait grand-chose. C'est une déception pour moi. Parce qu'on pouvait avoir toutes sortes d'idées fabuleuses, de parcs d'idées qui n'auraient pas coûté trop cher. Mais il a manqué la volonté de le faire. »

« En arrivant au CFO, je suis parti du sentiment qu'organiser soixante-quatre matches - et c'est notre mission - c'est bien, mais qu'il fallait faire plus : que les 500 000 visiteurs étrangers attendus soient heureux au-delà d'une heure et demie de match. Qu'ils rieraient en France aussi pour passer du bon temps, boire, bouffer, rigoler. Ça s'appelle l'accueil. Des lors, pourquoi ne pas monter des opérations, via les syndicats d'initiative, impliquant des villages ou montrant les produits de nos régions ? (...) Les maires des villes ont très bien compris mon message. Ils s'organisent, réfléchissent à des trucs, des animations. La question est de savoir si eux aussi auront tous les moyens de le faire. »

« Aux Jeux olympiques d'Albertville, 200 millions étaient débiqués juste pour la cérémonie d'ouverture. Nous, on ne fera pas quelque chose d'oussi fastueux. Au départ, c'est une discussion entre Jaak Havelange et Jacques Chirac sur l'idée d'une

grande fête populaire et gratuite sur les Champs-Élysées. Si la Ville de Paris nous aide, ça ira. Mais si on est tout seuls à payer et qu'on n'a pas d'argent, alors on ne le fera pas. »

« La mise au point du calendrier a duré un an et demi (...). On a donc beaucoup discuté. Item pour le prix des billets pour chaque match. Pourquoi 120 francs et pas 121 ou 122 ? Un franc de plus par billet et c'est 25 millions de francs de plus dans les caisses. Pour la finale, ce sera 350 francs, parce qu'à ce prix-là, pour une finale de Coupe du monde dans son pays, une fois dans le siècle, tout le monde est concerné (...). Les 80 000 billets de la finale, je pourrais les vendre tout seul, rien qu'avec les gens que je connais. On est harcelés de partout. »

« J'aime beaucoup Jacquet. C'est un superbe technicien. Quand vous perdez un match sur trente-deux, vous êtes forcément ban (...). Il connaît bien son affaire, c'est le plus beau palmarès du football français. »

Alain Prost poursuit ses tractations pour créer une écurie de formule 1 à son nom

LES SPORTS MÉCANIQUES n'ont jamais apprécié les fuites, et le milieu de la formule 1 déteste laisser échapper des nouvelles qu'il ne contrôle pas. Alain Prost a donc vivement réagi aux informations, parues dans le Journal du dimanche du dimanche 26 janvier, sur l'existence de la création d'une écurie à son nom. « Il n'y a absolument rien de fait. Un point sur ce projet sera fait vers la mi-février », a tenu à préciser l'ancien pilote, dimanche.

Officiellement cette fois. Ce démenti a cependant valeur de confirmation sur la volonté du quadruple champion du monde de jouer à l'avenir un rôle important dans la formule 1.

Comme l'écoais Jacky Stewart, qui allégea deux voitures à son nom, dès le début de la saison, le 9 mars au Grand Prix d'Australie, Alain Prost veut poursuivre brillamment sa carrière sur les circuits. Son nom est un sésame. Et il sait qu'il bénéficie de la bienveillance des pouvoirs publics.

Le gouvernement a toujours fait savoir son intérêt pour la formule 1. Les socialistes et François Mitterrand avaient su comment donner les moyens à Guy Ligier de faire tourner

son équipe. Guy Druet a souligné, il y a un peu plus d'un an, l'importance d'une écurie française « porte-drapeau de l'industrie automobile nationale ». Et le ministère de la Jeunesse et des sports n'a pas ménagé ses efforts dans ce sens depuis plusieurs mois. Alain Prost s'est donc engagé sur cette voie royale, car quasi officielle. C'est le meilleur moyen pour lui de réaliser son rêve : être le grand patron d'une équipe qu'il estime être capable de mener sur le chemin du succès.

Alain Prost semble pourtant vérifier la difficulté de faire aboutir son projet. Flavio Briatore, le propriétaire de Ligier, par ailleurs directeur de

l'écurie Benetton, est prêt à lui vendre ses parts.

Mais Alain Prost ne s'engagera pas financièrement s'il n'a pas la certitude de pouvoir équiper ses voitures du moteur Peugeot. « Je souhaite avoir un contrat (avec Peugeot) et je suis confronté à ce sujet, déclare-t-il lundi, au Journal L'Équipe. Dans ce cas, accord, il existe des conditions suspensives liées à l'abandon d'un autre accord. Je suis confronté à ce système "en cascade". »

La prudence s'impose en effet sur la poursuite de l'engagement de Peugeot dans la formule 1. Malgré le départ de Renault à la fin de la saison, le constructeur français n'est pas en-

core décidé à prolonger l'expérience. Celle-ci est loin de lui avoir apporté autant de satisfactions que les rallyes et les raids. On sait Jacques Calvet, le président de PSA, d'autant plus sceptique que les monoplaques Jordan-Peugeot n'ont pas brillé en 1996. Leurs pilotes ne sont pas montés une seule fois sur un podium alors que Renault se couvrait de gloire avec Williams.

Alain Prost peut persuader quelques-uns des meilleurs techniciens de la formule 1 de venir l'entourer. Pour le châssis, on cite le nom de John Barnard, l'ancien artisan de ses succès avec McLaren, en fin de contrat avec Ferrari. Bernard Dudot,

directeur technique de Renault-Sports, serait également prêt à rejoindre l'ancien champion du monde. Sur ces noms, comme sur le montant des investissements nécessaires - 350 millions de francs par saison seraient nécessaires -, Alain Prost reste prudent. Il ne veut pas s'engager tant qu'un élément manque à l'ensemble de sa construction. A quarante et un ans, dont sept passés sur les circuits du championnat du monde, il sait plus que tout autre que la réussite en formule 1 nécessite une colossale dépense d'énergie.

Christophe de Chenay

CHIEL PLATINI, dans un entretien au journal du dimanche, s'est déclaré déçu du « manque de volonté » de l'Etat pour préparer la Coupe du monde de 1998.

on de France

points de retard
derrière eux

En gagnant la Coupe d'Europe, Brive change de dimension

Vainqueur de Leicester 28-9 à l'Arms Park de Cardiff, le club corrézien succède à Toulouse

Au terme d'un parcours parfait, un match parfait : le CA Brive a conquis la Coupe d'Europe de rugby, mise en jeu pour la deuxième fois, samedi 25 janvier, sur la pelouse de l'Arms Park de Cardiff en inscrivant quatre essais, un drop et une pénalité face aux « Tigres » de Leicester, qui

n'ont pu marquer que trois pénalités (28-9). A la lisse des Corréziens s'est ajoutée le dithyrambe des commentateurs britanniques.

situation, lui, l'ennemi du clinquant et de la flamboyance, qui refuse, malgré l'Europe, de « donner des leçons ou d'être un professeur de rugby » et ne se réclame de personne ? Il s'est pourtant vite imposé, aux joueurs d'abord. Il leur a inculqué cette féroce rigueur, démontrée à l'Arms Park au détour de chaque maul, dans le délicat exercice des touches, bases du jeu de Leicester. Il les a habitués à la modestie, au souci « de bien faire ce que l'on sait faire », de bien faire les choses, de « millions de touches », les arrières « des millions de passes », au dire de Sébastien Vians. Assisté de Bernard Faure, il les a soumis à une intense préparation physique, au point d'en dégoûter certains. Et a établi la concurrence, selon le principe que les vingt-cinq joueurs de l'effectif peuvent tous être titulaires.

A l'Arms Park, les « Tigres » de Leicester se sont heurtés à une bande de rugbymen infatigables, rendus capables de concentrer toutes les qualités de leur jeu en quatre-vingt minutes. Ils avaient perdu ce sens inné de l'erreur faisant d'ordinaire le charme et la détresse des équipes françaises. Bob Dwyer s'avouait ébahi. L'entraîneur de Leicester ne s'attendait pas à cela. Des Français au mental inébranlable, à la discipline supérieure à celle des Anglais, cela ressemblait à un mauvais rêve de coach australien. En vain d'homage, il confiait que cette équipe de Brive saurait tenir son rang dans l'hémisphère Sud, au milieu des vedettes sud-africaines ou néo-zélandaises du super 12.

Pascal Ceaux

Le président de la République, Jacques Chirac, recevra les joueurs et les dirigeants de Brive à l'Elysée, vendredi 6 février. Il avait félicité, par téléphone, Patrick Sébastien, le président du Club athlétique briviste (CAB), dès samedi, peu après la victoire de l'Arms Park.

Bourgoin a remporté, dimanche 26 janvier à Béziers, la finale de la première édition de la Conférence européenne, en battant Castres sur le score de 18 à 9.

P. Ce.

plonger la tête, pour boire, qui sait, un champagne imaginaire. Qu'importe. C'est là, dans ces quelques mètres carrés gorgés de légende, qu'ils ont tenu au bout de leurs bras l'héritage, que les Blanc et Noir de Brive ont vraiment succédé aux Rouge et Noir de Toulouse, sacrés l'an dernier. La pelouse était loin. Il n'y avait plus de match, plus de combat. Gregory Kacala n'avait plus besoin de pousser ses charges, Sébastien Carrat de se s'enlever sur son aile ou Thierry Labrousse de régner sur la touche, il n'y avait

mais conquis la Coupe d'Europe, inventée il y a à peine plus d'un an. Elle a bousculé le meilleur club anglais, prolongé la suprématie du rugby tricolore. Le parcours sans une défaite dans la compétition témoigne de l'étonnante métamorphose briviste, dont la victoire de Cardiff a confirmé les effets. En deux ans, le CAB a changé de peau et d'âme. Il s'est donné à un président médiatique, s'est découvert un entraîneur professionnel de l'entraînement, et une équipe qui gagne. Chacun s'est glissé avec bonheur dans son rôle.

La colère des clubs français

Séraphin Berthier, le président de la CNRE, a manifesté, samedi 25 janvier, à Cardiff, son mécontentement quant aux conditions de l'organisation de la Coupe d'Europe. Il s'est notamment inquiété du flou entretenu sur le partage de l'argent entre les équipes participantes, le calendrier de la saison prochaine et la liste des engagés. Il a menacé d'un retrait des clubs français, faute d'éclaircissement sous quinze jours, évoquant alors la possibilité d'une nouvelle compétition franco-anglaise. Dans l'Hexagone, les clubs ont d'ores et déjà décidé de séparer en deux championnats distincts les groupes A1 et A2, dès la saison prochaine.

plus que des champions, et c'était eux. Plus tard, il serait bien temps de comprendre. D'analyser ce qui avait transformé les joueurs d'un CAB qui n'a jamais été champion de France en dévoreurs de « Tigres » anglais, ce qui avait permis à Brive de trasser Leicester, exécuter des ambitions toulousaines en demi-finale.

Patrick Sébastien s'est emparé du pouvoir, repoussant dans l'oubli une partie de la vieille garde « cabiste ». Sa tonitruante arrivée a inquiété ceux qui n'y voyaient qu'un caprice de star, soucieux de faire du club sa danseuse. Et, comme par miracle, Sébastien est redevenu Boutot. Pour les beaux yeux du rugby corrézien, la vedette parisienne a égaré son pseudonyme. Elle s'est effacée derrière l'ancien joueur du club, épris du CAB, comme s'il était, d'un coup, redevenu le troisième ligne remplaçant qui avait assisté du banc de touche à la finale perdue de 1975. Le président a délégué, l'homme s'est tenu proche des joueurs. « L'amitié est passée par le terrain, par les deux premières mi-temps, avant le troisième », soulignait-il à Cardiff.

Et puis, il y a eu Laurent Seigne, l'invention d'un entraîneur. L'ancien pilier international a fait ses débuts de coach à Brive. Il a beau être un enfant du pays, son introduction inattendue, l'année dernière, avait suscité doutes et questions. Serait-il l'homme de la

Gregory Kacala, l'homme de fer du CAB

CARDIFF

de notre envoyé spécial

Si c'était un homme, il serait de fer. Si c'était une montagne, elle serait de muscles. Au jeu du porteur chinois, Gregory Kacala déchaine l'imagination, rançon de ses 112 kilos répartis sur 194 centimètres. Impossible de ne

PORTRAIT

Le géant polonais transfuge du XIII a mené la charge briviste

pas en faire des tonnes, le Polonais de Brive est un tel volume ! Il n'impressionne pas que par les chiffres. Il suffit de les voir, lui et ses épaules plus larges que la Corèze. Sur la pelouse de l'Arms Park de Cardiff, il s'est encore arrangé pour exhiber sa force. Charges à répétition, percussions renversantes, les avants de Leicester se souviendront longtemps de Kacala. « Au début de la saison, remarque Laurent Seigne, l'entraîneur du Club athlétique briviste (CAB), tout le monde me disait qu'il était mauvais, que je ne devrais pas le prendre. Aujourd'hui, tout le monde s'intéresse

à lui, et en parle comme un joueur d'exception. La vérité est sans doute entre les deux... »

Pendant deux ans, Gregory Kacala s'est exilé du rugby à XV. L'argent et la faconde de Jacques Fouroux l'avaient attiré vers le XIII, à Lyon, puis au Paris-Saint-Germain. Son retour pouvait laisser perplexes. Saurait-il s'adapter aux nouvelles règles du jeu, retrouver les ficelles du XV qui ne seront jamais celles de son lointain cousin ? Le troisième ligne avoue s'être senti un peu perdu, « au début ». Le style de Brive n'avait rien à voir avec celui du PSG. Ni même avec celui de Grenoble, où Kacala, le quinziste, s'était vraiment fait connaître, après une étape au Creusot à son arrivée de Pologne. Puis, le rugby lui est revenu. Il ne s'est guère embarrassé, faisant siennes les vertus les plus simples. Il s'est mis à courir droit, à renverser les défenses, et à s'accrocher à la balle jusqu'à ce que ses coéquipiers viennent lui prêter main-forte.

Muni de ces quelques principes, il réussit à faire mal. Après la finale, samedi, Bob Dwyer, l'entraîneur de Leicester, n'a pas tari d'éloges sur ce troisième ligne surdimensionné. Sa force, Gregory Kacala la puise dans un intense entraînement physique qui est devenu la marque de fabrique de Brive. Entre midi et deux, Bernard Faure, le préparateur, soumet

les joueurs à un véritable régime professionnel, où les exercices se multiplient. Athlétisme, piscine, étirements, répétés jusqu'à neuf fois par semaine. Pour l'avant polonois, c'est une aubaine. Sa débauche d'énergie aux quatre coins des terrains exige une forme impeccable. Il s'est donc, plus que beaucoup d'autres, acclimaté aux travaux forcés brivistes.

« A mon sens, il est au niveau international », proclame Jean-Claude Skrela. L'entraîneur de l'équipe de France partage avec Kacala des origines polonaises. Un jour, promet-il, il prendra le temps d'évoquer le pays avec lui. Cela ne suffit pas à ouvrir au troisième ligne de Brive les portes du XV tricolore. Il n'est pas certain qu'il puisse s'inscrire dans le jeu prôné par l'encadrement. Pour séduire le duo composé de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, il faudrait qu'il fasse plus de passes. « On pourrait le prendre, concède Skrela, mais il risquerait de faire daubant avec Abdel Benazzi. » Gregory Kacala est en instance de naturalisation. Il a joué vingt-sept fois pour la Pologne, mais il ne dirait pas non à s'engager pour la France. Qui sait si sa performance de Cardiff ne va pas en faire un Bleu...

P. Ce.

La presse britannique dithyrambique

de Leicester. « Pour quelqu'un qui aime le rugby et le sport en général, ce jour [NDLR : de la finale] a été béni. Depuis la finale de la Coupe du monde en Afrique du Sud, rarement l'occasion nous a été donnée d'assister à un match aussi plein, aussi brillant et épique », écrit le journal, qui ajoute : « Brive a été dévastateur. Les joueurs ont réalisé une grande performance. Brive, c'est aussi un grand club. »

« Brive a coulé Leicester », titre pour sa part le Sunday Telegraph.

« Que le rugby peut être merveilleux quand il est joué de cette façon. Nous avons vécu à Cardiff un grand match, passionnant, un des meilleurs sûrement depuis longtemps », écrit l'ancien international anglais Paul Ackford pour le Sunday Telegraph. « L'Arms Park, où régnait une belle cacophonie, a été un grand jeu d'orchestre. Splendide et avec de l'action », peut-on lire encore dans ce journal.

« Les artistes français ou sommet », titre The Observer, hebdoma-

taire dominical. « Ils [les Brivistes] sont venus du plus profond de la France. Ils sont arrivés avec classe et style. Brive a joué un grand match. Rarement nous avions vu une aussi belle équipe dans ces terres », peut-on lire en pages intérieures.

The Independent écrit de son côté : « Les Tigres ont été aveuglés par la brillance du jeu de Brive. » Et, conclut l'auteur de l'article : « S'il y a un meilleur club dans le monde que Brive, qu'on me le dise et qu'on me le ramène ! »

Melbourne : neuvième titre majeur pour Pete Sampras

L'AMÉRICAIN PETE SAMPRAS a remporté les Internationaux d'Australie, dimanche 26 janvier, à Melbourne en battant Carlos Moya en moins d'une heure et demie (6-2, 6-3, 6-3). L'Espagnol, passé de la 25^e à la 9^e place mondiale, s'est déclaré fatigué après avoir réussi des résultats impressionnants pendant deux semaines. Pour parvenir en finale, il avait battu les deux finalistes 1996, Boris Becker et Michael Chang. Devant Pete Sampras, il n'a pu développer son jeu de fond de court et n'a pu trouver suffisamment d'énergie pour rendre ses volées incisives. Sampras, lui, a estimé que cette victoire était physiquement la plus dure qu'il avait connue : « Avec la chaleur et les balles molles et lourdes, ce tournoi a été particulièrement épuisant », a-t-il expliqué. Grâce à cette neuvième victoire dans un tournoi du grand chelem, il se rapproche du record du Suédois Björn Borg qui, avec onze titres, détient le plus grand nombre de victoires majeures dans l'ère du tennis « open » commencée en 1968. Pour Sampras, « ce sont sur les titres en grand chelem que se base et se juge une carrière ».

Patinage artistique : grand chelem russe aux championnats d'Europe

LES CHAMPIONNATS d'Europe de patinage artistique et danse sur glace se sont achevés samedi 25 janvier au palais omnisport de Paris-Bercy sur un sans-faute russe : après les victoires chez les messieurs d'Alexei Ourmanov, chez les couples de Marina Elstova et Andrei Bouchkov, et en danse d'Oksana Grishuk et Evgeni Platov, Irina Slutskaya s'est imposée chez les dames. Un tel grand chelem est une première dans l'histoire du patinage. Mais cette domination n'est pas forcément un gage de succès lors des championnats du monde qui vont se disputer mi-mars à Lausanne, particulièrement chez les dames. Si Irina Slutskaya a aisément reconquis son titre à grands renforts de sauts, le sens de la chorégraphie lui fait encore trop cruellement défaut. Quant à ses dauphines, la Hongroise Krisztina Czakó (deuxième) et l'Ukrainienne Yulia Lavrenchuk (troisième), efficaces mais peu gracieuses, elles se sont hissées sur le podium faute de concurrence. Le magnifique programme libre de la Russe Maria Butyrskaya, grande favorite de l'épreuve, n'a pas suffi à compenser un programme technique catastrophique.

DÉPÊCHES

■ **HIPPISME** : « Abo Volo » remporte le Prix d'Amérique. Le trotteur normand, âgé de neuf ans, a enlevé nettement, dimanche 26 janvier à Vincennes, le Prix d'Amérique. Grand favori d'une épreuve considérée comme l'une des plus importantes au monde, il a battu le record chronométrique de l'épreuve, courant sur le pied de 1 m 14 s 6 au kilomètre.

■ **ATHLÉTISME** : Philippe Lambin a été élu président de la Fédération française d'athlétisme (FFA), samedi 25 janvier. Il succède à Jean Pocobut. Jusqu'ici président de la Ligue Nord-Pas de Calais et vice-président délégué de la FFA chargé du partenariat et de la communication, M. Lambin entend renforcer les structures des clubs, définir précisément le statut des athlètes d'élite et « proposer des services répondant aux attentes des pratiquants ».

■ **BASKET** : l'entraîneur français Michel Gomez a été remercié par les dirigeants du club grec de basket-ball du PAOK Salonique. L'ancien technicien de l'équipe de France et de Pau-Orthez, qui avait pris en charge l'équipe grecque au mois de septembre 1996, paie les mauvais résultats enregistrés par le PAOK depuis le début de la saison, et notamment l'élimination en 8^e de finale de la coupe Korac face aux Italiens de Benetton Trévise. Il sera remplacé par le joueur américain Scott Kyles. (AFP)

■ **BOKE** : Hachin Cherifi a conservé son titre de champion d'Europe des poids moyens, en battant aux points, le Croate Branko Sobot, samedi 25 janvier à Stuttgart en Allemagne. Le Français compte désormais vingt-trois victoires, un nul et une défaite à son palmarès. (AFP)

■ **SKI ALPIN** : Mario Reiter s'est imposé dans le slalom de Kitzbühel, dimanche 26 janvier. L'Autrichien a devancé l'Italien Alberto Tomba et le Norvégien Finn-Christian Jagge. Le grand favori de l'épreuve, Thomas Sykora, déjà auteur de cinq victoires en slalom cette saison, termine septième. Le Français Sébastien Amiez est sorti dans la première manche. A Cortina d'Ampezzo, l'Italienne Deborah Compagnoni s'est imposée dans le géant pour la troisième fois consécutive. C'est la première fois de sa carrière qu'elle s'impose dans son pays.

■ **COMBINÉ NORDIQUE** : Fabrice Gny a remporté, dimanche 26 janvier, au Brassus, en Suisse, le Championnat de France de combiné nordique. Vainqueur de l'épreuve de saut, samedi 25 janvier, à Chaux-Neuve (Doubs), le champion olympique de 1992 a également réalisé le meilleur temps de la course de fond de 10 km. Sylvain Gullhaugen, tenant du titre, a été disqualifié dans l'épreuve de fond pour avoir couru sans dossard. (AFP)

Le ministère de la jeunesse et des sports bientôt au Quartier latin

LES SERVICES du ministère de la jeunesse et des sports, actuellement installés en location dans la tour Olivier-de-Serres dans le XV^e arrondissement de Paris, devraient éménager, dans le courant du deuxième semestre 1998, dans l'ancien immeuble de Hachette à l'angle des boulevard Saint-Germain et Saint-Michel, dans le VI^e arrondissement. Les négociations permettant à l'Etat de se rendre propriétaire de ces locaux situés au cœur du quartier latin sont sur le point d'aboutir. Après d'importants travaux d'aménagement, les 500 agents du ministère disposeront d'environ 17 000 m² de bureaux. Le ministère accueillera aussi, dès 1998, sur 2 000 m², le Musée national du sport, qui devrait quitter prochainement ses actuels locaux au Parc des Princes (environ 800 m²).

Carl Lewis prendra sa retraite en juin à Houston

L'AMÉRICAIN CARL LEWIS, l'homme aux neuf médailles d'or olympiques aujourd'hui âgé de 35 ans, a confirmé, lors d'une conférence de presse, dimanche 26 janvier à Sydney, au surprenant de la 7^e place sur 100 m à Auckland (Nouvelle-Zélande) dans le fort modeste temps de 10 s 76, qu'il courrait en compétition pour la dernière fois de sa carrière en juin à Houston, la ville où il réside. « Beaucoup de gens m'encouragent à continuer, mais j'ai l'intention de participer à ma dernière course à Houston (Texas) en juin », a déclaré « King » Carl, qui s'est ensuite engagé à faire mieux à la prochaine réunion de Sydney, lundi 27. « J'avais dit à Auckland que j'aurais un chrono situé quelque part entre le record du monde et 11 secondes, et mes prétentions se sont avérées exactes », a ajouté ensuite avec humour Carl Lewis. « Physiquement, je pourrais encore continuer trois ou quatre ans, mais le mental s'en va avant les jambes », a ajouté, plus sérieux, Lewis qui a précisé qu'après sa tournée d'adieux il envisageait de s'investir dans les organisations caritatives. (AFP)

051 711 47

THÉÂTRE Le Berliner Ensemble traverse une crise depuis que Martin Wuttke a démissionné du poste d'intendant le 4 décembre 1996. Ce grand comédien, qui a triomphé

dans *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, n'a pas réussi à imposer son plan de restructuration du théâtre fondé par Bertolt Brecht en 1949. ● MARTIN WUTTKE met en

cause Barbara Schall-Brecht, la fille et héritière du dramaturge, qui selon lui nuit à l'indispensable renouveau de la tradition, en imposant des vues strictes sur la façon de

mettre en scène l'œuvre dramatique de son père. ● MIROIR de l'ex-RDA, dont il a épousé l'évolution, le Berliner Ensemble est aujourd'hui victime de son histoire.

Alors que l'Allemagne s'apprête à fêter, en 1998, le centième anniversaire de la naissance de Brecht, il n'arrive pas à trouver sa place dans Berlin réunifié.

L'irrésistible déclin du Berliner Ensemble

Après la mort de Heiner Müller et la démission de Martin Wuttke, la scène fondée par Bertolt Brecht s'enfonce dans une crise liée à l'héritage de la RDA et au mythe encombrant de son inventeur

BERLIN
de notre envoyée spéciale
Que va devenir le Berliner Ensemble ? La question est posée depuis que, le 4 décembre 1996, Martin Wuttke a démissionné du poste d'intendant. Son mandat aura été le plus court de l'histoire de la scène fondée par Bertolt Brecht : moins d'un an. Pourtant, quand il avait été nommé, le 26 janvier 1996, Wuttke avait suscité beaucoup d'espoir. Jeune (trente-quatre ans), grand comédien, esprit vif et fédérateur, il avait entre les mains de quoi raviver le théâtre du Schiffbauerdamm. Mais il a dû jeter l'éponge, mis à mal par un k.o. technique face à l'histoire.

A l'extérieur du théâtre, le Sénat n'a pas soutenu financièrement ses projets, sur lesquels il s'était pourtant engagé. Sans cet argent, Martin Wuttke ne pouvait pas mener à bien son projet ambitieux de restructuration du Berliner Ensemble. A l'intérieur du théâtre, le jeune intendant a dû affronter les résistances d'une partie de la troupe qui n'acceptait pas Einar Schleef, son metteur en scène mentor. Par ailleurs, il n'a pas réussi à trouver un terrain d'entente avec Barbara Schall-Brecht, la fille de Bertolt Brecht, héritière de ses droits pour l'Europe. Ce conflit, fondamental puisqu'il porte sur l'artisticité, a beaucoup compté dans la démission de Martin Wuttke. Il met au jour un problème récurrent et intrinsèque au Berliner Ensemble : comment faire vivre l'œuvre de Brecht dans un théâtre qui lui est indissociablement lié ?

CORTÈGE DE FANTÔMES

Le Berliner Ensemble n'est pas, aujourd'hui, le seul grand théâtre européen en crise. A Milan, le Piccolo Teatro est lourdement menacé par la remise en cause de son fondateur, Giorgio Strehler, que certains politiques voudraient bouter hors de la scène qu'il dirige depuis 1949. Les coups portés aux théâtres de Berlin et Milan témoignent d'une période où le goût d'abattre les statues ne s'embarrasse pas de



considérations artistiques. Mais, dans le cas du Berliner Ensemble, l'histoire, avec son cortège de figures, de morts et de fantômes, pèse de tout son poids dans la crise. Heiner Müller, qui dirigea le théâtre de 1991 à sa mort en 1995, pose parfaitement le problème dans la dernière pièce qu'il ait écrite, *Germania 3*. Outre Hitler et Staline, on y voit une foule de personnages qui ont compté dans le siècle allemand : Rosa Luxemburg, Ernst Thälmann, Walter Ulbricht, Goebbels, Lénine, Trotski. Heiner Müller les fait se rencontrer, en mêlant le temps et les dates : ce sont des gens privés d'ancrage, des spectres qui errent dans les ruines de l'histoire. Bertolt Brecht les rejoint au cours d'une scène qui se passe après sa mort, au Berliner Ensemble. Tandis qu'un metteur en scène et un comédien discutent de la façon de monter *Coriolan*, il fait

entendre sa voix : « De moi ils diront : "Il a fait des propositions. Nous ne les avons pas acceptées. Pourquoi l'aurions-nous fait ?" Voilà ce qui doit être écrit sur ma tombe. »

Le poids de l'héritage, le choc de l'histoire. C'est de ces deux maux que souffre le Berliner Ensemble. La crise qui l'agite aujourd'hui vient de loin. Fondée en même temps que la RDA, en 1949, la scène de Bertolt Brecht et de son épouse, la comédienne Hélène Weigel, s'est construite selon les mêmes principes que l'Allemagne de l'Est : contre le nazisme, pour une société nouvelle. Elle a dû s'accommoder de l'évolution de la RDA à l'intérieur du bloc soviétique, ce qui n'a pas été facile. Tant que Bertolt Brecht était en vie, il a insufflé sa prodigieuse force créatrice au Berliner Ensemble, qu'il a par ailleurs protégé de trop d'immixtions du

régime. A la mort du dramaturge, en 1956, Hélène Weigel a repris les rênes. L'Etat lui a dit : « Si tu ne peux pas maintenir le niveau, ferme le théâtre. » Hélène Weigel a maintenu l'Ensemble, en reprenant des mises en scènes de Brecht.

La question de l'avenir du Berliner Ensemble s'est donc posée très tôt. Puis elle a été complètement et volontairement oubliée. Les trois années - de 1971 à 1974 - pendant lesquelles Ruth Berghaus a succédé à Hélène Weigel, cherchant à réviser le répertoire brechtien, n'ont constitué qu'une parenthèse dans l'histoire du théâtre. Après 1974, il est devenu une vitrine officielle du régime, avec des représentations figées et un Brecht momifié. Cela a duré jusqu'à la chute du mur de Berlin, en 1989. Alors l'histoire a rouvert ses plaies. Comme par un fait exprès, le Berliner Ensemble est situé tout à côté de la Friedrich-

strasse qui, du temps du mur, était un des points de passage de la frontière. Cela en fait un symbole grevé d'une double malédiction : celle de la face sinistre de la RDA et celle de la sanctification de Brecht. Pour remédier à ces problèmes, le Sénat de Berlin a décidé, en 1990, de faire souffler un vent nouveau sur le Berliner Ensemble, en lui confiant une direction collective, avec cinq intendants venus de l'Est et de l'Ouest : Peter Palitzsch, Fritz Marquart, Heiner Müller, Peter Zadek et Matthias Langhoff. L'idée était joyeuse mais absurde. Cinq, cela faisait trop de monde pour un théâtre et trop peu d'espace pour l'ego de chacun. En 1994, le dramaturge Heiner Müller a pris seul la direction artistique du Berliner Ensemble. Avec un atout majeur : une assez grande crédibilité pour se permettre l'insolence vis-à-vis du mythe brechtien. C'est lui qui a mis en scène *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, le seul spectacle du BE qui ait fait un triomphe dans les dernières années. Mais Heiner Müller est mort (le 30 décembre 1995) avant d'avoir eu le temps de poser sa marque. Il avait fait de Martin Wuttke, qui jouait Arturo Ui, son héritier spirituel.

COQUILLE VIDE

Quand il a pris ses fonctions, Wuttke a posé une question qui a beaucoup fait sourire : « Comment avoir une vie érotique avec des fantômes ? » Ce n'était pas qu'une plaisanterie. Quarante-huit ans après sa fondation, le Berliner Ensemble ressemble à une coquille vide peuplée de spectres. Aujourd'hui encore, la cantine du théâtre est meublée des chaises et tables qu'avait choisies Hélène Weigel. Dans la salle, la croix rouge que Bertolt Brecht avait peinte sur l'aigle impérial trônait au-dessus d'une loge rappelle aux spectateurs le message politique de la fondation. A l'extérieur, le paysage urbain subit les bouleversements liés à la réunification de Berlin, à deux pas du cœur historique, la Potsdamer Platz.

Ainsi, le bâtiment du Schiff-

De l'argent, peu de public

Le Berliner Ensemble est doté d'une subvention de 120 millions de deutschemarks (400 millions de francs), qui va être portée à 240 millions de DM en 1998. Y travaillent à plein temps 160 personnes, dont 37 comédiens permanents. Parmi ceux-ci, vingt sont originaires de l'ex-RDA. Les autres viennent de l'ex-RFA. Le salaire mensuel des comédiens varie de 3 000 DM pour les plus jeunes à 8 000 ou 9 000 DM pour les plus anciens.

La fréquentation du Berliner n'est pas glorieuse : 65 % de taux de remplissage en 1996. De plus, ce chiffre ne tient pas compte du fait qu'un spectacle comme *La Résistible ascension d'Arturo Ui* de Bertolt Brecht (mise en scène par Heiner Müller et jouée par Martin Wuttke) remplit la salle à chaque représentation, tandis que la plupart des autres productions se donnent devant des parterres clairsemés.

bauerdamm témoigne de l'inscription du théâtre dans la ville où s'inscrit l'histoire allemande du siècle. C'est sa force, et son drame. Qui aujourd'hui voudrait du Berliner ? Un nouvel intendant devrait être nommé avant fin mars. Mais aucun grand nom ne figure pour l'instant parmi les candidats. Il faudra du temps pour que le Berliner Ensemble retrouve l'énergie et le désir indispensables à son renouveau : le temps d'appropriser les fantômes. Au cours des dernières décennies, le mythe de Bertolt Brecht est devenu sentimental, et son œuvre intouchable. Si le Berliner Ensemble ne les réactive pas, s'il se contente de représenter les pièces de Brecht dans le strict respect du souvenir, il est condamné pour longtemps à n'être qu'un musée.

B. S.

La gardienne du temple

BERLIN
de notre envoyée spéciale
Entrer chez Barbara Schall-Brecht, c'est ouvrir un vieux roman allemand. Une gouvernante introduit le visiteur, des gâteaux à la manière de Brême attendent sur

PORTRAIT

Barbara Schall-Brecht, la fille de l'auteur le plus joué en Allemagne avec Shakespeare

la table d'une vaste pièce, haute de plafond et habitée de tant de meubles, tableaux, livres et objets qu'on se croirait dans un musée. D'ailleurs, cet appartement est un musée : Bertolt Brecht le remplit de son souvenir à travers sa fille. Voix forte, affirmée, Barbara Brecht se livre au jeu de l'entre-

tien, « uniquement parce que vous venez de France, précise-t-elle, et que la France aime beaucoup mon père. »

Barbara Schall-Brecht est née en 1930. Elle a passé la majeure partie de son enfance et de son adolescence hors d'Allemagne - au Danemark, en Finlande et aux Etats-Unis, où sa famille émigra pour fuir le nazisme. Elle avait dix-neuf ans quand son père et sa mère, la comédienne Hélène Weigel, sont venus dans la toute nouvelle République démocratique allemande pour fonder le Berliner Ensemble. « A ce moment-là, mon père est devenu Brecht-der-Dichter, le grand poète reconnu. Mais pour moi cela ne changeait pas grand-chose. Les rôles dans la famille étaient déjà établis. »

En 1956, Bertolt Brecht meurt à cinquante-huit ans. « Personne ne s'était attendu qu'il disparaîsse si jeune. Il laissait beaucoup de documents, dans lesquels il fallait mettre de l'ordre. Maman s'en est chargée. Moi j'ai mené mon corré de octrice, je me suis mariée, j'ai élevé mes enfants. Tout était normal jusqu'à la mort de maman, en 1971. » Depuis, Barbara Schall (du nom de son mari, comédien) veille sur un trésor : l'héritage artistique de Brecht, qu'elle partage avec son frère Stephan, installé aux Etats-Unis.

PAS DE MÉLANGE

Dès qu'il s'agit d'aborder la question des droits, Barbara Brecht se raidit. Au point d'en devenir surprenante. Si, d'aventure, le visiteur lui demande combien de demandes lui sont faites, chaque année, pour des mises en scène de pièces de Brecht, elle ré-

pond : « Aucune. » En clair : toutes passent par les éditeurs allemands et français - c'est à dire l'Arche et Suhrkamp. « Je veux seulement contrôler le nom du metteur en scène et des comédiens qui jouent les deux rôles principaux. »

Pour certains grands théâtres, comme le Berliner Ensemble, les discussions ont lieu sans intermédiaire. Cela ne les empêche pas d'être après. Barbara Schall a des idées arrêtées sur la fidélité envers l'œuvre : « On peut joindre des coupes, mais j'interdis de mélanger des textes de Brecht entre eux, ou avec des textes d'autres auteurs. »

« MÉCHANCETÉ »

Cette femme déterminée sait qu'elle n'a pas que des amis dans le milieu du théâtre. Elle le dit : « Vous ne devez pas oublier qu'il y a une campagne d'une méchanceté particulière envers moi depuis dix, quinze ans. On veut me rendre responsable de la situation du Berliner. Même Wuttke est parti en disant que je ne lui avais pas donné les droits. C'est faux. Il avait des options pour neuf pièces. Mais il n'a répondu à aucune des lettres où je lui demandais ce qu'il allait faire. »

Martin Wuttke, intendant du Berliner Ensemble de janvier à décembre 1996 (lire l'entretien ci-contre), a joué près de cent fois *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, dans la mise en scène de Heiner Müller. Pour chaque représentation, Barbara Schall-Brecht a reçu du Berliner Ensemble 6 000 deutschemarks (20 000 francs). Brecht est avec Shakespeare l'auteur le plus joué en Allemagne.

B. S.

Martin Wuttke, intendant de janvier à décembre 1996

« Il faut pouvoir mettre Brecht en question »

« Vous avez été nommé intendant du Berliner Ensemble en janvier 1996. Moins d'un an plus tard, le 4 décembre, vous avez donné votre démission. Pourquoi ? »

« Il y avait trop de difficultés et d'incertitudes. Je m'étais donné cinq ans pour changer progressivement l'Ensemble. Je voulais recruter de jeunes comédiens et modifier les structures. Le Berliner pourrait fonctionner avec moins de personnel. Jusqu'à la chute du mur, c'était un théâtre d'Etat, où tous les postes avaient plusieurs titulaires. En RDA, ça n'avait aucune importance, le chômage n'existait pas. Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente. Au moment de ma prise de fonction, je m'étais entendu avec le sénateur à la culture de Berlin. J'étais parti d'un préalable : avoir la sécurité pour pouvoir conclure des contrats de plusieurs années avec des gens de valeur. Mais les décisions étaient sans cesse repoussées. »

« Par ailleurs, quand on travaille dans un théâtre qui est lié à Bertolt Brecht, il est nécessaire d'avoir accès à ses œuvres. Je suis parti de l'idée que je pourrais m'entendre avec ses héritiers. Cela a été de plus en plus problématique, et, à la fin, c'est devenu impossible. »

« Sur quels points étiez-vous en conflit avec Barbara Schall-Brecht, la fille de Bertolt Brecht ? »

« Ce n'était pas un problème personnel. Je n'ai rien contre cette femme. Mais nous avions des conceptions théâtrales inconciliables. Si je suis directeur artistique du Berliner et que je ne peux pas imposer mes vues sur le plateau, je dois m'en aller. Au début, j'ai espéré

contourner l'obstacle. Puis j'en suis venu à l'idée qu'il faudrait faire un éclat pour montrer que l'œuvre de Brecht appartient à tous. On pourrait par exemple prendre une pièce que personnellement je trouve très intéressante, *La Décision*, sans en avoir les droits, et l'on organiserait une représentation où l'on en viendrait à ce que la police intervienne sur scène. On pourrait aussi travailler à la manière de Brecht, c'est-à-dire choisir une thématique, puis improviser. Au lieu de monter *Sainte Jeanne des obéissants*, on ferait écrire une *Sainte Jeanne de Berlin* par un jeune auteur. Ce serait beaucoup plus conforme aux intentions de Brecht que d'apporter un soin mal entendu à la conservation de la tradition. »

« Il y aurait évidemment une alternative : confier le Berliner aux héritiers de Brecht. C'est un choix, ce n'est pas le mien. Je pense qu'il faut revoir la question des droits. C'est un conflit tout à fait moderne. Tant qu'il n'est pas réglé, le Berliner ne peut se renouveler. Ce théâtre n'est pas seulement la scène fondée par Brecht et Hélène Weigel. C'est un organisme vivant. »

« D'après vous, à quand remonte la crise du Berliner Ensemble ? »

« Elle est très ancienne. Elle vient du fait que le Berliner a été créé pour un artiste et un metteur en scène - Brecht - dans des conditions sociales déterminées et avec une idée précise de ce qu'il devait être et faire. Cette unité politique et artistique s'est perdue. Si l'on veut la remplacer par une autre, il faudrait détruire ce qui a été construit.

Mais on ne peut pas d'un côté dire qu'on pense avec la tête de Brecht, et de l'autre faire un théâtre complètement différent ou nouveau. »

« Cela veut dire que le Berliner ne peut pas être un théâtre comme les autres ? »

« Non. C'est un théâtre d'élite, même si actuellement le mot n'est pas à la mode. Du temps de Brecht, le Berliner était anti-élite dans sa relation au public, et élitiste sur le plan artistique. C'était véritablement l'archétype d'une scène d'artiste. C'est pour cela que ce n'est pas un théâtre comme il y en a des centaines d'autres en Allemagne. Mais, aujourd'hui, le Berliner vit sans perspectives, tant du point de vue politique que de sa position artistique dans une ville comme Berlin. »

« Pensez-vous que ce théâtre puisse disparaître ? »

« C'est impossible. Le problème vient du fait que personne ne veut fermer le Berliner et que personne ne sait ce qu'il faut en faire. Tout le monde voudrait qu'il soit sensationnel, qu'on y joue Brecht, Müller, et qu'il soit toujours plein. Pour ça, il faut pouvoir mettre Brecht en question, l'intégrer au contexte actuel et oser dire que certains aspects de son œuvre sont dépassés. La parole écrite n'est pas une chose sainte. Elle doit être travaillée. Brecht lui-même le disait. Ce que je reproche à Barbara Brecht, c'est de penser que les mots sont intouchables. Tant que cette situation perdure, le Berliner n'a pas d'avenir. »

Propos recueillis par
Brigitte Salino

MUSIQUE
THEATRE
PARIS
SAMEDI 1^{er} FÉVRIER 17H
MIDORI violon
ROBERT McDONALD piano
KREISLER - FLAGELLO - ENESCO - FRANCK
2 PL DU CHATELET 01 42 74 22 77

Armand Gatti présente à Sarcelles

trois « tentatives d'opéra » sur le refus et la résistance

L'homme de théâtre mêle son histoire à celle de Jean Cavaillès, mathématicien fusillé par les nazis

Armand Gatti présente à Sarcelles du 28 au 30 février, et en trois lieux différents, *L'inconnu n° 5 du Fosse des fusillés du Pentagone d'Arras*, une œuvre déclinée en trois opéras, résultat visible de neuf mois de travail sur place. Autour de la figure de Jean Cavaillès, mathématicien fu-

sillé par les nazis, on retrouve la poétique de l'auteur, mêlant mécanique quantique, Histoire et épisodes personnels.

L'INCONNU N° 5 DU FOSSE DES FUSILLÉS DU PENTAGONE D'ARRAS, d'Armand Gatti. Sarcelles, RER Garges-Sarcelles. Opéra probable : le 28 à 19 heures et le 30 à 20 h 30. Gymnase Kergomard, avenue Auguste-Perret. Opéra supposé : le 29 à 10 heures (suite à 14 heures), salle André-Malraux, rue Taillepié. Opéra possible : le 29 à 20 heures, salle Pablo-Neruda, 4, avenue Paul-Valéry. Hommage à Evariste-Gallois : le 30 à 18 heures, collège Evariste-Gallois. Réservation obligatoire au tél. : 01-48-70-00-76 ou 01-48-59-80-64.

Les trois opéras ou « tentatives d'opéra » présentés par Armand Gatti durant trois jours à Sarcelles représentent la partie émergée d'un travail de neuf mois sur place. Un patient travail de taupier. A son habitude, Gatti a constitué avec ses stagiaires, « bouillottes » apprentis et aguerris, ses plasticiens et ses scénographes, sa « tribu » et ses relais, un réseau complexe de galeries mentales imprévisibles. Y transite, par des corps formés au long feu et au chant, la poétique chère à l'auteur qui mêle mécanique quantique et Histoire à quelques épisodes de sa vie. Les opéras chantent leur union en mots, en voix, en esprit dans l'idée de résistance autour de la figure du mathématicien Jean Cavaillès, fondateur du réseau Cohors et fusillé par les nazis.

Ces trois opéras ne fument que le tiers de l'œuvre et valent « promesse d'un opéra de trente jours », affirme Gatti. Leur titre exact, qu'il faut lire au long, pour bien prendre en compte le refus de la norme assumé par l'auteur est : *L'inconnu N° 5 du Pentagone des fusillés de la*

prison d'Arras, octes probables avec les rapports bouleversés de l'objectif et du subjectif, les interactions (bouleversées elles aussi) du visible et de l'inobservable, de l'information et de son caillou d'incertitude. En même temps, octes possibles d'univers symétriques redéfinissent le langage qui nous vient du savoir, en sentinelles du dire, le long des barbelés paradoxaux de la connaissance. Un « titre » qui vaut pour l'ensemble des parties et pour chacune, pré-

Trente-six chapelles et une cathédrale

A l'imitation de Cavaillès, qui apportait au général de Gaulle à Londres une azalée, une statue représentant la France enchaînée, des photos de Chartres, un poème de Péguy et un almanach des provinces de France, Stéphane Gatti, fils d'Armand, a demandé à trente-six stagiaires les cinq dates les plus importantes de leur existence. Avec leurs images, leurs mots et leurs objets, il a transformé trente-six chapelles du foyer des jeunes travailleurs, en trente-six chapelles. Chacune dit : « Je résiste ».

A 200 mètres, un immeuble entier a été érigé en « cathédrale de la Résistance ». Aux étages supérieurs, les noms des 203 membres du réseau Cohors sont portés sur des étendards blancs. Au premier étage, s'alignent les héros de la résistance selon Gatti, de Sittling Bull à Ulrike Meinhof, de Bobby Sands à Che Guevara, de Jean Moulin aux Manonchian, de Farid Al-Din Attas à Baal Shem Tov. Les ex-voto des habitants de Sarcelles à la résistance (ao racisme, au sida) sont placés au rez-de-chaussée.

★ *Soft X, l'inconnu* : Foyer des jeunes travailleurs, 8-10 avenue Paul-Valéry. Est réel ce qui résiste, une cathédrale à la Résistance : 1-3-5, allée Mailloil, Sarcelles.

sentées in progress, comme l'état d'un travail en cours. Spectacle de leçons plus que leçons de spectacle.

SPECTACLE « SUSPECT »

Car le spectacle – probable, supposé ou possible – toujours « suspect » est présent à chaque instant dans ces répétitions générales d'une révolution à venir, mais dans celle, plus modeste et plus réelle,

tionnelle. Prévenant – ou prudent –, Gatti a déjà inclus le spectateur dans son opéra. Celui-ci a ses délégués (cinq), plutôt malvoyants et mal-entendants, souvent à côté des choses, débordés par ce qui se passe, mais qui, dans leurs interrogations, « opportent l'Histoire ».

L'opéra probable, le plus achevé des trois, est celui qui est joué entre poème drama-

matique et messe. Jean Cavaillès (dont les initiales sont J.C.) meurt en défendant une certaine idée de résistance. Il est célébré comme une autre forme d'Esprit saint – laïque –, dont les acteurs appelleraient l'incarnation. La science serait le corps et la poésie le sang de cette tentative de communion. Et Gatti poserait les repères d'une dramaturgie-liturgie de nouveau type. Ses acteurs sont tout sauf des personnages. Ils se présentent comme des intermédiaires soumis au verbe, à ses symétries appuyées, et la course de leurs corps est conçue comme une versification dans l'espace. Tout d'est pas musique, mais tout doit être entendu comme tel. Gatti distribue aux spectateurs le texte de l'opéra comme autant de partitions à suivre. Comme pour permettre à chacun d'entrer dans le chœur.

Cette célébration du refus (refus d'un théâtre psychologique, refus d'un théâtre d'action et de caractères, refus « de créer une illusion ») ouvre à une démarche poétique de connaissance, dans les mutations de personnages-mots, de personnages-concepts, de personnages-particules. Si l'œuvre de Gatti s'apparente à quelque théâtre, c'est au théâtre médiéval. A cela près que sa Passion de Jean Cavaillès ne serait pas selon Armand Gatti, dans la mesure où elle est aussi celle de l'auteur. Qu'il y aurait une forme de partage ou de reconnaissance mutuelle entre les deux résistants. Qu'ils entonneraient ensemble, avec les vivants et les morts, la litanie qui ébranle les murs de la salle de spectacle pour qu'advienne un théâtre de résistance à Sarcelles et ailleurs : « Que la cathédrale soit ! »

Jean-Louis Perrier

John Adams dénonce « la haine de la culture » aux États-Unis

Concert triomphal à Manchester du compositeur américain le plus joué du moment

SLOMINSKY'S EARBOX. CONCERTO POUR VIOLON, HARMONIELEHRE, de John Adams. Kurt Niskanen (violin), Orchestre Hallé, John Adams (direction), le 23 janvier, Bridgewater Hall, Manchester.

MANCHESTER de notre envoyé spécial. John Adams ne semble pas avoir connu l'humiliation pénible de ces applaudissements qui retombent si vite qu'il faut l'oblation de quelques aficionados pour les faire durer au moins jusqu'au moment où l'auteur vient saluer. D'abord, le compositeur américain le plus joué du moment

La médiocre acoustique du Bridgewater Hall

Paris et Londres l'ont rêvé, Manchester l'a fait. La ville de résidence de l'orchestre fondé par Sir Charles Hallé s'offre, sous renforts de fonds publics, une immense salle de 2 400 places, cannelée, acier et or. On passera sur la moquette des foyers, inspirée des Aymphères de Claude Monet, sur les « sculptures » rose bonbon qui courent en cascade sur le mur, le long des bastinages des deux mezzanines. Ce qui « passe » moins, c'est l'acoustique. Le compromis retenu, entre le plan « boîte à chaussures » (Minskivern de Vienne) et la disposition en « vignobles » (Philharmonie de Berlin) donne une acoustique très réverbérée, floue, où les cuivres et les bois couvrent les cordes dans les fortes, où les timbales font disparaître en avant. Pour les oreilles peu pointilleuses, le volume sonore y est une joie certaine. En septembre 1996, Le Sacre du printemps de Stravinsky y avait perdu ses os. Un mouvement lent de Bruckner y sera probablement mieux accueilli.

est sur le podium, car il dirige sa propre musique, prenant jusqu'à douze semaines par an sur son planning de compositeur pour ce faire ; ensuite, le triomphe est immense, à Manchester, et pas seulement parce qu'il fait fête à ses cinquante ans.

Entendre *Harmonelehre* (1985), vaste triptyque symphonique empruntant son titre à Schoenberg, est une expérience étonnante. Malgré les carences acoustiques du Bridgewater Hall (lire ci-contre), on y entend l'extrême stabilité de l'orchestration, la répartition presque magique des plans sonores dans un spectre large, respirant pleinement : une ligne de contrebasses, une ligne de cuivres, une grande ligne, longue et lyrique, de violons, quelques motifs vifs et légers des bois et du reste des cordes, saupoudrés de quelques percussions et nimbés d'un halo de synthétiseur. Ces « ingrédient » sont la signature du son adamsien, de ses assemblages raffinés allo Ravel.

Dans le même temps, Adams est capable de concevoir une sonorité rugueuse, incisive, presque trash, comme dans le dernier mouvement de sa *Symphonie de chambre* (1992). « Je ne suis pas catalogable, et j'ovoue ne jamais penser ma musique en termes de « stratégie » artistique. Je préférerais sans doute, comme Steve Reich par exemple, suivre un chemin directionnel, ou de nouveaux éléments viendraient collement transformer le langage, dans une logique très réprochable. Mais je ne peux m'empêcher d'effectuer des angles droits, des volte-face, des « choses défendues ». Il est vrai que, depuis quelques temps, je me suis concentré sur des pièces vives, virtuoses, parfois irrévérencieuses ; cette période s'achèvera provisoirement avec la composition de mon concerto pour piano, Century Rolls. Ensuite, j'écrirai un oratorio, pour 1999, probablement sur les textes apocryphes des Ecritures. Ceci dit, je ne me sens pas cou-

pable de donner du plaisir ou public... »

En France, Adams est souvent attaqué par des connoteurs qui ne connaissent pas de lui que deux ou trois pièces. Mais la résistance vient aussi de certains musiciens. On se souvient des mines consternées de la plupart des membres de l'Ensemble Intercontemporain, jouant de manière ostensiblement distante la musique trop « sonnante » du Californien. « Ce sont d'excellents musiciens, mais cela a été une expérience difficile. Je crois que j'ai été invité pour des raisons politiques et non musicales : on voulait faire entrer « le diable » dans l'orthodoxie boulangère, signifier une ouverture d'esprit et de répertoire. Moi, je ne veux jouer qu'avec des musiciens qui m'aiment pour ce que je suis musicalement, pas pour ce que je représente : celui du London Sinfonietta, de l'Orchestre Hallé à Manchester, de l'Ensemble Modern à Frankfurt ou du Schöenberg Ensemble, à Amsterdam... Je suis qu'en France, du moins à Paris, on m'oppose toujours à Pierre Boulez. J'aime certainement mieux sa musique qu'il n'aime la mienne, mais je n'ai pas envie d'être récupéré « contre » Boulez, cela n'a pas de sens. La seule chose que je ne comprends pas chez lui, c'est l'obstination dans une conception très élitiste de la musique du XX^e siècle, où Sibelius, Chostakovitch et Britten – sans parler du jazz, de la chanson, du rock – sont mis d'index. C'est tout. »

Si le premier mouvement du Concerto pour violon (1993) est d'une abstraction presque austère, si *Sloiminsky's Earbox*, sa dernière pièce, ultravirtuose et très stravinskienne (les carrures de la « Danse sacrée » y sont évoquées), mêle les repères minimalistes (la construction d'une séquence sur un matériau « minimal » d'alto solo) et postromantiques (grandes phrases, accords somptueux), John Adams ne répute pas à frôler le style de Paul Anka, dans les songs de soo-

troisième ouvrage lyrique, *I Was Looking At The Ceiling And Then I Saw The Sky* (donné à Bobigny la saison dernière) ou celui de Paul McCartney pour son nouveau concerto pour clarinette, dont la création française aura lieu à l'automne, par... l'Ensemble Intercontemporain.

« En France, on m'oppose toujours à Pierre Boulez. J'aime certainement mieux sa musique qu'il n'aime la mienne »

Les rappeurs pourraient danser sur *Scratchband* (1996), les raves diffuser sans peine les titres « planants » de *Hoodoo Zephyr*. « Il est vrai que je me suis toujours senti proche de la musique dite populaire, j'ovoue même que mon rêve serait de réussir quelque chose pour le Broadway de cette fin de siècle. *I Was Looking At The Ceiling And Then I Saw The Sky* tend vers cela, mais il y a quelque chose qui ne fonctionne pas. La trame dramatique n'est peut-être pas assez perceptible et le public de Broadway n'a peut-être pas envie d'entendre ce qui se passe dans les milieux défavorisés de Los Angeles... Aujourd'hui, nous vivons une période très difficile aux États-Unis. L'économie prospère mais les aides à la culture n'ont jamais été si basses. Il y a quelque chose de terrible dans ce vaste pays. C'est la haine de l'intelligence, de la culture ; regardez le couple Clinton. On aime chez lui ce côté solide, plein de bon sens. Elle, c'est une femme très intelligente, très intellectuelle, et 80 % de l'Amérique la déteste pour cela même... »

Renaud Machart

VOUS CHERCHIEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57

Devenez manager d'entreprises culturelles

attaché(e) de presse, relations publiques

IC.COM propose des cycles de formation courts et longs encadrés par les meilleurs professionnels ouverts aux étudiants et salariés.

Institut de la Culture, de la Communication et du Management

(IC.COM) 11, bd Magenta, 75010 Paris - T. 01.42.40.42.83

CONCERTS

CHATELET

MERCREDI 29 JANVIER 12H45

Pedro Burmester, piano

SCHUMANN, CHOPIN

Location 01 40 28 28 40

MERCREDI 29 JANVIER

VENDREDI 31 JANVIER

LUNDI 3 FÉVRIER - 20 heures

AUDITORIUM DU LOUVRE

I. GOLAN, piano

S. MINTZ, violon

M. HAIMOVITZ, violoncelle

Beethoven

Intégral des trios avec piano

Places 130 F, 85 F, 50 F (01-40-20-51-86)

CHATELET

Igor Stravinsky

Le Rossignol

Natalie Dessay,

Wendy Hoffmann,

Wolfgang Bünthe,

Jean-Luc Chaignaud,

Franz Hawlata,

Askar Andrasakov,

Hélène Perraguin

Orchestre de Paris

Arnold Schoenberg

Pierrot lunaire

Christine Schäfer

Ensemble Intercontemporain

Direction musicale,

Pierre Boulez

Mise en scène,

Stanislas Nordey

DU 30 JANVIER AU 9 FÉVRIER

Location 01 40 28 28 40

CHATELET

VENDREDI 31 JANVIER 12H45

Michel Béroff, piano

Jean-François Heisser, piano

STRAVINSKY

Location 01 40 28 28 40

1^{er} FÉVRIER - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Katja

SKANAVI

piano

Debussy - Franck-Schumann

Tél. rés. : 01-49-53-05-07

PIANO ****

Beethoven

4 sonates pour piano

Maurizio

POLLINI

12 février

op.31 n°1 / n°3

op.31 n°2 "Tempête"

op.53 "Waldstein"

Beethoven

5 concertos pour piano

Alfred

BRENDEL

Academy of St Martin

in the Fields

Sir Neville Martin

4 fév : n°1 op.15 et n°4 op.58

5 fév : n°2 op.19 et n°3 op.37

7 fév : n°5 op.73 "Empereur"

PLEYEL : 01.45.61.53.00

OPERA

PARIS

Récital

Debussy

Véronique Dietschy,

soprano

Philippe Cassard, piano

3 février - 20 h

Amphithéâtre-Bastille

01 44 73 13 00

3 FÉVRIER 1997 - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Katia

RICCIARELLI

soprano

Ensemble LE VIVALDIANE

Corelli-Vivaldi

Tél. rés. : 01-49-53-05-07

OPERA

PARIS

de Falla

Debussy-Schoenberg

Debussy

Par les musiciens de

l'Orchestre de l'Opéra

4 février - 20 h

Amphithéâtre-Bastille

01 44 73 13 00

cité de la

musique

Quatuor Borodine

Chostakovitch, Schubert

7 février < 20h

Part de Piano

réservations

01 44 84 44 84

cité de la

musique

Marc Minkowski, direction

Les Musiciens du Louvre

Pergolèse, Süssak Mozart

Casas de Mondoville,

Buffalo

9 février < 16h30

Part de Piano

réservations

01 44 84 44 84

24 FÉVRIER 1997 - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Sumi

JO

Soprano

Tél. rés. : 01-49-53-05-07

27 FÉVRIER ET 3 MARS - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Montserrat

CABALLE

Scarlatti - Pergolèse - Donizetti...

le 3 avec Montserrat Martí

Tél. rés. : 01-49-53-05-07

Les Zig'Zinzin fêtent Bourvil

Le duo aborde un répertoire peu connu et surprenant du chanteur-comédien



LE DUO Les Zig'Zinzin (Eric Gallet et Bertrand Rivola) abordent avec fantaisie et talent de comédiens (qu'ils sont) les répertoires de la chanson française, évoluant toujours avec sursis entre le rire et le tragique. Après le cinéma des années 30 ou la Belle Époque, leur fôte à Bourvil emmène vers une face peu connue, surprenante, du comédien-chanteur. Ainsi interprètent-ils une quinzaine de chansons réalistes, de ballades poétiques ou de bêtises désopilantes qu'ils font vivre grâce à la mise en scène de Patrice Perrault. On vit les Terrassiers, *Houpetta la Bella* ou *Nous n'irons pas à Calcutta*, on est

ému par *Pas d'chance*, *Le Ptit Poison rouge*, qui a des accents presque cruels, par des raretés comme *Qui donc eût dû ?* ou *Candide*. L'accordéoniste Frédéric Deschamps est un complice plus qu'un simple accompagnateur. La soirée se termine par un pot-pouri d'les Organs, *La Tactique du gendarme*, *Salade de fruits*... mais ce sont d'abord ces petites perles inconnues qui méritent le déplacement.

★ Point-Virgule, 7, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. M^{re} Hôtel-de-Ville. 20 heures, les lundi et mardi, jusqu'au 25 février. Tél. : 01-42-78-67-03. 80 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

François Kilian (piano)
Formé au Conservatoire de Paris, puis en Allemagne, François Kilian a remporté tout jeune le Prix des conservatoires allemands. Aujourd'hui, il enseigne et donne des concerts. Pianiste sensible, délicat, il n'est pas de ceux qui veulent épater le public, mais le couvrir à une soirée intimiste, même si son jeu peut, à l'occasion, éblouir par son brio. Œuvres de Weber, Liszt et Ravel. *Salle Gaveau*, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^{re} Miromansu. 20 h 30, le 28. Tél. : 01-49-53-05-07. De 95 F à 300 F.

Cheux et orchestre
Paris-Sorbonne
Bruckner : *Symphonie n° 3*, *Messe en mi mineur*. Jacques Grimbirt (direction). On fait de la musique à la Sorbonne, certes pas au niveau des plus grands formateurs, mais Grimbirt sait faire des programmes, exhumant à l'occasion des œuvres rares (ce n'est pas le cas cette fois-ci) et toujours emmener ses troupes vers la victoire.

Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, Paris 5^e. M^{re} Saint-Michel. 20 h 30, le 28. Tél. : 01-42-62-71-71. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 165 F.

Emmylou Harris
Reine de Nashville sans céder aux tics des cow-boys de pacotille, Emmylou Harris a souvent prêté sa voix magnifique aux grands *sangwriters* du rock. Son électrisme l'a amenée à collaborer récemment avec le producteur Daniel Lanois pour un album, *Wrecking Ball*, aventureux et ondulé. *Bataclan*, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^{re} Voltaire. 20 heures, les 27 et 28. Tél. : 01-47-00-55-22. 165 F.

Mundy
Rodés dans les rues de Dublin, les chansons de Mundy, solide esprit du rock irlandais, se parent du lyrisme d'une *Celtic soul* propre à la verte Éirinn. Jusqu'à atteindre parfois une grandiloquence coupable. *Pigall's*, 77, rue Pigalle, Paris 9^e. M^{re} Pigalle. 20 h 30, le 27. Tél. : 01-46-27-82-83. 121 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ADIOS !
Film français de Nicolas Joffin (1h 30). UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re}. Raciné Odéon, 6^e (01-43-26-19-68) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Montparnasse, 14^e (01-43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

BRIGANDS, CHAPITRE VII
Film franco-germano-italien-suisse d'Otto Josselin (2h 09). VO : Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Montparnasse, 6^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LES COULEURS DU DIABLE
Film français d'Alain Jessia (1h 30). Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Montparnasse, 14^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Montparnasse, 6^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

EAU DOUCE
Film français de Marie Vermillard (52). Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49). EN ROUTE VERS MANHATTAN
Film américain de Greg Mottola (1h 29).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Montparnasse, 14^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Montparnasse, 6^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LAYLA MA RAISON
Film turcien de Tahier Louhichi (1h 30). VO : Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-19-09) ; Reflet Médias II, 5^e (01-43-54-42-34) ; L'Entrepre, 14^e (01-45-43-41-63).

QUANO LE SOLEIL DEVINT FROID
Film d'Yim Ho (1h 39). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

LA RANÇON (*)
Film américain de Ron Howard (1h 58). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ;

Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Bretagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Montparnasse, 14^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

SARAKA BO
Film français de Denis Amar (1h 25). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

TIRÉ À PART
Film français de Bernard Rapp (1h 30). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 6^e (01-46-33-79-38) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Rotonde, dolby, 6^e ; George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-80-77-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10). TOUT DOIT DISPARAITRE
Film français de Philippe Muryl (1h 35).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; George-V, THX, dolby, 8^e ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (01-43-87-35-43) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Montparnasse, dolby, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Majeur, dolby, 16^e (01-43-24-46-24) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) ; réservation : 01-40-30-20-10.

(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LE MONDE

ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

LUNDI 27 JANVIER

Le Comte Ory
De Rossini. Rockwell Blake (le comte Ory), Philippe Georges (Raimbaud), Annick Massis, Lilliana Faraon (la comtesse), Paul Gay, Alfonso Echeverria (le gouverneur). Ensemble orchestral da Paris, Chœur de l'Opéra-Comique, Rito Sacconi (direction), Eric Vigile (mise en scène). Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^{re} Richelieu-Drouot, 19 h 30, les 27, 28 et 30 janvier et les 1^{er} et 3 février. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 490 F.

Huguette Dreyfus (clavessin)
Œuvres de Rameau, Bach et Scarlatti. Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M^{re} Rue-Montmartre, 20 h 30, le 27. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F.

MARDI 28 JANVIER

Société des vents de Montréal
Poulenc : *Le Bal masqué*, Harsanyi ; *L'Histoire du petit tailleur*, François Castang (rétractant), Lionel Peintre (baryton).

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^{re} Solferino, 12 h 30, le 28. Tél. : 01-40-49-47-17. 70 F.

A sa veuve, Ensemble l'itinéraire
Musique de Lévinas, sculptures de Toti, sikas, Technique IRCAM.

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-Pantin, 14 heures et 15 h 30, le 28 ; 15 heures et 16 h 30, le 29. Tél. : 01-44-64-44-84. Entrée libre.

MERCREDI 29 JANVIER
Pedro Burmester (piano)
Schumann : *Fantasie pour piano*. Chopin : *Préludes* op. 28. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, 12 h 45, le 29. Tél. : 01-40-28-28-40. 50 F.

Itamar Golan (piano), Shlomo Minz (violin), Matt Haimowitz (violoncelle)
Beethoven : *Trois pour piano*, violon et violoncelle.

Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1^{re}. M^{re} Louvre, Palais-Royal, 20 heures, les 29 et 31 janvier et le 3 février. Tél. : 01-40-20-52-29. 130 F.

QUATRO ROSAMOND
Œuvres de Mozart, Chostakovitch et Beethoven. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^{re} Miromansu, 20 h 30, le 29. Tél. : 01-49-53-05-07. De 95 F à 200 F.

JEUDI 30 JANVIER

Le Rossignol, Pierrot lunaire
Stravinsky : *Le Rossignol*. Schoenberg : *Pierrot lunaire*. Christine Schäfer (rétractant), Natalie Dessay (le Rossignol), Wolfgang Bütten (le pêcheur), Jean-

Schubert : *Offertoire « Intende voci »*, *Lieder*, messe D 950. Marie-Noëlle de Callata (soprano), Martina Bort (mezzo-soprano), Robert Chafin, Jan Kabanow (ténor), Cornelius Hauptmann (basse), Kammerchor Stuttgart, Frieder Bernius (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{re} Alma-Marceau, 20 h 30, le 31. Tél. : 01-49-52-50-50. De 90 F à 390 F.

Beatrice Crenoble
Œuvres de Clément, Prey, Hersant et Grandval. Péniche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris 8^e. M^{re} Jaurès, Louis-Blanc, 21 heures, le 31 janvier et le 1^{er} février. Tél. : 01-43-49-08-15. De 100 F à 120 F.

La Chaux-de-Fleur
De Johann Strauss. Francis Dudziak, Catherine Dune, Brigitte Lafon, Lionel Peintre, Jacques Perroni, Rodolphe Brian, Jean-Louis Meunier, Sortie d'artistes, Patrice Caurier, Moshe Leiser (mise en scène).

Œuvres (32)
De Gémus, 49, avenue Georges-Clemenceau, M^{re} Bourgo-la-Reine, 20 h 45, le 31 janvier et le 1^{er} février. Tél. : 01-46-61-36-67. 140 F.

SAMEDI 1^{er} FÉVRIER

Ensemble InterContemporain
Œuvres de Nurnes, Schoeller, Campana, Wishart, Harvey, Jarrell, Varèse, Romitelli, Donatoni, Carter, Francesconi et Xenakis. Donatoni, Michel-Denis (soprano), Emmanuelle Ophélie (flûte), Didier Pateau (hautbois), Dimitri Vassilakis (piano), Technique IRCAM, Pascal Rophé (direction).

IRCAM, 1, place Igor-Stravinsky, Paris 4^e. M^{re} Rambuteau, 15 heures, 16 heures, 17 heures, 18 heures et 19 heures, les 1^{er} et 2 février. Tél. : 01-42-78-48-16. Entrée libre.

Midot (violin), Robert McDonald (piano)
Kreiser : *Prélude et allegro dans le style de Pugnani*, Enesco : *Sonate pour piano n° 3*, Flaggio : *Décadence* op. 54, Franck : *Sonate pour violon et piano*.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^{re} Châtelet, 17 heures, le 1^{er} février. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.

Ensemble Itinéraire
Gawazzi : *Rötenraum*, Markes : *Tarabust*, Mitsel : *Isme Ede*, Strasnoy : *Une nonne sur la cordes raide*, Daniel Kawka (direction).

Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-Pantin, 11 heures, le 1^{er} février. Tél. : 01-40-40-46-46. Entrée libre.

DIMANCHE 2 FÉVRIER

Concert Electroacoustique
Mantovani : *Double jeu*, Paysage nocturne, Hertz : *Création*. Fuente : *Les Brettes*, Markes : *Jeux de langage*, Gilles Tressos (saxophone), Marc Zerguine (batterie), Laurent Cuniot (direction).

Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-Pantin, 11 heures, le 2 février. Tél. : 01-40-40-46-46. Entrée libre.

ROCK

Carey Bell
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^{re} Châtelet-d'Eau, 20 h 30, le 29. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Kat Onoma
Pigall's, 77, rue Pigalle, Paris 9^e. M^{re} Pigalle, 20 h 30, les 29, 30 et 31 janvier et le 1^{er} février. 110 F.

3 Couleurs Red
Le Divan du Monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. 20 h 30, le 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 94 F.

Heshstones
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie 10), Paris 13^e. M^{re} Place-d'Italie, 20 h 30, le 30. Tél. : 01-53-79-00-11. De 80 F à 100 F.

Union Vocal Johnson
& the Bovall Dub Band
Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende, 20 h 30, le 1^{er} février. Tél. : 01-45-13-19-19. 100 F.

Mush, Sleepers, Mary's Child, Décha d'en face
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Ruy-Gallagher, 20 h 30, le 1^{er} février. Tél. : 01-69-43-03-03.

CHAMSON

David McNeil
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^{re} Opéra, Madeleine, 20 h 30, le 27. Tél. : 01-47-42-25-49. De 160 F à 220 F.

Gemma Allwright
Théâtre des Déchargeurs-La Bohème, 3, rue des Déchargeurs, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, 20 h 30, le 27. Tél. : 01-42-36-00-02. 100 F.

Les Mémorialis
Point-Virgule, 7, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. M^{re} Hôtel-de-Ville, 21 h 15, les 27 et 28. Tél. : 01-42-78-67-03. 80 F.

Georges Chelon
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^{re} Sentier, 20 heures, les 28, 29, 30 et 31 janvier et les 1^{er}, 4, 5, 6, 7 et 8 février. Tél. : 01-42-36-37-27. Location Fnac, Virgin, 90 F.

Henri Tachet
Théâtre de Dix Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris 18^e. M^{re} Pigalle, 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 janvier et les 1^{er}, 4, 5, 6, 7, 8 et 11 février, jusqu'au 15 février. Tél. : 01-46-06-10-17. 140 F.

Giovanna Mariel
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^{re} Abbesses, 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 janvier et le 1^{er} février. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.

Dany Brillant
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^{re} Opéra, Madeleine, 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 janvier et le 1^{er} février ; 17 heures, le 2 février. Tél. : 01-47-42-25-49. De 140 F à 220 F.

Sauvage
Théâtre Marigny, Carré Marigny, Paris 8^e. M^{re} Champs-Élysées-Clemenceau, 21 heures, les 28, 29, 30 et 31 janvier et les 1^{er}, 4, 5, 6, 7, 8 et 11 février ; 17 heures, les 2 et 9 février, jusqu'au 30 mars. Tél. : 01-42-35-20-74. Location Fnac, Virgin. De 120 F à 150 F.

M^{re} Châtelet, 22 heures, le 27. Tél. : 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. De 50 F à 78 F.

Jean-Loup Longnon, Nicolas Montier
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, 22 heures, le 28. Tél. : 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. De 50 F à 80 F.

François Cornéloup Trio
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, 22 heures, le 29. Tél. : 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Fred Brunet Quartet
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, 22 h 30, les 29 et 30. Tél. : 01-42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

Patrick Gauthier Group
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, 22 heures, le 30. Tél. : 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Eric Le Lann Quartet
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, 22 h 30, le 31 janvier et les 1^{er} et 3 février. Tél. : 01-42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

David Lyth
Diederik Wissels Quartet
Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^{re} Rambuteau, 20 h 30, les 1^{er}, 2, 3 et 4 février. Tél. : 01-53-01-96-96. De 80 F à 110 F.

Jacques Labanière, Jean-Jacques Avenel
Le Regard du Cygne, 210, rue de Belleville, Paris 19^e. M^{re} Place-des-Fêtes, Télé-graphie, 17 heures, les 2 et 9 février, jusqu'au 9 mars. Tél. : 01-43-58-55-93. Entrée libre.

The Zwinul Syndicate
Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende, 20 h 30, le 29. Tél. : 01-45-13-19-19. 100 F.

Hans Koch, Martin Schütz, Freddy Studer
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 29. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

VRAC
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 17 heures, le 2 février. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Une sélection à Paris et en Ile-de-France
Daniel Lartieu, William Forsythe, Daniel Lartieu : *Delta*, William Forsythe : *Hypothetical Stream*. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^{re} Châtelet, 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 janvier et le 1^{er} février. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 28 JANVIER 1997

RADIO Après quinze ans d'existence, NRJ est parvenue à se hisser au deuxième rang des radios, derrière RTL et devant France-Inter et Europe 1. ● « RO-

BINET À MUSIQUE » selon ses détracteurs, la radio constitue désormais un groupe solide, qui affiche 93 millions de francs de bénéfices. Elle vient de modifier

ses statuts en vue de son développement. ● LA RECETTE du succès de Jean-Paul Baudécroux, le créateur de NRJ, tient à une approche marketing des goûts du

public et à un fort investissement promotionnel. ● L'EXPANSION du groupe passe par l'international. En France, elle s'accommode mal de la régulation du secteur radio-

phonique par le CSA. Jean-Paul Baudécroux avait engagé contre celui-ci, début décembre 1996, un bras de fer qui a précipité la fin de la loi Carignon.

NRJ joue le marketing contre la réglementation

Deuxième station française après RTL, le groupe de Jean-Paul Baudécroux affiche une santé insolente et tente de se développer sur l'international. Il s'accommode mal de la régulation du secteur radio en France, comme en témoigne son conflit avec le CSA

MAUVAIS GARÇONS nu fins stratégies ? Les responsables de la radio NRJ savent en tout cas se faire remarquer. Les bons résultats financiers qu'ils viennent de publier juste après avoir défilé le CSA révèlent leur moutée et puissance dans le paysage radiophonique.

Après quinze ans d'existence, cette radio musicale est parvenue à se hisser au deuxième rang, derrière RTL et devant France Inter et Europe 1. Elle affiche un bénéfice de près de 93 millions de francs, et vient de transformer ses statuts en société à directeur et conseil de surveillance pour leur faire appel à « des personnalités qui contribueront par leur notoriété et leur expérience au développement du groupe ». Dans le même temps, dans le conflit qui l'oppose au CSA, elle mobilise ses auditeurs pour qu'ils harcèlent le standard

du premier ministre et à ses visiteurs elle offre un disque compact intitulé *Ben Mon Cochon* !

« C'est une belle aventure. Créer une radio est la réalisation d'un vieux rêve. Depuis longtemps, je suis fasciné par ce média », commente, faussement modeste, Jean-Paul Baudécroux, président de NRJ. Dans les années 70, ce fan de *La Famille Duranton*, le célèbre feuilleton de Radio Luxembourg, aimait la radio au point de se contenter de porter le Nagra d'un de ses copains d'Europe 1. Après quelques essais infructueux de création d'une station, notamment dans une île anglaise, il profite de la libéralisation des ondes en 1981 pour lancer NRJ. Avec quelques bénévoles, il s'installe dans 25 mètres carrés, rue du Télégraphe, près des Buttes-Chaumont. Aujourd'hui, son bureau fait presque la même surface, mais il est au centre d'un bâtiment situé dans un quartier censé du 16^e arrondissement. NRJ a dépensé 200 millions de francs pour racheter cet immeuble à la firme Total et le transformer en une cage blanche et transparente. Équipé d'une technologie très moderne, il abrite dix-huit studios. Trois cents des mille personnes employées par le groupe y travaillent.

En 1996, le groupe NRJ, qui commercialise aussi Chérie FM et Rire et Chansons, a réalisé un chiffre d'affaires de 854 millions de francs, en progression de 20 % par rapport à l'année précédente, et revendiqué 7,8 millions d'auditeurs. Homme de marketing, Jean-Paul Baudécroux n'offre à ses auditeurs ce qu'ils aiment entendre. Grâce à un système de sondage auprès d'un panel de deux cents personnes - qui lui

enlève 10 millions de francs par an -, il suit à la trace la manière dont le public perçoit un nouveau produit musical, en fonction des tranches d'âge. Ensuite, il suffit de diffuser les disques ainsi testés aux heures où le public qui les apprécie nuvre son transistor. « C'est un robinet à musique. Ils ne prennent aucun risque. Pour se faire connaître, NRJ ne lésine pas sur les dépenses. Du patinage de numéros d'artistes et de manifestations sportives au partenariat de films à succès, le groupe a dépensé 140 millions de francs en 1996.

Côté publicité, les responsables de NRJ s'efforcent d'empêcher sur les généralistes, qu'ils estiment « surinvesties ». En 1996, le chiffre d'affaires publicitaire des radios a progressé de 0,7 %. NRJ et Chérie FM ont été en baisse de 15 % et 12 %, alors que

RTL, Europe 1 et RMC ont toutes regressé. Pour se développer, NRJ doit séduire un public plus âgé et à plus fort pouvoir d'achat. « Pour les 25-49 ans, on se close devant Europe 1. On souhaite que la moitié de nos auditeurs aient moins de 50 ans. Car, il est nécessaire d'avoir une image jeune pour attirer les cinquantaines et plus », précise un responsable du groupe.

VOLONTÉ D'EXPORTATION
Un autre axe de développement du groupe est l'« exportation du modèle ». « Cela se passe un peu plus lentement que nous l'espérons », reconnaît Alain Weill, directeur financier. Implanté en Suisse, Allemagne, Belgique et Suède, le groupe accuse 50 millions de francs de pertes sur l'international. En revanche, son activité de diffusion, sous la bannière de la Sngetec, qui diffuse 450 radios parmi lesquelles RFM, RTL 2 et Nostalgie, a vu son chiffre d'affaires croître de 23 % et son résultat d'exploitation passer de 2 à 7 millions de francs.

Au point où il se situe, NRJ s'accommode mal de la régulation du secteur radiophonique. C'est justement dans le souci de rentabiliser son réseau Rire et Chansons que NRJ a fait son coup de force de décembre. Quinze stations disséminées sur le territoire reprennent alors ce programme sans suivre la procédure légale. Face à la mise en demeure du CSA de cesser cette diffusion, NRJ mobilise ses auditeurs et les humoristes qui se produisent sur ce réseau. Ses cocoruits crient au cnap de force. « Ils savent admirablement exploiter les faiblesses de la société française », commente Philippe Labro, vice-président de RTL. D'autres stig-

Françoise Chivot

Objectif : publicité locale

Les responsables du groupe NRJ lorgnent sur la publicité locale. Pour eux, commerçants, artisans, et autres restaurants des petites villes représentent autant d'annonceurs potentiels. S'y implanter permettrait de capter un marché estimé à 5 milliards de francs, actuellement entre les mains de la presse gratuite. Pour l'instant, NRJ réalise dans ce secteur 600 millions de francs de chiffre d'affaires.

Alain Weill, directeur financier de la station, repousse l'objection selon laquelle un trop grand développement de la publicité radiophonique risquerait d'obérer les recettes de la presse quotidienne régionale. « Plus les supports sont nombreux, plus le marché s'élargit », estiment les responsables de NRJ. Au CSA, on n'est pas persuadé de l'« élasticité » totale de ce marché.

Création d'un bouquet numérique gouvernemental en Espagne

PLUSIEURS MÉDIAS ont constitué, vendredi 24 janvier, une plateforme de programmes numériques sous la houlette de Telefonica (télécommunications) et avec la participation, notamment, de la télévision publique espagnole (RTVE) et du groupe mexicain Televisa. Telefonica - entreprise semi-publique, en voie de privatisation complète - aura 35 % des actions de la société, et RTVE et Televisa 25 % chacun. La décision de mettre en œuvre ce projet gouvernemental de bouquet satellitaire avait été prise au mois de novembre, avec la participation du groupe privé Antena 3. Mais, un mois plus tard, celui-ci s'associait à un autre projet de plate-forme, formé par Canal Plus Espagne et TV3 de Catalogne, suscitant la colère du gouvernement espagnol (*Le Monde* du 8 janvier).

Celui-ci a annoncé, vendredi 24 janvier, la prochaine adoption d'un règlement sur le secteur audiovisuel, notamment en ce qui concerne les décodeurs de la télévision payante, dont l'homologation technique dépendrait désormais de l'exécutif. Le journal *El País*, partenaire du projet privé, affirme, samedi 25 janvier, que le gouvernement veut « empêcher par décret le fonctionnement de la plate-forme numérique de Canal Plus ».

DÉPÊCHES
■ **TÉLÉVISION** : Leo Kirch aurait exigé le remplacement de Bernd Kundrum, directeur de la chaîne cryptée allemande Premiere, selon *Der Spiegel*. L'hebdomadaire affirme que Canal Plus et Bertelsmann - qui ont chacun 37,5 % du capital, Kirch en détenant 25 % - ont apporté leur soutien à M. Kundrum. Bertelsmann et Leo Kirch sont en conflit ouvert pour le contrôle du marché de la télévision payante en Allemagne. (AFP.)

■ **PRESSE** : le quotidien *Le Midi libre* n'a pas paru dimanche 26 janvier, en raison d'un mouvement de grève dans ses services techniques. Le *Midi libre* (170 718 exemplaires de diffusion totale payée en 1995), dont le siège est à Montpellier, est diffusé dans tout le Languedoc-Roussillon et en Aveyron.

■ **MAGAZINES** : le groupe britannique EMAP vient de reprendre le mensuel *Golf Magazine* (41 356 exemplaires en diffusion totale payée) au groupe BC (éditions Bernard Chevry). EMAP possède déjà *Golf Europe* (20 013 exemplaires) et quatre titres en Grande-Bretagne : *Golf*, *World*, *Golf Weekly*, *For* et *Golf Industry News*.

■ **PUBLICITÉ** : le premier groupe publicitaire français, Havas Advertising, a été condamné le 13 janvier, par le tribunal de commerce de Paris, à payer 85 millions de francs à six banques (BNP, Arja, Caisse des dépôts, Franc, CNP et Crédit national). Le groupe était en litige avec ces six institutions financières, actionnaires minoritaires de l'agence RSCG avant que celle-ci ne fusionne fin 1991 avec Eurocom pour donner naissance à Euro-RSCG, devenue Havas Advertising. Le litige portait sur une « soule » de 85 millions de francs, prévue lors de cette fusion, et dont Havas Advertising contestait la validité (*Le Monde* du 21 juin 1996). Le groupe publicitaire se refuse à tout commentaire sur ce jugement.



Réalisez le rêve de Ted : redonnez-lui un soutien-gorge.

BATES FRANCE
agence de publicité

Quand on s'appelle Ted Bates et qu'on a travaillé sur Playtex, Gerbe et Le Bourget, c'est qu'on a une petite expérience dans le domaine de la lingerie. Alors si vous voulez en profiter, appelez Violaine Sanson-Tricard au 01 44 09 59 59.

051 7 11 47

Le journal des milieux d'affaires, « Nihon Keizai », s'alarme de la baisse de la natalité et des risques désastreux qu'elle risque d'avoir sur la vie économique

Philippe Pons

■ Si les instances officielles américaines ne l'autorisent pas à

peut pas renoncer à gouverner, sauf à perdre toute crédibilité, c'est-à-dire tout avenir. En cas de victoire, même de justesse, elle devra gouverner avec de nombreux handicaps, le pire étant de devoir absolument démontrer en quelques mois qu'il est possible de faire autrement, et beaucoup mieux, qu'Alain Juppé. Il est interdit de décevoir pour le Parti socialiste et ses alliés au risque d'une tragédie politique. La porte est à ce point étroite pour la gauche qu'elle s'apparente à un trou de souris. (...) Le chef de l'Etat est de ceux qui pourraient s'en satisfaire, si tant est que sa préoccupation principale soit d'être réélu en 2002.

symboles :
 « Le Monde
 Multimédia ».

ଅନ୍ତରାଳ

Numéro rouge

par Pierre Georges

ENFIN, une bonne initiative ! Les autorités de Pékin viennent de mettre à la disposition du peuple un numéro de téléphone vert. Ou rouge comme l'on préfère. Cette ligne téléphonique, du genre 3615 délation politique, aura une fonction et une seule : dénoncer les violations de la morale ou le style de travail incorrect des journalistes chinois.

Un présentateur de la télévision d'Etat qui ne court guère le risque d'être politiquement incorrect a ainsi énoncé : « doit-on dire à l'ennemi ? » la charte des « six critères » du « bon journaliste ». Le bon journaliste, « ingénieur de l'âme » selon la définition du parti, « doit être de tout cœur avec le peuple ». D'où les cinq autres critères : « Assumer son rôle de direction de l'opinion. Respecter la Constitution et les lois. Respecter la vérité de l'information. Respecter le style correct et pur de travail. Et maintenir l'esprit d'unité ».

Le bon journaliste sait, d'instinct et de devoir, faire le tri entre les bonnes et les mauvaises nouvelles. La bonne nouvelle est au bon journaliste cette seconde nature qui évite tout malentendu et toute déviation. La mauvaise nouvelle va au mauvais journaliste comme l'eau à la rivière. Le tri est donc assez aisé « sous le contrôle du Parti communiste et du peuple ».

Tout article méritant grand éloges devra ainsi être signalé par le biais du public aux autorités afin de connaître une diffusion à la mesure de ses mérites. Tout article n'ouvrant pas dans le bon sens, celui de la « stabilité politique » et du « bonheur des masses », pourra et devra être dénoncé. Afin notamment que le « contrôle social » se charge de

remettre son auteur dans le droit chemin de son sacerdoce, le service de « la civilisation spirituelle socialiste ».

Ainsi va la vie de la presse en Chine. Selon Reporters sans frontières, dix-huit journalistes y sont plus précisément remis dans le droit chemin. C'est-à-dire en prison. Ils ne sont pas les seuls, tant dans le monde entier, la tentation chinoise de mettre les mots et le verbe au service du pouvoir, est largement partagée.

Prenons la Russie et la télévision d'Etat dans son périlleux et permanent exercice d'intox sur la santé de Boris Eltsine. Prenons Belgrade et la performance jouée des médias officiels à faire à la rue ce que la rue vit, fait et voit depuis des semaines. Prenons l'Algérie et la presse d'opposition, sommée de garder le silence ou de sous-estimer l'ultra-violence que le peuple algérien subit au quotidien. Et ainsi de suite, car la liste est longue des pays où il n'est de bonne presse qu'aux ordres. Et, hélas ! parfois pire, de bons journalistes qu'emprisonnés ou morts.

Ce n'est évidemment pas le cas en France. Même si parfois on peut s'interroger sur les velléités « chinoises » de quelques ultras qui confondraient volontiers télévision publique et voix du pouvoir, la presse est libre. Sans numéro vert. Sans autre « contrôle social » que celui exercé par son lectorat ou par son audience. Sans autres lois que celles la régissant et celles protégeant les libertés individuelles. La presse est libre, certes dans les limites de sa survie économique, mais elle l'est. Ce n'est pas une nouvelle, dirait-on. Voire.

Le gouvernement algérien veut renforcer son contrôle sur la presse

Pour Lionel Jospin, « la France ne doit pas rester silencieuse »

BRAVANT une interdiction officielle, une cinquantaine de personnes, conduites par les signataires de l'appel pour la paix, se sont rassemblées, dimanche 26 janvier à Alger, pour déposer une gerbe à la mémoire des victimes d'un attentat à la voiture piégée commis il y a une semaine et qui a fait 21 morts selon le bilan officiel et 42 selon la presse. Les autorités avaient bloqué la circulation aux abords du quartier central de Belcourt, en vue d'empêcher le groupe, conduit par Mouloud Hamrouche, le chef de file du courant rénovateur du Front de libération nationale (FLN, l'ex-parti unique) et le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Seddik Dabbali, d'atteindre le lieu même de l'attentat.

La veille, une centaine de manifestants, dont une majorité de femmes, avec à leur tête l'une des figures du mouvement féministe, Khalida Messaoudi, s'étaient réunies dans ce même quartier pour une « Algérie libre et démocratique ».

Accusant certains journaux d'amplifier le nombre des victimes ou parfois même d'inventer des actes terroristes là où ils ne sont pas survenus, le ministère de l'Intérieur a adressé une sévère mise en garde à la presse, samedi 25 janvier. L'Etat ne « saura tolérer davantage toutes les dérives » de certains titres de la presse qui font « le jeu de la propagande terroriste », a prévenu le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. En pratique, « l'information sécuritaire » est régie depuis 1994 par un arrêté qui stipule qu'en matière de « terrorisme » seules peuvent être publiées les informations de source officielle. Une nouvelle loi sur l'information est en préparation.

Alors que de nouvelles tueries attribuées aux islamistes ont porté à plus de 250 le nombre de morts depuis le début du Ramadan, l'allocution du président Zeroual, prononcée vendredi soir, continue à susciter des réactions opposées dans la classe politique algérienne. La promesse d'exterminer le « terrorisme » faite par le

chef de l'Etat a séduit le FLN ainsi que l'Alliance nationale républicaine (ANR). Son président, l'ancien premier ministre Redha Malek, a vanté le « discours ferme » du président Zeroual tout en ajoutant qu'il « aurait dû faire un appel plus direct à la population pour qu'elle s'organise ». Le Parti du renouveau algérien (PRA), représenté au gouvernement, appelle de son côté à « des actes concrets pour remédier aux faiblesses du dispositif sécuritaire ».

Applaudi par les « éradicateurs », le discours présidentiel a été, à l'inverse, sévèrement jugé par l'opposition. A la fois adversaire du régime et opposé à tout compromis avec les islamistes, le secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Saadi, a estimé que l'allocution du chef de l'Etat « venait fermer un peu plus le jeu politique ». Avec trois autres formations politiques, dont l'ancien Parti communiste, le RCD a appelé samedi à un « rassemblement des forces vives de la nation [pour relever] le défi du double péril que

représentent le projet intégriste et le système prédateur [du pouvoir] ». Favorable, lui, à une solution politique d'excluant pas l'extrême islamiste du salut (FIS), le Front des forces socialistes (FFS) a dénoncé un « discours de haine [qui va] dresser les Algériens les uns contre les autres ».

En France, le Parti socialiste a réagi officiellement aux événements algériens. Dans un entretien publié lundi dans le quotidien *Libération*, le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, estime qu'il serait « utile que le gouvernement français lance des consultations au niveau européen. La France doit lever le tabou, elle ne doit pas rester silencieuse, ni donner l'impression de soutenir inconditionnellement le pouvoir algérien », affirme M. Jospin. Se disant « pessimiste sur l'immédiat », le leader du PS juge que « aussi faibles soient les forces démocratiques algériennes, c'est là que se trouve une solution, une tueur d'espoir ».

Jean-Pierre Tuquet

Reprise à la Bourse de Paris

LA BOURSE de Paris était orientée à la hausse, lundi 27 janvier. Lors des premiers échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,52 % et s'appréciait encore de 0,17 %, à 2.474,36 points, à 12 h 15.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en forte baisse. L'indice Nikkei s'était inscrit en clôture eo repli de 2 %, à 17.334,90 points. Un haut responsable du ministère japonais des finances a affirmé que les opérateurs étrangers ne sont pas responsables de la chute des actions nippones.

Sur le marché des changes, le dollar était orienté à la hausse, cotant à 1.6350 deutchmark, 5,5125 francs et 119,20 yens. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, évoluait en léger repli : l'échéance mars cédait

10 centimes, à 130,22 points. La semaine sera marquée par la réunion, jeudi 30 janvier, du conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France. Certains analystes espèrent une baisse du taux des appels d'offres à cette occasion. Les opérateurs surveilleront aussi la publication de la croissance du produit intérieur brut américain au quatrième trimestre 1996, vendredi 31 janvier.

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
SÉANCE 12h30	2701 Times	Capitalisation	en %
Michelin	441341	1381401720	+0,45
Rhone-Poulenc A	650375	1198457270	+0,45
Ass-URP	338301	1169402930	+0,45
BP Amuland	164804	79121268	+0,45
Enx (Gie des)	131225	88477161	+0,45
B.N.P.	378253	878784430	+0,45
Total	166195	77088043	+0,45
Carrefour	19580	65341546	+0,45
Alcatel Alsthom	140782	644132140	+0,45

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT. 3615 LE MONDE

Cours relevés le lundi 27 janvier, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	17334,90	-1,23	-10,46
Hong Kong Index	13379,60	-1,70	-0,53
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
2701 Times	1381401720	+0,45	
Capitalisation	1198457270	+0,45	
1169402930	+0,45		
79121268	+0,45		
88477161	+0,45		
878784430	+0,45		
77088043	+0,45		
65341546	+0,45		
644132140	+0,45		

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BOF 3400	% 2701	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,3000	+0,08	325	349
Ecu	6,5380	+0,28	—	—
Etats-Unis (1 usd)	5,4895	+0,08	5,2100	5,8100
Belgique (100 fl)	16,3395	+0,07	15,8200	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	300,3400	+0,03	—	—
Italie (1000 li)	3,4550	+0,04	3,2100	3,7100
Danemark (100 kr)	68,3800	+0,11	67,2500	69,2500
Irlande (100 p)	8,8240	+0,05	8,4200	9,2600
Grèce (100 dr)	8,9450	+0,08	8,5800	9,4300
Israël (100 n)	2,1500	+0,04	1,8500	2,3500
Suède (100 kr)	76,2000	+0,03	71	81
Suisse (100 f)	390,5200	+0,04	375	405
Norvège (100 kr)	83,9100	+0,04	79	87
Autriche (100 sch)	47,9430	+0,04	46,4500	49,2500
Espagne (100 pes)	4,0005	+0,01	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc)	3,3700	+0,03	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,0702	+0,04	3,8000	4,4000
Japon (100 yen)	4,6313	+0,03	4,4500	4,7500

PARITES DU DOLLAR

2701 Times

FRANCOF : USD/DM - 1,6350

TOKYO : USD/YEN - 148,8000

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 2401	Taux	Taux
France	3,25	3,25
Allemagne	3	3,54
Grande-Bretagne	5,54	5,54
Italie	7,56	7,56
Japon	0,47	0,47
Etats-Unis	5,25	5,25

MATIF

Bolchéviques 2401	volume	dernier
Notionnel 10 %	13000	130,32
Mars 97	295	128,84
juin 97	295	128,84
sept. 97	12	127,84
déc. 97	—	—

Exceptionnel
Djinn Club 200 est un téléphone qui
vous permet d'envoyer et de recevoir des fax
depuis votre micro-ordinateur
lorsque votre micro est éteint. Djinn Club 200
stocke les fax reçus.
A découvrir absolument au salon
IT FORUM/COMDEX 97 du 3 au 7 Février 1997
Paris-Porte de Versailles. Hall 1 - Stand LM 74.

Djinn Club 200 est un téléphone haut de gamme doté d'un modem qui vous permet de téléphoner tout en recevant un fax. Il vous propose aussi l'accès à Internet. Venez le découvrir sur notre stand. Pour tout connaître sur Djinn Club 200 tapez 36 14 France Télécom ou www.francetelecom.fr



France Telecom

insondable
confiance



rien veut renforcer
ur la presse

pas rester silencieuse

CONJONCTURE
La Biélorussie
de plus en plus
isolée
page IV

IDÉES
Les leçons
de la crise
en Corée du Sud
page V

Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 28 JANVIER 1997

FORMATION
L'an VI
des Instituts
universitaires
professionnalisés
page VI

INITIATIVES

ANNONCES
CLASSÉES
de la page VII
à la page XIV

Insondable confiance

DOSSIER

La confiance, ça ne se décrète pas, ça se mérite !... le premier ministre Jacques Chirac, en juin 1986, ne croyait pas si bien dire. Une décennie plus tard - Jacques Chirac président - le moral des Français est en berne. Les indicateurs qui mesurent leur appréciation de la situation économique restent mauvais après avoir été catastrophiques. Tant l'indice Insee que Sociétal-BVA ont franchi, en décembre 1995 pour le premier, en octobre 1996 pour le second, des records de pessimisme. Mais, surprise, cette déprime ne se traduit pas dans les actes. Les ménages ont fortement réduit leur comportement d'épargne en 1996 et l'on parle déjà d'année record en matière de consommation (2,4 % en volume, la plus forte progression depuis 1990).

« C'est ce que j'appelle la schizophrénie des Français, remarque Christian de Perthuis, directeur général adjoint de Bipe conseil. Et l'on retrouve, sous une autre forme, cette déconnexion au niveau des entreprises. » Ainsi, selon l'indice mensuel de l'Insee, l'analyse que les patrons font de la situation économique ces derniers mois est toujours mauvaise en général, mais nettement meilleure lorsqu'elle s'applique à leur cas particulier, même si les investissements restent médiocres.

Est-ce à dire que confiance économique et conjoncture ne sont pas liées ? « Les indicateurs de confiance ne sont pas des anticipateurs, mais des rétroviseurs de conjoncture, poursuit Christian de Perthuis. Dans les périodes de retournement conjoncturel, il existe toujours un décalage entre l'appréciation de la situation et la conjoncture du moment. »

N'empêche, on n'avait pas enregistré une telle sinistrose depuis une dizaine d'années. Plus précisément

▼ **Catalyseur**
Les économistes traquent les secrets de ce ressort qui peut amplifier l'impact d'une politique... ou la bloquer

depuis l'automne 1984, à la suite du changement de politique économique des socialistes au pouvoir. Les promesses non tenues seraient-elles à l'origine des coups de déprime des Français ? Actuellement, c'est la politique d'assainissement des budgets publics et la hausse des prélèvements obligatoires qui accentuent le décalage entre leur perception de la situation et l'évolution conjoncturelle. « Les ménages estiment que la contraction budgétaire va se traduire par une diminution des filets de sécurité traditionnellement apportés par l'Etat », conclut l'analyste du Bipe.

Les économistes ne ménagent pas leur peine pour élucider les ressorts de la confiance en économie. Certains ont tenté d'évacuer cette notion embarrassante en réduisant les comportements économiques à de simples calculs d'intérêt. D'autres la placent au cœur des anticipations des agents économiques, dont découlent la réussite ou l'échec d'une politique. D'autres encore tentent de réconcilier confiance et rationalité, à l'instar de Christian Schmidt, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine. « La difficulté de la

confiance tient au fait qu'elle correspond à une connaissance de second degré, explique-t-il. Elle s'entend comme un jugement porté par le sujet économique sur l'information dont il dispose lorsqu'il prend sa décision. »

Protéiforme, cette notion recouvre des concepts très différents. A la suite du krach boursier d'octobre 1987, des enquêtes auprès des investisseurs ont cherché à déterminer les raisons de la panique. On leur proposa une liste de dix nouvelles pouvant être considérées a priori comme responsables du krach, raconte André Orléan, directeur de recherche au CNRS. Il y figurait des éléments comme la hausse des taux d'intérêt ou les déclarations pessimistes du secrétaire américain au Trésor à propos du dollar. Les investisseurs, tant individuels qu'institutionnels, mirent au premier rang, pour expliquer leur comportement massif de vente, la chute de 200 points du Dow Jones que connut la Bourse dès son ouverture, le lundi 19 octobre, et les chutes de prix à la fin de la semaine précédente.

En somme, l'effondrement de la confiance sur les marchés a sa propre logique, qui ne s'appuie pas forcément à court terme sur la réalité économique. « On est bien ici face à une dynamique endogène, poursuit André Orléan. La confiance des investisseurs ne porte que secondarment sur la politique ou la croissance économique. Ce qui compte pour eux, ou premier chef, ce sont les réactions prévisibles du marché. Vu la puissance des marchés, ils sont capables de rendre leurs croyances réelles. »

Martine Laronche
Lire la suite page 11

- Napoléon et les marchés financiers : de l'idylle au désamour p. 11
- Entretien avec André Orléan, directeur de recherche au CNRS p. 111
- Eurotunnel ou l'histoire d'une trahison p. 111
- Questions-réponses p. 111

CHRONIQUE par Claire Blandin Le social mondialisé

Economie globale, ravages nationaux ?... s'interrogeait récemment *The Economist* (18-24 janvier). « Chômage en France, crise en Corée du Sud. La faute à la mondialisation ? », se demandait à son tour *Courrier international* (23-29 janvier). Chômage, précarité de l'emploi, rigueur salariale, protection sociale remise en cause... les méfaits sociaux - réels ou supposés - de la mondialisation sont devenus l'obsession des salariés et de leurs gouvernements.

L'ouverture généralisée des économies à la concurrence internationale a déclenché - compétitivité et alignement des prix obligent - restructurations, libéralisation et déreglementation. Ces mouvements ébranlent le modèle social de chaque pays. En Allemagne et en France, l'Etat-providence et son coût trop élevé sont remis en cause, et une flexibilité accrue du marché du travail est réclamée par les chefs d'entreprise. Au Japon et en Corée du Sud, l'emploi à vie assuré par les grands groupes et la contrepartie d'une absence de protection sociale, est voué à disparaître. Tel était bien l'objectif de la nouvelle loi du travail que le gouvernement sud-coréen avait fait adopter en catimini fin décembre. La question est donc posée. L'accroissement des échanges mondiaux et la progression des pays émergents doivent-ils se traduire par un alignement « par le bas » des conditions sociales de chacun des pays : abandon de la protection sociale en France et perte de l'emploi à vie en Corée du Sud ?

Les salariés qui, dans les pays occidentaux, ont déjà accepté beaucoup de sacrifices, s'insurgent par crainte d'une régression permanente. Même les Britanniques, après dix-huit ans de déréglementation « thatcherienne », aspirent maintenant à un peu plus de sécurité et d'équité. Mais ce n'est pas seulement l'Europe vieillissante qui se cabre sur des acquis méacres. La Corée du Sud, l'un des quatre « dragons » asiatiques, lui emboîte le pas avec une vigueur et une soudaineté insoupçonnées.

Les grands groupes et les firmes multinationales, acteurs principaux de la mondialisation, s'inquiètent également de ses conséquences négatives. A trop durcir et à précariser les conditions d'emploi, les salariés sont poussés à augmenter leur épargne de sécurité plutôt qu'à consommer, et menacent du même coup les débouchés des entreprises. Et donc leurs

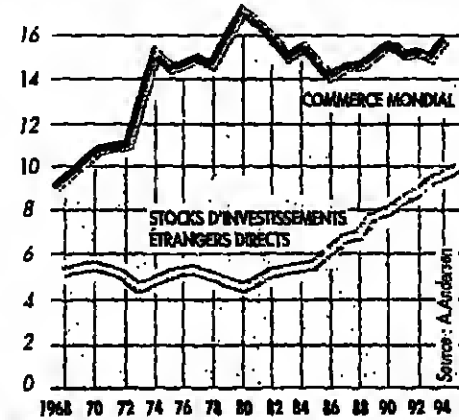
profits. Les responsables politiques, désorientés, sont à la recherche d'un nouveau modèle conciliant les contraintes de la mondialisation et la préservation de la cohésion sociale.

Le débat sur les retraites en France en est un exemple. La précarité, couplée à l'évolution démographique, menace directement à terme le pouvoir d'achat du troisième et du quatrième âge, alors que ces catégories de population sont précisément les cibles de consommation de demain. Le même problème se pose en Corée : l'emploi à vie était la condition de la constitution d'une épargne pour la retraite qui compensait l'absence de pension. Les chantres du libéralisme que sont les fondateurs du Forum de Davos établissent eux aussi le même constat et s'en inquiètent : « Les dirigeants politiques et économiques sont confrontés au défi de fournir la preuve que le nouveau capitalisme global peut fonctionner au bénéfice du plus grand nombre et pas seulement à celui de dirigeants d'entreprise et d'investisseurs. »

Comment concilier le refus du « moins-disant social » et la mondialisation de l'économie ? La disparition des modèles nationaux est sans doute le point de passage obligé pour aboutir à la nouvelle donne sociale qui naîtra de cette mondialisation.

Mais qui sera capable de relayer les gouvernements nationaux, mal placés pour définir cette nouvelle donne ? Certainement pas l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est encore refusée, lors de son dernier sommet à Singapour, à inscrire une clause sociale dans les règles qui régissent les échanges mondiaux.

Soutien inspiré par les manifestants sud-coréens, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé, le 23 janvier, que la nouvelle loi du travail adoptée par la Corée du Sud ne correspondait pas - contrairement aux engagements pris par son vingt-neuvième et tout récent adhérent - aux « normes internationales » en vigueur sur les droits sociaux fondamentaux, notamment en matière de liberté d'association et de négociation collective. Cette « jurisprudence » montre que l'OCDE, souvent considérée comme un promoteur du libéralisme, prend elle-même conscience qu'un minimum de sécurité est indispensable aux bienfaits de l'économie. A condition que la réaction soit au niveau du défi : mondialisée comme l'est le capitalisme.



Indicateurs de la mondialisation (en % du PIB mondial)

Ingénieurs grandes écoles débutants



Passez du virtuel au réel,
et retrouvez-nous
en page centrale

DASSAULT
SYSTEMES

PARIS - TOKYO - LOS ANGELES



Altran vous attend
en pages centrales.

ALTRAN

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents
NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO

avec **Pace University, New York**
accréditée AACSB
et université à San Francisco

MBA Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 3 mois à Paris et 9 mois à New York ou San Francisco.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

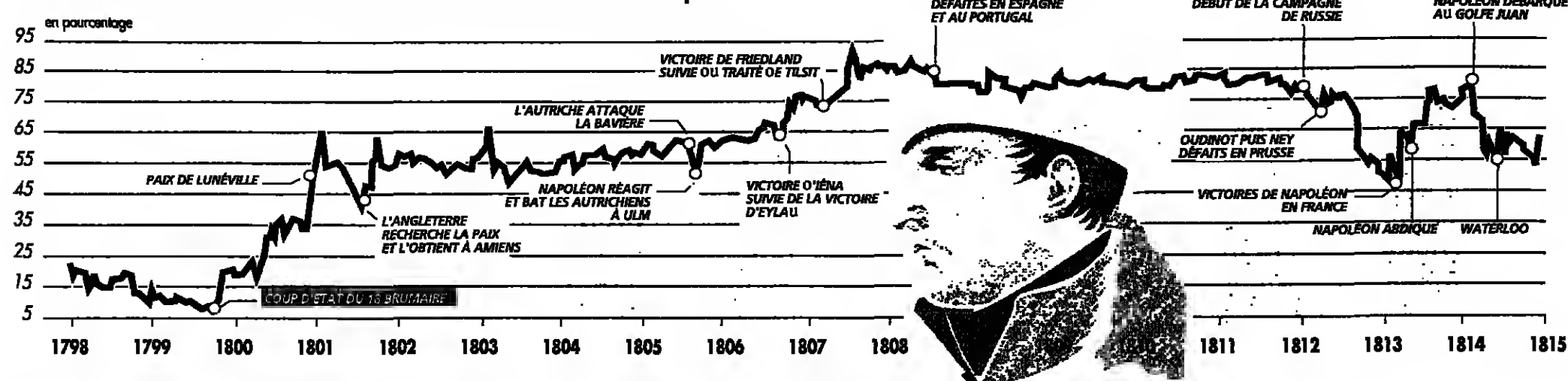
ieMBA International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salarié
- 520 h de formation intensive :
 - 10 séminaires à PARIS : 240 h
 - 240 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

* Admissions en cours New York, 1997/1998, San Francisco 1998.

IUA, School of Management
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 01-45-81-82-82 - Fax : 01-45-51-09-08
IUA, New York - Paris - San Francisco
E-Mail : IUA@IUA.EDU

Evolution de la rente 5 % sous le Consulat et le Premier Empire



Napoléon et les marchés financiers : de l'idylle au désamour

Quel est le rapport entre Napoléon, le général de Gaulle et Edith Cresson ? Edith Cresson n'avait « rien à cirer de la Bourse ». Le général de Gaulle déclarait : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille ». Quant à Napoléon, il ne portait pas non plus les spéculations dans son cœur : « Des hommes sans Etat, sans capitales, sans patrie, qui vendent et qui achètent chaque jour dix fois plus de rente qu'il ne s'en trouve sur le marché. » Sur qu'il n'aurait pas aimé George Soros.

Napoléon, qui déteste qu'on lui résiste, voit dans les cours de la rente 5 % (le titre d'Etat qui représente alors le baromètre de la Bourse) le reflet de sa propre image. Le couple pouvoir-marchés financiers a toujours fonctionné sur le mode du « je t'aime moi non plus ». Le pouvoir politique est condamné à séduire celui qui le contraind dans ses ambitions et qu'il ne maîtrise parfois : le marché financier.

De l'ambition, Napoléon Bonaparte en a à revendre. Mais, quand il arrive aux affaires, la crédibilité de l'Etat est au plus bas. Pendant la Révolution, les impôts ne rentrent pas. On prend l'habitude de ne plus les acquitter. La monnaie n'a plus de valeur. La période révolutionnaire aboutit à la fameuse « banqueroute des deux tiers » du 30 septembre 1797. L'Etat annule purement et simplement la majeure partie de sa dette. Ce qu'il en reste est transformé en un seul titre : c'est ainsi que naît la rente 5 %. Comme plus tard les emprunts russes, la banqueroute des deux tiers restera longtemps

Après avoir restauré la crédibilité de l'Etat, Bonaparte devenu empereur finira son règne totalement discrédité...

dans la mémoire collective comme une spoliation de l'épargne par l'Etat. « L'argent n'a pas d'odeur, mais il a de la mémoire », dira Lamartine.

Bonaparte prend le pouvoir le 9 novembre 1799 (coup d'Etat du 18 brumaire). La Bourse salue des son arrivée le nouvel homme fort, par une progression de plus de 40 % en une semaine. L'idylle entre les boursiers et le futur empereur commence. Le cours de la rente est multiplié par neuf en un peu plus d'un an. Celui-ci passe de 7 francs un mols avant le coup d'Etat à 63 francs en février 1801.

Il est vrai que l'on est passé d'une période de quasi-anarchie à un pouvoir fort et novateur. De nombreux épargnants ont été ruinés pendant la Révolution. Edmond et Jules de Goncourt décriront une caricature de cette époque représentant « une poissarde faisant l'homme à un rentier ». C'est dire si la Révolution n'a pas été tendre avec les épargnants. En revanche, Bonaparte reconquiert leur estime en restaurant la crédibilité de l'Etat.

De nombreuses réformes sont engagées et le spectre de la banqueroute s'évanouit. Le code civil, la Banque de France sont créés.

L'administration et les impôts sont réorganisés. Dès le deuxième semestre 1800, les intérêts de la dette publique sont intégralement honorés. En 1802, le budget de l'Etat est équilibré. On a donc affaire à ce que l'on appellera aujourd'hui un partisan d'une politique budgétaire rigoureuse. Un « maastrichtien », pourrait-on dire si Napoléon ne voulait pas construire une union européenne par l'épée et autour de sa personne. Tous les signes sont alors réunis pour emporter la confiance des milieux financiers. Les relations entre les marchés et Bonaparte sont orientées au beau fixe jusqu'en 1804.

Une seconde phase débute avec l'Empire. Napoléon I^{er} mène des campagnes militaires victorieuses qui sont autofinancées : « Le temps n'est pas venu pour la France de fonder ses finances sur les emprunts », dira-t-il en 1808. Ces guerres rapportent plus d'argent qu'elles n'en coûtent puisque les pays conquis versent un tribut à l'Empire. Même les pays qui ne sont pas encore attaqués financent une partie des dépenses de l'Empire en contrepartie de leur neutralité.

L'Espagne débourse ainsi 68 millions de francs et les Républiques italiennes plus de 20 millions en 1804. Dans d'autres circonstances, on appellerait ça du racket. Mais peu importe ces considérations morales, les boursiers ne sont pas des enfants de chœur. Ils constatent que les finances publiques se portent bien, et chaque succès militaire se traduit par une hausse.

Un mois avant la victoire d'Austerlitz, la Grande Armée défait déjà les Autrichiens à Ulm, en octo-

bre 1805. La Bourse ne tarde pas à réagir et la rente fait un bond de 11 % en trois semaines. En octobre 1806, Napoléon entre dans Berlin après la victoire d'Iéna face aux Prussiens. La confiance des investisseurs s'en trouve renforcée. La rente progresse de 15 % en cinq semaines. Au total, de 1804 à 1808, elle aura crû de 12,6 % par an.

Mais les défaites dans la péninsule ibérique face aux Espagnols et aux Anglais, pendant l'été 1808, mettent fin à cette orientation des cours. Ces échecs montrent que l'empereur n'est plus invincible. La confiance du marché se retourne et les cours stoppent leur progression. On entre alors dans une troisième phase, caractérisée par le doute et la lassitude. Pendant quatre années, les épargnants observent une position d'attente. La rente se replie entre 1808 et 1812 de 1,7 % en moyenne annuelle.

LA BEREZINA

Le départ des troupes napoléoniennes pour Moscou, en février 1812, marque une nouvelle étape dans la défiance des marchés face aux initiatives impériales. Le système napoléonien ne fonctionne qu'en cas de victoire. Les guerres ne sont autofinancées que si elles sont gagnées. Dans le cas contraire, elles se révèlent très coûteuses. Et le marché le sait. La campagne de Russie est ainsi sanctionnée par une baisse de 7,5 % de la rente en près d'un an. Victor Hugo, évoquant la retraite de Russie, écrivait : « Pour la première fois, l'Aigle baissait la tête. » La Berezina inaugure d'autres défaites, qui feront plonger la rente de 77 francs le 12 février 1813 à 45 francs le 4 février 1814. La rupture entre les

marchés et Napoléon est désormais consommée. On atteint un point de non-retour quand les défaites de Napoléon sont ressenties positivement par le marché. Celui-ci voit ces défaites comme un signe de la fin du régime, et des dépenses qui y sont liées.

L'arrivée des armées étrangères dans Paris, le 31 mars 1814, soulage ainsi les épargnants. La rente gagne 7,7 % en une semaine. Plus fort encore, l'abdication de Napoléon I^{er}, quatre jours plus tard, est accueillie triomphalement par la Bourse : la rente gagne un quart de sa valeur en une semaine ! Napoléon, qui a restauré la crédibilité de l'Etat, aura donc fini par perdre entièrement la confiance des marchés. Mais l'empereur n'a pas joué sa dernière carte. Il revient de son exil sur l'île d'Elbe et débarque à Golfe-Juan le 1^{er} mars 1815.

Pendant la période des Cent Jours qui va suivre, le désamour entre les opérateurs et Napoléon sera total. La nouvelle de son débarquement, connue à Paris le 6 mars, se traduit par une chute de plus de 17 % des cours. Les Cent Jours se solderont par une baisse d'un tiers des cours de la rente. Suivant cette même logique, les opérateurs se réjouissent de la défaite de Waterloo, le 18 juin 1815. Ils s'agit pour eux d'une bonne nouvelle, puisqu'elle pousse Napoléon vers la porte de sortie. Ils achètent massivement des titres et la rente enregistre 15 % de hausse en une semaine.

Cette défaite fait par ailleurs d'autres heureux : Nathan Rothschild est informé le premier de l'avancement des combats, grâce à un réseau de pigeons voyageurs. Il achète des titres anglais

avant tout le monde et accroît ainsi sa fortune.

Le départ définitif de Napoléon pour Sainte-Hélène et le retour de la royauté signifient la fin des guerres ruineuses pour l'Etat. Mais le passif laissé par l'empereur à la Restauration s'élève à plus de 2 milliards de francs. Comme Bonaparte en arrivant au pouvoir, la royauté cherchera à retrouver le soutien des marchés financiers. La lutte pour la confiance devait donc connaître un nouvel épisode. L'histoire de la crédibilité des Etats n'en était pourtant qu'à son commencement.

Laurent Fléchaire
Jacques-Marie Vastin

Bibliographie

- A qui se fier ? Confiance, interaction et théorie des jeux, La Revue du Mouss n° 4, deuxième semestre 1994 (La Découverte/Mauss, 316 p., 160 F).
- Souveraineté, légitimité de la monnaie, sous la direction de Michel Aglietta et André Orléan (carnets Finance, éthique, confiance, Association d'économie financière, CREA, 1995, 417 p., 280 F).
- La Construction sociale de la confiance, ouvrage collectif (à paraître aux éditions Association d'économie financière/Montchrestien).
- La société de confiance, d'Alain Peyrefitte (Odile Jacob, 556 p., 160 F).
- Trust, The Social Virtues and the Creation of Prosperity, de Francis Fukuyama (Penguin Books, 457 p., 99 F).

Insondable confiance

Suite de la page 1

Rationnel ou pas, « le paramètre de la confiance est crucial pour accélérer l'impact d'une politique économique et éviter ses effets pervers », assure Jacques Le Cacheux, directeur du département des études à l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE). Et de rappeler la théorie de Keynes. « Son intuition réside dans le fait que, les marchés n'étant ni suffisamment nombreux ni suffisamment efficaces pour coordonner toutes les décisions, les anticipations vont revêtir un aspect autoréalisant », explique l'économiste de l'OFCE.

Ainsi, si les ménages pensent que la situation de l'emploi va se dégrader, ils vont épargner et consommer moins, les entreprises produiront moins et licencieront, ce qui validera à posteriori les anticipations pessimistes des ménages. Les politiques keynésiennes vont donc chercher à restaurer la confiance en réinjectant du pouvoir d'achat...

LA DETTE

Des hommes politiques au gouverneur de la Banque de France, tous appellent de leurs vœux la confiance, sésame supposé vers des lendemains meilleurs. Edouard Balladur, alors qu'il était premier ministre, avait demandé au comité pour l'histoire économique de la France du ministère des finances d'étudier les emprunts de la Restauration, avant de lancer lui-même une grande souscription pu-

blique en mai 1993. Quelles sont les leçons de 1814 ? A cette époque, rappelle Jean-Marie Thiveaud, délégué général de l'Association d'économie financière et conseiller historique de la Caisse des dépôts et consignations, les caisses de l'Etat sont vides et la confiance des petits rentiers a été ébranlée par la « banqueroute des deux tiers », l'annulation de la majeure partie de la dette de l'Etat par le Directoire, le 30 septembre 1797.

Louis XVIII va s'employer à restaurer le crédit public, au propre comme au figuré. La Constitution de 1814 prend la forme d'un véritable pacte de confiance entre le roi et la nation. La première loi de finances, constitutionnelle, voit le jour le 28 avril 1816. Elle met en place l'édifice financier français avec la Banque de France, le Trésor, la Caisse d'amortissement de la dette publique et la Caisse des dépôts et consignations, qui vont fonder ensemble le renouveau du crédit public.

Trois emprunts successifs témoignent de la montée en puissance de la confiance. Le premier, en 1816, est un échec : il n'est souscrit que par deux banques étrangères ; le second, un an plus tard, mobilise tous les grands banquiers de la place ; le troisième, en 1818, obtient un énorme succès et le gouvernement est obligé de faire donner la troupe pour contenir les souscripteurs...

D'avantage que de confiance économique, Jean-Marie Thiveaud préfère parler de confiance monétaire et financière. Selon lui, le lien qui scelle les sociétés archaïques repose sur la notion de dette qui induit le mécanisme du crédit, au double sens moral et financier. L'homme est débiteur des dieux et la relation de confiance entre les divinités et le groupe est le ciment

des premiers clans. Ce système de la dette fondatrice va, selon l'historien, impliquer une prééminence de la sphère financière, qui va perdurer jusqu'au XVIII^e siècle, puis céder la place à une logique d'échanges de production instaurée par les pères de l'économie politique (Turgot, les physiocrates, Adam Smith...). La confiance n'est plus fondée sur le crédit mais sur l'échange.

Depuis vingt ans, on a progressivement abandonné cette logique économique de production/redistribution pour un retour de la prééminence de la finance, avec l'énorme pouvoir des marchés fi-

Un indicateur de défiance

Pour Jean-Michel Servet, professeur d'économie à l'université Lumière-Lyon-II, le développement du *hard discount* a valeur de symptôme. Il voit dans le succès des produits sans marque un indicateur de perte de confiance. Le consommateur n'achète plus un produit les yeux fermés et se refuse à payer plus cher « une différence supposée ». Selon Jean-Michel Servet, le recul de la marque commerciale traduit un rejet de l'institution qu'est l'entreprise, une montée de l'individualisme, et illustre la défiance qui peut s'installer dans une relation économique.

« Si aujourd'hui la société a perdu confiance, c'est que nous sommes revenus dans une logique financière sans vouloir en tenir compte », estime Jean-Marie Thiveaud. Le couple capital-travail s'est inversé. Aujourd'hui l'argent est plus productif que l'industrie. Dans ce contexte, il est aberrant de maintenir dans l'esprit des gens qu'il y aura toujours du travail. Les règles du jeu ne sont plus adaptées, et il faut réinventer un système de juste redistribution.

Le thème de la confiance fait florès. Après le succès retentissant de *La Fin de l'Histoire*, l'essayiste américain Francis Fukuyama s'en est

l'Italie et la Chine capitaliste (Hongkong et Taïwan) d'un faible niveau. A quoi tient ce décalage ? La France aurait en commun avec les sociétés chinoises traditionnelles une faiblesse des associations intermédiaires entre la famille, comme cellule de base, et l'Etat interventionniste.

Résultat, la vie économique française s'est développée autour d'entreprises à caractère familial et de grandes sociétés publiques. Les associations professionnelles se seraient comportées comme des lobbies protectionnistes. Dans une ode au libéralisme, Fukuyama prône un Etat restreint qui per-

mette au secteur privé de produire des richesses et à la société civile de créer une solidarité indépendante du gouvernement. La religion joue également un rôle important dans l'analyse de Fukuyama. Il rappelle, à l'instar d'Alain Peyrefitte, la théorie de Max Weber selon laquelle les valeurs prônées par le protestantisme ont permis le développement du capitalisme moderne, et n'hésite pas à élargir l'argumentaire au Japon, qui aurait adossé son développement économique au bouddhisme.

Mais quel est le secret pour susciter la confiance ? Christian Schmidt, professeur d'économie à l'université Paris-IX-Dauphine, avance deux exemples historiques célèbres, Raymond Poincaré et Antoine Pinay, des hommes qui par leur réforme monétaire et leur politique économique ont incarné la confiance. Voir Raymond Barre, s'il avait été soutenu par un parti. D'après Christian Schmidt, ces hommes ont en commun d'avoir fait appel au « bon sens ».

Jean-Michel Servet, professeur d'économie à l'université Lumière-Lyon-II, s'est intéressé au contexte propre à faire émerger la confiance. Trois éléments seraient indispensables. Premièrement, la mémoire qui permet un processus d'identification.

Et de rappeler l'exemple d'une banque qui avait raté sa campagne publicitaire : le banquier, avec son slogan « Votre argent m'intéresse », avait été associé à un vampire. Sur un autre registre, Bill Clinton ne jouait-il pas, lors des premières élections, sur le mythe Kennedy ?

Deuxième point, la proximité. En France, les énarques sont perçus comme trop éloignés des préoccupations quotidiennes. En Afrique, les banques, considérées

comme inaccessibles, suscitent la défiance, alors que la Loterie nationale, avec ses petits guichets au coin des rues, a su drainer l'épargne populaire.

UN PARI
Troisièmement, la foi, la croyance. « Nous sommes aux antipodes de l'individualisme », développe Jean-Michel Servet. Il faut se reconnaître comme membre d'une totalité. Cela suppose des processus de médiation, rôle que peuvent jouer les associations. Mais, en France, celles-ci procèdent davantage de regroupements de consommateurs et ne sont pas suffisamment participatives. Selon lui, beaucoup font fausse route en cherchant à rassurer à tout prix : « C'est exactement l'inverse qu'il faut faire, explique-t-il. La confiance se fonde sur un pari, une projection dans une période d'incertitude. »

Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui les Français de faire ce pari ? En dépit d'un léger frémissement enregistré en décembre dans les sondages, le tandem Juppé-Chirac a toutes les peines du monde à inspirer confiance. Faut-il incriminer la politique fiscale ? Michel Brulé, cofondateur de BVA, préfère évoquer dans la revue *Social* (novembre 1996) l'échec des gouvernements à faire face à l'objectif majeur qui leur est assigné : donner du travail à ceux qui en cherchent, un premier rang desquels les jeunes. « Les Français sont aujourd'hui comme les actionnaires d'une entreprise à qui le management demanderait régulièrement de faire leur devoir » en mettant la main à la poche, et qui ne verraient jamais venir le redressement économique, conclut-il. Il n'y a pas là de quoi voir la vie en rose.

M. L.

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)						
Dernier mois connu	dec. +1,1	nov. -1,4	nov. +2,3	nov. -1,7	nov. -0,5	oct. +0,4
Cumul sur 12 mois	+5,6	+4,5	+3,2	+2,2	+0,2	+2,8
Taux de chômage (en %)						
Dernier mois connu	dec. 5,3	nov. 3,3	nov. 10,9	nov. 12,2	dec. 6,7	dec. 9,7
Un an avant	5,6	3,4	9,9	11,6	8	9,4
Indice des prix (en %)						
Dernier mois connu	dec. 0	nov. -0,3	dec. +0,3	dec. +0,2	dec. +0,3	dec. +0,4
Sur 12 mois	+3,3	+0,5	+1,5	+1,7	+2,6	+3,1
Solde commercial (en milliards)						
Dernier mois connu	nov. -13,2	nov. +901,4	dec. +9,4	dec. +16,9	dec. +7 262,4	dec. -0,5
(monnaies nationales)						
Cumul sur 12 mois	-162,1	+7 072,7	+95,4	+121,9	+65 905,7	+34,4
(monnaies nationales)						
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-162,1	+65,7	+64,2	+23,3	+42,5	+25,2
Croissance du PIB (en %)						
3 ^e trimestre 1996 (première année)	+2,1	+0,4	+3,3	+3,5	+2,4	+3,3
Sur 12 mois	+2,2	+3,2	+1,9	+1,4	+0,7	+1,6
Solde des paiements courants en % du PIB						
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1
Déficit public en % du PIB						
1997 (estimations OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-4,8	-2,7
Dettes publiques en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	55,1	124,4	100,5

INDICATEURS DE QUATRE PAYS D'ASIE DU SUD-EST

● PHILIPPINES. Les investissements étrangers affluant aux Philippines (+150 % au cours des huit premiers mois de 1996), malgré les incertitudes politiques. Le ralentissement de l'inflation et l'accélération du rythme de croissance complètent cette évolution positive.

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour
Croissance 1996 (estimation)	6,5 %	5,2 % (déc. 96)	10,1 %	8,2 %
Taux d'inflation (sur un an)	12,2 %	10,1 %	11,2 %	11,2 %
Solde commercial annuel	-12,2 milliards de dollars (sept. 96)			

● THAILANDE. Après dix années de records, l'économie thaïe est légèrement dégrisée : la croissance 1996 devrait être plus près de 7 % que de 8 % et le déficit de la balance des paiements devient préoccupant (8,3 % du PIB). Ce malaise pourrait n'être que très passager.

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour
Croissance 1996 (estimation)	7,5 %	6,6 % (déc. 96)	8,2 %	7,5 %
Taux d'inflation (sur un an)	12,2 %	10,1 %	11,2 %	11,2 %
Solde commercial annuel	-12,2 milliards de dollars (sept. 96)			

● MALAISIE. L'une des économies émergentes les plus dynamiques d'Asie s'attend à un léger ralentissement en 1997, avec tout de même 8 % de croissance. Le seul majeur reste le développement des infrastructures et de la formation.

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour
Croissance 1996 (estimation)	6,5 %	5,2 % (déc. 96)	10,1 %	8,2 %
Taux d'inflation (sur un an)	12,2 %	10,1 %	11,2 %	11,2 %
Solde commercial annuel	-12,2 milliards de dollars (sept. 96)			

● THAILANDE. Après dix années de records, l'économie thaïe est légèrement dégrisée : la croissance 1996 devrait être plus près de 7 % que de 8 % et le déficit de la balance des paiements devient préoccupant (8,3 % du PIB). Ce malaise pourrait n'être que très passager.

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour
Croissance 1996 (estimation)	7,5 %	6,6 % (déc. 96)	8,2 %	7,5 %
Taux d'inflation (sur un an)	12,2 %	10,1 %	11,2 %	11,2 %
Solde commercial annuel	-12,2 milliards de dollars (sept. 96)			

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs constants)	SME (en milliards de francs constants)	Population totale	Nombre de chômeurs
7 475	37,9	25 590 000	3 121 500

Vers une meilleure compétitivité pour la France et l'Allemagne ?

Si les indicateurs conjoncturels européens n'ont guère suscité de surprise ces dernières semaines, la hausse du dollar américain constitue en revanche un événement. A plus de 1,60 mark à la mi-janvier, c'est un gain d'au moins 5 % que la devise américaine a engrangé en l'espace de quelques semaines par rapport à son niveau moyen du deuxième semestre 1996. Que ce mouvement se poursuive n'est pas garanti. Son origine est suffisamment incertaine pour éviter toute conclusion hâtive sur la durée du phénomène. Pour autant, si tel était le cas, cette hausse aurait des implications bénéfiques sur les perspectives conjoncturelles européennes.

Deux raisons essentielles permettent d'aboutir à cette conclusion. La première tient à l'amélioration de la compétitivité extérieure des entreprises européennes, en premier lieu celles du noyau dur européen, vis-à-vis de la zone dollar. La seconde raison résulte des effets induits de la hausse du dollar sur le SME. Moins fréquemment abordé, cet aspect s'avère d'importance pour les pays dont la participation à la monnaie unique européenne soulève encore des incertitudes. Pour des raisons probables de liquidité, la place du mark dans les transactions internationales étant significativement plus importante que celles des autres devises européennes, les fluctuations d'am-

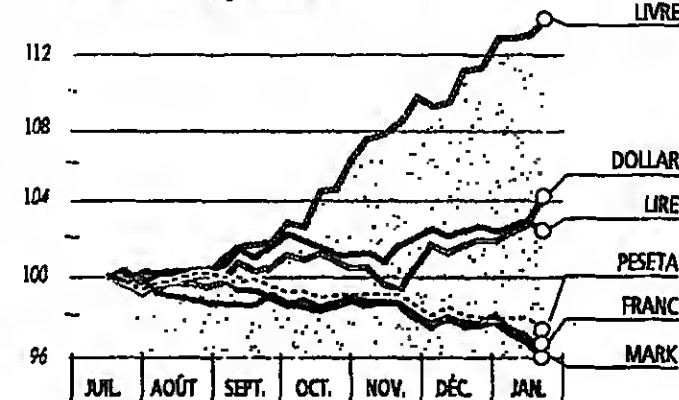
Europe occidentale L'appréciation simultanée du dollar, de la lire et de la peseta devrait bénéficier aux exportateurs français et allemands

pleur du dollar, à la hausse comme à la baisse, ne se font jamais de manière proportionnelle au regard des différentes monnaies du SME. En cas de dévaluation vis-à-vis du dollar, les arbitrages sont plus forts en faveur du mark qu'ils ne le sont en faveur des autres devises européennes. Dans le cas contraire, celui d'un regain de confiance dans la devise américaine, le mouvement inverse est observé : le mark pâtit davantage de ce changement que les autres devises du SME. Au contraire des épisodes largement dévastateurs pour l'Europe monétaire et économique qu'ont constitués les accès de faiblesse du dollar de 1992-1993 et de 1995, ces distorsions sont aujourd'hui plutôt bénéfiques. Le dollar s'apprécie, de sorte que les monnaies habituellement les plus exposées face au mark allemand en tirent profit. Le cours de la lire et de la peseta

dans le SME s'est ainsi sensiblement raffermi ces dernières semaines. A moins de 970 lire pour 1 mark, la crédibilité des promesses italiennes de stabilité de sa monnaie se trouve singulièrement renforcée et profite, par là même, à une convergence plus rapide des taux à long terme italiens avec ceux du noyau dur européen. En Espagne, cet environnement a en outre permis une nouvelle baisse des taux directeurs de la banque centrale. Ces mouvements ont de multiples effets. Ils contribuent à réduire la sous-évaluation de ces devises à l'égard de celles du noyau dur européen, et aident à rétablir des conditions de compétitivité plus équitables entre le nord et le sud du continent. Au sud, les exportateurs en pâtissent. Mais, en revanche, la situation conjoncturelle des pays concernés devrait retirer d'importants bénéfices d'une décade supplémentaire des taux d'intérêt et du regain de crédibilité dont bénéficient l'Espagne et l'Italie quant à leur participation à l'euro en 1999. Les estimations évaluent respectivement à 0,5 et 1 point de PIB la réduction du déficit budgétaire consécutive à une baisse de 1 point de taux d'intérêt espagnols et italiens. Dans un contexte de difficultés extrêmes, les marges de manœuvre des politiques budgétaires pourraient s'en trouver quelque peu débridées et l'activité à trouver son compte. Les perspectives

Taux de change effectifs* au cours des six derniers mois

* Taux de change moyen pondéré à partir d'un panier de 18 monnaies représentatif de la structure des échanges commerciaux



1997 pour ces pays aujourd'hui particulièrement moroses, la croissance attendue n'excédant pas 1 % en Italie et 2 % en Espagne, seront sans nul doute révisées à la hausse si ce cercle vertueux venait à s'installer dans la durée. Les influences de l'appréciation du dollar sur la compétitivité extérieure européenne sont plus notables pour les pays du noyau dur dont l'activité économique a souffert ces dernières années d'un environnement défavorable en matière de change. Les exportateurs français et allemands devraient bénéficier simultanément de l'ap-

préciation du dollar, de la lire, de la peseta ainsi que de la livre sterling, dont le mouvement d'appréciation initialement déclenché par des facteurs domestiques a pleinement tiré profit de la hausse récente du dollar. Ce regain de compétitivité a donc tout lieu d'activer les performances globales à l'exportation, tant sur le front des échanges extra-européens qu'intra-européens. C'est pour le moins une bonne nouvelle au moment où les seuls signaux de raffermissement de la croissance perceptibles dans ces deux pays, depuis l'été dernier,

sont précisément ceux des commandes à l'exportation. Nul doute qu'une telle dynamique, en allégeant les contraintes de compétitivité et donc de productivité auxquelles sont obligées de faire face les entreprises, offrirait des perspectives d'emploi plus satisfaisantes qu'il ne ressort de la plupart des prévisions conjoncturelles récentes. L'investissement productif qui paraît même avoir largement souffert des pertes de compétitivité extérieure de la France et de l'Allemagne, et au sujet duquel les perspectives demeurent peu réjouissantes, aurait dans ces conditions toutes les chances d'amorcer une nouvelle embellie courant 1997. Au total, France et Allemagne pourraient connaître des rythmes de croissance d'un demi-point supplémentaire aux prévisions actuelles, 1997 passant du statut de médiocre à celui de bonne année. Si tel était le cas, l'exercice de bouclage budgétaire serait, comme dans le cas de l'Espagne et de l'Italie, bien que par des circuits d'une autre nature, rendu plus aisé. Tout à la fois porteur pour l'activité et facteur de convergence accélérée entre les pays européens, une hausse du dollar ne s'avère-t-elle pas finalement, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, un vecteur puissant de convergence vers l'euro ?

Véronique Riches
Economiste à la Société générale

La Biélorussie de plus en plus isolée

Cinq ans après la disparition de l'URSS, l'économie de la Biélorussie fait toujours le grand écart entre deux systèmes antinomiques, avec en prime les décisions impensables du président Loukachenko dont les pouvoirs, déjà exorbitants, ont été renforcés à l'issue du référendum contestable du 24 novembre 1996. L'image du pays est d'autant plus brouillée que les statistiques officielles continuent à travestir la réalité.

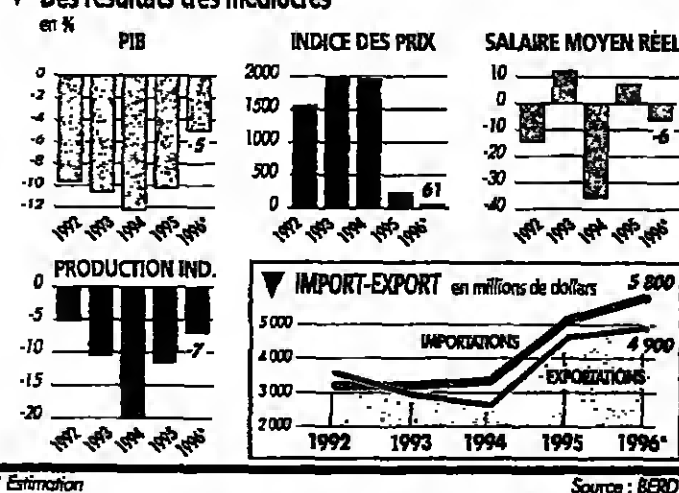
Ainsi, la Biélorussie aurait retrouvé le sentier de la croissance en 1996 avec une augmentation du PIB de 1 %, liée à la reprise industrielle. Une hypothèse tenue pour suspecte par les experts occidentaux, étant donnée l'importance des stocks d'inventures. En effet, pendant que les entreprises du complexe militaro-industriel s'engagent sans ardeur dans la reconversion, les industries civiles, toujours sous la tutelle des ministères, s'en tiennent au vieux dogme « produire pour produire » et accumulent les arriérés de paie-

Ex-URSS Le rationnement a été réintroduit dans certaines villes du pays

ment. En fait de privatisation, l'Etat se borne pour l'instant à conférer le statut de société par actions à certaines entreprises, ce ne cédant qu'une part symbolique de leur capital. Par ailleurs, lors du référendum de novembre, les Biélorusses se sont prononcés à une forte majorité contre la libre commercialisation de la terre. Dans un tel contexte, la timide émergence d'un secteur privé, dans le tertiaire notamment, relève presque du miracle. Ne contribuant au PIB que pour 15 % environ, il est victime à la fois d'une surveillance tatillonne et d'une forte pression fiscale, et ne doit souvent sa survie qu'à la

clandestinité. Quant aux banques, soupçonnées d'avoir partie liée avec la mafia, pourtant moins puissante qu'en Russie, elles sont périodiquement menacées de nationalisation par le président. Moins rapide que dans la plupart des autres Etats de la CEI, la dévaluation de l'inflation a néanmoins marqué un réel progrès en 1996, selon les données officielles. Mais là encore, le bilan est incertain vu les entorses fréquentes faites au plan de stabilisation. Aussi la désinflation pourrait-elle s'expliquer en partie par le maintien de toute une série de prix sous le contrôle de l'administration, qui a été étendue à de nouvelles catégories de produits lors de la campagne référendaire. Résultat : les pénuries sont réapparues et le rationnement a été réintroduit dans certaines villes du pays. Le soutien artificiel du taux de change du rouble biélorusse, encadré depuis janvier 1996 dans un « corridor » selon le modèle russe, n'a pas été plus concluant. Si cette mesure a fait les beaux jours du marché noir, elle a surtout englouti les maigres réserves de la banque nationale, d'autant que les 70 millions de dollars destinés par le FMI à la stabilisation de la monnaie ont servi à acheter des engrais pour les fermes collectives et à moderniser les raffineries de la hausse du prix mondial du pétrole. L'artificialité du change a, en outre, érodé la compétitivité des rares produits exportables (poissons, noix, lin, fibres synthétiques, produits pétroliers), avec pour conséquence un creusement du déficit commercial. Ces résultats peu flatteurs pour un président en quête de plébiscite, ajoutés aux pressions de milieux d'affaires dynamiques, ont conduit à la suppression du « corridor » fin octobre 1996 et à la dé-

Des résultats très médiocres



évaluation de 30 % environ du rouble biélorusse, dont le cours suit désormais le rythme de l'inflation. L'autoritarisme débridé de M. Loukachenko et la mollesse des réformes entraînent la Biélorussie dans un isolement croissant, sans équivalent dans l'Europe post-communiste. L'une après l'autre, les institutions internationales ont pris leurs distances : le FMI a gelé ses crédits en janvier 1996, la Banque mondiale en mai et l'Union européenne début janvier 1997 ; à la même date, le Conseil de l'Europe a suspendu son statut d'invité spécial. De leur côté, les investisseurs étrangers observent une prudente réserve : avec, entre 1989 et 1995, un montant de capital investi à peine supérieur à 8 dollars par habitant, la Biélorussie se situe loin, très loin derrière les autres Etats européens de l'ex-URSS. Seule la Russie continue à fermer les yeux. Avoir un allié dévoué sur son flanc ouest, surtout dans la

perspective d'un élargissement de l'OTAN, est crucial pour elle. Tout comme l'est ce couloir d'accès à l'Europe pour ses produits, et notamment son gaz, beaucoup plus sûr que l'Ukraine et moins onéreux que les pays baltes. Mais de là à tenir l'économie biélorusse sous perfusion, il y a un pas que la Russie n'est pas prête à franchir, car le coût supporté est déjà bien lourd. L'effacement réciproque des dettes publiques (hors dette énergétique), en février 1996, s'est soldé par 170 millions de dollars à son détriment, sans parler des pertes que représentent, depuis l'entrée en vigueur de l'union douanière (mai 1995), l'évasion de capitaux russes et la contrebande d'alcool. Aussi la Communauté des Républiques souveraines, portée sur les fonds baptismaux en avril 1996 par ces deux Etats, risque-t-elle de demeurer longtemps une coquille vide.

Marie-Agnès Crosnier

UN CHIFFRE -14,8 %

LE PRIX DE LA VIANDE BOVINE EN EUROPE EN 1996

Les prix agricoles à la production ont reculé sur toute la ligne l'année dernière en Europe, indique l'Office des statistiques communautaire Eurostat. Mais la baisse moyenne de 1,6 % dissimule de grandes disparités. Notamment sur les marchés de la viande, qui ont vu les prix chuter de 1,3 % en moyenne (une baisse bien moindre qu'en 1995, où elle avait été de 3,8 %). Les bovins, frappés par la crise de la « vache folle » ont perdu 14,8 % de leur valeur marchande (13,8 % pour les veaux, pourtant exempts de tout soupçon de maladie). Dans le même temps, les autres viandes ont vu la demande, et donc aussi les cours, se redresser vivement : les moutons et les agneaux auraient gagné 9,9 %, les porcs 9,1 % et la volaille 4,6 %. Du côté des végétaux, mêmes irrégularités. Le recul moyen de 1,1 % recouvre de fortes hausses, comme celle des olives et de l'huile d'olive (+19 %) et des légumes frais (+8,8 %), mais aussi de fortes baisses, comme celles des « plantes sarclées » - essentiellement les pommes de terre - qui enregistrent une baisse de 23,4 % après, il est vrai, une flambée exceptionnelle en 1995.

PROFESSIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES

à la 3^e FORUM

Jeudi 6 février de 14h à 19h

Vendredi 7 février de 9h à 19h

Samedi 8 février de 9h à 19h

CNAM - Accès 37 2, rue Conté 75003 Paris

Un espace « Rencontres » : véritable carrefour d'échanges avec la profession comptable.

Un espace « Emploi » : s'informer auprès des décideurs en matière de recrutement.

Un espace « Expertise » : élargir son champ de réflexion sur les enjeux de la profession.

Des conférences et débats : des thèmes majeurs animés par des intervenants de grande qualité.

Renseignements et réservations : AE INTEC - Tél. : 01 42 38 03 00

Les leçons de la crise en Corée du Sud

par Jean-Raphaël Chapannière

Depuis trois semaines, grèves et manifestations violentes se multiplient en Corée du Sud. Les travailleurs s'insurgent contre une loi autorisant le licenciement pour raison économique, votée dans la quasi-clandestinité le 26 décembre dernier à l'instigation du président Kim Young-sam, élu en 1993, qui semble renouer avec les méthodes des dictatures qu'il a si longtemps combattues. Alors que la Corée venait de s'engager auprès de l'OCDE à reconnaître la liberté syndicale, la loi a repoussé à 2002 cette échéance, tout en s'inspirant des conseils des experts du château de la Moutte pour imposer plus de flexibilité au marché du travail. A l'heure de la globalisation, la Corée n'a sans doute pas d'autre choix pour s'ajuster à la concurrence internationale, et les Coréens auraient peut-être accepté ces réformes si le gouvernement avait joué le jeu de la démocratie et n'était pas revenu sur ses engagements en matière de liberté syndicale.

L'histoire économique récente explique la situation actuelle. Après deux décennies très dynamiques, la Corée avait marqué le pas entre 1980 et 1985. Ensuite, la réévaluation du yen a dopé les exportations coréennes, et la démocratie, arrachée par les manifestations de 1987, a fait décoller un second moteur, celui de la consommation intérieure.

Entre 1987 et 1989, les revendications sociales se sont multipliées. Les entreprises, qui ne manquaient pas de « grain à moudre », ont acheté la paix sociale. Depuis lors, les salaires augmentent de 15 % l'an - un record mondial - et, en 1996, la hausse a encore été de 10 %. Ils atteignent des niveaux européens dans certains secteurs comme la construction automobile (14 000 francs par mois en moyenne) ou l'électronique, où les ouvriers coréens de Samsung Electronics sont mieux rémunérés que ceux des filiales anglaises. La Corée a créé 5 millions d'emplois en dix ans (1987-1996) et le chômage a été ramené à 2 % (légèrement plus dans le cas des diplômés). Les Coréens refusent de travailler dans les activités « 3D » - *dirty, difficult, dangerous* - et, depuis 1990, l'emploi dans le secteur manufacturier diminue.

Les augmentations de salaires ont alimenté un essor sans précédent du marché. La Corée vivait auparavant sous le règne de l'austérité de la consommation. Jusqu'à la fin des années 70, les ouvriers, qui assemblaient des téléviseurs couleur pour l'exportation, ne recevaient chez eux que le noir et blanc car l'Etat interdisait la diffusion couleur. Les ventes de biens durables ont explosé - celles de voitures ont triplé entre 1987 et 1993 - mais le renouvellement devient la principale composante des ventes, et leur

progression ralentit : le marché automobile n'augmente plus que de 4 % l'an, les ventes d'articles ménagers ont diminué en 1996.

Cet essoufflement est d'autant plus préoccupant que le marché s'ouvre à la concurrence internationale et que les Coréens achètent plus volontiers étranger que les Japonais. L'administration a longtemps veillé à ce que le pays n'importe que l'essentiel - équipement et biens intermédiaires -, et tout produit fini importé était jugé comme un luxe inutile ; les articles de consommation ne représentaient encore que 12 % des importations.

Suite aux revendications sociales de 1987-1989, les salaires ont augmenté de 15 % l'an. En 1996, la hausse a encore été de 10 %

La Corée est devenue un enjeu commercial, et ce protectionnisme est condamné. Son marché de produits manufacturés est au septième rang, entre le Royaume-Uni et le Brésil ; la Corée est le cinquième débouché des Etats-Unis devant l'Allemagne, le deuxième du Japon, mais le huitième (en dehors d'Europe) de la France, à égalité avec la Tunisie. Les Américains font pression pour démanteler les barrières non tarifaires. L'ouverture inéluctable. Les industriels craignent qu'elle ne provoque une baisse de 5 à 10 % de la production industrielle ; autorisés depuis peu, les implantations étrangères dans les services mettent en péril les entreprises locales peu performantes.

Les Coréens s'inquiètent aussi de l'évolution de leurs performances sur les marchés étrangers. Après avoir progressé de façon spectaculaire, les exportations ont été de plus en plus confrontées à la concurrence des produits de qualité japonaise fabriqués à des coûts chinois par les filiales nippones. Les salaires ne sont pas les seuls responsables de la dérive des coûts en Corée. Les banques, dont les bilans sont grevés par des créances douteuses, proposent des crédits à 12 % à leurs meilleurs clients, alors que l'inflation est de 4,4 %. Les coûts de logistique sont les plus élevés d'Asie ; les infrastructures n'ont pas suivi la croissance, et l'Etat a tardé à réagir ; le parc de véhicules a quadruplé, mais le réseau d'autoroutes n'a pas augmenté, et la

construction de la ligne à grande vitesse accumule les retards.

Pour lutter contre les baisses de salaires, les entreprises souhaitent embaucher de la main-d'œuvre étrangère, mais l'Etat est bien décidé à maintenir un contrôle sévère des entrées de travailleurs immigrés - ils seraient 100 000, soit 0,5 % de la population active. Les chômeurs, eux, font pression pour une réforme du code du travail : il n'existe pas d'emploi à vie, mais les 800 000 salariés de ces grands groupes bénéficient de contrats à durée indéterminée qui prévoient des indemnités d'un mois de salaire par année d'ancienneté en cas de licenciement. Par contre, les salariés des PMI, quatre fois plus nombreux, sont soumis à des conditions bien plus précaires.

Autre solution de baisse des coûts : les délocalisations. Depuis 1991, les Coréens investissent davantage à l'étranger que les étrangers n'investissent en Corée (respectivement 5 et 2,8 milliards de dollars en 1996). La chaussure et la confection ont décollé en Indonésie ou en Chine ; l'électronique grand public dans le Sud-Est asiatique et en Europe.

La Corée exporte davantage vers le Sud qu'en direction de l'OCDE, où sa position s'est érodée. En 1996, les succès sur les marchés émergents n'ont plus suffi à pallier le ralentissement des exportations vers les pays industrialisés. L'appréciation d'environ 30 % du won par rapport au yen et le retournement du cycle des mémoires électroniques - 15 % des exportations - ont freiné les exportations, dont le rythme a brusquement ralenti (+2,5 %), alors que les importations progressaient de 15 %. Equivalant à 4 % du PIB, le déficit courant devient préoccupant, même si l'endettement extérieur (100 milliards de dollars) n'est plus une contrainte. Ce ralentissement sème la panique dans un pays où l'on évoque une crise de survie dès que la croissance se rapproche de 5 %.

L'exemple coréen pourrait prouver ce qui attend d'autres économies asiatiques. Longtemps, la Corée, Taiwan et Hongkong ont été les seuls à pratiquer une stratégie d'exportation. Depuis dix ans, ils affrontent la concurrence de pays de la région qui, comme la Thaïlande, se sont inspirés de leur modèle, mais ces derniers sont à leur tour confrontés aux nombreux pays qui, en Amérique Latine, en Afrique et en Europe de l'Est, cherchent à transformer leurs bas salaires en avantage comparatif.

Jean-Raphaël Chapannière est ingénieur de recherche au CNRS (Institut de recherche économie production développement de Grenoble).

Les pièges à éviter pour l'Union monétaire

par Marie Owens Thomsen

Beaucoup a été dit sur les critères de convergence et sur le processus visant à créer une union monétaire européenne. Mais le débat sur les chances de survie de cette future union a été bien peu fourni. Une question notamment mérite d'être posée : quelle importance aura la convergence, une fois l'Union monétaire mise en place ? A ce stade, il est possible d'identifier trois domaines exclus du traité de Maastricht, mais essentiels pour la survie de l'Union : ce sont le chômage, le déficit démographique et la politique budgétaire commune.

Supposons que l'Europe opte pour la solution la plus pratique et que tous les pays entrent dans l'Union monétaire. Le chômage ne figure pas parmi les critères de Maastricht. Pourtant, dans ce domaine, il s'est opéré un mouvement de convergence très important - vers le haut ! Il y a 18 millions de chômeurs en Europe et le taux de chômage s'élève à 10,75 % en moyenne. Le lien entre le taux de change et le chômage n'est pas direct, mais il existe une transmission indirecte à travers les mécanismes de prix. Un pays qui a un déficit de sa balance de base verra sa devise se déprécier si elle opère dans un système de taux de change flexibles. En situation de changes fixes, ce sont les prix intérieurs qui doivent baisser. S'ils ne peuvent pas baisser, ou pas suffisamment, une crise peut s'ensuivre.

C'est le problème que connaît l'Europe avec son taux de chômage actuel. Il est politiquement et budgétairement difficile d'accepter que les salaires baissent. De plus, la rigidité de la réglementation du travail en Europe est telle que l'embauche est découragée. Le contraste avec les Etats-Unis est souvent évoqué. En moyenne, chaque année, 17 % des Américains, soit environ 8 millions de personnes, démissionnent d'un Etat à l'autre. Cette mobilité de la main-d'œuvre qui facilite le processus d'ajustement interne, contribue également à maintenir un niveau de production élevé.

En Europe, une autre source de difficulté éventuelle dans l'ajustement interne est le déficit démographique. Cette notion résulte du faible soutien populaire dont bénéficient des réformes qui sont indispensables. Si la flexibilité des prix extérieurs disparaît avec la création de l'Union européenne, il faut retrouver cette flexibilité au niveau des prix intérieurs, ce qui suppose des réformes structurelles qui risquent fort de manquer de soutien populaire. L'Union monétaire est-elle pour autant condamnée à l'échec ? Non, car il est possible de compenser la rigidité des prix intérieurs par une plus

grande flexibilité fiscale. Prenons à nouveau l'exemple des Etats-Unis. Ce pays dispose d'un système d'impôt fédéral progressif. Quand la Californie était en plein boom, en 1987-1991, son taux d'imposition marginal (contribution de cet Etat au budget fédéral) était de 17 %. Au cours de la récession qui a suivi, ce taux est tombé à 12,5 %. Sans cette progressivité ou dégressivité de l'impôt en fonction du taux de croissance, les Californiens auraient payé l'équivalent de 11 milliards de dollars d'impôts supplémentaires en 1994. Ces variations de taux d'imposition peuvent représenter de 1,2 % à 2 % des salaires. Ces ajustements sont automatiques puisqu'il n'y a pas besoin de négociations entre les Etats pour adopter un compromis. Certes, une politique fiscale discrétionnaire peut être efficace, mais pour contrebalancer des rigidités structurelles, il faut aussi introduire une flexibilité structurelle.

Trois domaines essentiels sont exclus du traité de Maastricht : le chômage, le déficit démographique et la politique budgétaire commune

Quelle est la solution proposée par l'Europe ? Le pacte de stabilité et de croissance qui consiste à faire en sorte que les différents Etats respectent des critères de déficit et de dette. Pour corriger un déficit public supérieur à 3 % du PIB, un pays aura dix mois. Si ce déficit persiste, il devra verser des fonds non rémunérés à la Commission européenne. Si, deux ans plus tard, la situation est toujours identique, ces fonds seront conservés par la Commission. Le montant de l'amende pourra être compris entre 0,2 % et 0,5 % du PIB ; au minimum 0,2 % plus 0,1 % pour chaque pour cent du ratio déficit/PIB supplémentaire, jusqu'à un maximum de 0,5 % du PIB. Seuls les pays qui affichent un PIB négatif de 2 % peuvent échapper à cette sanction. Avec un PIB entre -0,75 % et -2 %, le pays pourra plaider sa cause devant le conseil des ministres européen. Entre un PIB positif et jusqu'à -0,75 %, la sanction sera automatique.

Cette proposition est tout le contraire de la flexibilité américaine car elle rend l'ajustement

interne des régions en pénurie encore plus difficile, et n'est logique que pour des raisons purement politiques. Le gouvernement allemand l'a proposée pour rendre l'Union monétaire plus acceptable à sa population et pour décourager un pays d'exporter ses problèmes vers les autres membres de l'Union monétaire. A court terme, le pacte de stabilité peut être utile. A long terme, il pose un risque pour la survie de l'Union. Les pays de l'Union doivent pouvoir faire face aux chocs économiques ensemble et avoir un degré d'adaptabilité interne, sinon cette union risque de subir des crises potentiellement fatales. C'est la raison pour laquelle les trois points faibles que nous avons mentionnés doivent progressivement s'améliorer.

Puisque l'Union ne pourra pas survivre sans un marché du travail plus flexible, sans le soutien des populations et sans stabilisateurs automatiques fiscaux, les différents pays devront nécessairement s'engager dans cette voie. On peut donc prévoir une importante libéralisation des marchés du travail. Le soutien de la population sera cependant difficile à obtenir à court terme car le chômage va certainement s'aggraver dans un premier temps.

Mais une fois que les réformes auront commencé à produire des résultats en termes de créations d'emplois, les gouvernements bénéficieront d'un soutien plus important de la part de l'opinion publique. Il faut simplement espérer que les gouvernements dureront assez longtemps pour recueillir les fruits de cette politique... Les expériences de certains nations ont valeur d'exemple. Les pays européens qui ont connu le taux de croissance le plus important en moyenne annuelle entre 1981 et 1993, sont ceux qui ont un degré de réglementation relativement faible : l'Angleterre, l'Irlande et le Danemark. A l'autre extrême, se trouvent la Grèce et l'Italie.

Le pacte de stabilité sera remplacé par un système budgétaire européen flexible. Le budget européen sera transformé, et vraisemblablement élargi au détriment des budgets nationaux. A la longue, il est impossible d'imaginer une banque centrale européenne sans un pendant au niveau budgétaire. Dans ce contexte, il est clair que l'Europe va évoluer vers une union politique et qu'elle va entreprendre une réforme importante de ses institutions, travail que la conférence intergouvernementale a déjà démarré.

Marie Owens Thomsen est responsable des études économiques à la BIP-Dreschner.

LIVRES

De l'industrie comme l'un des beaux-arts

par Philippe Arnaud

HISTOIRE DE LA FRANCE INDUSTRIELLE

sous la direction de Maurice Lévy-Leboyer

Larousse, 550 p., 295 F.

Si vous n'avez pas encore offert toutes vos étrennes, il n'est pas trop tard. Entre une monographie de Michel-Ange, des peintres flamands de la Renaissance ou de Balthus, pourquoi ne pas glisser cette *Histoire de la France industrielle* ? C'est presque un livre d'art, et qui nous rappelle que longtemps art et industrie furent à ce point mêlés que l'on se donnait la peine de distinguer entre « arts libéraux » et « arts mécaniques ».

Cette somme séduit d'abord par l'abondance de ses illustrations : photos bien sûr, mais aussi dessins, affiches publicitaires. On retrouve par exemple, avec plaisir l'affiche de Savignac pour Bic (« Elle court, elle court, la pointe Bic »), mais aussi un motif dessiné vers 1780 par le Bavarois naturalisé français Oberkampf, sur de la toile de loup (la fameuse « indienne »).

C'est Maurice Lévy-Leboyer, professeur émérite à l'université Paris-X-Nanterre, qui a dirigé cet ouvrage collectif, auquel ont participé les meilleurs spécialistes de l'histoire économique de la France, parmi lesquels Jean-Marie Chevalier, Jacques Marseille, Alain Plessis, Christian Stoffaers..., on ne peut tous les citer.

Le plan du volume est chronologique. Il couvre la période 1700-2000. Il était difficile de trouver un fil conducteur qui permette de relier le temps des manufactures et celui de la haute technologie. C'est pourtant sur la continuité française qu'insiste Maurice Lévy-Leboyer, soulignant notamment la capacité technique et la qualité du système éducatif d'un pays qui a longtemps nourri des doutes sur sa propre capacité industrielle, et contribué à légitimer la thèse d'un « retard » sur ses concurrents, partiellement injustifiée.

De la confection de la tapisserie de basse lisse à la Manufacture des Gobelins au prototype de mais mis au point par Rhône-Poulenc, en passant par les glaces de Saint-Gobain, la plaque ondulée en fibrociment, le marteau-piqueur pneumatique, le moteur d'avion Gnome et Rhône, la DS, la caravelle, sans parler des centrales nucléaires et des hauts fourneaux, nous sommes conviés à une revue de détail des produits *made in France*, tant il est vrai que ce sont ses produits qui font la réputation d'une industrie.

On refra également avec intérêt les principaux épisodes qui ont construit la grande et la petite histoire du capitalisme à la française sous la V^e République : le « plan calcul » adopté en 1966 après « l'affaire Bull », l'offre publique d'échange de BSN sur Saint-Gobain en janvier 1969, les grandes restructurations au début des années 80 comme celle de la CGE (Alcatel Alsthom), le rachat par Pechiney d'American Can en 1988, etc.

Le dernier chapitre, « Entre rétrospective et prospective », tente de dessiner les grandes lignes de l'industrie du prochain siècle. Parmi celles-ci, déjà programmée, une « évolution profonde » du salariat traditionnel. Un seul reproche à adresser à cette synthèse éclairante et inédite : des caractères parfois trop petits (le texte est abondant) qui rendent la lecture, ça et là, difficile.

PARUTIONS

LE CHÔMAGE EST-IL UNE FATALITÉ ?

de Jean-Marie Albertini

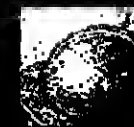
A mi-chemin du manuel et de l'essai, ce livre destiné surtout au public étudiant offre les points de repère essentiels sur le chômage. Jean-Marie Albertini, chercheur au CNRS, connu pour ses talents de pédagogue et de vulgarisateur, est l'auteur de nombreux ouvrages d'initiation économique. Pas de solution miracle ici, mais un inventaire des principales analyses, et des politiques de lutte contre le chômage contemporain. A noter : un glossaire fort utile (PUF, « Major », 320 p., 98 F.).

MÉTHODOLOGIE ÉCONOMIQUE, de Claude Mouchot

L'économie est-elle une science ? Une science exacte, assurément, si l'on se réfère aux tâtonnements - et aux erreurs - qui jalonnent l'histoire de cette discipline. En détaillant la multiplicité des théories et des discours, Claude Mouchot, professeur à l'université Lumière-Lyon-II, s'est employé à décrypter ces « causalités croisées », omniprésentes dans la réalité économique. A noter un chapitre intéressant sur les problèmes posés par « la rationalité économique » et sur le nécessaire retour sur scène du « politique » en tant que contrepoint à une science économique trop dominante (Hachette, « HU Économie », 318 p., 135 F.).

EPSCI
ESSEC

Formation
en 4 ans au
Management
International



L'international, notre métier

Nous formons les futurs cadres internationaux nécessaires au développement des entreprises sur les différents marchés du monde.

■ quatre années d'études après le baccalauréat

■ programme bi-national avec double diplôme (Grande-Bretagne, Allemagne, Pays-Bas)

■ une des 3 meilleures écoles françaises de formation aux affaires internationales

Admission

■ en 1^{re} année, par le concours S.E.S.A.M.E

■ en 2^{de} année, pour les "Bac + 2"

■ en 3^{de} année, pour les "Bac + 3"

Possibilité d'effectuer la scolarité sous le régime de l'apprentissage (2 ans de scolarité gratuite - étudiant rémunéré)

Contact
Service
Admissions
Tél. 01 34 34 31 31
Fax. 01 34 34 36 76

Établissements d'enseignement supérieur privés reconnus par l'État. Membres de la FEF. Affiliés à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nanterre - Val d'Oise - Yvelines.

031 711 11 11

L'an VI des Instituts universitaires professionnalisés

Créés en 1991, à l'initiative de Claude Allègre, alors conseiller de Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale de l'époque, les Instituts universitaires professionnalisés (IUP) tiennent-ils leur pari ? Un pari ambitieux puisque leur vocation est de former des jeunes « cadres de terrain » imprégnés de la culture de l'entreprise grâce à la forte implication du monde économique dans les cursus, et donc immédiatement opérationnels. Une chose est sûre : les IUP se développent à un rythme soutenu.

En 1991, les 27 premiers IUP ont accueilli quelque 2 000 étudiants. Cinq ans plus tard, on compte 30 000 étudiants inscrits dans 187 IUP : 94 dans le secteur secondaire (industrie, sciences, etc.) et 93 dans le tertiaire, qui rassemble les deux tiers des effectifs. L'implantation des IUP dans le tertiaire représente une vraie innovation, dont l'objectif est d'offrir aux étudiants une voie concurrente aux écoles de commerce, plus proche de l'entreprise et beaucoup moins onéreuse.

Les IUP forment en trois ans des étudiants recrutés au niveau bac + 1. Le diplôme, de niveau bac + 4, est une maîtrise assortie du titre d'ingénieur-maître, décerné après avis d'un jury spécial. Aujourd'hui, le recul est insuffisant pour disposer d'un bilan sur l'insertion des diplômés. Seules peuvent être recueillies des données très partielles.

A l'université Montpellier-1, par exemple, l'IUP du commerce et de la vente, ouvert en 1992, a mené en décembre 1996 une enquête sur sa première promotion, sortie en août 1995. Sur 37 diplômés, 62 % avaient un emploi, 11 % poursuivaient leurs études et 24 % étaient en recherche d'emploi.

DEMANDE D'HABILITATION

A l'université de Savoie, l'IUP ingénierie du management et des services, à Chambéry, qui a ouvert en 1992 une filière transport, botellerie, tourisme et loisirs (THTL), a réalisé une enquête à la même période. Sur 60 étudiants qui ont répondu, 75 % avaient un emploi, 5 % faisaient leur service militaire, 5 % poursuivaient des études et 15 % étaient en recherche d'emploi ou en inactivité. Autre donnée pour cet IUP : seuls 20 % de ceux qui avaient un emploi étaient dotés du statut de cadre.

Les stages en entreprise figurent parmi les points forts de cette formation : l'Igaen observe que leur durée moyenne est de sept mois et une semaine sur trois ans. Dans les IUP du tertiaire, elle atteint même neuf mois, selon le ministère de l'éducation nationale. Aussi, quand le projet des « stages diplômants » a été présenté comme une innovation par le CNPE, « on en est resté pantalon », souligne Jean-Claude Werrebrouck, président de l'assemblée des directeurs d'IUP et directeur de l'IUP de Lille-1 management et distribution. En outre, différentes instances regroupent à parité des universitaires et des professionnels.

Formation Plus de 40 % de l'enseignement des IUP est dispensé par des cadres d'entreprise

« Les entreprises ne jouent pas le jeu », déplore Eric Vermette, directeur de l'IUP Quels sont les salaires d'embauche ? Là non plus, pas de statistiques globales. Pour l'IUP de Chambéry, l'enquête indique une moyenne de 110 000 francs brut par an. Mais 30 % des salaires sont inférieurs à 70 000 francs net.

Du côté des entreprises qui connaissent ces filières, l'écho est favorable. « Les diplômés sont expérimentés, proches du monde de l'entreprise et, surtout, ils ont les idées claires sur ce qu'ils souhaitent faire », remarque Anne Bost-Raux, chargée du recrutement à la BNR, où les diplômés de la filière banque-finances ont un salaire d'embauche d'environ 160 000 francs brut par an. Du même ordre de grandeur que celui des jeunes diplômés d'écoles de commerce (entre 150 000 et 190 000 francs par an).

Les IUP ne maouqueot pas d'atouts. Comme le souligne l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (Igaen), qui a enquêté auprès de 54 IUP au cours de l'année 1993-1994, « d'une façon générale, tous les IUP s'avèrent le produit d'une véritable collaboration entre les universités et les entreprises, en vue d'une adéquation de la formation à l'emploi, l'absence d'une telle adéquation étant fréquemment reprochée à l'éducation nationale ». En fait, les cadres d'entreprise interviennent à tous les niveaux.

Ainsi, au départ, la moitié des enseignements devaient être dispensés par eux. Ce quota, aboli en 1995 par le ministère de l'éducation nationale, a finalement été ramené à un quart dans le cahier des charges des IUP publié en 1996 par la Commission consultative nationale (CCN) des IUP et des IUT (Instituts universitaires de technologie). Néanmoins, l'Igaen constate que les professionnels réalisent en moyenne 40,5 % des enseignements, en dépit de la faiblesse des rémunérations et défraitements.

Cette année en alternance a été « déterminante » pour son embauche à Castorama, assure-t-elle. « C'est le fait d'avoir allié études

à l'instar de la CCN, chargée de donner son avis sur l'habilitation des IUP accordée pour quatre ans.

« L'idée de départ était que l'on ne pouvait habiller une IUP qu'à partir du moment où une organisation professionnelle s'engageait et pouvait même chiffrer les débouchés », indique Jean-Claude Werrebrouck. « A chaque fois que la CCN reçoit une demande d'habilitation, nous, au CNPE, interrogeons le secteur professionnel concerné sur ses besoins, ajoute Michel Guyot, chargé de l'enseignement au CNPE, qu'il représente à la CCN. Et ceci a parfaitement été accepté par les universitaires. »

Malgré cette apparente réussite, les difficultés rencontrées par les IUP n'ont pas manqué. Initiatives de gauche, ils ont pu apparaître comme des concurrents des écoles d'ingénieurs, des IUT, et comme des sous-produits universitaires. Le CNPE n'a pas beaucoup apprécié que ce projet soit lancé sans concertation. Finalement, l'existence même des IUP « a été remise en question durant le gouvernement Balladur », se souvient Yvar Ekland, ancien président de la Commission consultative nationale des IUP et des IUT (CCN) et ancien président

Ingénieur-maître

Le titre d'ingénieur-maître, de niveau bac + 4, délivré par les Instituts universitaires professionnalisés (IUP), ne doit pas être confondu avec celui d'ingénieur, de niveau bac + 5. Le risque de confusion entre les deux a d'ailleurs conduit le Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF), ainsi que l'Union des cadres ingénieurs CGC, à intenter un recours en Conseil d'Etat, qui les a déboulés, fin 1994.

Le titre d'ingénieur-maître est décerné aux étudiants diplômés d'une maîtrise obtenue en IUP, sur proposition d'un jury spécial, composé à parité d'enseignants et de cadres d'entreprise. Celui-ci se prononce au vu de l'ensemble de la scolarité, et notamment des compétences développées par l'étudiant au cours des stages. Certains IUP n'ont pas encore mis en place ce titre, que les étudiants réclament pourtant. D'autres placent la barre très haut. En gestion du patrimoine, à l'université Paris-Dauphine, les étudiants doivent avoir 14 de moyenne. Dans les IUP du secteur tertiaire, 67 % des diplômés d'une maîtrise sont ingénieurs-maîtres.

Les vertus de l'alternance

Chef de rayon chez Castorama, « c'est une vie très prenante, mais formidable », Valérie Cressent, vingt-trois ans, titulaire d'une maîtrise délivrée par l'Institut universitaire professionnalisé (IUP) management de la distribution de Lille-1 et du titre d'ingénieur-maître, n'aura guère eu le temps de souffler entre la fin de ses études et son premier emploi. Fin août 1996, son mémoire à peine soutenu, un poste l'attend déjà.

Elle a découvert le monde du travail et de la distribution lors de son année de licence à l'IUP, grâce à un stage de deux mois et demi chez Kiabi, une chaîne de magasins de vêtements. Puis, en année de maîtrise, qu'elle a effectuée en alternance dans la même société, où elle était responsable du rayon « accessoires » et d'une équipe de trois personnes. Durant un an, elle a donc passé deux jours par semaine à l'université et trois en entreprise. « Travailler et faire son mémoire en parallèle, ce n'est pas toujours évident. »

Cette année en alternance a été « déterminante » pour son embauche à Castorama, assure-t-elle. « C'est le fait d'avoir allié études

universitaires et expérience professionnelle, d'avoir déjà eu des responsabilités. » Ce qui peut paraître paradoxal avec son statut de chef de rayon « stagiaire », qu'elle doit conserver six à huit mois, le temps « d'apprendre le métier et de s'adapter à l'entreprise ». Son salaire est d'environ 120 000 francs brut par an, primes incluses. « Un salaire très correct », juge-t-elle.

DIRECTEMENT EN LICENCE

A l'instar de 60 étudiants de sa promotion sur 80, Valérie est entrée à l'IUP directement en licence. Certains étaient en effet déjà titulaires, comme elle, d'un DUT (diplôme universitaire de technologie), d'autres d'un BTS, ou avaient suivi des études de niveau bac + 2. « Les étudiants ne connaissent pas bien la filière IUP. C'est dommage, en première année, il y a souvent un stage. Pourquoi a-t-elle fait le choix de l'IUP ? » « Souvent les grandes écoles sont chères. Et puis c'est une formation universitaire reconnue. » Mais pas très connue. C'est pourquoi, en 1994, elle a participé à la création de Promodis, une association d'étudiants desti-

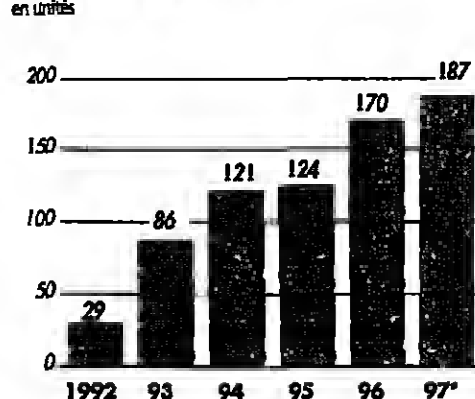
née à « promouvoir l'IUP et à développer le réseau d'entreprises partenaires ».

Celles-ci sont une dizaine, qui versent leur taxe d'apprentissage à l'IUP, détachent des cadres pour participer à l'enseignement et proposent des stages. L'IUP est d'ailleurs issu d'une formation pour le management de la distribution, créée il y a une dizaine d'années par un ensemble d'entreprises. Les cadres viennent à l'IUP « porter de leur métier, dans les domaines du marketing, des ressources humaines, etc. ». Bref, ils racontent « la vie ou quotidien ».

Un dialogue s'installe avec les étudiants. « Les professionnels apportent leur expérience et nous, notre vécu. Certains ont des méthodes anciennes ou des points de vue avec lesquels nous ne sommes pas d'accord. On en discute. » A l'évidence, ses années d'IUP l'ont marquée. N'est-elle pas présidente de l'Association des anciens ? « J'essaie toujours de vendre l'IUP parce qu'il m'a beaucoup apporté, à commencer par un emploi et un métier que j'aime. »

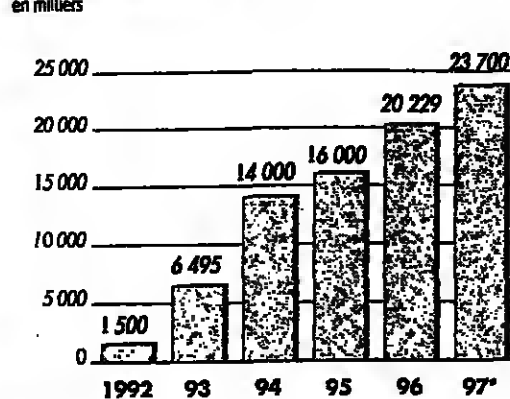
R. A.

Nombre de filières IUP



Estimations

Evolution des effectifs



Sources : ministère de l'éducation

de l'université Paris-Dauphine. Cette période de flottement, qui a duré près d'un an, n'a sans doute pas favorisé la promotion des IUP ni leur image. Ce qui explique sans doute en partie que les effectifs n'atteignent pas l'objectif initial de cent étudiants par promotion. Ils sont en moyenne soixante-quatre, selon le rapport 1995 de l'Igaen.

En outre, le projet initial a été « édulcoré » en 1995, indique Yvar Ekland. « L'obligation de deux longues vivantes a été supprimée, la durée des stages raccourcie, et l'on a dit aussi que toutes les formations à caractère professionnel de type MST (maîtrise des sciences et techniques) avaient vocation à devenir des IUP. » Ce qui a brouillé le paysage universitaire.

De plus, l'avis de la CCN sur les habilitations des IUP n'a pas toujours été suivi. Ainsi, en 1996, elle a proposé de ne pas habiller dix IUP ne répondant pas, selon elle, aux exigences du cahier des charges. « Le ministère a décidé de les habiller pour un an », indique Yvar Ekland. Par ailleurs, le rapport 1995 de l'Igaen souligne plusieurs anomalies, comme des effectifs trop faibles, voire nuls, dans certains IUP en 1^{re} année, et des recrutements directs trop importants en 2^e année d'étudiants de niveau bac + 2 (DUT, BTS, Deug, classes prépas, etc.). D'où des profils d'étudiants parfois très hétérogènes et difficiles à gérer.

Enfin, l'Igaen relève « l'inadaptation fréquente des moyens », qui

« compromet le développement de ces nouvelles filières cependant relativement peu onéreuses ». D'où des solutions parfois bricolées, par exemple le versement par les étudiants d'une redevance, en principe facultative, pouvant atteindre 10 000 francs par an.

A l'université Paris-Dauphine, les semestres d'études de l'IUP gestion du patrimoine ont été amputés d'une semaine, par souci d'économie.

D'autres IUP doivent restreindre le nombre de places offertes faute de locaux et de postes d'enseignants suffisants, comme à Montpellier-1, où il y a 600 demandes d'inscription pour 45 places à l'IUP du commerce et de la vente.

En dépit de leur relatif succès, les IUP restent méconnus auprès des étudiants et des employeurs, ils manquent de moyens financiers pour s'imposer. On prévoyait à l'origine que la moitié des étudiants universitaires devaient sortir des IUP en l'an 2000. Une prévision très éloignée de la réalité.

Francine Alzicovic

ESSEC

M. S.

Onze formations d'expertise en un an

- M.S. Marketing Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Assurance-Finance
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Gestion Achats Internationaux
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Management Urbain, Environnement et Services
- M.S. Management Stratégique des Services*
- M.S. Management des Industries Agro-Alimentaires, en partenariat avec l'ESIA, l'ENAGRO et l'INRA-IG
- M.S. Stratégie et Ingénierie des Affaires Internationales, en partenariat avec l'EPSC
- M.S. Management des Systèmes d'Information Répartis, en partenariat avec l'IGIT

Journée Portes Ouvertes 15 mars 1997
10 h/15 h à l'ESSEC IMD (CMT-La Défense)

Clôture des inscriptions : 12 mai 1997

* Sous réserve de son accréditation par la Conférence des Grandes Ecoles
Associations des IUT, affiliée à la Conférence de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Yvelines-Fautou.
Membre de la Faculté, Membre de la Conférence des Grandes Ecoles.

3^{ème} cycles
Maîtrises
Spécialisées

Votre choix
professionnel

ESSEC
Avenue Bernard Hirsch
B.P. 105
95021 Cergy-Pontoise
Cedex

Contact
Brigitte Van Roy
tel. 01 34 43 39 93
fax. 01 34 43 39 30

Des initiatives locales

On compte 187 Instituts universitaires professionnalisés (IUP). Certains ont su faire preuve d'innovation. Quelques exemples :

■ MONTPELLIER-1

L'IUP du commerce et de la vente, à Montpellier-1, qui organise dix mois de stage sur trois ans d'études, a mis en place une convention avec la Fnaim (Fédération nationale des agents immobiliers). Celle-ci finance une spécialisation en vente immobilière, y fait intervenir des professionnels et mandate un coordinateur chargé de faire le lien entre eux.

■ CLERMONT-FERRAND-1

A l'université d'Auvergne-Clermont-Ferrand-1, les étudiants de l'IUP management et gestion des entreprises ont l'obligation d'effectuer au moins un stage de quatre mois à l'étranger. Ils peuvent aussi y étudier durant un semestre. « Nous avons tissé des liens avec trente facultés de l'étranger », précise Maurice Chesnevoy, directeur de l'IUP Du Canada aux Etats-Unis en passant par la Pologne et la Biélorussie. Pour financer les voyages, l'IUP a créé une association, gérée par les professionnels et les étudiants, à

laquelle ces derniers cotisent à raison de 5 000 francs par an. Un fonds social prend en charge les frais de ceux qui n'ont pas les moyens de payer. L'IUP multiplie d'ailleurs les réseaux. Pour placer chaque année environ 400 étudiants en stage, elle collabore avec 150 à 200 entreprises.

■ UNIVERSITÉ DE SAVOIE

L'International, c'est également le point fort de l'IUP d'ingénierie du management et des services de l'université de Savoie. Dans chacune de ses filières : transport, botellerie, tourisme et loisirs (THTL) et management et gestion des entreprises (MGE), les étudiants peuvent obtenir des doubles diplômes délivrés par l'IUP et des universités britanniques et allemandes.

Enfin, si la formation continue est quasiment absente des IUP, alors quelle figure dans le cahier des charges, certains se lancent dans l'aventure, comme celui de Dauphine-Paris-IX, en gestion du patrimoine, qui, dès octobre, proposera une maîtrise en deux années d'études, accessible à des cadres de niveau bac + 2.

POUR COMPRENDRE
LE FUTUR
MIEUX VAUT CONNAÎTRE
LE PRÉSENT



Un véritable atlas économique et social
du monde d'aujourd'hui

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

Secteurs de Pointe



Regroupant 33 communes (350 000 habitants) LE DISTRICT DE RENNES, Etablissement Public, recherche pour sa Direction du Développement Economique et de la Technologie son (sa)

Responsable du Développement

- Filière des Télécommunications -

Votre fonction, stratégique pour l'agglomération rennaise, sera de prospecter en France comme à l'étranger les entreprises de Télécommunications et des secteurs associés en vue de leur implantation sur le District.

Une formation d'ingénieur (SUPELEC, SUP TELECOM, ou équivalent) et une expérience commerciale probante sont indispensables pour réussir dans ce poste impliquant une aptitude relationnelle à haut niveau (Ets, scientifiques, dirigeants d'entreprises, ingénieurs de développement...).

Bien sûr, vous parlez anglais et vous êtes disponible pour de fréquents déplacements de courte durée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. RDT/AM à notre conseil : Olivier PLESSE - OUEST RESSOURCES HUMAINES 12 Quai Deguay Trossin - 35000 Rennes, qui vous garantira discrétion et réponse. Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris.

ORH



CANON RESEARCH CENTRE FRANCE S.A. (Un des 5 laboratoires de Recherche et Développement du Groupe CANON en dehors du Japon) est un centre de recherche et de prototype,

représentant la créativité du Groupe dans les domaines des télécommunications et des télécommunications. Pour poursuivre notre développement, nous recrutons 6 ingénieurs



Pour notre département Architectures de Télécommunications

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - CDI - réf. DMA.01

Profil : Docteur en informatique, vous êtes spécialiste de l'architecture et de l'implémentation des systèmes d'exploitation. Vous justifiez d'une expérience de plusieurs années dans la recherche.

1 INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT LOGICIEL SYSTÈME - CDI - réf. DMA.01

Profil : Ingénieur développement sur logiciel de base vous êtes spécialiste WINDOWS NT et justifiez d'une solide expérience de plusieurs années.

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - CDI - réf. DMA.02

Profil : Spécialiste en protocoles de transmission de données, vous avez une expérience de plusieurs années dans la recherche et le développement dans un poste similaire (dans différentes sociétés internationales spécialisées «Cisco» et «LAN»).

Pour l'ensemble de ces postes basés à RENNES, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'envoyer votre manuscrite et CV en français et en anglais, photo et prétentions sous référence du poste choisi à Canon Research Centre France S.A. à l'attention de Madame Delphine Tardier - rue de la Touche-Lambert 35177 Cesson-Sévigné cedex - France.

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - CDD 18 MOIS À COMPTER DE MARS 1997 - réf. DMA.03

Profil : Vous êtes spécialiste hardware électronique (cartes d'ingénierie : EISA, ISA, EISA/ET ou équivalent) et justifiez d'une solide expérience de 3 à 5 années.

Pour notre département de Recherche Théorique

1 CHEF DE PROJET - CDI - réf. IPA.04

Profil : Vous êtes spécialiste en traitement et compression des images et avez une thèse dans ce domaine. Vous justifiez d'une expérience industrielle de 5 à 10 ans.

Pour notre département Développement

1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN - CDD 18 MOIS À COMPTER DE MARS 1997 - réf. INMA.01

Profil : Vous êtes ingénieur développement mécanique. Vous avez travaillé dans le cadre d'un projet de développement.

responsable développement systèmes H/F

ingénieur grande école

HIGH-TECH

PARIS OUEST

Nous sommes l'un des tout-premiers groupes mondiaux de la Santé. Nos produits de diagnostic (réactifs et automates) sont appréciés pour leur qualité et leur aspect novateur. Notre recherche/développement compte plusieurs centaines de personnes aux USA et en Europe.

Nous développons de nombreux projets d'automates et de systèmes. Pour renforcer son équipe, le Directeur du Développement et de la Fabrication d'automates et systèmes crée un poste de Responsable Développement Systèmes.

Votre rôle, très complet, consistera à :

- Concevoir l'architecture du Système en termes de :
 - Définition, faisabilité, coûts, qualité,
 - Conception, fiabilité, performances,
 - Conformité ISO et plan de documentation.

- Valider le système :

- Etablir le plan de tests détaillé,
- Exécuter le plan de tests avec l'équipe R/D,
- Valider en clinique. Documenter en résultats.

- Etablir le processus de suivi des problèmes-système :

- Définir les priorités et les critères de résolution.

Vous serez en rapports étroits avec tous les services de notre groupe et encadrerez une équipe de 4 collaborateurs.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez acquis une très solide expérience en développement de système comportant l'encadrement d'une équipe de développement logiciel dans une industrie de biens d'équipement.

Vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions), sous la référence BS 45, à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications (voix, données, image,...) destinées aux entreprises et administrations. L'importance de nos activités sur le marché français nous conduit à rechercher un

DIRECTEUR DE MARCHÉ «GRANDS COMPTES»

PARIS OUEST

500 KF +

Missions et Responsabilités

A la tête d'une équipe d'ingénieurs commerciaux confirmés, vous êtes chargé de développer un chiffre d'affaires d'environ 200 MF auprès de grands comptes nationaux et internationaux. Vous évaluez les potentiels de votre marché et définissez les stratégies commerciales adaptées. Vous dirigez l'activité de vos collaborateurs et êtes responsable du respect des plans d'action et de l'atteinte des objectifs. Vous vous impliquez personnellement dans les négociations au plus haut niveau. Attentif à l'homogénéité de notre offre, vous coordonnez les négociations au plus haut niveau. Attentif à l'homogénéité de notre offre, vous coordonnez les négociations au plus haut niveau. Attentif à l'homogénéité de notre offre, vous coordonnez les négociations au plus haut niveau.

Profil et Offre

A 35 ans environ, vous êtes de formation supérieure (Ingénieur ou ESC). Vous bénéficiez d'une expérience réussie en environnement high tech (offres complexes dans les domaines d'information, télécom ou équivalent). Vous maîtrisez l'approche des grands comptes et l'encadrement d'équipes commerciales. Homme d'analyse et de décision, vous êtes un leader reconnu tant par votre impact personnel que par votre capacité à fédérer les énergies. Nous vous proposons de jouer un rôle-clé dans notre développement. La dimension de notre groupe et son envergure internationale vous garantissent d'importantes perspectives d'évolution.

Les entretiens avec la société auront lieu le 18 février.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 5928 à notre conseil : PREMIERE LIGNE 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex Fax : 01 46 05 00 34

Ingénieur CAO-DAO

Vous prendrez en charge, au sein de la Direction Projets et Technique, le développement de l'outil CAO-DAO dans la fonction études.

Vous poursuivrez la mise en œuvre de Catia dans le service sous les aspects logiciels et matériels, ainsi que le déploiement de l'ensemble des filières technologiques potentielles de l'outil. Vous assurerez également la formation et l'assistance techniques nécessaires aux ingénieurs et techniciens utilisateurs. Vous serez responsable des investissements liés à l'outil CAO ; enfin, vous participerez aux actions de développement ou niveau de la Division Transport.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience dans une fonction similaire, acquise sous les aspects logiciel (Catia) et matériel. Vos compétences techniques, votre sens du terrain et de bonnes capacités relationnelles ainsi que la pratique de l'anglais vous seront indispensables pour mener à bien votre mission.

GEC ALSTHOM
TRANSPORT

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CAO à notre service recrutement : Etablissement GEC - rue Jacquard - BP 45 - 59494 Petite-Forté - Fax : 03 27 14 16 88.

INGÉNIEUR RESPONSABLE GÉNIE AÉRODYNAMIQUE ET CLIMATIQUE

Le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment est un Centre de Recherche et d'Essais unique en Europe dans le domaine du bâtiment.

Merci d'envoyer votre manuscrite et CV détaillé à : Jean-Noël ANDRÉ Service des Ressources Humaines CSTB 4, avenue du Recteur Poincaré 75782 PARIS CEDEX 16.

Vous avez 35-40 ans environ et vous êtes diplômé ingénieur avec DEA ou doctorat. Vous avez une double compétence scientifique et commerciale que vous avez perfectionnée par une expérience industrielle (10 années en R & D par exemple). Vous parlez bien l'anglais et vous êtes mobile.

Avec la Soufflerie Climatique Jules Verne, sans équivalent mondial (établissement de Nantes) le CSTB vous propose un environnement à la mesure de votre motivation tant dans le domaine du Bâtiment que dans ceux de l'automobile, de la Défense ou de l'industrie.

Directement rattaché au Chef de Service, vous serez responsable du développement de l'ingénierie Aérodynamique et Climatique à partir de l'utilisation de la Soufflerie Climatique Jules Verne. Votre sens de la négociation, vos capacités de communication, de conduite de projets scientifiques et techniques et votre créativité vous permettront de réussir dans cette mission.

CSTB
le fait en construction



Notre groupe CAP GEMINI est leader européen dans le domaine du service et du conseil en informatique et télécommunications. Nous disposons notamment de centres de compétences dédiés à la mise en place de Projets SAP (plus de 400 projets réalisés dans 15 pays). Pour répondre à l'attente de nos clients nationaux comme internationaux, notre équipe de plus de 100 personnes en France renforce son potentiel de conseil et recherche des :

CONSULTANTS CONFIRMÉS SAP/R3 Modules FI - AM - CO - MM - PP réf. 44517

CONSULTANTS EXPERTS FONCTIONNELS Achats - Finance - Logistique - Production réf. 44506

Pour plus d'informations, rejoignez-nous dans le cahier "INITIATIVES" de mardi 28 Janvier, rubrique Audio/Conseil ou adressez CV, lettre, photo et rémunération actuelle à notre Conseil OPTÉAM, Le Quintet A - 12 rue Danyou - 92517 Boulogne cedex. Fax : 01 47 61 49 45 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

صكنا من الامل

VIII / LE MONDE / MARDI 28 JANVIER 1997

Secteurs de Pointe

REPRODUCTION - Reseaux

"N'attendez pas qu'on soit dans le dictionnaire pour nous rejoindre"

Paris
Grenoble
Nantes
Lyon

TEAMLOG [ti:mlog]

SSI créée en 1991. Expert en architecture client-serveur, elle a d'abord construit son développement par la qualité de ses interventions au service d'une clientèle de grands comptes avant d'étendre ses compétences à des secteurs industriels, les télécommunications et les systèmes d'information. Une stratégie qui lui a permis d'atteindre 160 collaborateurs pour un CA de 75 M.F. en l'espace de 6 ans.

S'est fait particulièrement connaître à partir de 1996 en recrutant 40 ingénieurs, jeunes diplômés ou expérimentés, pour accompagner la croissance dans ses différents domaines d'activités, au forfait et en assistance technique.

Administration de systèmes Unix et Windows-NT, administration de réseaux, administration de bases de données.

- Conception et développement SGBDR sous UNIX, LAG, Infocentre, IHM, C++.
- Développement de logiciels réseaux WAN et LAN et téléphonie.
- Conception d'architectures et administration de réseaux voix/données/images.
- Conception et réalisation de systèmes temps réel.

Synonymes : ambition, efficacité, croissance, solidité financière.

N'attendez pas, envoyez-nous votre dossier en précisant le lieu de travail souhaité à TEAMLOG.

"Le Pato" - 104, av. Albert 1^{er} - 92563 Rueil-Malmaison Cedex.
Tél. : 01 47 52 95 40 - Fax : 01 47 52 95 42
E-mail : candidatures@teamlog.fr



Nous avons choisi la dermatologie.

Ingénieur informatique junior

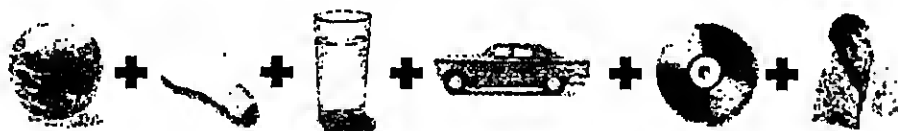
L'information est pour vous une passion. La preuve : vous n'êtes jamais à cours d'idées pour assurer avec toujours plus d'efficacité son développement et son administration. Nous vous proposons de prendre en charge la gestion des bases de données utilisées dans le Groupe telles que Oracle PC Express, Sales Analyser, Concerto, Product's coding, Data management, Electronic submissions... Vous assurerez un rôle de conseil et de suivi dans l'évolution des bases dont vous aurez la responsabilité. Titulaire d'une formation supérieure effectuée en université type OESS génie informatique ou en école d'ingénieur, après un à trois ans d'expérience, vos connaissances en base de données (Oracle, SQL Server) sont totalement opérationnelles. Des notions en réseaux, topologies, NT, TCP/IP seront fortement appréciées. Pour ce poste, basé à Levallois-Perret, l'anglais est indispensable. (réf. U/NP23)

Pour Galderma, laboratoire dédié exclusivement à la dermatologie, atteindre la première des premières places est plus qu'une ambition. C'est une véritable raison d'être. Filiale de Nestlé et de L'Oréal, l'entreprise développe son très haut niveau de compétence dans la recherche et la production de médicaments jusqu'à leur commercialisation dans le monde entier.

GALDERMA

Alors, si participer activement à la réalisation d'un projet ambitieux vous motive, merci d'envoyer votre dossier de candidature aux Laboratoires Galderma, Recrutement, 30 avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

CONSULTANTS SAP



NOS RÉFÉRENCES MULTIPLIENT FORCÉMENT VOS RÉFÉRENCES



Filiale du groupe Euriware, Axisse est spécialisée depuis 1987 dans le conseil, la mise en œuvre et la réalisation de projets SAP Société du Réseau Euriware. Euriware est la deuxième SSI pour l'industrie en France avec un CA de 810 millions de francs en 1995 et un effectif de 736 personnes. Les missions de conseil menées par Axisse comprennent l'étude préalable du système d'information, la conception et la réalisation du paramétrage, la formation et l'assistance au déploiement de l'ensemble des modules de SAP.

De formation supérieure, vous justifiez de 3 à 10 années d'expérience dans une fonction opérationnelle, qui vous a permis de comprendre les métiers de l'entreprise : finances et contrôle de gestion, logistique, gestion de production, maintenance, ressources humaines. Les métiers du conseil vous intéressent. La connaissance de SAPR3, acquise au

cours d'un projet d'implantation, sera un avantage sans être indispensable. La mise en place d'autres grands projets ou la participation à des projets organisationnels, sont des expériences suffisantes pour des candidats novices. Pour les consultants non formés à SAP, Axisse, en relation avec l'éditeur, organise la formation dans les délais les plus courts. Vous réaliserez l'étude préalable du système d'information, la conception de la solution, la formation et l'assistance au déploiement de l'ensemble des modules du projet SAP. Ces postes basés en région parisienne comprennent d'éventuelles missions en province.

Pour rejoindre Axisse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre et CV) sous la référence AXE01, à Euriware, DRH, 12/14 rue du Fon-de-Saint-Cyr, 78067 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex, d'où nous retrouverons sur Internet, www.euriware.fr



RESEAU EURIWARE
L'industriel des systèmes d'information



Union Européenne de C.I.C.

Ingénieur Systèmes Junior

L'Union Européenne de C.I.C. révèle les talents

L'Union Européenne de C.I.C. vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions : elle aura pour vous la souplesse d'une structure jeune et la dimension d'une holding, la diversité de métier d'une banque d'affaires et les opportunités d'un des principaux groupes bancaires.

Notre développement sur les activités de marchés nous amène à renforcer notre équipe Informatique de Marché. Vous serez en charge de l'administration et du suivi des systèmes Windows NT. Vous gèrerez les profils utilisateurs et les domaines, assurerez la sécurité au niveau des fichiers et services du système et assurerez une veille technologique pour faire évoluer l'architecture.

Vous participerez par ailleurs à la mise en place du nouveau système d'information de notre salle de marché.

De formation grandes écoles d'ingénieurs (Télécom, Supélec...), vous bénéficiez d'une première approche significative des activités de marché acquise au cours de stages ou de missions de longue durée. Vous avez bien sûr une bonne connaissance du noyau Windows NT, des plates-formes machines à base d'Intel et, si possible, d'Unix.

Votre sens du service, votre réelle implication et votre disponibilité vous permettront de réussir pleinement dans cette mission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo) sous la réf. LM15, à L'Union Européenne de C.I.C. Direction des ressources humaines, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.



JEUNE INGÉNIEUR ASSISTANCE EXPORT - VALENCE (26)

Filiale du groupe LEYBOLD, premier spécialiste mondial des techniques du vide, nous recherchons un jeune ingénieur pour accompagner notre développement. Au sein de l'équipe marketing et ventes basée à Valence et rattaché directement à son responsable, vous assurez le support technique à des unités commerciales de différents pays et le suivi des relations avec des clients. Vous avez ainsi pour mission de contribuer à la création de produits et à l'interface avec nos services techniques, pour l'établissement de cahiers des charges notamment. Tout en étant essentiellement sédentaire votre activité peut impliquer quelques déplacements à l'étranger.

Vous avez un diplôme d'ingénieur (ENI ou équivalent), mécanicien de préférence, et, si possible, une première expérience professionnelle acquise dans un secteur industriel. Une bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 968, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature de façon confidentielle.

ERC HELENE REFREGIER CONSEIL
17, rue de la Baume 75008 Paris



Ingénieur

Pouvez-vous offrir à votre entreprise ?

39% des 1,4 Md de francs en 1996. Altair du conseil et de la technologie. Partenaires 250 groupes dont nous assurons la progression et l'opportunité de dynamiser.

Merci d'adresser votre candidature en la enveloppe la référée à Jean-Michel MARIE ALTRAN, 58 Bd Gouvion, 75008 Paris Cedex 1.

Pointe Informatique - Réseaux Télécommunications

Ingénieurs débutants grandes écoles
 Mines, Centrale, X, Télécom...



De l'aéronautique à l'industrie automobile, de la construction navale aux biens de grande consommation, quel est le point commun ? CATIA, le logiciel CFAO, standard de l'industrie. Partout à travers le monde, DASSAULT SYSTEMES est le partenaire privilégié des plus importants groupes industriels. Dans le plus grand laboratoire de développement au monde, qui réalise 90 % de son chiffre d'affaires à l'international, nos ingénieurs mettent l'imagination en action et font passer du virtuel au réel les produits de demain.

Pour l'amélioration continue des processus de nos clients et pour répondre à leurs impératifs de coût, de temps de cycle et de qualité, DASSAULT SYSTEMES réalise les architectures les plus novatrices. Pour participer à la définition de nouvelles fonctionnalités et renforcer nos équipes de développement, nous recherchons des compétences pointues dans les domaines suivants :

- les techniques orientées objet, les réseaux neuronaux, les mathématiques avancées, le multimédia et la distribution (Internet, Corba...);
- les applications métiers : mécanique, ingénierie, analyse, simulation, fabrication, design industriel...

Vous êtes ingénieur de grande école, curieux de toutes les innovations, fort, peut-être, d'une expérience internationale. Autonome, créatif, vous avez l'esprit d'équipe, une forte personnalité et maîtrisez bien sûr l'anglais. Avec DASSAULT SYSTEMES, vous le verrez, pour vous, demain commence aujourd'hui.

Ecrivez-nous, sous réf. LM 27/01 à DASSAULT SYSTEMES, DRH, 9, quai Marcel-Dassault, 92156 SURESNES Cedex.

Du virtuel au réel, la réussite de nos clients passe par vous.

DASSAULT SYSTEMES PARIS - TOKYO - LOS ANGELES

CATIA-CADAM SOLUTIONS



Nous sommes le 1^{er} Producteur Exportateur Européen de Volailles, 8 000 personnes, CA de 7,8 milliards de francs et nous recherchons un



CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

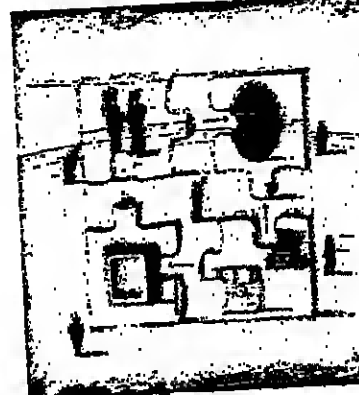
Au sein du service Informatique Industrielle du Groupe, vous assurez le suivi des logiciels et du matériel de l'ensemble de nos filiales. A terme, vous serez responsable de la conception et/ou de la réalisation d'applications.

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez une solide expérience de 2 à 3 ans en Informatique Industrielle (langage C, Unix, Ethernet, ...) et possédez des connaissances en automatique et en connexions et interfaces vers des périphériques industriels.

Le poste est basé en Bretagne et nécessite des déplacements dans nos usines (Bretagne Centre et Nord). Merci de nous adresser votre lettre + CV + photo, sous référence 97/01 à SCORE BP 43 - 29150 PORT-LAUNAY.

SCORE

Ingénieur commercial



La division Matériaux et Contrôle de Texas Instruments conçoit et produit des dispositifs de contrôle et de régulation thermique, pour protéger l'équipement électroménager, automobile et aéronautique. Elle propose, en outre, un catalogue de plus de 1000 variétés de métaux plaqués, répondant aux exigences particulières de sa clientèle.

Pour supporter son développement, elle recherche un Ingénieur commercial, Ingénieur électricité ou mécanique, avec une première expérience de 3 ans dans la vente sur les marchés électroménager/ustensiles de cuisine et industriel (contacteurs, disjoncteurs, câbles de télécommunication...), vous optimisez volume et parts de marché. Très impliqué dans la phase d'identification des besoins de la clientèle, vous faites remonter les informations produits/marchés vers le marketing européen et le centre produit, basé aux Etats-Unis. Vous prospectez de nouveaux clients et gérez un carnet de clientèle représentant 5 millions de dollars en 1997 (Tefal, Schneider, Moulinex, Seb...).

Ce poste évolutif, basé à Vélizy, nécessite de nombreux déplacements de courte durée et une pratique professionnelle de l'anglais. La rémunération motivante (fixe + intéressement + voiture de fonction) sera à la hauteur de vos ambitions.

Karine Rolland Roumégoux vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (photo jointe) sous la référence 0247 à Texas Instruments, 8/10 avenue Morane-Saulnier, BP 67, 78140 Vélizy Villacoublay.

TEXAS INSTRUMENTS

Ingénieurs Grandes Ecoles

2 à 10 ANS D'EXPERIENCE

OUS
 HURE
 N Æ
 RE ?

sance,
 prévu
 leader
 jénierie
 ventes,
 plus de
 xpéans
 agnons
 nous
 itables
 qui veut
 arrière.

oculer
 ont sur
 itégrée
 -1-2-
 & Cjr.
 207

INGÉNIEURS TÉLÉCOMS & RADIO

MÉTIER :
 Architecture, Déploiement de réseaux, Commutation, Interconnexion, Administration.

COMPÉTENCES :
 - Protocoles/Normes : GSM, DCS-1800, DECT, PCN 1900...
 - Electronique analogique, Traitement du signal, Radiofréquence
 - Electromagnétisme, propagation, micro-onde
 - Stations de base, mobiles, couplage d'antennes, faisceaux hertziens
 - Déploiement de réseaux cellulaires

INTERVENTIONS :
 - Analyse, Etude, Conception de produits
 - Spécification, Mise en œuvre de solutions
 - Développement d'équipements et de logiciels
 - Conduite de projets, planification, organisation, coordination
 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.

ENVIRONNEMENTS :
 - Opérateurs Télécoms
 - Constructeurs Télécoms
 - Télécommunications Spéciales.

http://www.altran.fr

INGÉNIEURS SYSTÈMES & RÉSEAUX

MÉTIER :
 Architecture, Commutation, Transmissions, Administration, Interconnexion de réseaux hétérogènes, Topologie.

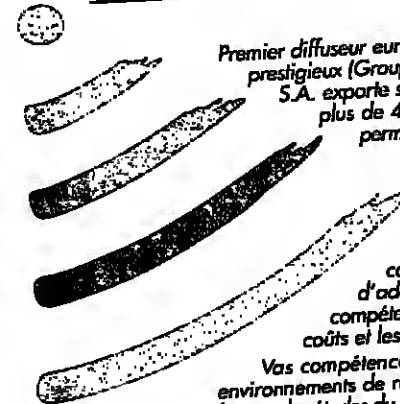
COMPÉTENCES :
 - Réseaux hauts débits : SDH, ATM, FRAME RELAY...
 - Réseaux LAN : TCP-IP, NOVELL, SNA, DSA
 - Réseaux WAN : X25, X75, X28
 - Internet : HTML, JAVA
 - Groupware : LOTUS NOTES
 - Environnements : Windows NT, Windows 95, DELPHI.

INTERVENTIONS :
 - Analyse, Etude, Conception de produits
 - Spécification, Intégration, Validation
 - Mise en œuvre de solutions
 - Management de projets.

ENVIRONNEMENT :
 - Banque, Finance, Salles de Marché
 - Assurance
 - Télécommunications
 - Industrie.



Les ingénieurs de l'innovation



Premier diffuseur européen de radio et de télévision, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (Groupe France Télécom), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, TDF S.A. exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de plus de 4,3 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données.

Nous recherchons le responsable du laboratoire Communications numériques et adaptation au canal radioélectrique pour notre centre d'études de Metz. Vous animeriez une équipe de chercheurs et conduirez un ensemble d'activités d'études dans le domaine des communications numériques et plus particulièrement dans les techniques d'adaptation au canal radioélectrique, afin de développer et valoriser les compétences des membres du laboratoire et de garantir les performances, les coûts et les délais.

Vos compétences dans le domaine des communications numériques, notamment en environnements de radiodiffusion et radiomobile, vous permettront d'être le garant du bon déroulement des études du laboratoire, conformément à la méthode de conduite des études du centre. Vous coordonnerez et superviserez leur préparation, leur réalisation, leur validation. Vous maîtriserez les outils de développement indispensables (programmation en C, SPW...). Vous veillerez à la valorisation des travaux du laboratoire par des démonstrations, des publications, des dépôts de brevets, en constante relation avec le monde scientifique et industriel. De formation ingénieur en télécommunications avec une spécialisation en traitement du signal ou en grandes écoles, vous avez nécessairement une expérience de 3 à 5 années de conduite d'études de projets, idéalement dans les domaines concernés, avec une première responsabilité d'encadrement ou de projets, idéalement en anglais écrit et parlé et une réelle connaissance du langage C. Basé à Metz, des déplacements ponctuels en France et à l'étranger sont à prévoir pour ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RL/LM, à Pascal Foulachon, TDF, 21-27 rue Barbès, BP 518, 92542 Montrouge Cedex.

Préparez, coordonnez et supervisez les études d'un laboratoire de recherche en Communications numériques

L'ESPRIT DES ONDES TDF Groupe France Télécom

051 711 011

Secteurs de Pointe

INGÉNIEUR « BAIES ET VITRAGES »

Le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment recrute pour son établissement de **MARNE-LA-VALLÉE**

Merci d'envoyer votre candidature au :
CSTB - Réf. IBV
Service des Ressources Humaines
4, avenue du Recteur Poincaré
75782 PARIS CEDEX 16.

Ingénieur, âgé de 30 à 35 ans, vous devrez avoir une expérience en menuiserie et vous aurez comme mission la gestion technique des marques de qualité NF fenêtres et produits associés.

En relation avec le chef de division, vos principales responsabilités consisteront à :

- conduire la politique technique des marques de qualité
- superviser le suivi
- faire évoluer les certifications existantes et en démarrer de nouvelles dans le domaine des stores, quincaillerie, joints, etc.

La maîtrise de l'anglais et des outils modernes de micro-informatique est indispensable.

CSTB
le futur en construction

Nous recherchons l'élite

Avec Java et l'Unit Java, Sun Microsystems a bouleversé la façon dont l'industrie et les utilisateurs perçoivent l'Internet. Aujourd'hui, nous vous proposons de profiter vous aussi, du succès de Sun en rejoignant, à Grenoble, notre équipe multinationale spécialisée en R&D Télécommunications.

RESPONSABLE MARKETING PRODUITS TELECOMS

Votre responsabilité : élaborer les meilleures solutions télécoms de demain et participer au championnat mondial de l'innovation.

A l'échelle internationale, vous définissez la stratégie marketing de nos solutions télécoms pour entreprises. La décision de développer un nouveau produit en adéquation avec la demande des professionnels vous incombera en propre.

Responsable du marketing mondial de notre centre de recherche, vous définirez toutes les actions marketing pour le développement et la promotion de nos produits.

Pour prendre la pleine mesure de cette responsabilité mondiale, réservée à un professionnel d'exception, vous possédez : diplôme d'une école de commerce et/ou d'ingénieurs - 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire - disponibilité pour de fréquents déplacements internationaux - anglais courant.

Maîtrise du français et du marketing opérationnel, de préférence dans notre secteur d'activité, constituerait un plus.

Merci d'adresser votre candidature par voie postale, fax ou E-Mail à : SunSoft
Gilles Goenen - 13, avenue Marguerite Sautinier - BP 53 - 78142 Vélizy Cedex
Fax : 01 30 67 53 00 - E-mail : Gilles.GEENEN@France.Sun.Com

Sun
microsystems

LA NATURE EST CAPRICIEUSE NOUS AIMONS CEUX QUI ANTICIPENT

A quoi ressemble le monde, dans 5 ans, dans 10 ans, dans 50 ans ? Si nous ne sommes pas une petite idée, c'est que notre métier, qui est d'assurer aux quatre coins du globe les compagnies d'assurances, consiste à imaginer et prévoir le monde de demain pour toujours mieux l'assurer. Premier assureur français, Sine mondial, avec un chiffre d'affaires de 13 Milliards de francs, nous rassemblons 1 200 personnes qui aiment se dépasser, bouger, innover. Nous vous proposons de nous rejoindre au sein de notre Département Risques Naturels.

INGENIEUR GRANDE ECOLE RISQUES NATURELS

De formation Ingénieur Grande Ecole, avec une bonne maîtrise de l'informatique, vous souhaitez valoriser une première expérience acquise de préférence dans le domaine des catastrophes naturelles et des phénomènes physiques. Directement rattaché au Responsable du Département et en relation avec notre Direction Informatique et les organismes techniques externes, vous participez à l'élaboration et au développement de nouveaux modèles d'évaluation des risques naturels.

Vous jouez un rôle d'information et de conseil auprès de nos équipes et de nos clients en France comme à l'étranger. Votre analyse des phénomènes naturels, des sinistres qu'ils peuvent engendrer et des systèmes de couverture qu'ils réclament, nous permet d'aller toujours plus loin dans l'optimisation de nos engagements. Rigoureux, autonome, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Si vous aimez que vos études se concrétisent, vous constaterez vite que nous mettons tout en œuvre pour favoriser le développement de chacun, car si nous ne connaissons pas le métier que vous ferez dans 10 ans, nous savons en revanche qu'il vous ressemblera.

Merci d'écrire à : Anne Morner - SCOR DRH/Recrutement -
Ref. : IEAR/N - 1, avenue du Président Wilson -
92074 Paris La Défense Cedex.

SCOR

L'ASSUREUR DES ASSUREURS

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications destinées aux entreprises et administrations. L'importance de nos activités dans le monde et l'évolution constante de notre offre en termes de produits et services (intégration télécom et informatique), nous conduisent à rechercher un

INGENIEUR MARKETING H/F STRATEGIE PRIX (offres techniques complexes)

PARIS OUEST

Missions et Responsabilités

Vous êtes chargé de définir et de mettre en œuvre la politique tarifaire de notre offre «Software» standard ou spécifique. Proche de la Technique et du Marketing-Produit, vous déterminez le coût et la valeur des applications. Attentif aux impératifs de rentabilité et aux contraintes commerciales, vous calculez les prix et les marges dans une optique de cohérence et de compétitivité. Outre votre travail d'analyse et d'élaboration, vous vous rendez dans les filiales pour vous assurer de l'homogénéité de notre offre. Dans le cadre de certains projets, vous assistez nos équipes commerciales pour les positionnements de prix. Vous jouez un rôle important dans le mix-produit et influencez directement sur les performances de notre groupe.

Profil et Offre

Vous avez 30/35 ans environ. Ingénieur de formation, vous évoluez dans un environnement high-tech (informatique ou télécom). Vous exercez une fonction marketing ou occupez un poste au contact du marché et des clients (Technico-Commercial, Avant-Vente, Offres,...). Votre compréhension des offres techniques complexes, intégrant hardware et software, vous permet d'en déterminer la valeur et le prix, en particulier pour la partie «Logicielle». Rigoureux et méthodique, vous avez un bon esprit d'analyse et l'acuité nécessaire pour bien percevoir l'évolution des techniques et des marchés. Disponible, ouvert et créatif, vous avez de bonnes capacités de communication. Nous vous donnerons les moyens d'exprimer pleinement votre potentiel dans un contexte vous garantissant de réelles perspectives d'évolution.

Les entretiens avec la société auront lieu le jeudi 27 février.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 6016 à notre conseil :
PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex
Fax : 01 46 05 00 34.

**PREMIERE
LIGNE**

Vous êtes juriste,
découvrez votre Monde le mardi *

Un rendez-vous :

« Le Monde de l'organisation et de la gestion »

- Juristes/Ressources humaines
- Dirigeants
- Gestion/Finance
- Conseil/Audit
- Marketing et communication
- Fonction commerciale
- Cadres

Carrières internationales dont carrières européennes

* daté mercredi

Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NRK - HANDELSBLAD - EL PAIS - **Le Monde** - Süddeutsche Zeitung - 7. BERLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standard - **THE INDEPENDENT** - THE IRISH TIMES

Filiale d'un groupe européen
Spécialisé dans le textile recherche son

Coordinateur Logistique

Paris

180/200 KF

Rattaché à la direction, vous serez chargé de mettre en place une logistique efficace.

- ☐ Vous assurez l'interface entre les services commerciaux et la production.
- ☐ Vous élaborez les prévisions d'achat en corrélation avec les services commerciaux.
- ☐ Vous validez les plannings d'approvisionnement et le respect des délais.

A 26/30 ans, de formation ingénieur, vous avez 2 à 3 ans d'expérience opérationnelle idéalement acquise dans le secteur textile à un poste de logistique ou de coordinateur entre les services commerciaux et la fabrication.

Pour ce poste, la pratique de l'anglais et de l'italien est nécessaire.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à
Frédéric Pommier, Michael Page Ingénieurs & Production,
3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617
code MPAGE (Correspondance 3617) SOUS la référence FPI15623

MP

Michael Page Ingénieurs & Production
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

Responsable Zone Export

Rattachée à un très grand groupe industriel de dimension mondiale, notre filiale de 1 200 personnes est spécialisée dans la recherche, la production et la vente de produits en grandes séries de sous-ensembles et produits de technologies associant électronique et mécanique.

Reportant au «Sales - Marketing Manager», le professionnel de la vente «business to business» que nous recherchons aura 3 objectifs : poursuivre la relation clients déjà engagée, développer de nouveaux marchés, améliorer la crédibilité technique vis-à-vis des interlocuteurs internes et externes.

A 30 ans environ, de formation ingénieur ou ESC, vous avez déjà réussi une première expérience de quelques années de la vente à l'industrie de produits ou sous-ensembles techniques, dans un environnement de grandes séries. Bilingue français / italien, vous maîtrisez bien l'anglais et possédez une réelle ouverture internationale.

Pour ce poste basé à proximité d'une ville importante de Bourgogne, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 179/197, à
ETHIKA, 7 rue Victor Hugo, 69002 Lyon, qui s'engage à vous répondre dans un délai de 3 semaines si votre dossier est retenu.

Ethika

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Secteurs de Pointe

Environnement
Valeur d'entrepriseRESPONSABLE
ENVIRONNEMENT
HYGIÈNE/SÉCURITÉ
FRANCE/EUROPE
30 ans Basé Paris

Missions : • communiquer et mettre en application la politique du Groupe dans le cadre de la législation européenne • accompagner et sensibiliser les sites dans une démarche très pragmatique et proactive du traitement des problèmes • définir concrètement les plans d'action en conciliant la réduction des risques et les contraintes économiques (qualité/coût/délai). En assurer le suivi.

Profil : double formation (génie chimique, biologie... + environnement...) • Expérience opérationnelle de la fonction en industrie (métallurgie, plasturgie, process...) • fortes sensibilités économique et technique (budgets importants) • réelle capacité à travailler en équipe • esprit autonome et entrepreneur. Anglais courant.

Vous êtes prêt à représenter de manière active les Direction Générale / Direction Industrielle de la Division à qui vous reportez et laissez votre empreinte sur le terrain. Faites-nous part de vos motivations ; nous saurons y répondre !

Pour ce poste, veuillez adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, tél. 61.4994/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval



Glass Europe

CA : 3,2 milliards de francs, 3200 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe.
Nous faisons partie d'un groupe international de 35 000 personnes leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture.
Pour préparer nos futurs Responsables d'unité, nous recrutons

2 INGENIEURS GENERALISTES
Haut potentiel

Expérimentés, ayant une bonne connaissance de l'anglais et motivés par une évolution vers des responsabilités opérationnelles en production.

L'un, adjoint au Responsable de production
de float glass (110 personnes), conduira et animera les équipes de maintenance et de production, avec la mission d'optimiser la productivité des installations en assurant une maintenance efficace des outils et des fours, en gérant et améliorant le process et les méthodes.

Vous possédez une expérience de 5 ans au moins acquise dans les services maintenance et, si possible, dans l'industrie lourde. Vous acquerez dans ce poste les compétences spécifiques du métier verrier qui, allées à votre autorité naturelle et à votre ouverture dans le management d'équipes, à un engagement dynamique et rigoureux dans vos réalisations, vous permettront de vous affirmer et de concrétiser votre ambition.

L'autre assistera le Responsable Exploitation
en charge des secteurs de découpe, stockage et expéditions (250 personnes) avec pour mission d'optimiser les flux physiques, l'organisation et les méthodes en intégrant les impératifs de la production et de nos clients.

Une expérience de trois ans environ, de préférence chez un équipementier automobile, vous a doté de réelles compétences dans la gestion des flux et l'organisation industrielle et aiguisé votre capacité à dialoguer, motiver et former pour faire avancer et concrétiser vos projets. Vous savez prendre du recul comme agir et influencer sur le terrain, au contact des opérationnels. Vous consolidez dans ce poste votre tempérament de leader et développerez une connaissance pointue de notre activité indispensables à votre évolution.

réf. 50 3129 7M

Postes basés dans le Nord.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 ParisResponsable Technique
d'AgenceFavorisez par votre expertise le développement d'une
des toutes premières SSII françaises

340 - 380 KF

LA SOCIÉTÉ

- Société de services informatiques spécialisée dans le milieu industriel et technique de pointe.
- CA : 800 MF - 700 collaborateurs - 10 agences en France.
- Fort développement - projets ambitieux à fort contenu technologique.

LE POSTE

- Sous la responsabilité du Directeur de l'Agence, vous :
- collaborez à la définition de la stratégie technique de l'Agence,
- coordonnez les réalisations des projets en cours et optimisez le plan de charge de l'Agence,
- veillez à tirer les enseignements des activités, animez les revues de projet, organisez les retours d'expérience par des synthèses précises.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60308 à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

NBS SELECTION LTD
a BNB Resources plc companyParis • London • Aberdeen • Birmingham
Bristol • City Edinburgh • Glasgow • Leeds
Manchester • Slough • Madrid

Sud-Est de la France

- soutenez l'action commerciale, analysez les attentes des clients, qualifiez les propositions techniques, participez aux négociations,
- participez à l'élaboration du plan de formation des 68 collaborateurs, anticipez pour mieux répondre aux besoins de nos clients.

PROFIL RECHERCHÉ

- 30/40 ans - Ingénieur en informatique + expérience en automatisation.
- Activité professionnelle de l'ordre de 10 ans, à des postes de management d'équipes techniques et d'encadrement de projet dans le milieu industriel.
- Capacité d'écoute et d'animation ; esprit de synthèse, veille technologique constante.
- Forte motivation.

Notre Société équipementier de l'Automobile, filiale d'un grand groupe français, est présente dans le monde entier.

Elle développe et industrialise des fonctions en partenariat des constructeurs français et étrangers avec le concours d'importantes équipes de recherche et développement et au moyen d'installations techniques modernes et performantes.

L'un de ses Départements enregistre une croissance en Europe particulièrement élevée et souhaite renforcer son management par gestion de projets.

Nous recrutons son :

DIRECTEUR
COMMERCIAL

Ingénieur généraliste, âgé de 35/40 ans environ, vous avez évolué dans le monde de l'Automobile et vous avez d'abord occupé des fonctions de production avant de diriger des équipes de développement de projets en liaison technico-commerciale avec les constructeurs.

En relation directe avec le Directeur du Département (600 personnes en France), vous identifierez les projets nouveaux de nos clients, en France et dans certains pays d'Europe, vous établirez les

meilleures conditions de consultation, vous négocierez les prix de vente en toute connaissance des prix de revient et du marché.

Vous travaillerez en liaison avec les services études, développement et industrialisation du Département. Vous entretenez des relations avec les filiales mondiales.

Vous êtes un manager et un négociateur commercial capable d'intégrer dans votre offre tous les arguments techniques de nos produits. L'ensemble de vos expériences (Etudes, Production, Commercial) vous permettra une évolution au sein d'une entreprise aux produits en plein développement.

Vous bénéficierez d'une période d'intégration de quelques mois. La pratique de l'anglais est nécessaire. Allemand souhaité. Poste basé dans une ville moyenne au Sud de la région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) en indiquant sur l'enveloppe la Réf. 2000 à LBW, 42 rue Laugier 75017 PARIS, qui transmettra.

AU CŒUR
DE L'ÉCONOMIE
TOUT UN
UNIVERS DE
MÉTIER

Le GROUPE ESIEE

recherche

5 ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

La Chambre de Commerce

et d'Industrie de Paris

représente, conseille

et informe les

277 000 entreprises

de Paris,

des Hauts de Seine,

de la Seine-Saint-Denis

et du Val de Marne.

Elle participe à

l'aménagement et à

l'équipement de Paris

et de sa région.

Chaque année,

12 000 étudiants et

40 000 adultes suivent

des formations dans

ses établissements

d'enseignement.

De ces multiples activités

au cœur de l'économie

découle tout un univers

de métiers qu'elle vous

propose de partager !

Constitué autour de son école d'ingénieurs, le Groupe ESIEE forme aux métiers des télécommunications, de l'électronique, de l'informatique et de l'automatique.

Fortement impliqué dans l'action internationale, il anime plusieurs réseaux européens et nord-américains ainsi que deux instituts d'enseignement supérieur à Singapour et en Afrique du Sud.

Le Groupe ESIEE participe à la dynamique de recherche des laboratoires du Polytechnicum Marne-la-Vallée aux côtés, notamment, de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et de l'Université de Marne-la-Vallée.

Afin d'assurer son développement dans les technologies de l'information et de la communication, le Groupe ESIEE recherche

- Pour constituer une nouvelle équipe «RESEAUX ET SYSTEMES REPARTIS»

2 enseignants-chercheurs
«Réseaux»1 enseignant-chercheur
«Systèmes répartis»

- Pour renforcer son laboratoire «SYSTEMES MICRO-ELECTRONIQUES»

1 enseignant-chercheur
«Physique et Micro-Systèmes»1 enseignant-chercheur
«Hyperfréquences et Optoélectronique»

Vous avez le goût de l'enseignement et, si possible, une première expérience réussie.

Les travaux que vous avez accomplis attestent d'un fort potentiel pour les activités de recherche-développement et d'une bonne aptitude au dialogue multidisciplinaire.

Vous portez un intérêt prononcé aux applications industrielles et au transfert de technologie vers les entreprises (une expérience de l'industrie ou des services serait appréciée).

Ouvert à la dimension internationale de l'enseignement et de la recherche, vous maîtrisez l'anglais et, si possible, une autre langue européenne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous la référence ALM01472 au Doyen du Corps Professoral Groupe ESIEE - Cité Descartes - BP 99 - 93162 NOISY LE GRAND Cedex. Tél. : (33) 01 45 92 65 16 - Fax : (33) 01 45 92 66 99

Les descriptions de ces postes sont consultables sur Internet : <http://www.esiee.fr/postes97>

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
PARIS HAUTS DE SEINE SEINE-SAINT-DENIS VAL DE MARNE

صكرا من الامل

Informatique - Réseaux Télécommunications

6 EXPERTS CONFIRMÉS
5 A 10 ANS D'EXPERIENCE EN SYSTEMES D'INFORMATION

NOTRE OBJECTIF :
Construire notre orientation en prestations à forte valeur ajoutée et notre savoir-faire en matière de conseil et de réalisation de projets, auprès de grands comptes nationaux et internationaux. Votre expertise et votre polyvalence vous permettront de répondre aux défis du développement des fonctions suivantes :

DIRECTEURS DE PROJETS - CHEFS DE PROJETS - RÉF. DP
Vous êtes responsable du management de votre équipe, de la satisfaction du Client et de la rentabilité du projet, dans le respect de vos engagements contractuels/qualité en fonction de votre expérience, vous managez une équipe de 4 à 10 personnes. Vous êtes capable de gérer des projets en intégration de systèmes.

CONSULTANTS ET EXPERTS FONCTIONNELS - RÉF. CEF
Interlocuteur privilégié des Clients (Direction Générale et Directions Fonctionnelles), vous savez répondre à leurs préoccupations fonctionnelles, vous comprenez les enjeux de l'entreprise et en organisez les impacts sur l'évolution du système d'information. Une solide connaissance d'un métier client Département (Banque et/ou Assurance et/ou automobile par exemple) et/ou d'un grand domaine fonctionnel (gestion commerciale, financière, GED/GDT...) vous permettra d'intervenir de façon autonome en conseil ou en assistance à la maîtrise d'ouvrage.

ARCHITECTES DE SYSTEMES D'INFORMATION - RÉF. ASI
Vous conseillez nos clients dans la transformation de leur système d'information, tant au plan de l'architecture globale que de l'architecture technique. Vous intervenez en conseil, en avant-vente ou en cours de projet. Vous serez chargé de concevoir et intégrer des solutions dans le cadre de projets complexes, en environnement réparti (Client/serveur, SGBD, Réseaux...).

LA QUALITÉ POUR AMBITION

GROUPE M

Postuler en votre cas : lettre, CV, rémunération actuelle, à : M. Consulting, 55 avenue George V, 75008 PARIS, sous la référence 0101/97, portée sur lettre et enveloppe.

Expert Formateur en Radiomobiles

Membre du Groupe France Télécom, vous serez chargé des prestations de conseil et d'assistance technique pour le développement des réseaux de radiomobiles fixes et mobiles à l'échelle nationale.

PROFIL :
- Bac + 5, Ingénieur Télécommunications, vous possédez au moins 3 ans d'expérience de l'enseignement en école d'ingénieurs ou d'université et possédez de solides connaissances techniques en radiomobiles mobiles.

Missions :
- Former et accompagner les clients dans les concepts techniques des terminaux, réseaux et des services des réseaux à des ingénieurs.

Compétences :
- Maîtriser les concepts techniques des terminaux, réseaux et des services des réseaux à des ingénieurs.

Formation :
- Bac + 5, Ingénieur Télécommunications, vous possédez au moins 3 ans d'expérience de l'enseignement en école d'ingénieurs ou d'université et possédez de solides connaissances techniques en radiomobiles mobiles.

France Telecom
Sofrecom

Passionné des systèmes d'information, adepte des solutions nouvelles, 15 idées seconde.



Il y a un moment où Andersen Consulting s'impose...

Andersen Consulting est le leader mondial du conseil avec plus de 42 000 collaborateurs dans 47 pays. La très forte croissance que nous prévoyons dans les 5 prochaines années, notamment au niveau de nos activités liées aux systèmes d'information, nous amène à recruter de nouveaux collaborateurs.

Consultants juniors en systèmes d'information

De la conception à la réalisation, vous intervenirez sur des projets informatiques dans des environnements à forte dominante technologique. Ces missions assurées auprès de clients de premier plan allieront stratégie informatique et mise en place de solutions nouvelles.

Diplômé(e) d'une école supérieure d'ingénieurs, de commerce ou d'un troisième cycle universitaire, le monde des systèmes d'information et la perspective d'intégrer un cabinet en pleine expansion vous attirent.

Ingénieur, rigoureux, passionné par le travail en équipe, vous bénéficiez en outre d'excellentes qualités de communication et d'écoute. Avec ou sans connaissance informatique particulière, vous êtes conscient que le conseil en systèmes d'information exige d'acquiescer des compétences et souhaitez dans un premier temps développer votre expertise technique. Totalement mobile, vous voulez donner une orientation internationale à votre carrière et possédez un très bon niveau d'anglais (l'allemand serait également apprécié).

En nous rejoignant, vous bénéficiez de formations personnalisées en France et à l'étranger (notamment dans notre université de Saint-Charles près de Chicago). Vous travaillerez au sein d'équipes de haut niveau dans un contexte valorisant qui ouvre de réelles perspectives d'évolution liées à vos performances et à la forte croissance de notre activité. A terme, des responsabilités en management et gestion de projet seront possibles.

Nous vous remercions d'adresser sous référence JUM/M/1 votre candidature (CV, lettre de motivation et photo) à Sophie Audiat, Andersen Consulting, 55 avenue George V, 75 379 Paris Cedex 08.

Vissez juste, vous le sentirez fort.
Andersen Consulting vous offre les projets de vos ambitions.

<http://www.ac.com>

Industriel dans les matériaux de construction, leader de la laine de roche sur le marché de l'isolation thermo-acoustique et de la protection incendie des bâtiments et industries, nous renforçons notre équipe informatique en recrutant un(e)

CHEF PROJET INFORMATIQUE
Paris

Rattaché(e) au responsable du Département Informatique et au sein d'une équipe de 9 personnes, vous prendrez en charge l'encadrement et la gestion de projets informatiques novateurs et vous assurerez la maintenance d'applications déjà existantes.

Diplômé(e) d'une école nationale d'ingénieurs, vous bénéficiez idéalement d'une formation MBA, IAE ou d'une spécialisation en informatique. Une première expérience de développement de type client/serveur ainsi qu'une bonne connaissance de l'environnement AS 400 vous aideront à maîtriser les différents aspects de votre activité. Votre anglais est courant.

Votre rôle au sein de notre équipe exige des qualités de communication et d'organisation. Responsabilité, autonomie et énergie seront les atouts pour réussir dans ce poste. C'est bien sûr la reconnaissance de ces qualités qui vous permettront d'évoluer vers de nouvelles fonctions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence CP10 à Laurent HUET 111, rue du Château des Rentiers 75013 PARIS.

"Les Spécialistes de la Laine de Roche"

ESPADON
Premier Réseau d'Experts dédié aux Entreprises

Nous étendons nos services techniques par l'intégration d' :

Un responsable des Services DATA
(réf. AB/18)
Ingénieur Télécom, vous disposez d'une solide expérience Réseau. Vous prenez la responsabilité du réseau et de la mise en place des Services DATA.

Ingénieurs Système - UNIX
(réf. AB/10)
Vous êtes Bac + 5, ingénieur Télécom ou équivalent et vous avez une expérience significative en développement de logiciels orientés Télécom. La connaissance des protocoles de communication du type TCP/IP... est nécessaire.

Analystes-programmeurs - UNIX
(réf. AB/11)
Vous avez pour mission le développement des projets orientés systèmes et télécom sous unix (SCO, Open server, DE-UX...).

Bac + 4, si possible de formation Télécom, vous maîtrisez UNIX et les protocoles de communication de type TCP/IP.

Ces postes sont basés en région parisienne. Vous êtes entreprenant, disponible et à la recherche d'une entreprise qui vous offre des moyens matériels et financiers très importants. ...Tout est donc à réaliser.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) à : TRIODE - 28, rue de la République 69002 Lyon

TRIODE
Région Rhône-Alpes

Ingénieurs Conseils

Par sa filiale **TEKHNÉ**, GFI Informatique est partenaire de SAP dans l'intégration des systèmes SAP R/3 et R/2. Distributeur de SAP en France sur le secteur des moyennes entreprises, nous renforçons notre pôle de compétence dans ce domaine, et nous recrutons des

Consultants Juniors

De formation supérieure (ingénieur, universitaire ou école de commerce), vous souhaitez valoriser une première expérience (1 à 2 ans) acquise de préférence dans un cabinet de conseil. Vous avez des connaissances fonctionnelles dans les domaines suivants : contrôle de gestion, achat et stocks, gestion de production, gestion commerciale, ressources humaines...

Par ailleurs, vous connaissez les différentes étapes d'un projet informatique et vous maîtrisez la langue anglaise. Votre potentiel et vos qualités de communication alliées à vos capacités rédactionnelles seront déterminants dans votre évolution.

A votre arrivée, nous vous proposons une formation certifiante sur SAP R/3. Par la suite, vous interviendrez chez nos clients pour l'avant-vente, l'analyse des besoins, l'installation et la formation des utilisateurs. Notre activité progredie en pleine expansion, nous saurons vous proposer une évolution de carrière à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) en précisant la réf. CJ 01/97 à GFI Informatique, Catherine Hankiss, 199 rue Championnet, 75018 Paris.



CESIA

CONSEIL EN ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION

Conduire des missions de conseil en organisation et en systèmes d'information, réaliser des études stratégiques sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, c'est ce que nous proposons à des :

Consultants en Organisation et Systèmes d'Information

(X, Mines, Sup Aéro, INSA, HEC, ESSEC...)

- **Senior Consultants**, ayant une première expérience réussie de deux à trois années en cabinet de conseil ou en entreprise dans le domaine de l'organisation, des systèmes d'information et des télécommunications (réf. FHB110SC).
- **Junior Consultants**, avec ou sans première expérience, faisant preuve d'une réelle motivation pour le métier de conseil et pouvant faire état d'une formation de base dans le domaine des systèmes d'information et des télécommunications (réf. FHB110JC).

Partenaire privilégié des grandes entreprises du secteur tertiaire privé et public, ainsi que des grandes organisations internationales, les missions qui nous sont confiées sont à forte valeur ajoutée (études stratégiques, audits, schémas directeurs, assistance à maîtrise d'ouvrage...).

Pour faire face à une croissance rapide de notre activité en France et à l'étranger (Russie, pays de l'Est, Chine, Inde...) et notamment dans le domaine des services financiers et auprès des grands opérateurs Télécom, nous devons renforcer nos équipes par des Consultants à fort potentiel et aptes à prendre rapidement des responsabilités au sein de notre cabinet.

Impérativement diplômés d'une grande Ecole (d'ingénieurs ou de commerce), les candidats devront parfaitement maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence correspondante à Florence HADJAB - ACTIDE MANAGEMENT 43/45, rue Marius Jacotot - 92800 PUTEAUX

ACTIDE
management

Pour insérer votre annonce dans
Le Monde Économie et Le Monde Emploi
Appelez Le Monde Publicité au
01-44-43-76-03 – Fax : 01-44-43-77-32

Formation Professionnelle

AXES MANAGEMENT, spécialiste reconnu de la gestion publique, propose dans son programme de séminaires 1997, 165 sessions de formation, parmi lesquelles prochainement :

Dans le thème "délégations de service public" :

- **PASSER ET GÉRER LES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC** : concessions, affermage, régie et gérance... (3 jours)
- Identifier les avantages et les inconvénients de chaque mode de gestion déléguée
- Respecter les obligations nationales et européennes de transparence dans l'attribution des conventions de délégation
- Gérer et contrôler les services publics délégués

Paris - 10 au 12 mars 1997

LE BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF ET LES MONTAGES INNOVANTS (2 jours)

- Étudier et mettre en œuvre les différents montages contractuels liés au bail emphytéotique et à ses formes voisines
- Identifier les avantages et les inconvénients de ces techniques contractuelles : bail à construction, convention d'aménagement, le crédit bail immobilier...

Paris - 17 et 18 mars 1997

RÉSEAUX ET SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS : COMMENT CHOISIR SON OPÉRATEUR ? (1 jour)

- Connaître la nouvelle réglementation des télécommunications
- Identifier l'offre des différents opérateurs
- Savoir rédiger et négocier un contrat avec un opérateur de télécommunications

Paris - 26 juin 1997

Programmes détaillés, renseignements et inscriptions au :
Tél. : 01.48.01.01.33 - Fax : 01.48.01.04.14
AXES MANAGEMENT - SA au capital de 1 500 000 F
55 rue Traversière - 75012 PARIS

SEMINAIRE DE FORMATION
COMMENT CREER VOTRE GUIDE DU PERSONNEL
OUTIL STRATEGIQUE DE LA COMMUNICATION INTERNE

Destinataires : TECHNICIENS ET CADRES DES FONCTIONS PERSONNEL ET COMMUNICATION INTERNE

Durée : 1 journée, 61, rue de Turenne, 75003 PARIS
limité à 10 personnes

MATIN : LA PHASE PREPARATOIRE

- Raisons et circonstances de sa création
- Destinataires et besoins des salariés
- Typologies existantes
- Règles à observer et pièges à éviter
- Maître d'œuvre et équipe ad hoc

APRES-MIDI : LA REALISATION

- Durée de vie et forme technique
- Quel ton ? Quel style ?
- Adaptation aux filiales et établissements
- Le sommaire type
- Les 3 phases de sa rédaction
- Le pré-test du projet finalisé
- La réalisation technique
- Fourchettes budgétaires

Sessions : 6, 13, 20/02 et 6, 13/03/97

Programme détaillé, renseignements et inscriptions :
CONSENSUS Christine LEROUX - 61, rue de Turenne - 75003 PARIS
Tél. 01.44.78.38.00 - Fax 01.42.77.46.81

JEUNES DIPLOMES
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Intégrez une entreprise
par une mission professionnelle de 3 mois

Formation gratuite et rémunérée de
Recherche intensive d'emploi.
Demandeurs d'emploi + 1 an ANPE (+26 ans)
Résident Paris uniquement

CREFAC : 01.48.46.51.99

Chaque semaine, retrouvez la rubrique

"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Pour vos annonces publicitaires,
contacter Michèle FERNANDEZ au

Tél. 01.44.43.76.17 - Fax : 01.44.43.77.32

051 71147

صكنا من الامل

Informatique - Réseaux Télécommunications

Chaque jour nous
nous dépassons
pour nos clients.
Puis on se repose pour
vous donner envie
de vous dépasser.

Les compétences informatiques se limitent souvent à la maîtrise de l'outil. Mais nous, nous nous appuyons sur la compétence humaine. Nous sommes des hommes et des femmes, nous avons des idées, des projets, des ambitions. Nous sommes des professionnels, nous sommes des experts. Nous sommes des hommes et des femmes, nous avons des idées, des projets, des ambitions. Nous sommes des professionnels, nous sommes des experts. Nous sommes des hommes et des femmes, nous avons des idées, des projets, des ambitions. Nous sommes des professionnels, nous sommes des experts.

Ingénieur client/serveur Powerbuilder - Sybase

Ingénieurs (bac + 4/5 ans), vous avez une expérience significative de 2 à 3 années en conception et développement d'applications de gestion avec Powerbuilder/Sybase. Réf. LM705PS.

Ingénieur client/serveur Natstar - Oracle

Ingénieurs (bac + 4/5 ans), vous avez une première expérience significative avec Natstar et 2 à 3 années d'expérience en conception et développement d'application de gestion. Réf. LM705NO.

Ingénieur technologies objets

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience du développement objet (C++ en environnement industriel et maîtrisez les méthodologies de conception objet (BOOCH, OMT...). Réf. LM705IT.

Ingénieur réseau/système

De formation ingénieur ou universitaire, vous possédez une première expérience en :
• administration de réseaux sur une plate-forme de développement de type HP Openview, ISM, Netview 6000, fonctionnant avec les protocoles de communication CMIS/CMIP ou SNMP
• administration de plates-formes UNIX ou Windows NT ou VMS.
Réf. LM705IR5.

Ingénieur télécom

De formation ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une première expérience en développement, intégration, qualité, exploitation dans les environnements GSM, TETRA, X25, X400, RTC, PABX, DSP. Réf. LM705TR2.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence correspondante à ALTEN, Direction des Ressources Humaines, 119-121 Grande-Rue, 92318 Sèvres Cedex.



D é p a s s e r l a t e c h n o l o g i e

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader dans le domaine des solutions de télécommunications destinées aux grandes entreprises et administrations. Les très importantes perspectives de développement du marché des Centres d'Appels («Call Centers») intégrant téléphonie/informatique, nous conduisent à rechercher des

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES H/F PARIS OUEST
AVANT-VENTE/REALISATION TELECOM/INFORMATIQUE

Missions et Responsabilités

Au sein de notre Centre de Compétences Européen, vous êtes responsable de la conduite de projets de «Centres d'Appels». Vous intervenez en avant-vente et élaborez une offre technique répondant aux besoins spécifiques du client (gestion des appels, exploitation de numéros verts, interfaces...). Dans le cadre du planning et du budget établis, vous gérez le projet dans son ensemble (intégration de produits différents, développements logiciels...) en coordonnant l'action des différents intervenants. Vous assurez le lien permanent entre le client, l'ingénieur commercial et les responsables techniques. Par ailleurs, vous êtes associé aux évolutions de nos produits et pouvez être amené à gérer des relations avec nos partenaires et/ou sous-traitants.

Profil et Offre

Agé de 30 ans environ, vous êtes ingénieur en télécom ou informatique. Vous avez une expérience confirmée de conduite et de réalisation d'affaires dans un domaine proche du nôtre (PABX, ACD, serveurs vocaux ou environnement Client-Serveur...). Vous avez une bonne connaissance des environnements informatiques des entreprises. Vous savez travailler en équipe et fédérer les compétences. Vos aptitudes relationnelles, votre capacité à traduire techniquement un besoin et votre efficacité font de vous un interlocuteur reconnu et apprécié des clients. Autonome, vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée en France et en Europe (anglais impératif). Vos résultats et la croissance de notre activité sur un marché très porteur sont garants de votre évolution au sein de notre groupe.

Les entretiens avec la société auront lieu le mercredi 26 février.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 6027 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex Fax : 01 46 05 00 34.

PREMIERE
LIGNE

Ingénieur Telecom Senior

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, vous aurez pour principales fonctions de :
• assurer le suivi de l'informatique et surtout du système telecom du Groupe (communications/réseaux),
• conseiller les clients du groupe dans l'organisation de leur système telecom (mise en place de call-center, centres serveurs, Internet vocaux...),
• assurer la veille technologique en matière de telecom (Internet, CTI, réseaux internationaux...).

De formation Grande Ecole d'Ingénieur (spécialisation Telecom), vous avez une expérience chez un opérateur Telecom ou en société de conseil ou équivalent et souhaitez rejoindre un groupe intervenant sur les métiers du conseil et télé-services (call-center, télévente, télé-assistance...).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) s/réf.22/2039F à Bernard Krief Ressources Humaines, 35, Bd Malesherbes, 75008 PARIS.



BERNARD KRIEF RESSOURCES HUMAINES

Le Monde Economie le lundi *
Le Monde Emploi le mardi **

Deux rendez-vous
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi

Ingénieurs Commerciaux

Notre société intervient dans le conseil et l'ingénierie de systèmes électroniques et informatiques pour le secteur du transport. Notre croissance rapide nous amène à renforcer nos équipes.

Ingénieur commercial

Rattaché au Directeur Général, vous avez pour mission de développer notre présence auprès des grands comptes des domaines du transport et de l'industrie. Vous prenez en charge la prospection et l'ensemble de la relation client pour offrir les compétences de nos consultants aux maîtres d'ouvrage : étude de besoins, architecture de systèmes, élaboration de cahiers des charges, suivi des réalisations.

De formation ingénieur, à 30 ans environ, vous avez exercé la fonction de chef de projet, en entreprise industrielle ou SSII, et avez développé un courant d'affaires significatif de prestations de services. Votre connaissance du milieu des transports est un atout décisif.

Pour ce poste basé en proche banlieue parisienne, nous vous remercions d'envoyer votre candidature, sous réf. IC/LM, à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

SPH

SYSTEMS BY POTENTIALS HUMAINS

INGÉNIEUR D'AFFAIRES Vente Prodiges

Filiale d'un groupe US recherche pour renforcer son équipe commerciale un Ingénieur d'Affaires confirmé.

Vente aux Utilisateurs et à l'Informatique des grands comptes. Partenariat avec les SSII françaises pour les projets applicatifs. Culture Beses de Données et bon niveau d'anglais appréciés. Rémunération annuelle +/- 500 KF

Adresser CV (sous n° 9065) à :

LE MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08